

# Supplément « Initiatives » Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14684 - 6 F

MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Sionisme n'est pas racisme

DEPUIS sa création, l'ONU ne s'est déjugée que deux fois. En 1950, l'Assemblée générale de l'organisation était revenue sur l'adoption, quatre ans plus tôt, d'un texte recommandant la mise au ban des nations de l'Espagne de Franco. Lundi 16 décembre, cette même Assemblée a abrogé une résolution de 1975 assimilant le sionisme à « une forme de racisme ».

Ce dernier événement, par les conséquences qu'il aura, n'est donc pas négligeable. Il montre que les temps ont bien changé. En 1975, on était en pleine guerre froide. Avec l'aide, notamment, des pays dits non alignés, l'Union soviétique exerçait une forte pression sur la scène internationale et, après le premier choc pétrolier, les pays arabes, grâce à l'or noir, y manifestaient une influence souvent déterminante. Un an auparavant, M. Yasser Arafat avait été accueilli triomphalement à la tribune des Nations unies. Aujourd'hui, l'URSS a disparu et les gouvernements arabes, dont la plupart se sont rangés sous la houlette des Américains depuis le conflit du Golfe, ont accepté la négociation avec Israël.

LES Etats-Unis, qui, voici encore quelques années, boudaient l'ONU parce qu'ils ne pouvaient souvent y faire entendre leur voix de façon déterminante, font maintenant la pluie et le beau temps dans cette enceinte. L'administration Bush a joué un rôle prépondérant dans la décision prise lundi par les Nations unies. Les Israéliens ne s'y sont pas trompés et ont, tout de suite, remercié chaleureusement les Américains.

La résolution de 1975, presque oubliée de beaucoup, était, somme toute, assez dérisoire, et son annulation devrait annoncer pour bientôt le fin du boycottage d'Israël, organisé par la Ligue arabe, sanction qui n'aura guère été plus efficace que la dénonciation du « racisme » de l'état juif. Mais le gouvernement israélien avait fait de l'abrogation de ce texte une des conditions de sa participation au processus de paix voulu par Washington. Plus précisément, les dirigeants israéliens, qui détestent l'ONU, avaient fait en sorte que celle-ci ne dispose que d'un strapontin à la conférence de Madrid.

AVEC le vote de lundi, Israël a obtenu satisfaction et devrait modifier son attitude à l'égard de l'ONU, à moins d'avouer implicitement que son rejet de l'autorité des Nations unies a essentiellement trait aux résolutions lui enjoignant d'évacuer les territoires occupés. Mais le délégué israélien à New-York, tout en reconnaissant être « satisfait », n'a pas tardé à faire savoir qu'il n'était pas dans les intentions de son gouvernement de montrer de la bonne volonté envers l'ONU : « Si, à cause de ce vote, on nous demande maintenant de faire une place aux Nations unies dans le processus de paix, notre réponse est très clairement non. Il n'y a rien de changé », a-t-il dit tout net.

Il n'en reste pas moins qu'Israël vient de perdre un argument pour continuer d'ignorer les résolutions de l'ONU. Il devrait comprendre à son tour que les temps ont vraiment changé.

Lire page 5 les articles de PATRICE CLAUDE et de SERGE MARTI

M0147 - 1218 0 - 6.00 F

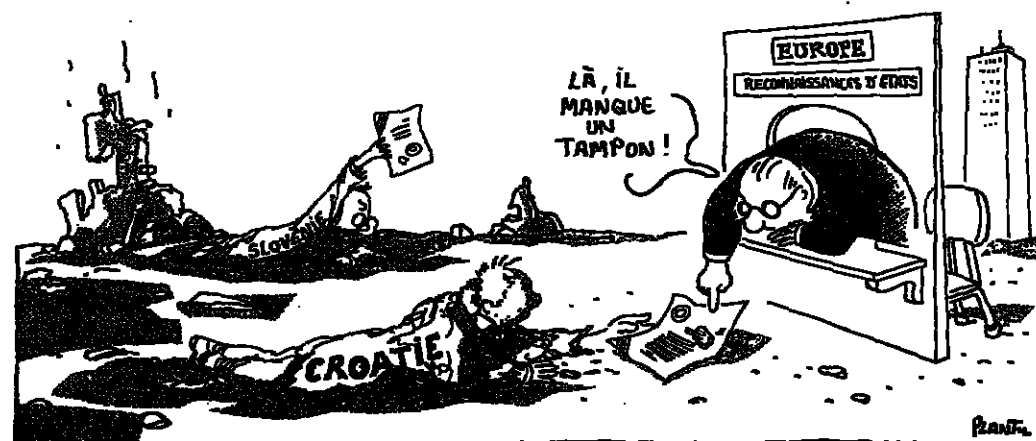


Après avoir défini un ensemble de conditions

## Les Douze se prononceront dans un mois sur la reconnaissance des Républiques yougoslaves

Les ministres des affaires étrangères des douze pays membres de la Communauté européenne, réunis lundi 16 décembre à Bruxelles, se sont mis d'accord sur le principe d'une reconnaissance à certaines conditions des Républiques yougoslaves qui souhaitent leur indépendance. Ils examineront le 15 janvier si ces conditions - notamment des garanties sur

la démocratie, les droits de l'homme et la protection des groupes ethniques ainsi que des minorités - sont remplies. Elles figurent dans un texte, également adopté à Bruxelles, à l'initiative de la France, qui énonce les critères auxquels devra obéir tout nouvel Etat demandant à être reconnu par la Communauté européenne.



Lire page 3 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

## Les menaces de prolifération des armements soviétiques

M. Baker à Moscou : Le secrétaire d'Etat américain s'est déclaré « rassuré », mardi 16 décembre, après les explications de M. Eltsine sur un commandement unique des forces nucléaires de l'ex-URSS. Mais ce commandement ne sera pas assuré par M. Gorbatchev.

Lire page 4 l'article de JAN KRAUZE

Braderie d'armes : Faute d'un marché national suffisant, les industriels soviétiques de l'armement, qui continuent de produire presque autant qu'avant, prospectent tous azimuts pour l'exportation. Il y a trois semaines, ils ont proposé des quantités de chars à l'Iran à des prix de braderie et, à Dubaï, ils ont exposé les derniers modèles d'avions de combat. Cette prolifération de matériels neufs ou d'occasion suscite des inquiétudes à l'Ouest.

Lire page 4 l'article de JACQUES ISNARD

Lire aussi page 17 l'article de Christien Chertier sur la signature à La Haye d'un accord international sur l'exploitation et la distribution d'énergie, paraphé par neuf Républiques de l'ex-URSS.

## Eaux minérales : BSN rachète le numéro un italien

Le groupe de M. Antoine Riboud reprend à M. Agnelli le holding SIFT

Lire page 17 l'article de FRANÇOIS RENARD

## Un rapport de 1980 sur le sang contaminé

Un document de l'inspection générale sur le CNTS révélait des cas de décès suspects survenus dès 1979

Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

## SCIENCES • MÉDECINE

■ L'environnement dans le tourbillon du progrès ■ Les Zéphyrs de quartier ■ Les traitements désordonnés de la stérilité ■ Invention hors poussière.

pages 12 et 13

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 24

## La bataille de Paris

L'examen du budget de la capitale s'inscrit dans la guerre ouverte à coups de millions entre la Ville et l'Etat

par Charles Vial

Témoins sourds et muets aujourd'hui, avant d'en être les victimes demain, les Parisiens sont au cœur d'une guerre déclarée. Les belligérants s'appellent gouvernement, pouvoir socialiste, Etat d'un côté, et mairie de Paris, RPR, Jacques Chirac de l'autre. La bataille de Paris fait rage, à coups de millions de francs cette fois. Mais son enjeu est, bien sûr, éminemment politique. L'examen du budget par le Conseil de Paris, lundi 16 et mardi 17 décembre, en a été de nouveau le théâtre.

L'antagonisme Etat-Ville de Paris est séculaire : le Bureau de ville des porteurs d'eau rivalisait jadis avec la justice du roi, la

préfecture. La dualité de la police dans la capitale a, cependant, pris un tour plus vif, voilà deux ans, quand les amis de M. Chirac ont fait voter par le Sénat une proposition de loi donnant au maire de Paris les mêmes pouvoirs que ceux de toutes les autres communes de France, proposition que le gouvernement n'a toujours pas déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale. Pour adopter la partie du budget de la préfecture de police que la Ville prend à sa charge, le Conseil de Paris s'y est repris à deux fois, ces dernières années, traduisant ainsi sa mauvaise humeur à l'égard d'une « maison » placée sous la tutelle du ministère - « socialiste » - de l'Intérieur.

Ces escarmouches ont, depuis quelque temps, changé de nature. Désormais, les arguments ne sont plus « de bonne guerre ». Ils sont « de guerre » tout court. Une fois de plus, la querelle du « Qui a commencé ? » serait vaine. Le gouvernement socialiste qui, en 1982, tentait un redécoupage de la capitale en vingt communes de plein exercice pour atténuer la puissance du maire de Paris ? Ou la municipalité RPR-UDF qui, en négligeant de préempter les terrains qui se libéraient depuis quinze ans, a favorisé l'engorgement de l'immobilier, limité la diversité sociale de la population et été ainsi à la gauche tout espoir de l'emporter avant longtemps ?

Lire la suite page 11

## Le CNPF pacifié

A l'heure de la réélection de M. François Perigot l'organisation patronale redéfinit ses rôles

par Michel Noblecourt

A l'abri de toute contestation, M. François Perigot, soixante-cinq ans, a été réélu avec 92 % des suffrages exprimés, mardi 17 décembre à la présidence du CNPF (Conseil national du patronat français) pour un second mandat de trois ans. Cette élection, par les 535 membres actifs de l'assemblée générale de l'organisation patronale, n'a pas grand-chose à voir avec celle du 16 décembre 1986, lorsque, en pleine période de cohabitation politique, l'ancien PDG d'Unilever-France dut prendre la tête d'un CNPF traumatisé par la « guerre des deux Yvon » (Gatteaz et Chotard). En cinq ans, M. Perigot a pacifié, rétabli une certaine unité, du moins en apparence, au point que nul challenger ne vient le contester. Dans un

univers politico-économique où tout un chacun cherche des repères, des projets, des leaders, le CNPF offre une image de cohésion. Les cinq membres du conseil exécutif nommés directement par le président du CNPF devraient tous être reconduits - y compris M. Jean-Louis Giral, en attendant que d'ici deux mois on trouve un nouveau « monsieur social », - alors que, durant son premier mandat, M. Perigot avait dû trouver, à chaud, de nouveaux responsables des commissions économiques et sociales.

Les organisations les plus « modernistes » du patronat, qu'il s'agisse du CTD (Centre des jeunes dirigeants d'entreprise) ou d'Entreprise et progrès, jouent quasiment la même partition que le CNPF.

Lire la suite page 18

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA; Arabie, 2 DH; Turquie, 700 TL; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 100 PTA; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 \$; Italie, 2,500 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 15 KRS; Thaïlande, 1,00 THB; USA, 0,95 \$; USA (internat), 2,50 \$.

## DÉBATS

## Europe

## Information sans frontières

par Jacques Semelin

VOICI que tout est à repenser en Europe: bien entendu, les modes de coopération entre les États de l'Est et de l'Ouest, les modes d'échanges économiques mais aussi les modes de communication. A vrai dire, tout n'aurait-il pas commencé par ces derniers?

L'information n'a plus de frontières et elle a probablement miné les fondements des régimes communistes, qui voulaient pourtant se protéger contre toute « contamination occidentale ». On sait le rôle complexe que les médias ont joué dans les révolutions de l'Est. La chute du mur de Berlin en 1989 n'a-t-elle pas d'ailleurs été ce point nodal par lequel tout a commencé à se relâcher, à se dénouer? Symbole du rétablissement de la communication entre les deux parties de l'Europe, l'événement eut sans doute encore plus de puissance symbolique qu'on ne l'imaginait alors: peut-être que 1989 en Europe centrale explique en partie 1991 dans l'ex-Union soviétique.

Pour autant, Européens de l'Est et de l'Ouest peuvent-ils désormais vraiment « communiquer » parce qu'ils partageraient maintenant les mêmes valeurs de la démocratie et de la libre-entreprise? Quand on analyse l'évolution des médias en Europe, rien n'est moins sûr.

Redevenant les acteurs de leur propre histoire, les peuples de l'Est européen ont commencé à réinventer les conditions de leur propre communication. Partout, les opposants ont fait du contrôle de la télévision un objectif stratégique et ont mis en œuvre un nouveau mode de communication « nationale », libéré de la tutelle soviétique. Dans l'euphorie de la liberté retrouvée, de nombreux journaux et revues ont vu le jour.

## Risques de « colonisation »

Mais ce mouvement d'émancipation et d'expression se heurte aujourd'hui à des difficultés importantes. La forte pénurie de papier handicape gravement le développement de la presse écrite. Les télévisions sont sans ressources financières et ne peuvent donc produire un minimum d'œuvres de fiction, films ou séries. Les besoins de formation sont considérables dans tous les secteurs d'activité des médias. Par ailleurs, la vétusté des équipements incite les nouveaux dirigeants de l'Est à se tourner vers l'Ouest pour en conduire la modernisation.

De fait, certaines entreprises occidentales ont vite proposé leurs « services », bien que n'ayant aucune expérience des pays de l'Est. Dès 1987-1988, des groupes de communication, comme ceux de Berlusconi ou de Maxwell, ont commencé à prendre pied à l'Est. Les opérateurs

publics, tels que la BBC, RFI ou CFI, ont également multiplié leurs initiatives, offrant des programmes, des actions de formation et même la création de nouvelles stations de radio. Dans cette « ruée vers l'Est », c'est chacun pour soi.

Chacun voit ses intérêts: les médias privés veulent conquérir des parts de marché dans l'espoir de bénéfices à moyen terme, les médias publics visent à étendre l'influence culturelle et économique des États qui les contrôlent. En dépit des obstacles rencontrés par les Occidentaux (absence d'interlocuteurs compétents, de cadres juridiques, de devises fortes, etc.), divers projets ont vu le jour, surtout dans le secteur de la presse écrite, un peu dans le domaine de la radio et de la télévision, presque pas dans celui de la télévision.

Assaillis de propositions les plus diverses, les nouveaux gouvernements sont peu préparés à y répondre. Aspirant à rejoindre la « famille européenne », leur volonté d'ouverture est fondamentale et ils savent qu'ils ont besoin de l'aide occidentale. Mais à être trop « ouverts », ils craignent aussi d'être « colonisés » par l'Ouest et veulent par conséquent défendre leur identité nationale. La presse écrite a été privatisée en Pologne et Tchécoslovaquie, de même qu'en Hongrie, où 72 % des journaux sont désormais contrôlés par des groupes occidentaux. Dans le secteur de l'audiovisuel, la discussion sur les lois-cadres a mis en évidence les difficultés à élaborer des formules qui, tout en préservant le principe d'un secteur public fort, ouvrent le marché à des groupes privés occidentaux dans des proportions qui ne menacent pas l'identité nationale de ces pays.

Face aux initiatives désordonnées de l'Ouest et aux embarras de l'Est, il est urgent de susciter une réflexion de fond sur le rôle des médias dans la perspective même de la reconstruction de l'Europe. Il est vain de penser que les médias trans-européens pourraient susciter une sorte de conscience supranationale: le nationalisme est bien trop fort en Europe et, pour longtemps encore, la télévision rime avec nation. La tentative de la CEE de créer un grand marché audiovisuel en son sein exclut de fait les pays de l'Europe post-communiste. Seuls Eurimages, créé au sein du Conseil de l'Europe, et Euréka audiovisuel, lancé à l'initiative de la France, sont ouverts à la participation des pays de l'Est. Mais ces ouvertures sont bien modestes au regard des bouleversements récents. Comment aller plus loin? Comment établir des rapports égaux alors que ces pays n'ont ni le capital ni la technologie nécessaires pour rivaliser avec l'Ouest?

Une manière d'avancer serait de s'attacher à préciser le contenu de la

communication Est-Ouest, dépassant la réflexion sur les moyens, financiers, technologiques ou humains. Certes, il est normal que le commerce reprenne ses droits quand la guerre se termine, fût-elle froide. Mais, par-delà cet intérêt commun à faire des affaires ensemble, nous autres, Européens de l'Est et de l'Ouest, qu'avons-nous maintenant à nous dire? La question vaut d'être posée pour une double raison.

La première tient tout simplement au sujet traité: la communication. Jusqu'à présent, celle-ci continue dans l'ensemble à être à sens unique: c'est l'Ouest qui « parle » à l'Est, et non l'inverse. Ce sont surtout les États-Unis, un peu la Grande-Bretagne et la France, qui diffusent à l'Est leurs cultures populaires à travers leurs musiques, leurs films ou leurs séries télévisées.

## Rétablir la réciprocité

Il est vrai que les populations de l'Est sont demandeurs, que c'est pour elles une manière de se rapprocher de nous, d'avoir l'impression de faire partie de cette société de consommation à laquelle elles aspirent. Mais ce légitime désir d'évasion ne signifie pas que les peuples de l'Est s'identifient à nos modes de vie et à nos valeurs. Ils possèdent leurs propres histoires, leurs propres cultures, qu'ils aspirent à nous faire mieux connaître, précisément parce qu'ils ont été si longtemps bilingues. Or, à l'exception de quelques œuvres cinématographiques qui conquièrent une audience internationale, les pays de l'Est ne possèdent guère les moyens audiovisuels de s'exprimer au-delà de leurs frontières. Bien peu réceptifs à leur égard, nous sommes toujours en train de nous demander comment nous pouvons les « aider », sans nous imposer sur ce qu'ils pourraient nous apporter. Cette manière de leur fermer la bouche les enferme dans un schéma d'assistés qu'ils ont eux-mêmes des difficultés à briser. Comment sortir de cette relation faussée? Comment les médias peuvent-ils contribuer à rétablir un minimum de réciprocité dans nos « échanges »?

C'est la deuxième raison: sur le fond, les sujets de débats entre Européens ne manquent pas. Pendant plusieurs décennies, les deux Europes ne se sont presque pas parlées. Si l'on peut supposer qu'une certaine proximité culturelle a survécu en dépit de la partition stratégique du continent, on ne peut faire comme si cette dernière était déjà oubliée. Cette expérience de non-communication est même au cœur de l'Histoire européenne de l'après-guerre. Elle alimente malentendus et ressentiments anciens qu'il serait sain de mettre au jour. En ce sens,

la renaissance de la communication entre tous les peuples européens ne peut être que conflictuelle. On sait que les sujets de confrontations sont multiples entre les populations de l'ancien bloc communiste, la guerre en Yougoslavie en étant l'exemple dramatique. Comment donc apprendre à gérer la communication internationale dans cette Europe potentiellement explosive?

Il ne s'agit pas de nier le travail de tous ceux qui justement œuvrent aujourd'hui à restaurer un véritable dialogue. Mais jusqu'à présent, ces initiatives se sont trop souvent limitées à des cercles diplomatiques, intellectuels ou militants. La question est aussi de savoir si les médias peuvent contribuer à dissiper les fausses représentations culturelles que les peuples européens peuvent nourrir les uns envers les autres. Un tel enjeu est crucial. Pensons par exemple à la crise roumaine de 1989, qui a justement fait comprendre aux journalistes la difficulté à interpréter des images d'une culture dont nous ne savons presque rien. Il s'agit donc de comprendre comment les médias peuvent être, soit facteurs de distorsion et de conflit, soit vecteurs de dialogue et de rapprochement entre les peuples. C'est le grand défi des moyens de communication internationale. C'est aussi le grand défi de la communication en Europe.

Jacques Semelin est chargé de recherche au CNRS (laboratoire communication et politique).

## Dernière chance pour l'électronique

par Maurice Allègre

Le loisin sonne pour l'industrie électronique. Les têtes des journaux sont éloquentes: déficit commercial accru, pertes record pour les champions européens, disparitions d'entreprises. Au-delà des programmes communautaires de recherche et développement pour les composants et la TVID, Jacques Delors lui-même prend le problème à bras-le-corps et réunit les présidents de Thomson, Bull, Philips, Siemens et Olivetti pour leur demander de réaliser enfin l'union sacrée. Pour les Français, deux constats subsistent avec les fortes positions mondiales d'Alcatel dans les télécommunications et de notre industrie du logiciel.

L'industrie électronique au sens large, y compris informatique et composants, irrigue l'ensemble du monde industriel et constitue son

plus important facteur de progrès potentiel. Sans une industrie électronique forte, l'Europe serait pour des décennies au moins vouée à une dépendance technologique accentuée et donc soumise à une tutelle économique extérieure.

Si les industriels ne mettent pas en œuvre, avec l'aide puissante des gouvernements, des politiques à la fois plus solidaires et plus audacieuses, ils n'auront d'autre choix que de se faire progressivement phagocytés par leurs grands frères japonais, voire américains.

## Vingt ans trop tôt

Trois raisons majeures expliquent cette déplorable situation: du côté des industriels, insuffisance de vision à long terme et de stratégie intégrée, contrairement à leurs concurrents japonais; prise de conscience trop tardive par les gouvernements de l'importance du domaine et surtout manque de continuité; pour les industriels comme pour les gouvernements, absence de solidarité européenne.

Pour l'informatique et les composants, l'exemple français est particulièrement éclairant. Le « plan calcul », lancé en 1966 pour rattraper l'affaire Bull de 1964, permit à la CII d'exécuter complètement son programme qui était de développer une gamme d'ordinateurs civils et leurs dérivés à usages militaires et télécommunications. La délégation à l'informatique, créée pour conduire une politique d'ensemble, ne la limita pas à la seule CII: premier « plan composants » lancé par la délégation dès 1968, contrats de sous-traitance pour favoriser la naissance de l'industrie du logiciel. Sait-on, par exemple, que la délégation finança les premiers efforts d'introduction de l'informatique à l'école ainsi que le développement des premiers distributeurs automatiques de billets et le réseau Cyclades qui servit de réseau pilote pour le Transpac des PTT?

Le mot d'ordre était: « exister d'abord, copier ensuite ». Dès 1972, le but était atteint avec la signature d'un grand accord CII-Siemens. L'année suivante, Philips s'y joignait pour créer Unidata dont la vocation était de concevoir, produire et vendre une gamme unique d'ordinateurs.

Alors qu'Unidata avait pris un excellent départ technique, les Français, après avoir été les principaux artisans de cette entente européenne, effectuèrent un soudain revirement. En 1974, cédant à des pressions ou à la méfiance entre industriels français prenant malencontreusement une part prépondérante, les pouvoirs publics abandonnaient Unidata au profit d'un rachat partiel de la participation d'Honeywell dans Bull. La reprise de la participation Honeywell et la fusion de Bull avec CII auraient pris tout leur sens quelques années plus tard après confirmation des pro-

mières succès d'Unidata; cette opération aurait alors permis de renforcer la position française dans Unidata. La situation d'aujourd'hui découle logiquement de ce brutal changement de cap.

L'informatique européenne a réellement existé, mais elle venait vingt ans trop tôt. Aujourd'hui seulement, on la considère comme nécessaire. Il est malheureusement difficile de refaire l'Histoire, surtout lorsque nos grands partenaires européens conservent le souvenir cuisant de notre volte-face d'hier.

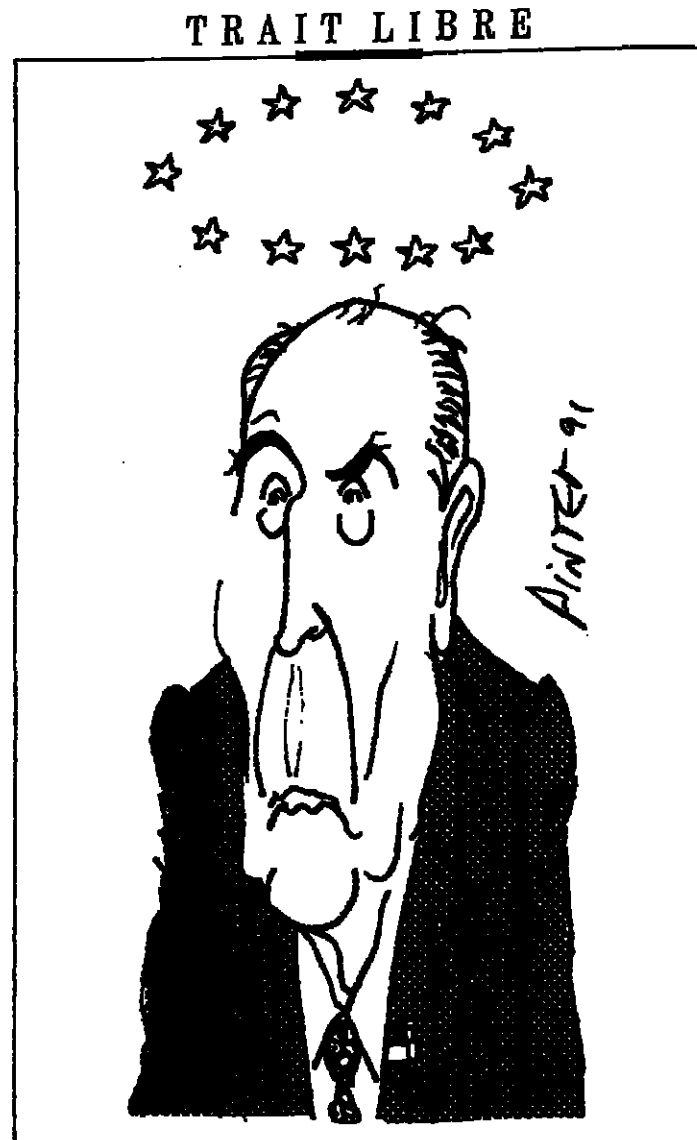
Pour autant, faut-il abandonner tout espoir? Pour qu'il en soit autrement, deux conditions essentielles doivent être remplies:

Les industriels indomptables des industries européennes d'aujourd'hui ont une coopération très profonde. Les objectifs de marché ne peuvent être que mondiaux, à long terme, et dans ce cadre, des alliances ponctuelles américaines ou japonaises ne sont pas à exclure. Mais la stratégie des industriels devrait d'abord être européenne et intégrée, c'est-à-dire couvrir une large part du domaine électronique et jouer à fond les synergies entre sous-secteurs;

Les points d'application d'une telle politique devraient être pour commencer les composants, l'informatique et l'électronique grand public que sa numérisation croissante rend très complémentaires des deux premiers. L'électronique devrait enfin cesser d'être le terrain d'élection des occasions perdues et des changements de cap incessants.

Toutefois, la meilleure politique industrielle ne saurait avoir de sens si elle n'était d'abord mise en œuvre par les industriels eux-mêmes. Ainsi devront-ils s'impliquer totalement dans des solutions nouvelles, en oubliant des hystères de compétitions et de querelles de clocher. Chefs de clans isolés, ils ont perdu des batailles. Partenaires européens, ils pourraient si ce n'est gagner la guerre, du moins ne pas la perdre. L'heure est à la souplesse sur les modalités et à la fermeté sur le fond. La dernière chance pour l'industrie électronique de notre vieille Europe est à ce prix.

Maurice Allègre est président du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et ancien président de la commission permanente de l'électronique du Plan.



## COURRIER

## Cœur de Turc

Je me dois, au nom du Comité France-Turquie, de signaler combien nos adhérents et, j'en suis sûr, beaucoup d'autres de vos lecteurs, ainsi, naturellement, que les citoyens turcs qui vivent en France ont été choqués et peints de lire, dans la critique du film *Mayrig* paru dans le *Monde* du 27 novembre, qu'il faudrait « avoir un cœur de Turc pour ne pas égarer une larme, deux larmes et même trois à la sainte des vaillantes interprètes... », formule précédée, d'ailleurs, par un sous-titre.

Bien sûr, on peut penser qu'il s'agit là de l'un de ces conceits qui relèvent heureusement les articles des journaux. Il n'empêche: la notoriété de l'auteur, l'audience du *Monde*, risquant de faire prendre une telle remarque au sérieux. Et pourtant! Si l'est aujourd'hui un trait propre au caractère turc, ce n'est assurément pas l'insensibilité. Des dizaines de milliers de touristes français en témoigneraient. Plus en profondeur, le roman — comment ne pas penser aux romans de Yachar Kemal, tout pénétrés d'une universelle compassion — le cinéma, la poésie turque actuelle, le montrent avec éclat. Telle qu'exprimée et montée en épingle, la formule en question peut passer pour un jugement sur le peuple turc dans son ensemble, à la fois inexact et blessant pour les amis de la Turquie.

FERNAND ROULLON  
président  
du Comité France-Turquie,  
ancien ambassadeur de France  
à Ankara

## « Petite Russie »

Contrairement à ce qu'affirme le *Monde* du 2 décembre, « Petite Russie » n'est pas un nom dont l'Ukraine aurait été affublé par la Grande Russie « dans les années les plus noires du dix-neuvième siècle ». Il remonte à la nomenclature byzantine qui voyait dans la région de Kiev ou Petite Russie, le berceau de la nation russe (et le siège du métropolite), tandis que la Grande Russie en était l'extension dans les forêts du Nord. Ainsi jadis la « Grande Grèce » (Italie du Sud) constituait une extension de la « Petite Grèce » ou Grèce tout court. Or, le mot, d'origine grec, n'a rien de désobligeant et, contrairement au terme plus tardif d'Ukraine (qui signifie « marches », « frontières », ne suppose pas une dépendance de la « Petite Russie » par rapport à la « Grande », mais bien le contraire. Telle est la réalité historique.

DANIEL STRUBE  
Paris

## Saint-Paul

Saint-Paul-de-Vence, dont vous avez parlé à l'occasion de la mort d'Yves Montand, n'existe pas. Je sais: la faute en est à Charles Trenet et à sa *Nationale 7* qui, d'ailleurs, ne passe pas à Saint-Paul ni à Vence. Trenet aurait dû écrire Saint-Paul ou Vence, qui sont, comme tout habitant des Alpes-Maritimes le sait, deux communes distinctes (...). Les panneaux routiers indiquent bien Saint-Paul, la Colombe d'or est à Saint-Paul.

PIERRE SIMONCINI  
Grenoble

**POLITIQUE FICTION**

et si une certaine droite l'emportait...

lisez le

**roman noir de 93**

par andré bercoff

**GLOBE**

numéro double (sans pin's)

EX-1150



150

## ÉTRANGER

L'indépendance des Républiques yougoslaves

# Les Douze se prononcent pour une reconnaissance sous condition le 15 janvier

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis, lundi 16 décembre à Bruxelles, ont adopté deux textes : un code de conduite de la Communauté pour la reconnaissance de nouveaux États et, d'autre part, une déclaration portant sur le cas spécifique de la Yougoslavie.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres des Douze se sont mis d'accord, non sans mal, sur une procédure de reconnaissance conditionnelle des Républiques yougoslaves désirant accéder à l'indépendance - la Croatie, la Slovénie, mais aussi, le cas échéant, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine - qui devrait en principe aboutir le 15 janvier 1992. Cependant son déroulement harmonieux n'est pas garanti, car M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand, tout en l'approuvant, n'a pas pu donner l'assurance que son gouvernement renoncera au coup de sa liberté d'action. Il a estimé nécessaire, sans nul doute, d'en référer auparavant au chancelier Helmut Kohl. Quoi qu'il en soit, les Douze, ainsi que la communauté internationale (en dépit des appels du secrétaire général de l'ONU) restent sous la menace d'une reconnaissance séparée de la Croatie et de la Slovénie par l'Alle-

magne. C'est dire que l'accord intervenu, lundi soir, présenté par M. Roland Dumas comme un premier exercice d'application de la politique étrangère et de sécurité commune décidée à Maastricht, peut difficilement être considéré comme un franc succès pour la Communauté.

Un code pour la reconnaissance des États

Pouvait-il en être autrement alors que le gouvernement de Bonn, pressé par son opinion publique, avait, par ses déclarations annonçant une reconnaissance avant Noël, largement brûlé ses vaisseaux ? L'Allemagne s'est toutefois retrouvée seule avec le Danemark et la Belgique, mais sans l'Italie, pour défendre l'idée d'une reconnaissance immédiate.

En vertu du scénario adopté, les Douze vont faire connaître à toutes les Républiques de l'ancienne fédération leur disponibilité de principe à les reconnaître dès lors qu'elles remplissent les critères définis par la Communauté dans le texte sur la reconnaissance des États. Ce texte, qui fait l'objet d'une déclaration particulière approuvée lundi par le conseil des ministres, est supposé servir de code de conduite aux Douze chaque fois que se posera un problème de reconnaissance de nouveaux États en Europe de l'Est ou au sein de l'ex-Union soviétique. Concrètement la proposition faite à Maastricht par M. François Mitterrand,

il indique notamment que les États candidats à la reconnaissance de la CER devront : 1) respecter les dispositions des Nations unies et de l'Acte final d'Helsinki ayant trait à l'état de droit, à la démocratie, et aux droits de l'homme ; 2) garantir les droits des groupes ethniques et nationaux ainsi que des minorités ; 3) respecter l'intégrité de toutes les frontières, lesquelles ne pourront être modifiées que par des moyens pacifiques et par commun accord ; 4) reprendre à leur compte les engagements précédemment souscrits qui concernent le désarmement et la non-prolifération nucléaire ainsi que la sécurité et la stabilité régionale.

Les Républiques devront également manifester leur bonne volonté à l'égard des efforts entrepris par le secrétaire général et le Conseil de sécurité des Nations unies et indiquer qu'elles sont favorables à la poursuite de la conférence de paix sur la Yougoslavie.

Les bonnes résolutions ainsi consignées seront transmises par avis avant le 23 décembre à la commission d'arbitrage créée dans le cadre de la conférence de paix de La Haye et présidée par M. Robert Badinter. La commission devra donc apprécier si elles sont conformes à la réalité, si les Républiques aspirant à l'indépendance ont l'intention, mais aussi les moyens, de respecter les conditions posées par la Communauté. Dans l'affirmative, les Douze s'en-

gagent à prendre la décision de reconnaître les Républiques qui le demandent lors de leur réunion du 15 janvier.

« La commission sera libre de ses mouvements, elle pourra constater que les conditions posées sont complètement ou partiellement remplies, tout en cadrant son évaluation en fonction des critères posés par les Douze », a précisé M. Dumas.

Les cas de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine

C'est cette marge de manœuvre laissée à la commission d'arbitrage qui pose problème : que se passera-t-il si elle estime que la reconnaissance ne va pas de soi ? L'Allemagne, si pressée de donner la bénédiction communautaire à la Slovénie et à la Croatie, acceptera-t-elle alors que la dite reconnais-

sance ne soit pas automatique, que le 15 janvier le dossier soit réouvert ? M. Genscher n'a voulu donner aucune assurance à ce sujet et c'est bien là où réside la précarité de l'exercice entrepris.

D'ici au 15 janvier, les Douze invitent également les Nations unies à poursuivre leurs efforts « pour établir un cessez-le-feu effectif et promouvoir une issue pacifique et négociée au conflit. Ils continuent à accorder la plus grande importance à un déploiement rapide d'une force de maintien de la paix des Nations unies, conformément à la résolution 724 du Conseil de sécurité ».

La Grèce, qui redoute les ambitions éventuelles de la République de Macédoine, a fait ajouter un long paragraphe à la déclaration, où il est expliqué qu'aucun des États naissants ne devra faire valoir des revendications territo-

riales à l'égard de ses voisins, ni développer une propagande ou des activités hostiles. Le texte adopté utilise une périphrase pour préciser que cette République est instamment priée, si elle devient indépendante, de s'abstenir de prendre la dénomination de République de Macédoine.

Si les Douze sont encore une fois parvenus à une position commune, leur initiative risque de soulever de nouveaux problèmes, en particulier dans les Républiques qui la guerre civile a jusqu'ici épargnées. Et cela n'est pas vrai uniquement pour la Macédoine. « Notre scénario impose pratiquement l'indépendance à la Bosnie-Herzégovine », déplore à l'issue de la réunion un haut fonctionnaire communautaire, qui à l'évidence ne voyait pas là une source d'apaisement.

PHILIPPE LEMAITRE

chargés de la logistique. Ces personnels viendront des différentes missions d'observateurs de l'ONU dans le monde, prélevés sur les contingents danois, kenyans, singapouriens, vénézuéliens, népalais, norvégiens, ghanéens, suédois, bangladaï, espagnols, irlandais et malaisiens. Ils seront dirigés par le diplomate américain Herbert Okun, conseiller spécial de M. Cyrus Vance, émissaire spécial du secrétaire général des Nations unies en Yougoslavie. - (AFP)

■ Démobilisation d'un dirigeant pacifiste incorporé de force. - M. Nenad Canak, un dirigeant de l'opposition de Voïvodine qui avait été incorporé de force dans l'armée après des prises de position pacifistes, a été démobilisé après un séjour de trente-huit jours sur le front, a annoncé, lundi 16 décembre, le quotidien de Belgrade *Borba*. M. Canak, qui dirige la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine, avait participé à plusieurs manifestations de pacifistes. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : la « campagne de Noël » de l'IRA

## Des alertes à la bombe ont paralysé Londres

La station de métro de Marble Arch, dans le centre de Londres, a été évacuée, mardi matin 17 décembre, à la suite d'une explosion sous un train. L'attentat n'a fait aucune victime. L'IRA avait revendiqué la veille, l'explosion d'un engin, dans la gare de Clapham Junction, qui a conduit à la fermeture des quatre-vingt-cinq trains de la capitale. Ces mesures, survenues à l'heure de pointe, ont provoqué une désorganisation générale des transports en commun et un gigantesque chaos à Londres. Cette campagne de l'IRA, traditionnelle à l'approche de Noël, marque un nouvel aspect du terrorisme nord-irlandais.

LONDRES

de notre correspondant

La réaction de la direction des chemins de fer britanniques, qui a rapidement fermé les gares de agglomération londonienne, s'explique par un riche précédent : le 18 février dernier, soit dix jours après l'attentat au mortier contre la résidence du premier ministre, au 10 Downing Street, l'explosion d'une bombe à la gare Victoria avait fait un mort et près de quarante blessés. A l'époque, les

menaces de l'IRA n'avaient pas été prises tout de suite au sérieux. Cette fois-ci, la rapidité de la réaction de British Rail a peut-être permis d'épargner des vies humaines. L'impact de telles mesures est, en revanche, très lourd sur le plan économique : selon l'Association des autorités de Londres (ALA), le coût de la journée de lundi atteint quelque 50 millions de livres (500 millions de francs), ce calcul étant basé sur le nombre d'heures de travail perdues.

Des cibles « civiles »

Cette campagne terroriste menée par l'Armée républicaine irlandaise reprend chaque année à la période de Noël, sous des formes différentes. La stratégie de l'IRA est de changer régulièrement de cibles afin d'empêcher les forces de police d'adapter leur riposte. Depuis le début du mois, les attentats se sont multipliés à Londres, mais aussi à Blackpool et à Manchester. Les alertes à la bombe et la mise à feu d'engins incendiaires représentent les moyens les plus faciles et les moins coûteux pour atteindre l'objectif de désorganiser la vie économique. A Manchester, le week-end, quarante-six engins incendiaires avaient été utilisés, mais vingt-trois seulement avaient explosé. Scotland Yard estime que l'IRA utilise des jeunes femmes

pour poser ces « bombes » (cachées dans un paquet de cigarettes ou dans une radiocassette), dans des lieux publics. Celles-ci se mêlent à la foule des badauds et il est quasiment impossible de les repérer. Dimanche dernier, c'est un engin de ce type qui avait explosé à la National Gallery. Alors qu'en 1990, l'IRA choisisait des objectifs « politiques et militaires », elle a d'abord son attitude depuis le début de l'année et n'hésite plus à frapper des cibles « civiles », comme un hôpital et une école à Belfast, ou des lieux publics en Angleterre.

Cette évolution, que la police britannique met un peu vite sur le compte de ses « succès » dans sa lutte contre le terrorisme nord-irlandais, est liée au rapport des forces en Irlande du Nord. Depuis l'échec des pourparlers intercommunautaires, en juillet dernier, les règlements de comptes entre catholiques et protestants se sont intensifiés, les seconds ayant constitué des groupes paramilitaires tout aussi efficaces que ceux de l'IRA. Les « loyalistes » du RUDA et de l'UVF ont à leur actif près de quarante assassinats de catholiques soupçonnés d'appartenir à l'IRA depuis le début de l'année, soit un nombre égal à celui des protestants tués par l'Armée républicaine irlandaise.

LAURENT ZECCHINI

■ ROUMANIE : manifestation antigouvernementale à Timisoara. - Près de vingt mille personnes sont descendues dans les rues de Timisoara, lundi 16 décembre, pour le deuxième anniversaire de la révolution roumaine, qui a commencé dans cette ville du nord-ouest du pays. Menés par des mouvements d'opposition, les manifestants ont défilé dans la direction du président Iliescu et dénoncé le « vol » de la révolution par le pouvoir en place. D'autres ont réclamé le retour du roi Michel de Roumanie, exilé en Suisse. - (Reuters).

■ TCHECOSLOVAQUIE : rupture entre l'aile gauche communiste slovaque et le PC tchèque. - Après soixante-dix ans de coexistence, la gauche ex-communiste slovaque s'est séparée du Parti communiste tchèque, mettant fin à la fédération des deux partis créée il y a un an à la suite de la « révolution de velours ». M. Peter Weiss, réalisateur, dimanche 15 décembre, à la présidence du parti de la Gauche démocratique slovaque, a annoncé que l'alliance avec le Parti communiste de Bohême-Moravie avait cessé d'exister. Deuxième force politique du pays derrière le Forum civique aux élections de juin 1990 (14 % des suffrages), les communistes se présenteront donc divisés aux prochaines élections générales prévues en juin 1992. - (AFP)

ALLEMAGNE : au terme du congrès de la CDU à Dresde

## Le chancelier Kohl a lancé un appel en faveur du succès de l'unification

Réunis en congrès à Dresde, les quatre mille délégués de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Kohl, ont renouvelé une grande partie de la direction du parti et ont élu une Allemagne de l'Est au poste de vice-présidente. Après une série de revers électoraux, les délégués ont lancé un appel à l'unité interne de leur mouvement, rongé par des oppositions entre les membres de l'Est et de l'Ouest. Sur le plan international, le manifeste du parti souhaite modifier la Constitution pour autoriser l'armée à participer à des opérations en dehors de l'OTAN.

DRESDE

de notre envoyé spécial

C'était il y a exactement deux ans : le chancelier Helmut Kohl, alors à la tête de la CDU, avait lancé les élections fédérales allemandes réclamant la réunification. Le 19 décembre 1989 : deux grands mois après les premières manifestations qui avaient eu lieu à l'Est, le chancelier de l'unité allemande, M. Helmut Kohl, avait été élu chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Quel meilleur endroit pour tenir les assises d'un parti chrétien-démocrate à la recherche d'un nouveau souffle après avoir engrangé tout au long de l'année 1990 les fruits de cette décision. Deux mois après l'unification, célébrée le 3 octobre, Helmut Kohl avait été triomphalement réélu, s'inscrivant dans l'histoire comme le premier chancelier de la nouvelle Allemagne. Son succès l'a transformé. Il est admiré, redouté. Pourtant, les premiers mois de 1991 ont été marqués par des déboires en déboires. Les premières élections régionales en Basse-Saxe, en Rhénanie-Westphalie du Nord, dans la Hesse, la CDU risquant de perdre le bénéfice de l'histoire. Après avoir remporté à l'Est, pendant un an, toutes les élections, les chrétiens-démocrates perdent brutalement pied dans les sondages.

Le passage d'un système à l'autre provoque d'énormes tensions. La colère se tourne contre les « étrangers », les westis, qui croient toujours tout savoir, les anciens privilégiés du régime communiste, soupçonnés de reconstruire entre eux des réseaux de solidarité. Le parti chrétien-démocrate, dont les cadres avaient collaboré tout au long du régime honni avec les communistes, paye lui aussi les pots cassés.

Préparer la relève

Le congrès de Dresde qui s'est achevé, mardi 17 décembre, était à double titre un congrès de renouvellement. En faisant élire comme numéro deux du parti une jeune Allemande de l'Est, M<sup>me</sup> Angela Merkel, trente-sept ans, ministre de la jeunesse et de la femme, représentante d'une génération de politiciens arrivés aux commandes après la chute des communistes, la direction du parti a complété son renouvellement. Avec M. Wolfgang Schauble comme chef du groupe parlementaire et dauphin potentiel, M. Volker Rübe comme secrétaire général et la promotion de jeunes responsables aux postes-clés, le chancelier Kohl a mis en place sa relève.

Le parti doit maintenant montrer qu'après avoir ouvert la voie de la

réunification étatique, il est capable de proposer un projet de société moderne acceptable aux Allemands de l'Ouest comme de l'Est. Un nouveau programme est en préparation pour l'année électorale de 1994. En attendant, le manifeste adopté, mardi 17 décembre, par le congrès de Dresde s'articule autour d'un double objectif : assumer les nouvelles responsabilités de l'Allemagne dans le monde et réussir l'unification intérieure du pays.

Une semaine après le sommet de Maastricht, dont les résultats ont été défendus à la tribune par le chancelier, le manifeste de Dresde consacre « les États-Unis d'Europe » comme cheval de bataille du parti. Pour réussir « la nouvelle Allemagne », la CDU avait besoin aussi de montrer qu'elle était capable de réussir dans ses propres rangs la synthèse entre les deux sociétés qu'elle entend réunifier. Le congrès de Dresde a été dominé par le débat sur la manière d'exorciser les démons de la collaboration avec les communistes et de tourner la page sans trop de conséquences désastreuses. Le chancelier a souligné, sans intervention, qu'en tant qu'Allemand de l'Ouest, il n'entendait jeter la pierre à personne et qu'il revenait aux Allemands de l'Est eux-mêmes de juger leurs pairs.

HENRI DE BRESSON

PAYS-BAS

## Quarante-trois juifs soviétiques expulsés vers Israël

Quarante-trois émigrants soviétiques expulsés des Pays-Bas sont arrivés lundi 16 décembre en Israël et ont été immédiatement dirigés vers un centre d'accueil. Les émigrants, dont certains étaient encore en pyjama, se sont plaints de la « brusquerie » des autorités néerlandaises, qui les ont expulsés au saut du lit.

Quarante-trois des cinquante et un juifs soviétiques qui devaient initialement être expulsés des Pays-Bas ont été mis lundi matin dans un avion charter en partance pour Tel-Aviv. Un homme grièvement blessé au dos après avoir sauté d'une fenêtre du deuxième étage du centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Beatrixoord, dans la banlieue d'Amsterdam dans le sud des Pays-Bas, a été hospitalisé. Son épouse et son fils ont été autorisés à demeurer provisoirement aux Pays-Bas, selon le porte-parole, M. Gert Riphagen. La police locale a en outre découvert en

dernière minute que trois membres du groupe n'avaient pas encore épousé toutes leurs possibilités de recours devant la justice néerlandaise. Elle les a reconduits au centre. Deux réfugiés manquaient enfin à l'appel, selon la même source. Les personnes expulsées ont été accompagnées d'une vingtaine de secouristes néerlandais en civil, de deux représentants officiels du ministère néerlandais de la justice et de deux médecins.

Le porte-parole du ministère néerlandais de la justice a déclaré que l'expulsion groupée de réfugiés juifs soviétiques constituait une opération exceptionnelle que personne ne souhaite voir répéter. « Tout dépend de leur bonne volonté », a-t-il néanmoins fait remarquer. Déjà par leur vie en Israël, ces personnes avaient quitté l'Etat hébreu pour les Pays-Bas, voici quelques mois. Elles espéraient soit pouvoir y trouver asile, soit avoir le temps de trouver un nouveau pays d'accueil. De deux cents à trois cents émigrés, juifs et chrétiens, soviétiques se trouvent encore aux Pays-Bas. - (AFP)

ce pour l'électron

## EUROPE

Alors que M. Baker se dit « rassuré » sur les intentions de la Russie en matière nucléaire

## M. Eltsine fait étalage de sa puissance

M. James Baker a quitté Moscou, mardi 17 décembre, pour la capitale de la Kirghizstan, seconde étape d'une tournée de deux jours dans cinq Républiques ex-soviétiques. Après ses entretiens avec M. Boris Eltsine et le maréchal Chapouchnikov, ministre soviétique de la défense, M. Baker s'est déclaré « rassuré » sur le fait que les armes nucléaires resteront sous un commandement unique.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Boris Eltsine entend aller vite en besogne, affirmer la prééminence écrasante de la Russie au sein de la nouvelle « Communauté » ex-soviétique, et il n'est plus question pour lui de se laisser encombrer longtemps par M. Gorbatchev. La visite à Moscou du secrétaire d'Etat américain James Baker a en effet donné l'occasion au président russe de faire l'étalage de sa puissance, sans excès de délicatesse pour un Mikhail Gorbatchev contraint, lui, d'avouer sa faiblesse devant ceux qui constituent si longtemps son meilleur public, les responsables et la presse des Etats-Unis.

Pour que tout soit parfaitement clair, le nouveau patron du Kremlin a reçu M. Baker dans les ors de la salle Catherine. L'entretien a duré quatre heures et, pour la circonstance, le président russe était flanqué des ministres « soviétiques » de la



défense et de l'intérieur, le maréchal Chapouchnikov et M. Barannikov. Ce n'est que plus tard que M. Baker a rencontré M. Gorbatchev et, en dépit de la proximité habituelle du président soviétique, deux heures ont suffi pour cet entretien à mi-chemin entre le protocole et la cérémonie des adieux. Du coup, la télévision centrale qui, depuis des mois, tenait à bout de bras M. Gorbatchev, a dû se rendre à l'évidence et ouvrir son journal par l'événement du jour : les déclarations de M. Eltsine en présence du secrétaire d'Etat. Cette tardive prise de conscience du renversement des rôles n'a d'ailleurs pu qu'être favorisée par un décret de M. Eltsine faisant passer ladite télévision centrale (c'est-à-dire soviétique)

sous le contrôle de la Russie. La curieuse dichotomie des deux journaux télévisés de la soirée – le programme russe « poussant » M. Eltsine, le programme central exaltant M. Gorbatchev – va donc cesser. Par la même occasion, la Russie s'est appropriée les biens du Soviet suprême de l'URSS – une institution condamnée mais qui en principe existe encore. Si l'on ajoute à cela que M. Eltsine occupe depuis plusieurs semaines l'un des bureaux de M. Gorbatchev au Kremlin, la démonstration est plus que suffisante.

Le président russe a pourtant tenu à préciser devant M. Baker et la presse qu'il n'était même pas question d'envisager de confier le poste de commandant en chef de la future

« Communauté » à M. Gorbatchev. Cette fonction, comme il est logique dans la nouvelle configuration, devrait revenir à un homme subordonné à l'autorité d'un Conseil des chefs d'Etat. Devant le correspondant du quotidien italien la Repubblica, M. Eltsine a de plus expliqué que M. Gorbatchev avait « au plus tard jusqu'au 15 janvier » pour décider de son avenir, c'est-à-dire en fait pour démissionner.

Affirmer son autorité n'était cependant que l'un des objectifs poursuivis lundi par M. Boris Eltsine. Il lui fallait aussi apporter aux Etats-Unis, et par là même au reste du monde, les éclaircissements attendus sur l'avenir des forces nucléaires soviétiques. Le président russe a donc

exposé à son interlocuteur le projet de traité de sécurité collective préparé quelques jours plus tôt, confirmant à cette occasion que la Russie, contrairement à l'Ukraine, à la Biélorussie et au Kazakhstan, resterait « pour le moment » une puissance nucléaire (voir encadré). Le « pour le moment » signifie selon toute apparence : aussi longtemps qu'un désarmement nucléaire mondial n'aura pas été négocié, ce qui n'est bien sûr pas pour demain. De manière toute à fait inhabituelle, le secrétaire d'Etat américain a épluché en un entretien au ministère de la défense avec une brochette de généraux conduits par le maréchal Chapouchnikov, et au total M. Baker (qui affichait une assez mauvaise mine) s'est dit « personnellement tout à fait rassuré ».

## La Norvège reconnaît la Russie

M. Eltsine a également soulévé devant son interlocuteur la question de la reconnaissance de la Russie par les Etats-Unis. M. Baker a évité de lui donner satisfaction immédiate, tout au moins en public, mais on voit mal comment les Etats-Unis et le reste du monde pourraient attendre longtemps. La Norvège a été, lundi, le premier pays de l'OTAN à annoncer l'établissement de relations diplomatiques directes avec la Russie, suivant en cela l'exemple de la Bulgarie et de la Hongrie.

De même, battant le fer tant qu'il est chaud, M. Eltsine a suggéré que la Russie, « en accord avec les autres Etats » (de la future communauté), occupe le siège de l'URSS au Conseil de sécurité des Nations unies.

M. Baker a répondu que c'était là une affaire à régler d'abord entre les Républiques de l'ex-URSS et que les Etats-Unis se détermineraient ensuite.

M. Eltsine a, par ailleurs, confirmé que la communauté initialement formée par les trois Républiques slaves allait bientôt s'élargir. Le nombre exact des candidats à l'adhésion reste assez mal défini. En plus des trois signataires de Minsk, « six autres Républiques s'apprêtent à rejoindre la communauté, qui comptera au minimum dix membres », a expliqué M. Eltsine. Cette mystérieuse arithmétique – ou ce lapsus – s'explique sans doute par le fait que les adhésions seront établies dans le temps. Le Kazakhstan devait annoncer leur décision le 21 décembre (même si l'Ukraine émet une réserve de principe jusqu'à la tenue de son élection présidentielle), imités par l'Arménie et, peut-être, un peu plus tard par la Moldavie. Resterait donc – si l'on ne tient pas compte des trois Etats baltes qui préfèrent observer tout cela de loin – l'Azerbaïdjan et la Géorgie qui, dans l'hypothèse où la communauté démarrerait vraiment, auraient sans doute bien du mal à résister à son attrait. Encore faudrait-il que cette communauté fonctionne, et que ses membres acceptent l'ostentatoire primauté de la Russie, ce qui promet à M. Eltsine d'être beaucoup plus difficile que de mettre en scène sa victoire sur M. Gorbatchev.

JAN KRAUZE

## Le Kazakhstan a proclamé son indépendance

Le Kazakhstan, la dernière des Républiques de l'ex-URSS – à l'exception de la Russie – à ne pas avoir formellement proclamé son « indépendance », a franchi le pas, lundi 16 décembre. Le Parlement local a voté une loi en ce sens, à la veille de l'arrivée du secrétaire d'Etat américain, James Baker, au Kazakhstan.

Le Kazakhstan devient un « Etat de droit démocratique et indépendant », contrôlant totalement sa politique intérieure et extérieure, ainsi que ses ressources naturelles. Il se réserve le droit de créer ses propres forces armées et affirme l'inviolabilité des frontières existantes. La Russie avait souhaité négocier les frontières nord, là où habitent majoritairement des Russes et russophones, qui constituent la moitié des 17 millions d'habitants du Kazakhstan. C'est

dans sa capitale Alma-Ata qu'est prêt vus, le 21 décembre, une réunion où, selon M. Eltsine, les trois Républiques slaves de la Communauté d'Etats indépendants doivent être rejointes par, outre l'Arménie, le Kazakhstan et trois autres Républiques d'Asie centrale : le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan. La plus grande d'entre elles, l'Ouzbékistan, a réservé sa réponse. Son président, M. Islam Karimov, qui doit être élu au suffrage universel le 29 décembre, a entamé lundi une visite officielle à Ankara, où il a été accueilli par le président Turgut Ozal. Le même jour, un porte-parole officiel a annoncé à Ankara que le gouvernement turc a décidé de « reconnaître toutes les Républiques qui constituent auparavant l'URSS, comme l'Azerbaïdjan qu'il a déjà reconnu ». (AFP, Reuters.)

## Les services occidentaux redoutent une « braderie » à l'exportation des matériels militaires soviétiques

Les services secrets occidentaux sont en état d'alerte. Dans le désordre général qui, aujourd'hui, paralyse l'économie soviétique, les industriels de l'armement de l'ancienne URSS pourraient se livrer à une grande braderie de leur production à l'étranger.

Au risque d'une dissémination nucléaire, que l'Ouest craint dans la perspective d'une disparition de toute autorité centrale sur l'arsenal stratégique et tactique, vient

s'ajouter le danger d'une prolifération – réellement menaçante – des armements classiques, chimiques et balistiques qui seraient exportés tous azimuts à des prix défiant toute concurrence.

A l'origine de cette inquiétude, un fait qui remonte à trois semaines. Les services de renseignements occidentaux ont, en effet, eu vent d'une proposition à l'Iran – qui n'en avait pas exprimé le besoin – pour lui fournir éventuellement des armes qualifiées « de pointe » : il s'agit, entre autres, de blindés soviétiques du dernier modèle en quantité industrielle, « par lots de plusieurs centaines d'exemplaires », dit-on de même source, et à des prix effrayants, qui n'ont rien à voir avec les cotés catalogues. Refusant de donner davantage de détails sur ce « marché », les services concernés parlent de « braderie ».

Faute de pouvoir fournir à un client étranger, qui n'existe plus en tant que tel et qui n'a plus l'argent nécessaire pour régler ses factures, le « complexe » militaro-industriel dans l'ex-URSS continue de produire sur sa lancée à un rythme qui a diminué par rapport aux années antérieures mais qui demeure soutenu : pas moins de mille chars lourds construits en série en 1991, qui n'ont pas trouvé acquéreur et qui s'entassent.

Les craintes des services portent surtout sur des livraisons d'armes neuves que sur celles de matériels de seconde main.

## Entre 5 et 8 millions de salariés

Ce « complexe » soviétique, fort de 5 à 8 millions de salariés selon des estimations de la Délégation générale pour l'armement (DGA) en France et concentré aux trois quarts de sa puissance en Russie et notamment en Sibirie, éprouve de sérieuses difficultés à se convertir dans des activités civiles bien qu'il ait été orienté, dès le début, vers des productions « duales ». Ce sont des entreprises militaires qui fabriquent, par exemple, des postes de radio ou de télévision, de la vidéo, des réfrigérateurs, des machines à laver ou à coudre, etc. Entre 1991 et 1993, il avait été prévu d'attribuer quelque 40 milliards de roubles à la conversion de ce patrimoine industriel militaire et quelque 36 milliards de roubles à des recherches en vue de développements civils.

Le marasme économique actuel, avec une inflation exorbitante sur le prix en roubles de nombreux produits, se conjugue avec un système de distribution inefficace, une faible productivité et avec le manque de liquidités pour entraver la reconversion.

Face à un client national en

dépôt de bilan et en attendant un concours international censé les aider financièrement ou techniquement à se restructurer, les industriels de l'armement de l'ex-URSS sont dans une situation critique. Dès lors, ils se précipitent dans certains pays étrangers pour y placer une production qui leur reste sur les bras.

## Engranger des devises

Le cas des blindés pour l'Iran est, de ce point de vue, significatif. Mais, s'il est le plus récent, il n'est pas le seul. En dépit de crédits publics, qui ont diminué de moitié en cinq ans, et d'une inflation, dont on dit qu'elle aurait contribué à quadrupler leurs coûts dans le même temps, les industriels soviétiques de l'aéronautique font floc de tout bois : les Mig-29, Mig-31, Su-26 et autres « U-16 » sont basés à l'exportation, comme l'a montré, en novembre, le dernier Salon de l'armement de Dubaï.

La présence en force des avions, des hélicoptères et des missiles de l'ex-URSS a matérialisé cette vaste offensive commerciale qui consiste à « engranger » un maximum de devises.

Les services occidentaux ont reçu pour consigne, de leurs gouvernements de suivre avec une particulière attention ces « contrats », qui devraient probablement traverser leurs limites dans l'incapacité des fournisseurs en question à garantir à leur clientèle un service après-vente fiable et permanent.

JACQUES ISNARD

Les autorités russes n'arrêteront pas M. Erich Honecker. – Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, a déclaré, lundi 16 décembre, que M. Erich Honecker ne serait pas arrêté s'il quitte l'ambassade de Chili à Moscou, dans laquelle il est réfugié depuis une semaine. C'est à l'Allemagne et au Chili de décider du sort de l'ancien dirigeant communiste de la RDA, a affirmé le ministre à l'agence d'information russe RIA. (Reuters.)

Les passagers d'un train pris en otages par des Arméniens. – Le président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, a décrété lundi 16 décembre l'état d'urgence et le couvre-feu pour trois mois dans la région de Méridj, dans le sud-est de l'Arménie, où les passagers d'un train reliant Bakou à l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan ont été pris en otages par des Arméniens. (AFP, Tass.)

## Le projet de traité militaire de la Communauté selon M. Eltsine

M. Boris Eltsine a énuméré, lundi 16 décembre, devant la presse et en présence du secrétaire d'Etat américain, les principaux points d'un traité de défense entre Etats de la Communauté à conclure vers la mi-janvier, en affirmant que ces points avaient l'accord de M. Baker.

1. Un « traité d'alliance défensive », avec « une seule autorité commandant les forces aériennes, navales, de défense aérienne, nucléaires – stratégiques et tactiques – ainsi que les services de renseignement » sera signé par les membres de la Communauté des Etats indépendants.

2. La décision d'utiliser les missiles nucléaires reviendra aux dirigeants des quatre Républiques nucléaires conjointement avec le commandant en chef suprême et l'ordre de lancement ne pourra être donné que par un centre unique.

3. Les quatre Etats disposant d'armes nucléaires stratégiques signeront le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan deviendront, à terme, des Etats sans armes nucléaires, la Russie gardant « pour le moment » les siennes. Les armes nucléaires seront détruites en accord avec les traités conclus entre l'ex-URSS et les Etats-Unis. Mais les discussions sur ce point restent encore à mener avec le Kazakhstan, a reconnu M. Eltsine.

4. La destruction des armements dans le cadre des traités existants se fera avec l'aide des Etats-Unis.

5. La Communauté exercera un contrôle strict sur l'exportation d'armes ou de technologies nucléaires vers des pays tiers. (AFP, Tass.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TÉL. : (1) 47.77.24.00  
46, AVENUE GEORGE-V - 75008 PARIS - TÉL. : (1) 49.52.08.25



## DIPLOMATIE

Sans véritable opposition des pays arabes

### Les Nations unies ont abrogé la résolution assimilant le sionisme « à une forme de racisme »

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, lundi 16 décembre, à une large majorité, l'abrogation de la résolution adoptée le 10 novembre 1975 devant cette même instance et assimilant le sionisme « à une forme de racisme et de discrimination raciale ». Pour l'occasion, le président de l'Assemblée, le Saoudien Samir Chehab (d'origine palestinienne) avait cédé son fauteuil à un de ses adjoints, comme il l'avait fait en septembre dernier lorsque le ministre israélien des affaires étrangères avait pris la parole.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

En 1975, lorsque le groupe arabe et les pays non alignés disposaient d'une confortable majorité aux Nations unies et que le Conseil de sécurité était paralysé par les séquences de la guerre froide, ce texte qui avait reçu l'aval de l'Union soviétique, avait été approuvé par 72 voix, contre 32 et autant d'abstentions, déclenchant une hostilité de l'Etat hébreu à l'égard de l'ONU que les événements ultérieurs n'ont fait qu'aggraver.

Lundi, c'est cette même phrase résumée en une résolution d'une ligne dactylographiée et « sponsorisée » par 84 pays membres sur les 166 que compte l'organisation, qui a été adoptée. 111 délégations se sont prononcées en faveur de l'abrogation, 25 pays ayant voté contre, tandis que 13 pays s'abstenaient et que 16 autres (dont la Chine, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Koweït, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie) préféraient ne pas prendre part au vote.

Parmi les pays s'étant abstenus figuraient notamment l'Éthiopie, l'Angola, le Laos, la Turquie et le Zimbabwe, tandis que l'on pouvait relever parmi les opposants l'Algérie (dont le représentant a prononcé un discours qualifié de dur) l'Arabie saoudite, Cuba, l'Iran, l'Irak, le Pakistan, Qatar, la Syrie, les Émirats arabes unis, le Vietnam et le Yémen. Pour les défenseurs de l'abrogation, il s'agissait là d'un

simple combat d'arrière-garde, l'examen des votes contre, des abstentions et de la liste des pays n'ayant pas pris part au scrutin, confirmant la censure du groupe arabe à l'ONU clairement apparue depuis la guerre du Golfe.

#### Solidarité avec l'Occident

A cet égard, le cas de l'Égypte (signataire des accords de Camp David et qui n'a pas pris part au vote) et de l'Arabie saoudite (alliée des États-Unis et qui a voté contre le texte) ne doivent pas être interprétés comme un manquement à la nouvelle solidarité avec l'Occident mais comme des pages données tant à l'attention de leur opinion publique que des « pays frères ».

Depuis qu'ils avaient décidé de remettre subitement sur le bureau de l'Assemblée cette question délicate, qui avait été évoquée au début de la session d'automne par le président Bush lors de son discours à la tribune de l'ONU, les États-Unis étaient assurés de recueillir une large majorité de voix en faveur d'une abrogation que de nombreux pays (dont la France et l'Union soviétique) ultérieurement relayés par le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, appelaient de leurs vœux.

Mais, tout en se félicitant de l'issue du scrutin, qui, à terme très lointain, devrait peut-être permettre de réchauffer les relations entre Israël et les Nations unies, de nombreux diplomates se demandaient pourquoi Washington, qui, il n'y a pas si longtemps, avait préféré enterrer le dossier du « sionisme assimilé à une forme de racisme », de peur de compromettre le déroulement des négociations sur le Proche-Orient, se piquait tout d'un coup de le réactualiser à quelques heures de la clôture officielle de la quarante-sixième session annuelle de l'ONU.

Sauf à voir dans cette précipitation bien calculée des motifs liés à la situation intérieure aux États-Unis et un moyen de remédier au discrédit dont souffre actuellement M. Bush dans l'opinion publique américaine.

SERGE MARTI

### Israël estime avoir remporté une « victoire morale »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Un grand jour » pour les Nations unies, « une victoire morale » pour Israël. Ainsi pouvait-on résumer, au matin du mardi 17 décembre, les réactions officielles suscitées à Jérusalem par l'abrogation, la veille au soir à New-York, de la résolution qui assimilait le sionisme comme une idéologie fondée sur la discrimination raciale. Parfaitement conscient de devoir cette victoire diplomatique aux États-Unis, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a téléphoné lundi soir au président George Bush pour lui faire part de sa « gratitude » et de « celle du peuple d'Israël ».

Nul ne sait si le chef de la Maison Blanche a profité de cette conversation pour, de vive voix, faire part à M. Shamir du nouveau « plaisir » américain à l'égard de sa politique d'implantation dans les territoires arabes occupés. Le feu vert gouvernemental donné la semaine dernière à l'installation de nouveaux colons juifs dans le quartier arabe de Silwan, à Jérusalem-Est, a notamment été jugé « provocateur » et « contraire au processus de paix », lundi, par le département d'État.

#### « Extrêmement satisfaisant »

Un porte-parole officiel a dénoncé le renforcement du covoileu et des mesures de sécurité imposées par l'armée et la police israéliennes dans certaines localités des territoires occupés. Il a également fait part de « l'inquiétude » des États-Unis après les actes de violence qui y ont été commis ces derniers jours, aussi bien par des extrémistes juifs qu'arabes.

Cependant, fidèle au rôle de « grand pacificateur » qu'il s'est attribué, et qui consiste à essayer, chaque fois que possible, de « rac-

commoder » Washington avec l'Etat juif, M. David Lévy, le chef de la diplomatie israélienne, qui devait être reçu mardi soir à la Maison Blanche, a choisi de mettre l'accent sur « l'intense coopération » entre Américains et Israéliens qui a permis, selon lui, d'obtenir l'abrogation de la résolution tant honorée en Israël. « Il y a plus d'une dizaine d'années que nos diplomates essayaient d'aboutir à ce résultat », se félicitait, mardi matin, le très conservateur *Jerusalem Post*. Jugé « extrêmement satisfaisant » par M. Ephraïm Tali, numéro deux de la délégation israélienne aux Nations unies, le vote de lundi soir aurait, selon lui, « une grande résonance morale ». Pour autant, devait-il ajouter sur les ondes de la radio nationale, « ce vote n'a pas de répercussion politique directe en ce qui concerne notre attitude à l'égard des Nations unies ».

Selon le diplomate, l'organisation internationale se sentait certes « partiellement réhabilitée », mais il lui reste beaucoup à faire avant que l'on puisse parler d'un réajustement complet de son attitude à l'égard d'Israël. En clair, a conclu M. Ephraïm Tali, « nous sommes extrêmement satisfaits. Mais si, à cause de ce vote, on nous demande maintenant de faire une place aux Nations unies dans le processus de paix, notre réponse est très clairement non. Il n'y a rien de changé ».

Par ailleurs, alors que les négociations entre Israël et la délégation jordanienne-palestinienne semblent être entrées dans une impasse à Washington, les autorités ont annoncé avoir repêché lundi matin, au large de la bande de Gaza, les corps de deux Arabes. Non identifiés, armés de pistolets et d'un sac de grenades, les deux hommes, selon les autorités militaires, se seraient noyés après avoir essayé de débarquer en Israël pour y commettre des attentats.

PATRICE CLAUDE

## ASIE

TIMOR-ORIENTAL : seize ans après l'annexion de la colonie portugaise

### La politique indonésienne de « conquête des cœurs » a été réduite à néant par le massacre de Dili

Une commission officielle indonésienne, chargée d'enquêter sur le massacre perpétré à Timor-Orientale le 12 novembre dernier, a indiqué, lundi 16 décembre, que rien n'infirmerait le bilan officiel de dix-neuf morts. La tuerie - qui, selon des témoins, aurait fait jusqu'à 200 victimes - a eu de profondes répercussions en Indonésie.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Que reste-t-il, tout d'abord, de l'intégration de l'ancien territoire portugais occupé par l'armée indonésienne en 1975 et annexé l'année suivante ? Le ministre indonésien des affaires étrangères s'était beaucoup dépeint pour tenter de faire accepter le fait accompli, que ni les Nations unies ni le Portugal n'ont reconnu. M. Ali Alatas avait réussi à adoucir la vision de parlementaires portugais, d'observateurs de l'ONU et de journalistes. Cette mission a tourné court, fin octobre, Djakarta s'étant opposé à la présence, dans

leurs rangs, d'une journaliste australienne.

Le 28 octobre, deux jours après l'annonce du report de la mission, deux Timorais étaient tués par des militaires à Dili, capitale du territoire. Le 12 novembre, une manifestation prévue de longue date par des étudiants se tenait à l'occasion de l'enterrement de l'une des deux victimes, devant une poignée de journalistes étrangers. Les soldats ont apparemment tiré sans sommation sur ce rassemblement de plus de trois mille jeunes séparatistes.

L'armée indonésienne a toujours eu la main lourde face à tout mouvement séparatiste, à la fois par réflexe et parce qu'à ses yeux, dans un archipel de quelque treize mille îles peuplé de 180 millions d'habitants aux cultures diverses, l'unité ne se discute pas. A Timor-Orientale, dont la population christianisée est évaluée à moins de sept cent mille habitants, la répression du séparatisme - incarné par le Fretilin, qui compte encore quelques centaines de partisans armés dans les montagnes - aurait fait de cent mille à deux cent mille victimes depuis 1975.

Une politique de « conquête des cœurs » et, surtout, de développement, poursuivie ces dernières années, notamment avec la collabo-

ration d'un nouveau commandant militaire, le général R. S. Warouw, a été réduite à néant par la tuerie. Les Timorais sont de nouveau dominés par la peur et ne paraissent plus rien attendre de l'intégration de leur territoire, que Djakarta considère comme la « vingt-septième province » d'un pays fortement centralisé.

#### « Nettoyer tous les éléments séparatistes »

Gouverneur depuis neuf ans, M. Mario Viegas Carrascalao a déclaré qu'il démissionnerait si la commission enquêterait la tuerie de l'armée selon laquelle les soldats ont tiré pour se protéger face à une « foule brutale » et tué seulement dix-neuf manifestants, alors que plusieurs témoignages indépendants font état d'environ deux cents victimes. Dernier lien entre la population locale et Djakarta, ce Timorais partisan de l'intégration estime qu'il ne pourra poursuivre sa mission que si le rapport reconnaît l'évidence et si Djakarta lui délègue davantage de pouvoirs.

Tout en se gardant de porter un jugement sur les événements, le président Suharto a déclaré, le 12 décembre, qu'il ne céderait pas aux pressions étrangères dont il est l'objet depuis le massacre. Le 27 novembre, le général Try Sutrisno, commandant en chef des forces armées, avait défendu avec vigueur la thèse officielle tout en annonçant que le bataillon 303, impliqué dans la tuerie, serait retiré de Timor. Il est revenu à la charge en promettant de « nettoyer tous les éléments séparatistes » de l'île.

Les autorités semblent, en fait, divisées sur la marche à suivre, comme le souligne l'autorisation donnée au CICR (Comité international de la Croix-Rouge) de rendre visite aux blessés ainsi qu'à une trentaine de détenus. M. Rudini, ministre de l'intérieur et ancien chef

de l'armée de terre, a même déclaré qu'il était temps de ne plus faire de la « stabilité » de l'archipel une priorité absolue.

Un débat sur une libéralisation de la vie politique, encore très réglementée, se profile-t-il dans la foulée du massacre ? En outre, pour apaiser les tensions à la périphérie de l'archipel, le gouvernement ne devrait-il pas amorcer une décentralisation du pouvoir ? Le débat n'est pas nouveau. Pendant le quart de siècle qui s'est écoulé depuis la chute de Sukarno et la sanglante répression anticonstitutionnelle de 1965-1966, l'Indonésie s'est transformée et modernisée.

Sous la tutelle de M. Suharto, son système politique a, cependant, mal vieilli. L'occasion se présente peut-être de lui offrir un bol d'oxygène avant les élections législatives de 1992. Mais la cause de Timor n'étant guère populaire dans le reste du pays, il est plus probable que la raison d'Etat - intégrité du territoire et stabilité - l'emportera encore une fois. Quitte à ce que l'image de l'Indonésie à l'étranger en souffre une nouvelle fois.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ Lettre ouverte de 233 élèves de Normale Sup à M. Roland Dumas. - A l'appel du Comité des normaliens pour Timor, 233 élèves de l'Ecole nationale supérieure ont envoyé une lettre ouverte à M. Roland Dumas, attirant son « attention sur le drame de Timor-Orientale, conformément à une certaine idée que nous nous faisons de notre République et de l'universalité des principes qui la fondent (...) Le gouvernement français s'est encore, il n'y a pas si longtemps, suffisamment réclamé de ces principes (allant jusqu'à définir un droit d'ingérence) pour ne pas les défendre aujourd'hui au Timor-Orientale », ajoutent les signataires.

## A TRAVERS LE MONDE

MADAGASCAR

### Pas de gouvernement de consensus

Le premier ministre, M. Guy Razanamasy, a admis, dans une déclaration diffusée, à la fin de la semaine dernière, par la radio et la télévision nationale, avoir échoué dans sa tentative de former un gouvernement de consensus. Onze de ses ministres, dont le vice-premier ministre, M. Francisque Ravony, ont démissionné, a-t-on appris, lundi 16 décembre, à Tananarive. Dans sa déclaration, M. Razanamasy a dénoncé « la surabondance des irréductibles, qui se font de plus en plus exigeants », pour expliquer son échec. « Pour l'heure, le rôle du gouvernement se limitera à l'expédition des affaires courantes, jusqu'à la désignation d'un nouveau premier ministre - qui ne sera pas forcément moi », a-t-il indiqué. Nommé par le président Didier Ratsiraka, en août, au plus fort de la crise malgache, M. Razanamasy avait souhaité constituer un gouvernement réunissant toutes les composantes politiques. - (AFP.)

MALI

### Ouverture de la « Conférence spéciale sur le Nord »

Plusieurs fois annoncée puis reportée, la « Conférence spéciale sur le Nord » malien, d'est finalemment ouverte, lundi 16 décembre, à Mopti, à environ 700 kilomètres à l'est de Bamako, en présence du chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, des autorités maliennes de transition, et de médiateurs algériens. Des représentants des quatre principaux mouvements touaregs (Mouvement populaire de l'Azawad, Front populaire de libération de l'Azawad, Front islamique arabe de l'Azawad et Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad) participent à ces négociations qui, en cas de succès, aboutiront le 27 décembre à Tombouctou à la signature d'un pacte avec les autorités maliennes. « Nous acceptons la main tendue » par le chef de l'Etat malien, a déclaré M. Zaki Ould Sidi Mohamed, du Front islamique de l'Azawad, qui conduit la délégation du front unifié de la rébellion. - (AFP, Reuters.)

Tout 1992 avant 1992.



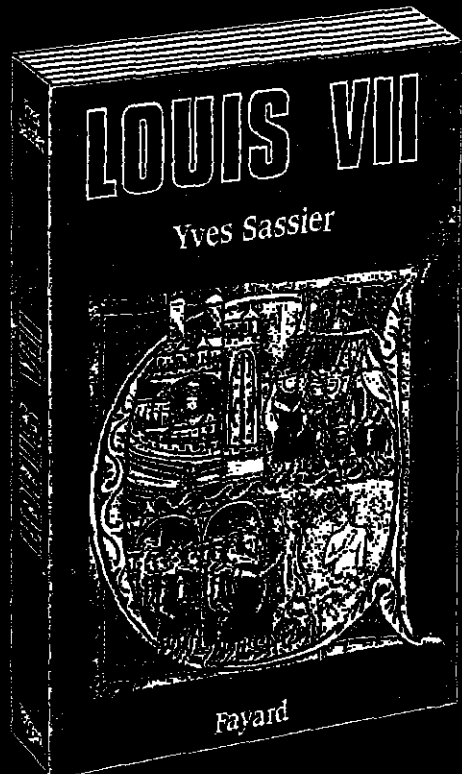
The Economist et Courrier International vous racontent l'année prochaine dans ce passionnant hors-série.

En vente chez votre marchand de journaux. 116 pages, 40 F.

## LOUIS VII

Yves Sassier sait nous faire pénétrer dans les changements de mentalité sans anachronisme. Cette biographie-là débouche sur la grande Histoire, celle de la longue durée.

Pierre Doix, Le Quotidien de Paris



En ce XII<sup>e</sup> siècle trépidant, où la chrétienté occidentale se déchire, où Frédéric Barberousse aspire à la domination universelle, où les situations que l'on croit figées pour toujours se modifient soudain, le long règne (1137-1180) de Louis VII ne se juge pas d'une pièce. Premier roi de France à prendre la croix et à gagner la Terre sainte, il doit mener, dès son retour, un difficile combat dont l'enjeu est la survie de la dynastie. Il ne pourra empêcher la montée des Plantagenêt, mais, attentif au jeu politique, plus habile et peut-être plus clairvoyant qu'on ne le pensait, il affermit de façon décisive la prérogative du roi de France en tant que protecteur des Eglises et pacificateur du royaume.

L'Histoire

chez FAYARD

## AMÉRIQUES

## CANADA

## Le gouvernement a conclu un accord avec les Inuits pour la création d'un nouveau territoire

MONTRÉAL

de notre correspondant

Le gouvernement canadien a annoncé, lundi 16 décembre à Ottawa, la conclusion d'un accord sans précédent avec les Inuits, en vue de la création d'un nouveau territoire dans l'Arctique canadien. Le Nunavut (Terre du peuple) sera doté d'une nouvelle structure politique et administrée par les Inuits, si ces derniers ratifient, par référendum, cet accord, qui devra aussi être entériné par le Parlement canadien.

Les 17 500 Inuits de cette région (80 % de la population de l'Arctique canadien) se verront octroyer 350 000 kilomètres carrés de terre — un territoire plus vaste que la Pologne — et se verront conférer les droits exclusifs de chasse et de

pêche. Ce texte leur offre également des droits d'exploitation du sous-sol sur 14 000 kilomètres carrés. L'accord prévoit en outre le versement par le gouvernement fédéral d'indemnités de 1,15 milliard de dollars (1), capital et intérêts, au cours des quinze prochaines années. En échange, les Inuits de l'Arctique doivent renoncer à jamais à leurs droits ancestraux sur le reste des territoires.

Le Nunavut couvrira une très large surface dans l'est de l'actuel Territoire du Nord-Ouest, englobant pratiquement tout l'archipel arctique, notamment les îles de Baffin et d'Ellesmere, ainsi que l'est et le centre de la partie continentale de cette région, du sixième parallèle au pôle Nord. Présenté par le ministre fédéral des affaires indiennes,

M. Tom Siddons, comme « historique », cet accord intervient après quinze années de négociations.

Le président de la Fédération des Inuits, M. Louis Pitakapsi, a déclaré que cet accord « améliorera le statut social et économique de son peuple ». « La renonciation aux droits ancestraux fut la concession la plus difficile », a estimé pour sa part le négociateur fédéral, M. Tagak Curley. Cette concession a été jugée inacceptable par le chef de l'Assemblée des premières nations, M. Ovide Mercredi, qui représente 500 000 Indiens, et qui a recommandé aux Inuits de rejeter la proposition fédérale.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,75 F.

## HAÏTI

## Soulèvement de réfugiés à Guantanamo

Plusieurs centaines de réfugiés haïtiens se sont soulevés, dimanche 15 décembre, dans le camp installé à la base américaine de Guantanamo (Cuba), détruisant une centaine de tentes de toile et renversant les barrières de barbelés qui les entouraient, ont indiqué lundi les autorités américaines. Ces incidents, les deuxième de cette nature en une semaine, se sont déroulés la veille de l'anniversaire de la victoire à l'élection présidentielle du père Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'État militaire le 30 septembre. Le département d'État américain a précisé lundi que 7 477 personnes avaient à ce jour été recueillies en mer par les garde-côtes américains. Parmi elles, 6 201 ont été envoyées sur la base navale de Guantanamo, où la frustration et le colère augmentent au fil des semaines. De son côté, la France a condamné, le même jour, les violences récentes à Haïti, au cours des-

quelles un député et plusieurs partisans du père Aristide ont été tués et leurs maisons brûlées, après que des rumeurs eurent circulé sur un prochain retour du président renversé. « Ces évènements, suites d'un putsch sanglant qui n'en finit pas de démontrer une fois de plus la nécessité de parvenir à une solution respectant l'ordre constitutionnel et privant le retour du président Aristide », a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, M. Maurice Gourdault-Montagne. A Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Douze, qui ont renoncé à décréter un embargo contre Haïti, ont décidé de geler la coopération préférentielle de la CEE avec ce pays dans six mois, conformément au délai prévu par la convention d'aide au développement de Lomé, dont Port-au-Prince est signataire. — (AFP, Reuters)

## ÉTATS-UNIS

## La popularité de M. George Bush est au plus bas

Les difficultés économiques ont porté un coup à la popularité du président George Bush dans les sondages. Avec 47 % de personnes satisfaites de son action, M. Bush est à son niveau le plus bas depuis son élection à la Maison Blanche, selon un sondage rendu public lundi 16 décembre. La cote de popularité du président a enregistré ainsi une baisse de 12 points en deux mois et une perte de 43 points depuis son apogée après la fin de la guerre du Golfe, à en croire le sondage réalisé par la chaîne de télévision ABC et le quotidien Washington Post. 70 % des personnes interrogées disent déapprouver l'action de M. Bush en économie. 24 % seulement d'entre elles approuvent les mesures prises dans ce domaine, soit le plus bas niveau atteint dans ce sondage, régulièrement effectué sur la cote du président. — (Reuters)

## OCÉANIE

VANUATU : M. Maxime Carlot premier ministre

## Les francophones ont formé un gouvernement de coalition avec l'ancien premier ministre Walter Lini

SYDNEY

correspondance

L'Union des partis modérés (UPM), le parti francophone qui a remporté dix-neuf des quarante-six sièges aux élections du 2 décembre, a été contraint de composer avec le National United Party (NUP) récemment créé par l'ancien premier ministre Walter Lini pour for-

mer, lundi 16 décembre, un gouvernement de coalition, présidé par M. Maxime Carlot. Le pasteur Lini, qui a gouverné l'ancien condominium des Nouvelles-Hébrides pendant onze ans, fait un retour sur la scène politique quatre mois après avoir été déchu de la présidence du Vanuatu Party (VAP) puis renversé par le Parlement.

M. Carlot a déploré la réaction

des milieux d'affaires, qui lui reprochent « une alliance avec le diable ». L'UPM n'a traité avec le NUP qu'en dernier recours. « Nous avons d'abord négocié avec le Parti progressiste mélanésien en raison des liens passés. Mais ce parti de quatre sièges demandait trop », explique-t-il.

« Nous avons ensuite pensé que, pour la stabilité et l'intérêt national, il était normal que le parti majoritaire s'allie avec celui du premier ministre sortant, M. Donald Kapo-kas. Mais le VAP a voulu négocier à égalité avec l'UPM alors qu'il n'a que dix sièges. La dernière solution était le NUP, qui n'a pas posé trop de conditions. »

Dans le nouveau cabinet, l'UPM détient six portefeuilles, dont les finances, les affaires foncières et l'éducation. Le NUP est représenté par quatre ministres, dont un vice-premier ministre. M. Lini reste en dehors du gouvernement, mais sa sœur, M<sup>me</sup> Hilda Lini, obtient le portefeuille de la santé. C'est la première fois à Vanuatu qu'une femme occupe un poste ministériel.

M. Carlot a reconnu qu'il existait des « différences politiques entre les deux partis », mais il a mis en avant leur « accord sur le plan économique ». « Il faut développer les exportations en relançant l'agriculture et l'élevage. Beaucoup de terres sont restées longtemps en sommeil car les litiges portés devant les tribunaux n'ont pas été résolus », dit-il en faisant allusion à la coutume qui définit mal la propriété collective des terres et est source de conflits entre clans.

L'UPM prévoit aussi d'améliorer les avantages consentis aux investisseurs pour refaire du pays un véritable paradis fiscal. Il compte sur une hausse du revenu national pour assurer la gratuité de l'enseignement primaire et des soins, ainsi que sur un accroissement de l'aide extérieure, notamment française. La promotion du français comme langue officielle et de travail au même titre que l'anglais suscite des inquiétudes parmi les anglophones.

SYLVIE LEPAGE

## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD

## Le Congrès panafricain s'est retiré des négociations sur la nouvelle Constitution

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A l'issue d'un congrès extraordinaire, réuni à Belleville, dans la banlieue du Cap, dimanche 15 et lundi 16 décembre, le Congrès panafricain (PAC) a décidé de se retirer des négociations multipartites destinées à élaborer une nouvelle Constitution. Entamées le 29 novembre, ces négociations doivent reprendre le 20 décembre, avec la première réunion officielle de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA).

C'est à l'unanimité que les deux mille délégués du PAC ont décidé de ne pas aller plus loin dans le processus de négociations, « à cause du caractère non démocratique de la CODESA et du refus des participants d'organiser ces négociations à l'étranger, sous une présidence neutre ». Le PAC, qui a réaffirmé sa volonté de voir une « Assemblée constituante élue au suffrage universel », rejoint ainsi les autres mouvements radicaux de la Conscience noire, notamment l'Organisation du peuple d'Azaïnie (AZAPO), qui refusent, elles aussi, de participer aux négociations et exigent un transfert du pouvoir à la communauté noire.

De son côté, l'extrême droite blanche et sa représentation au Parlement, le Parti conservateur (CP) du pasteur Andrew Treurnicht, a confirmé qu'elle ne participerait pas aux négociations, tant que la constitution d'un État strictement blanc ne serait pas à l'ordre du jour.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ L'extrême droite accusée d'avoir voulu enlever le petit-fils du président De Klerk. — En Afrique du Sud la police a ouvert une enquête à la suite d'informations faisant état d'un complot de l'extrême-droite pour enlever le petit-fils du président De Klerk, a annoncé, lundi 16 décembre le ministère de la loi et de l'ordre. Selon ces informations, une cellule du Boerevroustandsbeweging (BWB, Mouvement de résistance des fermiers) voulait échanger l'enfant, âgé de quatre ans, contre deux militants extrémistes, condamnés, l'un pour des attentats à la bombe, l'autre pour le meurtre de sept Noirs. — (AFP)

## TUNISIE

## Polémique entre le gouvernement et la Ligue des droits de l'homme

TUNIS

de notre correspondant

Une polémique vient de s'engager entre le gouvernement et la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) sur la situation des libertés depuis quelques mois en Tunisie, plus précisément depuis l'annonce du « complot » que le mouvement islamiste Ennahdha est accusé d'avoir fomenté.

Dans un communiqué diffusé à la fin de la semaine dernière, la LTDH s'était adressée au pouvoir « de la façon la plus pressante » afin qu'il mette un terme « à la détérioration de l'état des libertés et des droits de l'homme », déplorant qu'il existe en ce domaine « un fossé profond entre le discours et la pratique ».

La Ligue « exigeait » notamment l'ouverture d'une enquête sur « les décès suspects dans les locaux de la police et susceptibles d'être liés à la torture » de six personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête sur « le complot islamiste » (1). Elle demandait aussi la publication intégrale du rapport de la commission d'investigation sur les bavures policières, constituée à l'initiative du président Ben Ali, rapport dont il n'a été publié qu'un résumé édulcoré, et la stricte application de la loi sur la garde à vue qui n'est pas toujours respectée. Enfin, elle exprimait sa « vive inquiétude devant l'aggravation des opérations de razzias et du nombre des arrestations avec son cortège d'abus » enregistrés ces derniers temps.

La réplique ne s'est pas fait attendre. Ce sont là « des allégations mensongères » et il est « très regrettable de voir la Ligue utiliser par certaines parties pour servir des intérêts politiques égoïstes alors que son rôle doit demeurer strictement humanitaire », se fonde sur l'impartialité et l'objectivité « vient de répondre le gouvernement.

Selon cette mise au point, il y a eu depuis le printemps dernier, trois cas de mort suspecte « dont les tribunaux sans saisir ». Quant aux trois autres décès signalés par la LTDH, « ils ne relèvent que d'allégations mensongères » et la Ligue en a reçu en son temps « la preuve formelle ». Par ailleurs, s'il y a eu des anomalies au sujet de la garde à vue, il s'agit « d'abus individuels et isolés » et le chef de l'État a ordonné que des dispositions soient prises « pour les réprimer à l'avenir ».

La réponse officielle paraît plus embarrassée à propos du rapport sur les bavures policières. N'étant pas « une structure judiciaire habilitée à prononcer des condamnations et des sanctions », la commission, est-il expliqué, avait seulement pour mission « de soumettre des données au chef de l'État qui a ordonné des poursuites en la matière ». La recrudescence des arrestations est en outre formellement démentie.

Toutefois, force est de constater que les contrôles de police, avec les interpellations qu'ils peuvent entraîner, n'ont jamais été aussi nombreux, à l'initiative de beaucoup de Tunisiens. Mais il est vrai que les autorités tunisiennes ont quelques raisons de redoubler de vigilance : l'attaque d'un commando islamiste contre le poste de Guemmar en Algérie, près de la frontière tunisienne, était déjà préoccupante mais l'annonce récente par le journal égyptien *Al Wafd*, généralement bien informé, du départ du Soudan de seize islamistes tunisiens ayant mission d'assassiner plusieurs personnalités en Tunisie aurait de quoi inquiéter un peu plus.

MICHEL DEURÉ

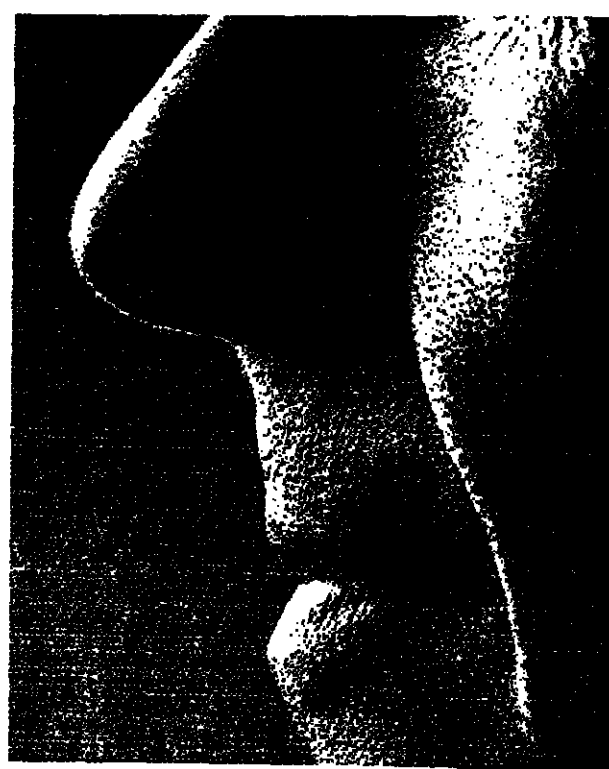
(1) Il s'agit de MM. Fathi Khairi, Abdelwahab El Ebdelli, Faïçal Barakat, Rachid Chammakhi, Maher Saff et Fathi Aloui.

□ CAP-VERT : le Mouvement pour la démocratie a remporté les élections municipales. — Le Mouvement pour la démocratie (MDP), le nouveau parti dirigeant l'archipel, a conquis dix des quatorze municipalités en jeu, lors des premières élections municipales libres, organisées dimanche 15 décembre. Le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV), ex-parti unique, écarté du pouvoir au début de l'année, n'en a remporté que trois. — (Reuters)

□ KENYA : nomination d'un nouveau ministre de l'Industrie. — Le président Daniel arap Moi a nommé, lundi 16 décembre, M. Francis Ole Kaparo au poste de ministre de l'Industrie, après le limogeage de M. Nicholas Biwott, dénoncé pour corruption et mis en cause dans le meurtre du ministre des affaires étrangères Robert Ouko, assassiné en février 1990. Par ailleurs, le secrétaire permanent aux affaires étrangères, M. Bethwell Kiplagat, a été remplacé par l'ambassadeur kenyan à Londres, M<sup>me</sup> Sally Kosgei. — (AFP)

POMMERY

OÙ 4 CM D'UN NEZ EXCEPTIONNEL COMPTENT AUTANT QUE 18 KM DE CAVES POUR ÉLABORER UN GRAND CHAMPAGNE.

CHAMPAGNE  
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

Handwritten text in a box: "J'ai dit 150"



# POLITIQUE

## Le retour de M. Barre

L'ancien premier ministre apparaît comme un recours possible en cas de défaite de la gauche

M. Raymond Barre vient de revenir du Japon, la tête dans un nuage. Son baromètre de popularité est depuis septembre au beau fixe. Chacun a pu noter qu'avant Maastricht M. Mitterrand l'a consulté à l'Élysée plus longuement que tous. M. Cresson l'a reçu, lundi 16 décembre, pendant près d'une heure. Elle l'avait invité, a-t-il dit, pour «entretenir de divers problèmes». L'autre dimanche, elle n'avait pas hésité à citer en exemple son séjour à Matignon pour assurer qu'elle ne gouvernait pas non plus pour les sondages. Quand on saura encore que, dans les dîners en ville, M. Chirac se va partout répétant que l'Élysée le consulte au moins quatre fois par jour et que, dans le dernier numéro de *Globe*, M. Pierre Bergé, représentant d'une certaine gauche, lui découvre bien des vertus, on comprend que l'ancien premier ministre est de nouveau au centre des conversations.

Fussent-elles, comme il aime s'en plaindre, microcosmiques, il adore. Et quoi qu'il en dise, les sondages ne l'ont jamais laissé indifférent. Moins de quatre ans après son échec à l'élection présidentielle de 1988, M. Barre est donc de retour. «Moi, je ne suis nul part», a-t-il souvent répété, sans dire pour autant, comme M. Jobert, qu'il était ailleurs. Il est là et bien là, et les Français, après divers détours, semblent aujourd'hui le redécouvrir.

Dès le soir de son échec, il avait averti qu'il ne se résoudrait point à aller s'occuper de ses mimosas sur la Côte d'Azur. Il ne fut pas toujours facile à suivre. On comprit rapidement qu'il ne tenait pas, non plus, pour une priorité de jeter la racine à la rivière. Avant de passer aux urnes, on l'avait déjà entendu menacer M. Chirac, Giscard d'Estaing et Léotard, objets selon lui de tous ses maux : «Si jamais je m'en sors, ils entendront parler de moi!» M. Mitterrand rétorqua, en sentence tinte en quatre mots : «Ils me le paieront!»

Au grand dam de ses amis, M. Barre ne semblait plus vouloir exercer qu'un pouvoir de nuisance, tirant à vue sur tout ce qui bougeait à droite, avec la même rapidité qu'il mettait à découvrir le peuple de gauche. C'était le temps du splendide isolement, mais aussi le temps des premières rencontres avec M. Mitterrand, des rendez-vous ministériels en tout genre, des ministres barbares au gouvernement et, pour l'opinion, de tous les

malentendus. «Je ne lui connais d'admiration totale qu'à l'égard de de Gaulle», explique un de ses amis de longue date. Avec Mitterrand, c'est différent. Il reconnaît ses qualités de chef d'État, qui se sont manifestées pendant la cohabitation, au détriment de Chirac, ce qui ne pouvait que lui faire plaisir. Mais il y a aussi chez lui cet aspect psychologique, à savoir que quel qu'un qui l'avait battu ne pouvait que nécessairement être bien.

### L'itinéraire d'un homme libre

Par un étrange paradoxe, au moment où les jeux de partis laissent, ce splendide isolement semble devenu une chance pour M. Barre. Son comportement n'a pas radicalement changé, mais ceux qui criaient à la trahison y voient aujourd'hui l'itinéraire d'un homme libre. S'il ne se répand guère en confidences sur le sujet, et s'il n'est pas dupe non plus des avantages que peut y trouver le pouvoir, M. Barre continue de rencontrer régulièrement M. Mitterrand. Il a vu deux fois M. Cresson depuis son installation à Matignon, qui note «la sympathie spontanée» entre les deux personnages. MM. Jean-Pierre Soisson et Bruno Durieux restent ses poissons-pilotes dans le gouvernement. Il n'a pas non plus rompu le contact avec M. Pierre Bergé, M. Elisabeth Guigou et M. Michel Delebarre, dont il disait récemment après un tête-à-tête : «C'est quand même mieux que Méhaignerie!»

Car dans le même temps, ses rapports avec la droite sont toujours aussi compliqués. Il n'a plus jamais revu, depuis ces trois dernières années, ni M. Chirac ni M. Léotard. Après lui avoir enlevé d'office tout label d'opposant pour avoir rejeté le système des primaires, M. Giscard d'Estaing a tenté de lui faire un signe, en listant lui-même le message que M. Barre avait adressé au conseil national de l'UDF du 9 novembre dernier. «Je souhaite», avait écrit ce jour-là M. Barre, que l'UDF s'organise pour devenir la force centrale indispensable à notre pays.»

Dans le même message, il indiquait aussi qu'il conservait une particulière gratitude à ceux de ses membres qui lui avaient constamment manifesté leur sympathie et

un soutien dévoué. M. Giscard d'Estaing n'a pas lu ces mots... De toute façon, M. Barre ne lui pardonnera jamais d'avoir refusé, le 27 mars 1988, de choisir entre ses deux anciens premiers ministres candidats à la charge suprême. Officiellement, M. Barre n'est donc qu'un député appartenant au groupe centriste.

En le sollicitant la semaine dernière pour conduire la liste d'opposition aux élections régionales dans le Rhône, beaucoup ont espéré que M. Barre marquerait de la sorte son retour au bercail de l'opposition. Pari perdu. Avec les centristes, ses rapports ne sont pas plus simples. S'il n'avait tenu qu'à lui, il aurait rejoint dès 1988 au Palais-Bourbon le banc des non-inscrits. Mais les fois, il a été tenté de le faire en voyant ces centristes enterrer leur grand dessin d'auto-nomie. Seuls certains liens d'amitié l'en ont dissuadé.

### Les circonstances et les convictions

Personne d'autre que lui n'aurait sans doute pu résister à tant de sollicitations, d'invitations et de dé-lusions. Au milieu, certains lui voyaient prendre la place de M. Pinay. Au plus, celle de conf- rençier international émérite. Le voilà installé dans la position d'un «recours». S'inspirant d'un de ses auteurs favoris, Benjamin Constant, il répète souvent, qu'en politique comme ailleurs, «il y a les hommes de circonstances et les hommes de convictions». M. Barre a peut-être eu le tort d'avoir eu raison trop tôt. Alors, les circonstances s'accrocheront-elles un jour avec ses convictions? «Ça, répondait-il l'autre jour à Jean-Pierre Elkabbach, c'est le destin qui tranche. Il faut savoir dans la vie être disponible. C'est comme cela que les choses ne sont arrivées et je crois qu'il faut à ce moment-là avec humilité accepter ce qui vous arrive.»

M. Barre a toujours cru à la force du destin. Ses amis lui reprochent quelquefois de le rendre jamais su le forcer. Dès le lendemain de l'élection présidentielle de 1988, ils l'ont supplié de prendre, tant qu'il en était encore temps, la présidence de l'UDF. «Je ne suis pas bon pour l'organisation», leur a-t-il répondu. Sans parti, sans réseau, il

s'en trouve bien, persuadé que sa principale erreur en 1988 fut de vouloir rallier à sa cause toute l'UDF. En attendant, le destin s'appelle aussi François Mitterrand. Disponible, M. Barre l'est sans nul doute. Alors qu'avant l'été il affirmait encore avoir «éprouvé les charmes de Matignon», il ne le dit plus aujourd'hui. Que ce soit au lendemain des élections régionales ou après un éventuel référendum sur l'Europe, qu'il appelle d'ailleurs de ses vœux, l'Élysée ne dément plus qu'avec M. Delors il pourrait être l'homme de la circonstance. «La formule de demain, prédisait-il déjà en janvier 1988, ne serait être socialiste. Elle doit rassembler tous les républicains qui, de la droite modérée et de la gauche responsable, sont porteurs d'une économie moderne de marché, de mécanismes de solidarité nationale au service de la promotion des moins favorisés et sont soucieux de la mise en place d'une union européenne (1).»

Pour ce faire, M. Barre sait déjà qu'il a devant lui deux sérieux obstacles. Ce sera le problème de M. Mitterrand de le faire accepter par les socialistes. Son problème à lui sera de faire comprendre qu'on peut être contre la cohabitation en 1986 et pour «la synthèse républicaine» six ans plus tard. Il devra aussi trouver la garantie d'une majorité au Parlement.

A l'Assemblée nationale, les travaux d'approche ont commencé. Après l'échec de M. Soisson, une association plus souterraine a été lancée, baptisée tout simplement «Idées», avec pour ambition de regrouper les énergies par delà les trois groupes de l'opposition. MM. Jean-Jacques Jégou et Gérard Vignoble à l'UDC, M. Jean-Yves Haby à l'UDF, M. Jean-Pierre Delalande au RPR en sont les pionniers. Ce travail devrait se concrétiser pour la première fois publiquement par le dépôt d'une proposition de loi commune sur l'immigration. «Je ne jeterai jamais le discrédit sur tous les efforts faits pour essayer de trouver un nouveau positionnement», a toujours dit M. Barre. «C'est, comme d'habitude, à Paris, une réunion, un petit meeting qu'il faut observer.» A l'ouest aussi, les «paysans du Danube» se remuent!

DANIEL CARTON

(1) Questions de confiance, entretiens avec Jean-Marie Colombani (Ed. Flammarion).

En réponse aux propositions de M. Mégret

## L'Action française estime injustifiée la «discrimination» du Front national entre les immigrés du Sud et les Européens

Sous le titre «Immigration: notre réponse au Front national», l'hebdomadaire *Aspects de la France* a récemment développé la position des monarchistes de l'Action française (Restauration nationale) après la récente présentation par M. Bruno Mégret, député général du parti d'extrême droite, de cinquante «mesures concrètes» visant les immigrés (le Monde du 19 novembre). Ce plan avait fait l'objet d'une condamnation de la part de tous les partis politiques, de la plupart des organisations syndicales, du monde associatif et des hiérarchies religieuses.

M. Pierre Pujol, directeur de l'hebdomadaire, marque son accord avec bon nombre des mesures avancées par M. Mégret comme «la suppression de la discrimination anti-française», le refus des «incertitudes récurrentes cosmopolites» que le Front national traque dans les manuels scolaires, «le démantèlement des ghettos ethniques», «les mesures destinées à arrêter toute nouvelle immigration», «la dénationalisation des accords de Schengen» qui prévoient la disparition des frontières nationales et l'arrêt des «pompes aspirantes de l'immigration» que représentent, selon M. Jean-Marie Le Pen et certains dirigeants de droite, les allocations sociales.

«Certes, le droit du sang doit demeurer le principe» pour acquérir la nationalité française, remarque M. Pujol, qui ajoute: «Mais faut-il refuser à des enfants d'étrangers nés en France la possibilité de devenir Français?». Quant au «serment de fidélité» suggéré, au moment de la naturalisation, par le Front national, l'Action française estime que «ce genre de cérémonie ne serait pas adapté à nos mœurs et paraîtrait dérisoire» alors même que «beaucoup de Français eux-mêmes refuseraient de le prêter».

### «Des tensions inutiles»

Les monarchistes expriment des «réserves» sur la remise en cause, par le parti d'extrême droite, des naturalisations effectuées depuis 1974 car «c'est risquer de créer des tensions inutiles». «Puisque ces gens ont la nationalité française, écrit M. Pujol, prenons-en acte et demandons-leur de se comporter en Français et de respecter les lois de la France». De même, le porte-parole monarchiste s'interroge sur le bien-fondé d'une croisade contre la construction des mosquées: «Il vaut mieux avoir des musulmans pratiquants que des gens déracinés vivant sans principes religieux», affirme-t-il, en remarquant que «5 % seulement des musulmans vivants en France fréquentent les mosquées».

Méfiant à l'égard de la séparation des caisses de Sécurité sociale et du versement des allocations familiales aux seuls Français, M. Pujol considère que «cela conduirait à marginaliser les étrangers et pourrait nuire aux relations de travail dans les entreprises». Quant au label «Produit en France par des Français», le directeur d'*Aspects de la France* le trouve tout simplement «aberrant». Et il

s'insurge de la disposition tendant à «réglementer la propriété immobilière» car, selon lui, «ce ne sont pas les immigrés familiaux de nos banlieues qui achètent des terres et des maisons en France, mais les potentatils arabes, les magnats japonais... et les ressortissants de la Communauté européenne, notamment les Anglais et les Hollandais, mais de ceux-là le Front national ne se méfie pas!»

Opposé à l'expulsion de familles immigrées installées depuis longtemps dans notre pays et qui souhaitent y rester, M. Pujol affirme qu'«il faut tendre à les intégrer, puis à les assimiler» car «leurs enfants, nés en France et y passant leur jeunesse, ont vocation à devenir Français». Au total, le dirigeant royaliste assure que «beaucoup [de ces mesures] sont opportunes, d'autres sont excessives ou manquent de réalisme». «L'ensemble du projet est inspiré par la dichotomie à l'égard de l'immigré venu du Sud», affirme M. Pujol, tandis que celui issu de l'un des pays de la Communauté européenne pourrait jouir des mêmes droits que les Français. (...) Cette discrimination ne nous paraît guère justifiée». En conclusion, il souligne que «pour traiter cette grave et délicate question de l'immigration, il convient d'évacuer toute considération raciale».

O. B.

## La Nouvelle action royaliste dénonce «un programme racial»

«Les analyses et les propositions du Front national ne résistent pas une seconde à l'examen. Mais l'histoire du nazisme et celle de la «Révolution nationale» montrent malheureusement que la culture du fanatisme est un rendement immédiat. Quant un parti dit d'importer quoi, beaucoup peuvent y trouver leur compte.» Ce jugement, qui concerne les «cinquante mesures» de M. Mégret contre les immigrés, est prononcé par le bimensuel *Royaliste* dont le directeur politique est M. Bertrand Renouvin, animateur de la Nouvelle action royaliste (NAR). Loin de «régler le problème de l'immigration», ces mesures, selon *Royaliste*, constituent une «publicité mensongère».

Sous le titre «Ein Volk [un peuple], un programme racial», cette publication relève «le caractère raciste» de ces mesures «qui révéleraient dans leur détail les années les plus sombres de l'histoire de la France et de l'Europe». La NAR cite, à cet effet, Vichy pour la remise en cause des naturalisations et la législation maréchaliste pour le rétablissement du jus sanguinis, en affirmant que «les mesures de ségrégation préconisées par le théoricien du Front national seraient contraires aux principes de notre droit». «Preuve est faite, une fois de plus, ajoutent les amis de M. Renouvin, des véritables sources idéologiques du Front national».

jamais avoir réagi aux «exclusives» lancées contre eux par le MRG et ils affirment que France unie est «vide de projet autant que d'adhérents».

Un conseiller régional de Lorraine condamné pour violence sur un enfant. — M. Pascal-Bernard de Leersnyder, conseiller régional de Lorraine, élu en 1986 sur la liste du Front national, a été condamné par le tribunal correctionnel de Thionville (Moselle), le 12 décembre, à treize mois de prison, dont dix mois ferme, et à dix années d'interdiction de ses droits civils, civiques et de famille pour violence sur un mineur de moins de quinze ans. Le 30 octobre, M. de Leersnyder avait frappé violemment le fils de sa compagne, Arnold, âgé de cinq ans, auquel il a interjeté appel. M. de Leersnyder a signé pour la dernière fois dans l'hémicycle de l'Assemblée régionale lorraine sur les bancs du groupe du Front national le 28 octobre 1991, soit deux jours avant les faits qui lui sont reprochés. Le conseil régional de Lorraine a reçu, le 5 décembre, une lettre du président du groupe du Front national l'informant que M. de Leersnyder n'était plus membre de son parti. M. Dominique Chaboché, vice-président du Front national, a indiqué que M. de Leersnyder — bien que comptabilisé encore récemment parmi les élus régionaux du parti d'extrême droite — n'était plus adhérent depuis trois ans. — (Corresp.)

## CORRESPONDANCE

### M. Bothorel et les accords à droite

Dans un compte-rendu du conseil national du CNI (le Monde du 10 décembre) nous avons évoqué les déclarations de M. Jean Bothorel, éditorialiste au *Figaro*. Nous écrivions qu'il avait affirmé la nécessité d'accords entre la droite et le Front national avec une conviction identique à celle qu'il développait, à la fin des années 70, au sujet de l'alliance entre PS et PCF. M. Bothorel nous a adressé à ce propos la lettre suivante:

Le paragraphe où je suis cité et l'encadrement du paragraphe suivant procèdent d'une méthode bien connue et toujours efficace: l'amalgame. Ainsi présentée, mon intervention est transformée en prise de position politique. Or je n'ai absolument rien dit qui soit en dehors de mon rôle d'observateur.

Mon analyse ne relève, en la circonstance, d'aucune «conviction», comme le suggère votre collaborateur. Dans les années 70 j'ai écrit que l'alliance PS-PCF était une «nécessité» pour que la gauche accède au pouvoir. Dès 1987, j'ai écrit qu'il y avait, désormais, en France, «deux droites» et qu'elles seraient, d'une manière ou d'une autre, confrontées à la «nécessité» d'amalgamer des accords électoraux. Dans le premier cas, comme dans le second, il s'agissait, de ma part, d'une analyse tactique — donc ouverte à la discussion — nulle- ment d'un engagement politique.

[Lors de la table ronde du conseil national du CNI, M. Jean Bothorel, qui s'exprimait comme «observateur», a indiqué: «Je ne crois pas que la droite puisse revenir, d'une manière forte et solide, sans trouver au second tour un soutien avec le Front national. C'est l'idée que j'ai. Peut-être que je me trompe. Certains disent que je me trompe.»]

# POMMERY

OÙ L'EXPÉDITION VALAIT LA PEINE D'ÊTRE ENTREPRISE.



CHAMPAGNE  
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

## POLITIQUE

La préparation des élections régionales

## Les écologistes affichent leurs divisions

Le porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter, a vivement réagi, lundi 16 décembre, dans une déclaration à l'AFP, à la décision prise la veille par Génération écologie de baptiser ses listes, lors des prochaines élections régionales, « le mouvement vert de Brice Lalonde ». Il a accusé le ministre de l'environnement de chercher à

« capter le potentiel électoral des Verts » et menacé d'initier une action en justice. Le même jour, devant le Club de la presse d'Europe 1, il a expliqué la « sinistresse » par le revirement des socialistes depuis 1983. De son côté, M. Lalonde a réaffirmé, à Amiens, où il menait campagne pour Génération écologie, que sa présence au gouver-

nement pourrait être liée à l'institution d'une taxe permettant de financer l'élimination des déchets. Enfin, le troisième mouvement écologiste, l'Alternative rouge et verte, a décidé, devant la « revue d'ouverture » des Verts, de privilégier le dialogue avec les anciens rénovateurs et reconstruc-

## M. Antoine Waechter dénonce la politique du « hamster »

« Ce que nous ne devons pas devenir, c'est le Parti socialiste de 1983 », a affirmé M. Antoine Waechter, lundi 16 décembre, devant le Club de la presse d'Europe 1. Le pèché de la dévotion, c'est d'avoir tenu un discours et de ne pas l'avoir appliqué. Ou bien il ne fallait pas tenir ce discours, ou alors il fallait tenir les promesses faites jusqu'au bout, a-t-il expliqué. Après le revirement de 1983, les Français ont eu le sentiment que le changement des locataires de l'Élysée et de Matignon n'avait finalement rien changé. D'où l'émergence du Front national.

Longuement interrogé sur la politique économique et sociale du gouvernement, le porte-parole des Verts a estimé que « le taux de chômage n'est pas tant le résultat de la politique nationale que celui de l'évolution des sociétés industrielles ». « La France est l'un des pays les plus riches de la communauté européenne », a-t-il observé, ou elle continue à avoir, selon lui, « une attitude de hamster » qui consiste à accumuler, au détriment de l'environnement, des conditions de vie et des pays du tiers-monde. « Pour assurer le développement des pays du Sud, il faut modifier nos propres logiques de développement, a assuré M. Waechter. Cela suppose un certain sacrifice de la part des pays riches. Mais c'est de notre intérêt. C'est de cette façon que l'on réussira, si l'on veut répondre de manière positive à la question des flux migratoires ».

Parmi les mesures que prendraient les Verts s'ils devenaient un jour participer au pouvoir, M. Waechter a cité

la réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures, « sans compensation de salaire intégrale, au moins pour les plus hauts revenus ». Il a également dénoncé le « productivisme » de M<sup>me</sup> Edith Cresson lorsqu'elle affirme vouloir relancer le programme autoroutier afin de créer des emplois : « Pour nous, une activité ne se justifie que par son utilité sociale ».

## L'Alternative rouge et verte serait présente dans trente départements

Au lendemain de son deuxième congrès national, réuni à Nantes du 13 au 15 décembre, l'Alternative rouge et verte (AREV) a annoncé qu'elle s'était donné pour objectif d'être présente dans une trentaine de départements aux prochaines élections régionales. L'AREV, troisième composante de la mouvance écologiste après les Verts et Génération écologie,

revendique quinze cents adhérents. A une large majorité, elle a fait le choix de travailler à « la formation d'une nouvelle force politique, issue d'une vaste recombinaison et de privilégier ses relations avec l'Alternative démocratique socialiste (ADS), mouvement créé le 23 novembre dernier par les anciens rénovateurs et reconstruc-

Une « forte minorité » aurait préféré collaborer avec les Verts à un renforcement du « pôle écologiste », mais la majorité des militants de l'AREV ont, semble-t-il, été heurtés par le « refus d'ouverture » des amis de M. Antoine Waechter. L'un des porte-parole des « alternatifs », M. Jean-Pierre Lemaire, a ainsi présenté la candidature de M. Roger Winterhalter, maire de Luttrich (Haut-Rhin) et président de la Fédération nationale des élus autogestionnaires, contre la liste conduite par M. Waechter comme un « enjeu majeur » des prochaines élections régionales en Alsace.

« Les Verts n'ont pas le monopole du refus des partis traditionnels », a-t-il expliqué. Le courant écologiste ne peut pas se construire contre les valeurs de la gauche. Nous ne croyons pas plus au parti écologiste unique que nous croyons hier au parti unique de la classe ouvrière. Les militants locaux de l'AREV se sont prononcés, en revanche, pour une liste d'union autour de M. Brice Lalonde, au cas où l'actuel ministre de l'environnement confirmerait sa candidature en Indre-et-Loire.

J.-L. S.

S'il n'obtient pas la création d'une taxe sur les déchets

## M. Brice Lalonde menace de quitter le gouvernement

A la veille d'un conseil des ministres qui devrait être saisi d'un projet sur l'élimination des déchets, le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a réaffirmé, lundi 16 décembre à Amiens, où il était venu soutenir les candidats de Génération écologie aux prochaines élections régionales en Picardie, qu'il pourrait mettre en jeu sa présence au gouvernement s'il n'obtenait pas l'institution d'une redevance sur les déchets.

« Le ministre de l'environnement doit se battre, a-t-il précisé. Il y a de plus en plus de déchets rejetés bêtement. Cela pose des problèmes, notamment la pollution de l'eau par ruissellement. Sur la redevance que je souhaite, la discussion est très diffi-

cile au gouvernement. Je compte cependant obtenir un arbitrage ».

Le président de Génération écologie regrette d'autre part que la majorité ne parle pas de proportionnelle, mode de scrutin qu'il appelle de ses vœux : « Les écologistes ne seront pris au mot que s'ils sont représentés au Parlement. Nous avons besoin d'y faire notre entrée, si nous voulons jouer un rôle. Pour cela, il faut changer les règles du jeu. Notre vie politique est vieillotte. Ce que nous voulons, c'est que la politique s'organise autour des problèmes de tous les jours et non pas de doctrine. Il ne faut pas que ce soit toujours les mêmes qui se réservent la chose publique. » (Corresp.)

Les déclarations de M. Mitterrand sur les accords de Maastricht

## Le RPR est favorable à un référendum le CDS et le PC y sont opposés

Au lendemain de l'intervention télévisée du chef de l'État, l'éventualité d'un référendum sur les accords de Maastricht rencontre l'hostilité des centristes et des communistes. En revanche, le RPR y est favorable. Après M. Balladur (le Monde du 17 décembre), M. Alain Juppé, son secrétaire général, a jugé « normal » et « légitime » que les Français soient consultés par référendum sur l'extension du droit de vote à l'ensemble des ressortissants européens.

Il a estimé, d'autre part, que pour ceux qui attendaient « des choses nouvelles » sur le chômage « les déclarations du président de la République ont été nulles ». Enfin, en opposant « le parti du mouvement qui serait la gauche et le parti de la conservation qui serait la droite », M. Mitterrand est apparu, selon lui, « comme un homme du dix-neuvième siècle ».

Le CDS rejette, pour sa part, le recours au référendum. M. Méhaignerie, qui avait fait part de son hostilité à cette procédure (le Monde du 17 décembre), a accusé le chef de l'État d'être « sorti de son rôle » en devenant « chef de parti, chef de clan ». « Petit jusqu'à la caricature, il

a une fois de plus divisé la France en deux, les gens de progrès comme lui, les autres ensuite, tous les autres », a-t-il déclaré.

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est montré réservé, affirmant : « Il ne faudrait pas que la construction européenne soit pour les socialistes une méthode pour cacher leurs échecs en matière de politique intérieure. Il ne faudrait pas que, pour reconstruire à bon compte une clientèle électorale en spéculant sur les peurs ou en défendant des corporatismes surannés ».

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, juge « contraire à la démocratie que le Parlement, qui n'a pas pu se prononcer sur les orientations de la France dans ces négociations, soit à nouveau privé de ce droit avant que le président aille signer ces traités ». Aussi demande-t-il une session extraordinaire du Parlement.

A l'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen condamne « le double langage » de M. Mitterrand.

L'interdiction de la propagation du communisme en Tchécoslovaquie

## M. Fiterman affirme sa solidarité avec le chef du PC de Bohême et Moravie

M. Charles Fiterman, qui doit se rendre en voyage en Tchécoslovaquie, du 18 au 21 décembre, s'est déclaré « très surpris » du vote, par l'Assemblée fédérale de la République tchèque et slovaque, d'une loi interdisant dans ce pays la propagation du communisme sous peine d'emprisonnement (le Monde du 14 et du 17 décembre). L'ancien ministre des transports nous a confirmé, lundi 16 décembre, le maintien de ce déplacement et sa volonté d'affirmer sa « totale solidarité », sur place, avec le président du Parti communiste de Bohême et Moravie, M. Jiri Svoboda, qui a entrepris une grave

de la faim pour réclamer l'abrogation de cette loi, vivement dénoncée le 13 mars, par le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais.

« Je suis d'autant plus surpris par le vote de ce texte antidémocratique qu'il ne correspond pas aux premiers changements constatés en Tchécoslovaquie après la « révolution de velours ». Il y a là, soudain, un brusque dérapage tout à fait inacceptable et j'espère que cette loi sera annulée », nous a notamment déclaré M. Fiterman, qui a rendez-vous avec M. Svoboda mais aussi avec des représentants des autorités.

## DIAGONALES

## Some of these days

la droite croit se lever du déshonneur de Vichy, lequel a facilité la mode du marxisme. Et les socialistes repensent rejouer les procureurs, par mauvaise conscience et atavisme ! Beurk ! Fions !

Regimbarde espérait se lever l'arme en trainant Hussonnet au congrès socialiste de la Défense. Après le « on a gagné » de l'Opéra, l'ambiance était à « comment ne pas trop perdre ». Le péril brun était agité par les orateurs en guise d'épouvantail. D'idées nouvelles, point, RPR pour l'an 2000.

Difficile de faire rêver à du neuf lorsqu'on est aux affaires et qu'on y fait la politique dénoncée dix ans plus tôt, Ironie Hussonnet.

Regimbarde était passé de l'indignation à l'abandon. — Remet-toi, lui dit Hussonnet en lui décochant une bourrade d'ancien de régime. Vous vous referez une santé intellectuelle et morale dans l'opposition, c'est fait pour ! Au jeu de la bonne conscience, qui perd gagne !

Toujours à sa marotte, il ajouta : — D'ailleurs, la droite fera la même chose que vous.

— Ne crois pas ça ! Même toi, tu verras la différence, prophétise Regimbarde. Le CNRS, cette survivance marxiste, n'a qu'à bien se tenir ! Espérant combattre la déprime de son ami, Hussonnet l'emmena à la présidence de l'Assemblée nationale, où il était invité à un colloque d'intellectuels de gauche. Ce n'était pas dit comme ça, mais bon...

Tous les participants étaient à la Bastille en 1981, vérifie Hussonnet au premier coup d'œil. Et tous ont été nantis de hautes fonctions, en remerciement. Même moi, c'est te dire ! — Pas tous ! rectifie Regimbarde. Ébahé de voir pour la première fois certaines de ses idoles et les lambris de l'hôtel de Lassay. Ensemble, qui plus est.

« Sartre ne serait pas venu », se dit-il à voix basse. « Un vrai ami, lui au moins ! Pourquoi nos intellos sont-ils tellement épatés par les politiciens ? Vive la Suisse, où les élus sont traités pour ce qu'ils sont : nos larbins ! Le colloque tournait autour d'une « problématique » en vogue depuis quelques trimestres : à défaut d'utopies, quels « grands desseins » offrir à l'univers ? Les réponses sonnaient lugubrement aux oreilles des deux amis, qui avaient cru ensemble à la nécessité de chambardements politiques pour changer la société. Le nouveau mot d'ordre était : retour à la morale, à la vie privée (ils trouvaient plus

chic de dire « la sphère privée »), et aux bonnes œuvres humanitaires style XIX<sup>e</sup> siècle ! Finissez vos thèses, peinaris, au lieu de descendre dans la rue pour des prunes. Riez chez vous, il n'y a rien à voir, ni à changer ! Contentez-vous d'aller Médécine du monde et les Restos du cœur. Quant aux idées, le marché, les sponsors et le rock s'en chargeront !

Une phrase propre à ruiner vingt-cinq ans de croyances militantes mit un comble au chagrin de Regimbarde, d'autant qu'elle émanait d'un de ses nouveaux modèles :

— Nos adversaires n'ont pas forcément tort !

Regimbarde se réchauffa l'adage comme une pénitence, en assistant le lendemain à la suite du colloque, en Sorbonne. Une véritable blafarde filtra la réalité extérieure aussi sûrement qu'à la Chambre des députés. Même le synode des évêques percevait plus nettement les fracas du monde et les appels à l'aide, des Croates notamment. Quant aux cris du Sud, n'en parlons pas. Nos cousins avant nos voisins, la préférence européenne : là dessus, l'idéologie d'extrême droite avait déjà conquis l'intelligentsia de progrès. La honte se bota sans voix.

— Tu connais la malédiction suprême des Chinois ? dit Hussonnet à la sortie, croyant bien faire. Je vous souhaite de vivre une époque intéressante ! Nous y sommes en plein !

— Ne me quitte pas, pleurniche Regimbarde.

Pour lui changer les idées, Hussonnet l'entraîna au Théâtre de l'Atelier, où se jouait l'Antichambre, de Jean-Claude Briville. Un désarroi n'allant jamais seul, Regimbarde ne tint qu'une réplique de la sublime Suzanne Flon, en Médécine du Défend : « L'Encyclopédie n'ôte pas la peur de mourir ! » Nizan eut la même déception naïve en visitant le paradis soviétique en 1936, se souvint Regimbarde.

A bout de remèdes à ses désillusions, Regimbarde voulut aller voir la plaque qui venait d'être apposée sur le petit hôtel proche du cimetière Montparnasse où avaient séjourné Sartre et Beauvoir, avant et pendant la guerre. La plaque ne rappelait pas « L'enfer, c'est les autres », « Un anticommuniste est un chien », ou quelque autre énoncé où c'était devenu la mode de déceler une « erreur » justiciable de la Haute Cour. Il était question de l'harmonie du couple, cette longue patience ; de la « sphère » privée, en somme. La plus bourgeoisement qui soit.

— Je te ramène ? propose Hussonnet, humeur, trop humain.

Regimbarde dessinait sur le trottoir avec la pointe du pied. Some of these days, l'air de vieux jazz cher à Sartre, trotta dans sa tête, lire de dégraisements.

— Laisse-moi, dit-il soudainement. Je vais marcher un peu. Jusqu'au cimetière.

OCDE



## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUE DE L'OCDE

Le numéro 50, mis en vente le 20 décembre, présente les prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des deux années à venir. Ces prévisions sont fondées sur l'analyse de la situation de chaque pays. Membres, compte tenu des incidences des évolutions internationales sur chacun d'eux. Les politiques que les gouvernements adoptent pour résoudre les problèmes économiques de l'heure font l'objet d'une attention toute particulière. On trouvera également un résumé des statistiques et des prévisions de l'évolution économique dans les pays non membres, en particulier les pays d'Europe centrale et orientale et les Economies dynamiques d'Asie.

ISSN 0254-2360-X, F110 ... ex.  
Abonnement : N° 51/Juin et N° 52/Déc. 1992, ISSN 0304-3274 : F135 ... abo.

## ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Demiers études parues dans la Série 1990-1991 :  
• JAFON, ISSN 0254-2357-0, F60 ... ex.  
• ETATS-UNIS, ISSN 0254-2357-9, F60 ... ex.

Prochaines études à paraître fin décembre dans la Série 1991-1992 :  
• PAYS-BAS, ISSN 0254-2356-6, F70 ... ex.  
Abonnement à la Série 1991-1992 (17 à 19 études à paraître) : ISSN 0254-2357-0, F850 ... abo.

## OCDE - PERSPECTIVES DE L'EMPLOI/Juillet 1991

Au sommaire : Les perspectives à court terme. Les marchés du travail dans les années 90. Les économies dynamiques d'Asie. La syndicalisation. La formation assurée par les entreprises. L'absence au travail. Les indemnités de chômage.

ISSN 0254-2354-0, F300 ... ex.  
L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES POUR L'EMPLOI ET DES MESURES SOCIALES : Le point sur une question complexe. Juin 1991, ISSN 0254-2353-X, F155 ... ex.

## COMPTES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE 1976-1989

Paris 1991, ISSN 0254-0352-1, F170 ... ex.

## LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES DANS UNE ÉCONOMIE GLOBALE : Questions pour les années 90

Sept. 1991, ISSN 0254-2358-0, F120 ... ex.

## L'ILLÉTRISME DES ADULTES ET LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES

Paris 1991, ISSN 0254-2359-3, F95 ... ex.

## CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et supplément : gratuits

Publications en vente à la Librairie de l'OCDE, 33 rue Octave-Faure, 75016 Paris (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures) ou par correspondance en envoyant cette annonce accompagnée de votre titre de paiement au Service des publications.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques  
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

EX-110150



## POLITIQUE

Les travaux du Parlement

### Le Sénat favorable à un dépistage systématique du sida lors des examens prénuptiaux et prénatals

Les sénateurs ont commencé lundi 16 décembre, l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS) présenté par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Au cours de la discussion des articles, les sénateurs ont instauré, contre l'avis du gouvernement, un dépistage systématique du sida à l'occasion des examens prénuptiaux et prénatals.

Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, le poids douloureux du sida, de sa prévention et surtout de l'indemnisation des victimes contaminées à la suite d'une transfusion sanguine a posé sur l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. M. Claude Huriet (Union cent., Meurthe-et-Moselle), rapporteur de la commission des affaires sociales, a été tout aussi critique que ses collègues députés. « Face à ce drame, la réaction du gouvernement a été trop lente, provocatrice, maladroite et ambiguë », a-t-il assuré. Provoquant lorsque se sont créés, en 1989, deux fonds, l'un privé, l'autre public, allouant des indemnités sous-évaluées moyennant, pour le fonds privé, la renonciation de tout recours en justice. Maladresse et ambiguïté lorsque « le texte semble créer différentes catégories de victimes, les indemnisées et les autres, et risque d'entraîner une dégradation de notre système de santé publique ».

M. Huriet, loin de nier l'ampleur du drame « sans doute sans précédent », a été très sévère également à l'endroit du texte de l'Assemblée nationale. « Comment expliquer cette indemnisation intégrale de tous les préjudices, bénéficiant d'un régime de prescription particulièrement favorable ? », s'est-il notamment interrogé, redoutant que « la responsabilité sans faute », au moment même où la jurisprudence évolue dans ce sens, ne soit consacrée par le projet de loi.

Le rapporteur de la commission des affaires sociales s'est déclaré

convaincu, « pour éviter les dérapages », de souligner « le caractère exceptionnel » du dispositif, pour éviter que « l'on glisse vers la prise en compte du risque thérapeutique qui, malheureusement, n'a rien d'exceptionnel » et qui fera l'objet, prochainement, comme l'a confirmé M. Bianco, d'un projet de loi spécifique, notamment pour régler les problèmes liés aux autres pathologies port-transfusionnelles dont l'hépatite C.

A propos de l'indemnisation, M. Huriet a donc jugé nécessaire le rétablissement, après sa suppression par les députés, de la date butoir du 1<sup>er</sup> janvier 1990 qui figurait dans le texte du gouvernement, « puisqu'à cette date a été mis en place un régime d'assurance collectif des organismes de transfusion ».

#### Contre l'avis du gouvernement

Si les sénateurs n'ont pu aborder, dès la séance de lundi, l'article relatif au dispositif d'indemnisation, ils ont cependant pu débattre de deux autres dispositions fort discutées à l'Assemblée nationale : celle concernant le recueil, le traitement, la conservation et la cession de sperme, et celle ayant trait au dépistage systématique du sida.

Sur le premier point, M. Bernard Sellier (Rép. et ind., Aveyron) a déploré l'absence de toute réflexion d'ordre éthique. M. Huriet, soutenu par M. Francis Séroussi (PS, Rhône), a cependant plaidé avec succès en faveur du texte du gouvernement en assurant qu'il répond « à la nécessité de donner un cadre juridique », qu'il offre « des garanties sanitaires » (gratuité des dons et interdiction du sperme frais), et qu'il n'aborde pas la question de la procréation médicale assistée. Celle-ci devrait faire l'objet d'un autre projet de loi au cours de la session de printemps.

Après avoir incidemment adopté, parmi les articles disparates que compte le DDOS, le dispositif proposé par le gouvernement de réévaluation des retraites pour 1992 (en hausse de 1 % au 1<sup>er</sup> janvier 1992 et de 1,8 % au 1<sup>er</sup> juillet 1992), les séna-

teurs ont ensuite évoqué le dépistage systématique du sida à l'occasion des examens prénuptiaux et prénatals.

M. Michel Caldeguas (RPR, Paris) a présenté un amendement en ce sens reprenant un texte adopté à l'Assemblée nationale par la commission des affaires sociales, mais qui finalement avait été repoussé en séance publique à la demande du ministre. M. Bianco a argué des avis défavorables du conseil de l'Europe et de la communauté européenne. Il a également jugé nécessaire de disposer de plus de temps afin de consulter « les autorités compétentes ». L'amendement de M. Caldeguas n'en a pas moins été adopté à une très large majorité, par 229 voix contre 68. Le PC, le RPR, les Républicains et indépendants et les centristes se sont prononcés en faveur du dépistage. Seuls les socialistes, MM. Ernest Cartigny (Rass.

dem., Seine-Saint-Denis) et Maurice Couve de Murville (RPR, Paris) ont voté contre.

Les sénateurs ont enfin adopté un amendement de M. Jacques Sourdilhe (RPR, Ardennes) qui prévoit la présentation par le gouvernement, au cours de la session de printemps de l'année prochaine, d'un rapport sur l'évolution de l'épidémie de sida, et sur les mesures qu'il compte mettre en œuvre, notamment en matière de recherche, de problème de logement « depuis le maintien à domicile jusqu'aux regroupements volontaires en appartements thérapeutiques », et de « mise en jeu de réseaux associatifs agréés ».

GILLES PARIS

(Lire page 10 l'article de Jean-Yves Nau et Franck Nouchi.)

### Les députés adoptent le projet de loi sur la formation professionnelle

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 16 décembre, en seconde lecture, le projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi que M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, a actualisé en y intégrant l'élément nouveau qu'a constitué la signature entre partenaires sociaux, le 5 décembre, de l'accord sur l'assurance chômage. Après l'avoir amendé en première lecture, le Sénat avait fini par accepter certaines dispositions proposées par le gouvernement, notamment celles accordant des garanties aux salariés, aux demandeurs d'emploi et aux personnes en formation. M<sup>me</sup> Aubry s'est félicitée que son projet « semble réunir un certain consensus ».

Si elle a pu bénéficier de l'abstention du RPR, de l'UDF et de l'UDC, elle continue toutefois de

se heurter à l'hostilité des communistes. Lors la même séance, les députés ont adopté une série d'autres textes examinés en seconde lecture. Le projet de loi renforçant la prévention des risques professionnels et celui modifiant les effectifs des conseils régionaux ont ainsi été rétablis dans leur version adoptée en première lecture. Le texte relatif à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires, légèrement remanié par le Sénat, a également été rétabli - à l'unanimité - dans sa version initiale. Les députés ont, enfin, définitivement adopté le projet de loi renforçant la répression du travail clandestin à propos duquel aucun compromis n'avait pu être trouvé avec le Sénat lors des deux premières lectures.

F. B.

Un colloque sur les intellectuels de 1945 à 1991

### De l'engagement à la morosité

Le premier septennat de M. François Mitterrand s'était ouvert par le « silence des intellectuels ». Ce sont eux encore, pas tout à fait les mêmes, pas tout à fait autres, qui étaient conviés jeudi 12 et vendredi 13 décembre à l'hôtel de Lassay et à la Sorbonne pour un colloque organisé par la Maison des écrivains et la présidence de l'Assemblée nationale sur « Les intellectuels en Europe de 1945 à 1991. Les métamorphoses de l'engagement ». Laurent Fabius, qui suivit une bonne partie des débats, avait invité plus de quatre cents personnes, parmi lesquelles quelques étrangers - Polonais, Yougoslaves, Allemands, Italiens, Tchèques, Hongrois, mais pas d'Anglais, de Scandinaves, d'Espagnols ou de Belges, pas de Soviétiques, le ministre de l'Éducation nationale, M. Jaurès, et le ministre de la Culture de Lituanie, M. Darius Kuolys, ayant dû se décommander.

« Pourquoi vous réunir ici, à l'Assemblée nationale, pour parler de l'engagement des intellectuels ? », demandait le président de l'Assemblée. « C'est que la France, depuis la Révolution, a investi dans la politique plus d'énergie sociale que la plupart des autres pays, en sorte que la crise du politique produit chez elle un effet de souffle plus important », Jack Lang, en ouvrant le colloque, plaçait les participants devant une perspective plus optimiste en apparence en lisant un message de M. Vaclav Havel composé d'extraits de son dernier livre *Pensées d'été* : « Malgré toute la misère politique que je choisis quotidiennement, je suis même aujourd'hui profondément convaincu que la politique n'est pas fondamentalement sale ; ce ne sont que les gens sales qui la rendent sale », a écrit notamment le président de Tchécoslovaquie. Ex-dissident, écrivain, intellectuel, politique enfin.

#### « Avoir la vertu pour soi »

Après l'ajonction de Blandine Barret-Kriegel de « revoir la pensée reçue selon laquelle l'intellectuel serait dans l'opposition ou ne serait pas », Henri Weber, ex-dirigeant trotskiste, conseiller de M. Fabius, maire adjoint de Saint-Denis, ouvrait un débat sur « la fin des grands desseins », tentant de conjurer la nostal-

gie ambiante en s'interrogeant sur « la fin de l'utopie d'une société parfaite, sans classes, sans pénurie, sans famine, (...) la fin des grands desseins religieux de structure messianique de notre siècle », opposant à l'utopie un projet de société, un « grand dessin laïc ».

On peut se demander pourquoi les invités présents n'étaient finalement choisis que parmi les bien-pensants, et si était dérangé de voir prendre à partie des absents comme Jean-François Revel, qui aurait sans doute eu le mérite, en critiquant, de permettre de structurer les débats. Des intellectuels ni cyniques ni blasés, souvent aux marges d'une activité politique dans la majorité. Qui, pour la plupart, avaient été à un moment de leur vie marxistes et pour qui la politique avait tenu lieu de morale et de vertu. « En 68, on a pris la politique pour la morale ; en 80, on a pris la morale pour la politique », déplorait André Comte Sponville. Avoir la vertu pour soi. C'est de cela que le régime actuel est en train de crever.

L'historien lui-même ne revendiquait pas pour l'histoire une valeur intrinsèque. « L'histoire est ce que les hommes en font et continuent d'en faire ; elle n'est pas en soi porteuse de valeurs », insistait Jacques Le Goff, réagissant contre la tendance actuelle à identifier l'histoire et le mémoire. « L'histoire n'impose pas le mythe du progrès », dit-il encore, citant quelques perversions : une sacralisation des mythes, l'antiquité des frontières, la passion aveugle des nationalismes lorsqu'ils prennent des formes sauvages. « L'intellectuel, l'historien, doit être un médecin de l'histoire, instaurer une médecine saine ».

Honteux de leurs engagements ? Coupables ? Pas coupables ? Les étrangers observaient avec un certain étonnement les équivoques, les menaces des anciens communistes, les petits règlements de comptes personnels, la référence anachronique à Dreyfus comme à la guerre d'Algérie, la volonté de justifier les positions d'un Jean-Paul Sartre en même temps que le reproche fait à l'intellectuel en général d'avoir induit ses contemporains en erreur. Une problématique délibérément franco-française qui ignorait les mises en perspective. Comme s'ils appartenaient à une autre planète. « Moi je suis un

intellectuel spontanément coupable, élevé dans la honte d'être un intellectuel. Alors, je préfère me dire « artiste », ce qui me permet des frasques, explique le Tchécoslovaque Vaclav Jemel, prix Médicis 1989 pour le *Traité des courtes merveilles*, jamais publié dans son pays. A Prague, un écrivain engagé, c'était un écrivain officiel. Obéissant. Il ne faut pas charger l'intellectuel du poids du monde. Il faut se rendre compte qu'il est dans le même pétrin que les autres ».

#### Servir à poser les questions

Il fallait attendre plusieurs heures, alors que la salle était presque vide, pour que Gilles Martinet, fondateur de *France-Observateur*, ancien ambassadeur à Rome, aborde le problème brûlant de la Yougoslavie en se déclarant ouvertement pour la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie dans un silence qui témoignait bien de l'inaptitude actuelle à trouver une solution pour une situation déchirante où il ne s'agit plus de désigner qui a tort, qui a raison, et où les seuls modes d'intervention possibles reposent sur l'honnêteté intellectuelle.

Aspirations qui ne se rencontrent pas, espoirs déçus, malentendus entre l'Ouest qui remet en question la démocratie et l'Est qui ne sait pas exactement ce que c'est, dérive anti-intellectualiste et nouvelles démagogues. Rapports de l'intellectuel et du pouvoir, responsabilité des intellectuels. L'internationalisme était-il un rêve ? Les participants remplissaient à peine quelques rangs du grand amphithéâtre de la Sorbonne, le second jour, comme démotivés.

La société est-elle toujours prête à faire confiance aux intellectuels, à leur prêter le même prestige qu'auparavant, à « une époque où nous avions l'impression de savoir où était notre engagement » ? Surtout ne pas les sommer de jouer un rôle. L'entrisme n'a rien à voir avec l'intellect. Finalement à quoi d'oser servir les intellectuels qu'à poser les questions ? C'est l'enseignement de ce colloque. L'enseignement de tous les colloques.

NICOLE ZAND

### Incidents au conseil municipal de Verneuil-sur-Seine

La séance du conseil municipal de Verneuil-sur-Seine (Yvelines), consacrée, lundi 16 décembre, aux modalités de règlement définitif de l'amende infligée à la commune, a été marquée par de vifs incidents. Des militants du Parti communiste et d'associations opposées à ce règlement financier ont vilipendé le maire, M. Jacques Massaré (RPR), qui a demandé aux policiers présents d'évacuer les quelque 300 personnes présentes.

La commune avait été condamnée en février par le Conseil d'Etat à payer une amende équivalant à deux fois son budget annuel : 118 millions de francs qui, compte tenu des intérêts, se serait élevée à 142 millions en juillet prochain. Les faits remontaient à 1977 (le *Monde* du 6 mars). Le conseil municipal et le maire (PS) nouvellement élu avaient alors refusé de ratifier un accord conclu avec une société immobilière contrôlée aujourd'hui par l'Espagne de Franco et qui prévoyait la construction de plus de mille logements sur un terrain boisé. La municipalité avait, en outre, laissé des manifestants empêcher le défrichage. Le promoteur s'est engagé dans une procédure qui, après quatorze années, aboutit à la condamnation conjointe de la commune et de l'Etat, accusé de ne pas avoir fait appel à la force publique.

Le Conseil d'Etat a eu la main tellement lourde que Verneuil se trouvait en situation de faillite. Après de multiples démarches, le maire a mis au point une solution. Le créancier a renoncé à percevoir 46 millions. Le département, la région Ile-de-France et l'Etat ont consenti une aide de 10 millions de francs chacun. Le responsable d'une ZAC (zone d'aménagement concerté) a versé 3 millions. La dette a donc été ramenée à 63 millions. La commune a vendu des terrains et contracté des emprunts à taux préférentiels. La mise sous tutelle financière préfectorale a été évitée et le maire a promis de relâcher dans deux à trois ans la pression fiscale qu'il augmente cette année de moins de 15 %.

En dépit des manifestations hostiles à cette solution, le texte présenté par le maire a été adopté par le conseil municipal.

Ch. V.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE

- HEC
- SCIENCES PO
- E.N.M. - C.F.P.A.
- ESC 1<sup>re</sup> année - ESC Lyon - ESC

2<sup>e</sup> année entrée directe SUCCES CONFIRMÉS

STAGES INTENSIFS ET PREPAS SEMESTRIELLES

6, avenue Léon-Henry 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 - 45.85.00.00

On y prend goût

Nouvelles FRONTIÈRES

Marché aux épices, quel souk là-dedans ! poivre, cannelle, safran et curcuma... et le rouge là, c'est quoi ?

MARRAKECH 1150 F

Ah ! mon ami, il faut goûter... c'était de la poudre à éternuer !

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

Le Credo artistique de CALLAS

Les cours magistraux de Callas à la Juilliard School.

Une grande interprète qui se révèle un grand professeur. Les secrets de l'art du chant dans sa plus authentique tradition.

Dans la même collection "Les Maîtres de musique"

Walter Gieseking, Comment je suis devenu pianiste

la Musique chez FAYARD

Broché 359 p. 160 F

## SOCIÉTÉ

## EDUCATION

Après avoir obtenu des mesures de sécurité

## Les enseignants de Mantes-la-Jolie arrêtent leur mouvement de grève

Les enseignants de Mantes-la-Jolie (Yvelines), en grève depuis le 3 décembre pour protester contre le climat d'insécurité et la dégradation de leurs conditions de travail (le Monde du 7 décembre), ont décidé, lundi 16 décembre, de reprendre les cours. Enseignants et parents d'élèves ont obtenu le développement des patrouilles de police dans le quartier et une surveillance renforcée des abords des établissements scolaires. Dix appels policiers auxiliaires viendront en outre, dès le 1<sup>er</sup> février 1992, renforcer les équipes de police.

En ce qui concerne les bâtiments scolaires, les partenaires concernés (Etat, région, département et commune) ont annoncé la construction d'un nouveau collège destiné à accueillir de moitié le collège Paul-Cézanne qui accueille actuellement 1 200 élèves. La région s'est, pour

sa part, engagée à investir 180 millions de francs dans la réhabilitation des trois lycées mantois, et à allouer une somme spécifique de 200 000 francs au lycée Saint-Exupéry pour des travaux d'urgence. Enfin, une enveloppe de 50 millions, allouée dans le cadre du contrat de ville et programmée sur trois ans maximum, devrait permettre la reconstruction et la rénovation des écoles primaires de la ville.

Le rectorat de Versailles, de son côté, s'est engagé à renforcer le potentiel en personnel dans les établissements de la zone d'éducation prioritaire (ZEP), et à maintenir les postes dans le premier degré en cas de baisse des effectifs à la prochaine rentrée. Dans les collèges et les lycées, douze postes, dont quatre postes de surveillants, seront créés à la rentrée 1992.

## MÉDECINE

Le fonctionnement du CNTS et l'affaire du sang contaminé

## Dès 1980 un rapport confidentiel avait fait état de décès dus à la mauvaise qualité des produits sanguins

Un rapport confidentiel de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) avait mis en lumière, dès le mois d'août 1980, de graves dysfonctionnements au Centre national de transfusion sanguine (CNTS). Ce

document, jusqu'ici inédit, révèle notamment la mauvaise qualité des produits préparés et évoque plusieurs décès survenus en mai 1979 et imputables à l'utilisation de lots contaminés. La découverte de cette

nouvelle pièce est à l'origine de la décision des co-assureurs du CNTS d'introduire une procédure devant le tribunal de grande instance de Paris pour que soit déclarée nulle la police qui les liait à cet établissement.

Doit-on dater de 1979 le début de l'affaire du « sang contaminé » ? Si l'on admet que cette affaire trouve son origine dans les graves dysfonctionnements du système transfusionnel français, on doit constater, à la lecture d'un rapport que l'IGAS avait consacré au CNTS en 1980, que dès cette date existaient les prémices du drame.

Ce rapport de cent trente-six pages a été rédigé par deux inspecteurs généraux, M. Bijon et M<sup>me</sup> Broyelle. A l'époque, le

conseil d'administration du CNTS était présidé par le professeur Jean Bernard, la direction générale étant assurée par le professeur Jean-Pierre Soulier. De manière beaucoup plus détaillée que le rapport de 1985 consacré lui aussi au CNTS (le Monde du 15 octobre), ce document analyse la genèse des faits qui seront à l'origine de la crise que traverse actuellement le système transfusionnel français.

« Le CNTS, écrivaient les rapporteurs, traverse en ce moment

une période extrêmement critique dont l'origine peut être éventuellement rapportée à une insuffisance d'adaptation des méthodes lors du passage d'un stade de production artisanal à un stade industriel. » Il s'est ensuivi « une dégradation de la qualité des produits préparés, une consommation excessive de matières premières et un déséquilibre financier grave ». A tel point, peut-on lire, « qu'en mai 1979, sont survenus à la Pitié-Salpêtrière des accidents graves dont plusieurs mortels. L'enquête a montré la présence d'une septicémie à serratis dont l'origine a été imputée (avec une très forte probabilité) à l'albumine à 4 % fournie par le CNTS. Bien que le germe ayant provoqué la septicémie n'ait pas été retrouvé dans les flacons du même lot, par contre d'autres germes ont été mis en évidence dans certains d'entre eux, témoins d'une contamination partielle du lot ».

Selon les inspecteurs de l'IGAS, il fut mis en évidence alors « des lacunes sérieuses dans le dispositif de la production ». Un grand nombre de produits furent éliminés, essentiellement en raison de la présence de pyrogènes, de contaminations, de particules ou d'instabilité. Les produits les plus médiocres étaient le PPSB, le fibrinogène et l'albumine. En ce qui concerne cette dernière, 25 000 flacons furent rejetés et stockés en attendant une décision.

## Un redressement difficile

Sur un plan plus général, les inspecteurs de l'IGAS notaient que le redressement du CNTS serait « difficile et nécessairement étalé ». Préconisant une politique « plus explicite, plus globale et plus prospective », les rapporteurs attirèrent l'attention des responsables du CNTS sur la qualité de la préparation des produits, la gestion financière (ils réclamaient des plans d'investissements portant sur plusieurs années avec budgets et comptes d'investissement individualisés), et le suivi de la productivité. Les solutions à court terme, précisèrent-ils, « concernent une politique de l'approvisionnement rationnelle — réduction des collectes trop onéreuses et des achats de sang total, limitation aux besoins stricts de la production ». Etant données les difficultés rencontrées, les rapporteurs estimaient « essentiel de suivre de très près l'évolution du redressement et de faire le point dans un délai proche ».

Ce rapport ne fut jamais rendu public. En 1985, l'IGAS enquêta une fois de plus sur le CNTS. Comme le précédent, ce nouveau rapport demeura confidentiel. Il faisait mention de la situation précaire de 1979-80 — qualité « très médiocre » des fractions plasmatiques, installations complètement dépassées, situation financière « critique » — et des décès par suite de contaminations. L'existence de ces deux rapports n'est pas mentionnée dans celui intitulé « Transfusion sanguine et sida en 1985 », rédigé en septembre 1991 par M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, et qui entendait faire toute la lumière sur les véritables causes de la contamination

des hémophiles par le virus du sida.

C'est cette absence délibérée de transparence qu'invoquent aujourd'hui les co-assureurs du CNTS (Groupe Azur, UAP, GAN et Mutuelles du Mans) pour faire annuler la police d'assurance responsabilité civile souscrite jusqu'au 31 décembre 1988 pour le CNTS par la FNTS (Fondation nationale de la transfusion sanguine). A l'occasion des procès intentés par des hémophiles ou des transfusés contaminés par le virus du sida, lorsque les tribunaux concluent à la responsabilité civile de la Fondation, le groupe Azur dépose désormais systématiquement des conclusions de sursis à statuer sur l'application de la garantie.

## « Dissimulation d'informations »

« Nous avons pris cette décision après avoir pris connaissance des deux rapports de l'IGAS, nous a déclaré M. Christian Sastre, président du Groupe Azur. A aucun moment, nos interlocuteurs de la transfusion sanguine n'ont, depuis 1981, lorsque les contrats ont été renouvelés, évoqué l'existence de ces importants documents. A aucun moment non plus, les dirigeants du CNTS ne nous ont parlé de la grave désorganisation du système, des décès de 1979. De la même façon, nous n'avons pas, en 1985, été tenus informés des multiples problèmes liés au virus du sida et à la contamination des produits sanguins destinés aux hémophiles. Pour nous il y a dans ce domaine à la fois dissimulation d'informations et disparition de l'acte, autant d'éléments qui rendent nulle la police d'assurance du CNTS ».

Cette situation aurait pu rendre très délicat le versement des importants dommages-intérêts aux personnes contaminées, dès lors que la responsabilité du CNTS aurait été reconnue par les tribunaux. Sans doute en ira-t-il différemment après la constitution par voie législative d'un fonds de solidarité qui entrera prochainement en vigueur, et auquel les assureurs français participent à hauteur de 1,2 milliard de francs.

Au-delà des problèmes posés par l'indemnisation des personnes contaminées ou de leurs proches, et au-delà des rapports conflictuels entre les assureurs, l'Etat et les responsables de la transfusion sanguine, il reste à comprendre pourquoi, alors que le gouvernement s'était engagé, par les voix de M<sup>me</sup> Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux, à faire toute la transparence sur ce dossier, l'existence de documents aussi importants que celui de 1980 a pu être dissimulée. Pour quelles raisons le rapport réalisé par l'IGAS en 1984 sur la situation sanitaire dans les établissements transfusionnels collectait de gros volumes de sang demeure-t-il classé « confidentiel » ?

JEAN-YVES NAU  
et FRANK NOUJHI

## TELESSONNE

La télévision locale de l'Essonne

Prix spécial du Jury

(Festival des médias locaux)

Mairie de la Vallée - 1991

remercie ses partenaires :

- les villes de Bièvres,

Chilly-Mazarin, Igny, Massy,

Palaiseau, Les Ulis

- France Télécom et

Téléservice.

Le câble qui

gagne !

69 20 91 91

## JUSTICE

La condamnation de la France pour lenteur judiciaire

## Les 1 045 jours de détention provisoire de Michel Kemmache

La France a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Kemmache, le 27 novembre dernier, pour deux violations de la Convention : la durée excessive de la procédure et celle de la détention provisoire. Michel Kemmache, arrêté et inculpé le 16 février 1983 pour complicité dans une affaire de faux dollars, a été condamné le 25 avril 1991 à onze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Nice. Son avocat, M<sup>me</sup> Chantal Méral, devait plaider une demande de mise en liberté, mercredi 18 décembre, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Du fond de sa prison, à Fresnes, Michel Kemmache a eu la satisfaction, le 27 novembre dernier, de voir la Cour européenne des droits de l'homme lui donner raison. Au terme d'un parcours judiciaire d'une dizaine d'années, la France a en effet été condamnée par les « juges » de Strasbourg : la longueur de la procédure et celle de la détention provisoire excédaient la durée « raisonnable » évoquée par la Convention européenne des droits de l'homme (voir encadré). C'est la première fois que la France est condamnée pour la longueur excessive d'une procédure, la première fois aussi que la Cour de Strasbourg prononce deux sanctions sur un même dossier venu de France. Le rappel à l'ordre adressé à Paris est sévère : cette double condamnation a été acquiescée à l'unanimité.

Cette décision vient sanctionner près de dix ans d'errance judiciaire.

## POLICE

Ecoutes téléphoniques

## Identification des abonnés espionnés par le détective Philippe Mourleau

Inculpé d'atteinte à la vie privée et d'infraction à la loi du 10 juillet 1991 sur le secret des communications téléphoniques, par M. Jean-François Ricard, juge d'instruction à Paris (le Monde du 10 octobre), le détective privé Philippe Mourleau s'était spécialisé dans la pose d'écoutes téléphoniques. L'enquête a déjà permis d'identifier quarante-cinq des abonnés du téléphone espionnés par le détective qui, le 6 octobre, avait été interpellé en train de relever une cassette de conversations téléphoniques au domicile de deux journalistes de Libération.

Parmi les personnes identifiées figurent notamment, selon Libération du 17 décembre, des responsables de sociétés financières, des ingénieurs et des directeurs industriels, dont celui d'une filiale d'Unisec-Sacilor. Outre les journalistes, le détective avait « branché » un expert en génie civil, un inspecteur des impôts et des cadres d'entreprises de sécurité privée. C'est le cas notamment d'un ancien responsable de la société Secrets dirigée par M. Paul Barril, l'ex-capitaine de gendarmerie affecté à la cellule antiterroriste de l'Elysée.

Dans cette affaire, année après année, la justice a accumulé les faux pas : dossiers en sommeil, arrêts irréguliers de vice de procédure, audiences tardives, mises en détention souvent incompréhensibles. Pour Michel Kemmache, la décision de la Cour européenne reste toutefois symbolique : condamné par la cour d'assises de Nice, le 25 avril dernier, à onze ans de réclusion criminelle pour complicité dans un trafic de faux dollars, il purge actuellement sa peine à la prison de Fresnes.

L'affaire commence le 16 février 1983. Ce jour-là, Michel Kemmache, qui a fait fortune en implantant des machines à sous dans la région parisienne, est arrêté et inculpé d'introduction de monnaie contrefaite et de circulation irrégulière de fausses coupures dans une affaire de faux dollars découverte deux ans auparavant. Incarcéré à la maison d'arrêt de Nice, Michel Kemmache, qui nie toute participation à ce trafic, est libéré cinq semaines plus tard après un cautionnement de 500 000 francs.

Le dossier suit son cours, mais la procédure s'emballe l'année suivante : l'un des coaccusés de l'affaire, Luigi Ceccio, déjà entendu seize fois par le juge d'instruction, accuse Michel Kemmache d'avoir acheté son silence pour 2 400 francs. Michel Kemmache est incarcéré le 22 mars 1984 après un cafoillage au sujet des dates de convocation chez le juge d'instruction, et une information pour subornation est ouverte deux mois plus tard. L'affaire de subornation commence, celle des faux dollars s'achève le 29 juin, le juge d'instruction clôt le dossier et le transmet au parquet.

Première anomalie : incarcéré à la maison d'arrêt de Nice, Michel Kemmache attend en vain une convocation du juge d'instruction afin de s'expliquer sur l'affaire Ceccio. Le temps passe, mais rien ne vient. Dans cette affaire, Michel Kemmache, qui est en prison, à la dispo-

sition de la justice, devra patienter deux ans avant d'être entendu pour la première fois par le juge d'instruction : inculpé le 20 février 1986, il sera convoqué le 26 février 1988. Il sera relaxé un an et demi après cette convocation, le 20 octobre 1987. Ce jour-là, le tribunal de Nice estimera que les seules sources d'information provenaient d'un individu « aussi peu fiable que Ceccio, mythomane susceptible de donner naissance à toutes sortes d'affabulations ou grés de relations amoureuses particulières ou de possibilité de gains faciles ».

## Quatre pourvois en cassation

L'affaire de faux dollars, elle, suit son cours, mais, là aussi, les faux pas se multiplient : trois arrêts successifs de renvoi devant la cour d'assises seront cassés par la Cour de cassation. Le 29 octobre 1985, après le rejet du quatrième pourvoi, ces nouvelles péripéties prennent fin : l'affaire est inscrite à l'audience au printemps suivant. Michel Kemmache, toujours détenu à la prison de Nice, espère être jugé rapidement, mais quelques jours avant sa comparution devant la cour d'assises, il est inculpé pour l'affaire de subornation. Les deux dossiers s'entremêlent, et la cour d'assises, perplexe, renvoie le dossier à une session ultérieure. Et Michel Kemmache reste en prison... Malgré les demandes de mise en liberté déposées par son avocat, M<sup>me</sup> Chantal Méral, il ne sera libéré qu'en décembre 1986, après deux ans et neuf mois de prison.

Nouvelle attente, en liberté, nouvelle inscription à l'audience en juin 1990, et... nouveau renvoi, à la demande cette fois de M<sup>me</sup> Jacques Vergès, qui défend l'un des coaccusés de Michel Kemmache. La cour d'assises disjoint le cas de ces inculpés, et le dossier de Kemmache est une nouvelle fois renvoyé à une session ultérieure, avec, en sus, une

mauvaise surprise : à la fin de l'audience, Michel Kemmache, qui comparait libre, est incarcéré à la maison d'arrêt de Nice. Troisième incarcération. Il y restera deux mois.

En décembre, la cour d'assises est prête à le juger, mais l'inculpé, hospitalisé dans la région parisienne, ne se présente pas à l'audience. Nouveau renvoi. Une dernière anomalie vient s'ajouter à cet interminable parcours judiciaire : le 14 mars, quelques jours avant sa comparution à la Cour européenne de Strasbourg, Michel Kemmache est incarcéré à la demande expresse du garde des sceaux, M. Nallet (le Monde du 28 mars 1991).

Finalement, l'inculpé, qui attend une nouvelle fois sa comparution derrière les barreaux, sera jugé le 25 avril 1991, soit plus de huit ans après son inculpation. Les jurés doivent se prononcer sur une affaire comportant sept cassations, dont les premiers faits remontent à 1981. Certains des inculpés ont été condamnés lors d'une session antérieure, et l'un des protagonistes de l'affaire, Pierre Hernandez, toujours en fuite, n'a jamais été jugé, même par contumace. Les jurés se montrent toutefois sévères : alors que les acteurs principaux du trafic ont été condamnés à trois et six ans de prison, Michel Kemmache, simple complice, sera condamné à onze ans de réclusion.

« Pour lui, la condamnation de la Cour européenne est surtout symbolique, souligne son avocat, M<sup>me</sup> Chantal Méral. Elle risque même de jouer contre lui auprès des magistrats français qui seront appelés à statuer dans cette affaire, car la justice française n'aime pas être sanctionnée par la justice européenne. » Michel Kemmache, qui a été jugé près de dix ans après l'ouverture du dossier, a passé, avant sa condamnation, 1 045 jours en détention provisoire.

ANNE CHEMIN

## EN BREF

Le pilote de l'offshore meurtrier d'Antibes est condamné à quatre ans de prison. — M. David Morris, propriétaire de l'offshore impliqué dans l'accident avec un « ski-bus » qui avait fait un mort et cinq blessés, le 17 août 1988 au large d'Antibes (le Monde du 27 novembre), a été condamné, lundi 16 décembre, par le tribunal correctionnel de Grasse, à quatre ans de prison, dont trois avec sursis. Il était poursuivi pour homicide et blessures involontaires, délit de fuite et non-assistance à personnes en danger. Le ministère public avait réclamé trois ans de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende.

Quatre attentats à Marseille. — Quatre attentats à la bombe ont provoqué, lundi soir 16 décembre à Marseille, des dégâts matériels dans les locaux de l'inspection académique et de plusieurs agences bancaires. Non revendiqués, ces attentats, perpétrés en moins d'une demi-heure, pourraient être imputés à l'une des branches de l'ex-FNLC (Front national de libération de la Corse). Ils interviennent en effet quatre jours après les incidents de Corte (Haute-Corse) qui avaient opposé les forces de l'ordre à des étudiants, soutenus par les organisations nationalistes, qui protestaient contre un arrêté du ministère de l'Éducation nationale du 18 novembre rendant facultatif l'enseignement de langue corse dans les écoles de l'île.

## « Délai raisonnable »

Dès sa création, en 1949, le Conseil de l'Europe décide de rédiger une convention sur les droits de l'homme inspirée de la déclaration universelle. Signée à Rome en 1950, la convention européenne des droits de l'homme prévoit notamment que toute personne arrêtée ou détenue a le droit d'être jugée « dans un délai raisonnable ou libérée pendant la procédure » et à ce que sa cause soit entendue « équitablement, publiquement, et dans un délai raisonnable » par un tribunal indépendant et impartial. La requête de M. Kemmache invoquait la violation de ces deux articles.

Grâce au droit de recours individuel prévu à l'article 25, tous les citoyens des pays qui ont reconnu ce droit, qui estiment que cette convention a été violée, peuvent adresser une requête à la commission européenne des droits de l'homme lorsque les voies de recours internes sont épuisées. Mille requêtes environ sont enregistrées chaque année et 10 % d'entre elles sont jugées recevables. Elue par le comité

A. C.

27/12/2015



## SCIENCES

## Lancement réussi des satellites Télécom 2A et Inmarsat 2-F3

## Ariane à l'heure de la maturité

La fusée Ariane a lancé avec succès, mardi 17 décembre à 0 h 19 (heure française), de Kourou (Guyane), deux satellites de télécommunications, Télécom 2A et Inmarsat 2-F3. Pour ce 48<sup>e</sup> tir du lanceur européen, la version la plus puissante, une Ariane 44 L dotée de quatre propulseurs d'appoint à carburant liquide, a été utilisée pour mettre sur orbite cette charge utile d'un peu plus de quatre tonnes.

**KOUROU**

de notre envoyé spécial

Une fois de plus, Ariane a accompli sa mission avec la ponctualité et l'apparente aisance d'un TGV emmenant ses passagers entre Paris et Lyon. Pour la huitième fois cette année, la fusée européenne a illuminé la nuit guyanaise en arrachant ses quelque 480 tonnes à la forêt.

Un rythme de lancement « idéal » que les responsables de la société Ariespace, exploitants

□ Nasa : un nouveau directeur pour la navette spatiale. — M. Leonard Nicholson a été nommé, lundi 16 décembre, à la tête du programme navette spatiale de la Nasa. Il remplace l'astronaute Robert Crippen, qui devient le directeur du Centre spatial Kennedy (Floride). Cette modification de l'organisme de la Nasa devrait donner lieu au départ, dès le 1<sup>er</sup> janvier, du directeur du programme navette et de la presque totalité de son équipe de Washington vers la Floride. — (AFP).

d'Arianes, cherchaient à atteindre depuis des années. Cette maturité, M. Charles Bigot, PDG d'Arianes, paca à tenu à la souligner, au moment où un nouveau modèle de la fusée Atlas, fabriquée par la firme américaine General Dynamics, principale concurrente d'Arianes, vient de faire une entrée remarquée sur la marché (le Monde du 10 décembre) : « 70 % de tous les satellites de communications commerciaux lancés dans le monde depuis quatre ans et demi l'ont été par Ariane. Nos plus redoutables concurrents, les américains, ont six satellites quand nous en mettions onze en orbite en huit vols. »

## L'armée et les Jeux

Succès commercial pour Ariane donc, mais aussi succès technique pour les deux engins qu'elle a lancés. Les deux satellites mis en orbite témoignent en effet du savoir-faire européen. « Nous sommes allés jusqu'aux limites de ce que nous pouvons faire, et Télécom 24 est le satellite le plus complexe jamais conçu au niveau européen », a signalé M. Marcel Roulet, PDG de France-Télécom. Il est le premier engin de deuxième génération commandé au consortium Matra Marconi Space-Alcatel Espace par France Télécom et la Délégation générale pour l'armement (DGA).

Télécom 2A, deux fois plus puissant que ses trois prédécesseurs. Télécom 1, assurera l'intégralité des transmissions d'images entre les différents sites des Jeux olympiques d'hiver en février. Ensuite, le satellite sera déplacé et prendra alors la place de Télécom 1A, arrivé en fin de vie, pour des liaisons téléphoniques, télex, radio,

**vidéo, et des communications  
interentreprises.**

Le programme Télécom 2 (trois satellites dont un en orbite) pour la France sera financé par un prêt de 6,3 milliards de francs, lancement en 1991, auquel la DGA participe à hauteur de 40 %. Ce satellite abrute en effet une charge militaire baptesse Syracuse-II qui permettra, selon M. Yves Sillard délégué général pour les télécommunications, de doubler en trois ou quatre les capacités de transmissions de l'armée, et par quatre ou cinq le nombre d'antennes au sol, notamment pour les liaisons avec les sous-marins déclassés. « Il y a eu, par manque d'intérêt des deux généraux soviétiques Vladimir Ivanov et Vladimir Uranov qui ont assisté au lancement en retour d'une visite récente du ministre de la Défense, un désaccord, au centre spatial de Baïkonour, sur le centre spatial de Baïkonour ».

Quant à Inmarsat 2-F3, il est le troisième satellite de deuxième génération de l'Organisation internationale de communications Inmarsat. Quatre exemplaires, d'une valeur de 150 millions de dollars pièce, ont été commandés par Inmarsat à un consortium dirigé par la firme British Aerospace, et comprenant notamment Matra Marconi Space (France), Hughes Aircraft (Etats-Unis), Fokker (Hollande) et NEC (Japon).

**JEAN-PAUL DUFOUR**

## Création de l'Association européenne de recherche en astronomie

## L'Europe des labos

Le premier Laboratoire européen associé (LEA) a été inauguré, lundi 16 décembre à Cambridge (Grande-Bretagne). Créée pour une durée de quatre ans renouvelable, l'Association européenne de recherche en astronomie unira les moyens de l'institut de Astronomy de Cambridge, du Sterrewacht de Leiden (Pays-Bas) et de l'institut d'astrophysique de Paris (CNRS).

## CAMBRIDGE

*de notre envoyée spéciale*

La Grande-Bretagne peut bien avoir joué la fièvre au sommet de Maastricht : c'est à Cambridge qu'est née cette semaine l'Europe des laboratoires. En signant la convention constitutive de l'Association européenne de recherche en astronomie, M. François Kourkjian, directeur général du CNRS, Sir David Williams, vice-chancelier de l'université de Cambridge et M. Oomen, président du conseil de l'université de Leyde, ont inauguré une nouvelle forme de coopération scientifique européenne. Dans la plus pure tradition britannique, il des années-lumière de l'œcoumène : de Bruxelles.

« Il s'agit de créer l'Europe des  
travailleurs et non l'Europe des bureaucrates »

insiste M. Kourilsky. Initiés par le CNRS, les Laboratoires européens associés (LEA) serviront de terrain expérimental. Leur objectif : regrouper des équipes appartenant à plusieurs pays, décidées à mettre en commun pendant plusieurs années des ressources humaines et matérielles pour réaliser un programme de recherche ». Sans pour autant quitter leurs laboratoires respectifs, et en tant que, grâce à une structure légère dotée d'un conseil de direction autonome, de réduire les pesanteurs administratives et culturelles qui entravent d'ordinaire la coopération scientifique internationale.

Qu'il s'agisse du CERN (Genève), de l'ESRF ou du laboratoire des hautes champs magnétiques de Grenoble, plusieurs laboratoires européens ont déjà été créés par le passé. Mais la plupart d'entre eux ont été construits autour d'un équipement lourd ou de techniques spécifiques. « Or plusieurs équipes européennes désirent aujourd'hui collaborer d'une autre manière, tout en conservant leurs spécialisations et leurs modes de gestion actuels », souligne M. Pierre Radvanyi, conseiller auprès de la mission des relations internationales du CNRS.

Spécialisés dans l'étude de galaxies et de la structure de l'Univers, les trois laboratoires impliqués dans l'Association européenne de recherche en astronomie comptent dans ce domaine, parmi les meilleurs de leurs pays respectifs. Durant

les quatre années (renouvelables) de fonctionnement de ce premier LEA, ils conserveront leurs moyens propres et leur autonomie de gestion. Mais ils consacreront au moins la moitié de leur temps de recherche au programme établi en commun. Celui-ci, sur lequel travailleront une cinquantaine de chercheurs, sera doté d'un budget d'environ 5 millions de francs par an, provenant pour les deux tiers des ressources courantes des laboratoires et pour le tiers restant de ressources spécifiques.

Deux autres LEA devraient être inaugurées, le 14 janvier 1993, à Perpignan. Le SIMAP (sciences et procédés des matériaux et des procédés) sera constitué de l'Institut de science et de génie des matériaux d'Orléans, du Laboratoire de chimie des matériaux de Montpellier et de l'Institut de science des matériaux de Barcelone. Le Laboratoire de biologie moléculaire et cellulaire sera rattaché au Centre de recherche en chimie de l'Université de Perpignan et un institut de recherche de Barcelone. Un quatrième LEA sera ultérieurement installé à Berlin, consacré à l'étude des interfaces. Il sera temps, alors, de tirer un premier bilan de ces expériences pilotes. Et de savoir si, comme l'espère M. Kaurisalo, « les équipes qui ont travaillé ensemble auront, après aux organismes de recherche à travailler ensemble ».

**CATHERINE VINCENT**

## ILE-DE-FRANCE

# La bataille de Paris

**Suite de la première page**

Le ton nouveau a été donné à l'annonce, au début de l'année, de la réforme de la fiscalité locale. La Ville de Paris est dans le sillage de ses auteurs du projet de loi qui crée une dotation de solidarité urbaine destinée à aider des communes riches qu'elles aident les communes pauvres. A ce titre, Paris subit un rabais sur la dotation annuelle de l'Etat : - 188 millions de francs dès 1991, - 275 millions en 1992. Cette même loi institue, en outre, un fonds spécial de solidarité en Île-de-France.

Une des idées directrices est que les communes qui ont construit des logements, notamment sociaux, supportent des charges en équipements pour des travailleurs dont l'activité bénéficie en taxe professionnelle aux communes où sont implantés bureaux et entreprises. La municipalité de Paris affirme accepter le principe d'une telle solidarité, mais la voudrait volontaire et non pas obligatoire. En 1992, sa contribution sera de 425 millions de francs.

### Permis de construire annulés

Troisième épisode : le gouvernement Cresson décide, en juin, à l'occasion des *«diverses mesures d'ordre financier»*, de verser les sommes dues à la Ville de Paris, dix-huit ans après-guerre, reçoit du Pétu en échange de la location à prix modéré des hippodromes parisiens. Perte pour la Ville : 350 millions qui vont directement au budget de l'Etat. En fait la compensation financière aux communes par l'Etat pour alléger la taxe professionnelle des entreprises qui investissent ou embauchent est réduite, ce qui coûtera encore 180 millions à Paris. Total : 1,230 milliard de francs en moins pour la capitale l'après-guerre, près de 17 milliards de recettes fiscales. *«Un véritable hold-up»*, s'indignent MM. Chirac et Juppé.

Entre-temps, M. Chirac a cherché des parades... des répresailles? Sa non-participation au financement du futur Grand Stade s'inscrit dans cette perspective. Ses réserves à financer le transport de liaison à la gare Montparnasse et surtout le metro léger METEOR, dont le coût a, par ailleurs, été dramatiquement sous-évalué par la RATP, aussi. Il écarte finalement une réduction des subventions municipales aux grands équipements culturels nationaux par crainte d'être accusé de porter préjudice aux Parisiens en ce

domaine. Crainte qui l'empêche de s'opposer à la Grande Bibliothèque. Mais il est évident qu'il n'en précipite pas la réalisation.

Parade encore que la lenteur mise à signer le permis de construire du dernier en date des grands travaux du président, le centre de conférences internationales du quai Branly. Le gouvernement a riposté (le *Monde* date 20-21 octobre) en accélérant le démarrage du chantier par l'abattage d'arbres, «rompant la concertation...» constate la mairie, «...qui s'éternisait à dessiner», rétorquent, non sans raison, les représentants de l'Etat.

Le projet de ce centre de conférences internationales souleva un autre problème : le maire proutien n'était pas autorisé par le Plan d'occupation des sols dont la Ville de Montréal est maîtresse. En d'autres termes, le litige se serait « arrangé », le maître d'œuvre versant une taxe de dérogation. Ce n'aurait pas été un cas unique : le Conseil d'État vient d'en émettre un de plus, à propos d'un émissaire de l'« Organisation des Nations unies » qui a été autorisé à installer un « bâtiment illégal » (le Monde du 17 décembre) et, depuis que ce temps, les aménagements de permis de construire se multiplient à Paris. Ce qui provoque un nouveau sujet d'inquiétude inavoué au conseil de la municipalité, dans la mesure où ces dérogations entraînent des « surcoûts » rapportés, bon ou mal en fin de compte, aux sommes aux finances de la capitale.

Paris est riche, c'est vrai. Autant que l'attention précautionneuse, elle doit une part de sa fortune, comme l'a rappelé lundi M. Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, à l'exil des éléments modérés et réactionnaires, aux banques, vers les limites de l'ancien département de la Seine. Paris tire avantage aussi de l'inséparable patrimoine national, l'œuvre d'art, l'œuvre littéraire, la redistribution territoriale des richesses — mais serait-elle possible par le volontariat ? — qu'a entreprise le gouvernement et qui s'épandent dans le degré de la décadence. L'ancien législateur France dans son ensemble, exigeait cependant moins de brutalité, plus de doigté et de négociation pour convaincre qu'il s'agit d'arrêter des éléments réactionnaires contre la ville de M. Chirac.

Le gouvernement a raison de dire au maire de Paris que la modération fiscale n'est pas la seule arme qui juge d'une bonne politique. M. Chirac n'a pas tort de penser que les socialistes saisissent tous les prétextes pour l'affaiblir aux yeux de ses électeurs et pour renflouer les caisses de l'Etat. Si l'on voit mal à qui profite l'escalade actuelle de confiscations et de représailles, on sait bien que ce sont, à terme, les Parisiens qui risquent d'en pâtir.

**CHARLES VIA**

# GLENMORANGIE

## 10 YEARS OLD

### SINGLE HIGHLAND MALT

### SCOTCH WHISKY



Le Glenmorangie, produit par les Seize Artisans de Tain, sait bien qu'en 10 ans  
son alcool, son grande esprit de l'alcool, mis en fûts s'évaporera.  
C'est pourquoi, pour renforcer les barriques, sous l'œil attentif de "Tigre", rien n'y  
manquera. C'est la "paix des anges", songe-t-il, rêveur.

PREPARE PAR LES SEIZE ARTISANS DE TAIN.

NE PAS BOIRE EN EXCESS POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

## Le Monde

# SCIENCES • MEDECINE

## L'environnement dans le tourbillon du progrès

Près de 250 scientifiques, réunis à Vienne (Autriche), ont préparé le Sommet Terre qui se tiendra en juin 1992 à Rio-de-Janeiro sous l'égide de l'ONU

**P**OUR Maurice Strong, secrétaire général de la conférence de Rio de cette manifestation, l'enjeu principal sera d'asseoir la fondation d'une association globale entre les pays en voie de développement et les pays plus industrialisés, sur la base de besoins mutuels et d'intérêts communs, pour assurer l'avenir de la planète. La question sous-jacente étant de «trouver une balance viable et équitable entre l'environnement et le développement».

Mais la mobilisation ne se fait pas seulement au niveau des hommes politiques. Elle touche aussi de nombreux autres acteurs : les femmes, les industriels, les membres des organisations non gouvernementales ou encore les scientifiques (1). C'est ainsi que le Conseil international des unions scientifiques (ICSU) a été chargé officiellement par les Nations unies de définir «un agenda des sciences pour les deux prochaines décennies sur les sujets relevant de l'environnement et du développement (2)».

Pour l'occasion, l'ICSU a réuni en Autriche des scientifiques, des sciences naturelles aux sciences sociales, en passant par la santé et l'ingénierie. Les groupes de travail ont exploré trois grands thèmes : les problèmes d'environnement et de développement ; la compréhension du système Terre ; enfin les contributions de la science aux stratégies politiques (3).

A l'issue des débats, deux grandes séries de recommandations ont été formulées. La première porte sur les recherches nécessaires à la compréhension des phénomènes scientifiques, leur surveillance et leur prédiction.

Citons, en vrac, l'identification des changements dus aux fluctuations naturelles et de ceux induits par les actions de l'homme, la prédiction des variations climatiques régionales, l'évolution des zones côtières, la construction d'études épidémiologiques associées aux différents régimes alimentaires et états nutritionnels, ou encore la mise au point de paramètres permettant de

mesurer la qualité de la vie. Le deuxième type de recommandations concerne les rapports entre science et politique. Il apparaît, par exemple, nécessaire d'organiser un forum international pour accentuer les liens entre les scientifiques et les agences de développement, d'accroître largement le nombre des institutions et des individus compétents impliqués dans l'environnement, d'élaborer un mécanisme institutionnel pour prendre en compte les avancées permanentes des connaissances scientifiques, etc.

### Le cri d'alarme de Stockholm

De multiples colloques sectoriels se sont déjà tenus en prélude à la conférence de Rio, d'autres sont attendus. Mais le colloque de Vienne était unique, car il a clairement montré que la science des laboratoires, la science de l'industrie, la science bureaucratique, la science avec ses multiples facettes telle qu'elle s'est constituée depuis le dix-huitième siècle, perdaient leurs assises.

En 1972 déjà, des scientifiques réunis à Stockholm sous l'égide des Nations unies, sur le thème de l'environnement humain, avaient poussé un cri d'alarme sur les déséquilibres écologiques de la planète. Des analyses scientifiques montraient en effet une dégradation de l'environnement à des échelles locales et parfois régionales. Ce fut d'ailleurs, sous l'impulsion des scientifiques, le lancement des premières politiques gouvernementales de l'environnement. Elles visaient principalement à limiter les impacts négatifs d'un développement industriel non contesté par ailleurs.

Dans le courant des années 70, avec le début de la crise dans les pays industrialisés du Nord et la montée du chômage, les préoccupations écologiques ont été reléguées au second plan derrière les besoins affichés de croissance économique. En 1987, un document intitulé «Notre avenir commun» (Our Common Future) précipita la prise de conscience des nouveaux rap-

ports que l'homme devait établir avec l'environnement. Réalisé à la demande des Nations unies, sous la présidence de M. Gro Harlem Brundtland, actuel premier ministre norvégien, ce rapport popularisa les découvertes scientifiques des années 80. Celles qui avaient mis en évidence les déséquilibres écologiques mondiaux comme le trou dans la couche d'ozone, l'augmentation de l'effet de serre, la dégradation des sols ou l'appauvrissement de la biodiversité. Mais aussi celles qui avaient établi que les modifications de l'écologie planétaire étaient dues aux activités humaines.

Certes, nos incertitudes sont grandes, disaient en substance les scientifiques, mais nos certitudes sont amplement suffisantes pour aviser les politiques qu'il est temps d'agir. C'est ainsi que le géologue britannique J. MacNeill déclara à la conférence scientifique organisée à Bergen (Norvège) quelque temps après la parution du rapport Brundtland : «Un jour, peut-être, les scientifiques trouveront une explication parfaite des phénomènes. Mais, étant donné la nature des questions comme le réchauffement global, la dernière pièce de l'explication sera apportée bien longtemps après que sera passé le dernier jour pour entreprendre une action».

C'est également avec le rapport Brundtland qu'est apparue l'expression de «développement durable, viable, vivable». La langue française n'a pas encore fait son choix sur la meilleure traduction à donner à cet adjectif. Mais, quel qu'il soit, son simple emploi sous-entend que les décisions prises en matière de développement doivent respecter l'environnement, l'humanité et les générations futures autant que les générations présentes.

Pour la première fois dans l'histoire, il était donc reconnu que la notion de développement est indissociable de l'écologie et qu'elle doit être pensée à l'échelle mondiale. En 1991, à Vienne, les scientifiques ont franchi un pas supplémentaire. Ils ont souligné, à l'inverse, que les

problèmes scientifiques de l'environnement étaient indissociables du développement.

Une question cruciale posée à la recherche est en effet la détermination de l'évolution dans le temps des déséquilibres écologiques. De ce facteur dépend l'urgence et l'ampleur des mesures de restructuration, mais, en même temps, l'évolution temporelle, elle-même intimement liée aux modes de développement. Il est apparu aussi que la résolution des questions liées aux déséquilibres écologiques faisait appel à toutes les compétences scientifiques disponibles — les sciences humaines ont ainsi acquis droit de cité — ainsi qu'aux porteurs des savoirs traditionnels, aux usagers des technologies, aux consommateurs des ressources...

### De nouvelles responsabilités

Comme l'a clairement indiqué la sociologue autrichienne Helga Nowotny, «la science du vingtième siècle doit rentrer dans la société et trouver les mécanismes pour répondre à ses nouvelles responsabilités». Cette déclaration aurait fait hurler une grande partie des scientifiques il y a seulement une dizaine d'années et laissé les autres indifférents. À Vienne, elle a reçu l'assentiment de l'assemblée, dont les rangs étaient pourtant largement remplis de représentants des sciences naturelles.

Il est vrai que, tout au long des débats, les scientifiques des pays en voie de développement se sont largement employés à montrer que les vérités scientifiques du Nord étaient loin d'être appréhendées comme telles au Sud. Et les interventions véhémentes de la sociologue égyptienne Khady Fall pour faire comprendre le rôle fondamental que les femmes devaient jouer dans la mise en place du développement viable ne faisaient sourire personne.

La conception d'une nouvelle pilule contraceptive, l'élaboration de technologies économes en énergie, la mise au point de nouvelles

pratiques agricoles, ont toutes chances de ne pas répondre aux besoins et d'aboutir à des produits inutilisables sans l'adhésion des femmes au projet et leur participation à sa définition. Plus largement, l'avis émis par la conférence de Vienne spécifie que «la science doit s'employer à améliorer la compréhension du public en ce qui concerne les principes scientifiques, favoriser la prise en compte de ses intérêts et de sa culture».

### Le devoir du scientifique

Jusqu'à quel point les recommandations des scientifiques rassemblés par l'ICSU seront-elles suivies à Rio ? Les enjeux politiques et économiques sont d'une telle envergure qu'ils seront sans doute déterminants dans les conventions qui devraient être signées. Celles-ci porteront principalement sur la limitation des gaz à effet de serre, la protection de la biodiversité et la sauvegarde des forêts tropicales.

Vraisemblablement, aucun accord international significatif ne sera conclu tant les oppositions sont vives, en particulier entre les pays du Nord et les pays du Sud. Mais la réunion de Rio et la préparation qui la précède dans le monde entier montrent l'extrême imbrication des questions écologiques et des questions politiques. Une évidence que le président de l'ICSU, Mambillika Lathil Menon, s'est plu à rappeler dans son intervention finale. «Notre devoir de scientifique, a-t-il dit, est de multiplier les efforts pour jouer notre rôle dans les interactions croissantes entre la science, les gouvernements, les organisations internationales, les mondes du commerce et de l'industrie».

Sans doute pouvait-on attendre plus de la réunion de Vienne. Il est décevant que l'intensité des débats ne se soit pas traduite par des engagements plus concrets. Il est aussi regrettable que l'ouverture et l'absence de formalisme des discussions ne se soient pas accompagnées d'un regard critique sur le

manque d'efficacité des actions qui, depuis une vingtaine d'années, jalonnent le chemin des sciences de l'environnement, comme sur celui des institutions internationales dont la création a accompagné leur avancement.

Les quelques dizaines de scientifiques présents à Vienne semblaient néanmoins irrésistiblement engagés dans la voie que leur a ouverte le premier ministre norvégien. «Ce sont, a-t-il rappelé, les découvertes scientifiques et le savoir technologique qui nous ont donné le pouvoir de modifier la nature et la capacité de détruire la vie sur la Terre. La science et la technologie doivent maintenant être parties prenantes dans la résolution des problèmes.» Il leur reste à convaincre leurs collègues de milliers de colloques de la justesse des propos et à mettre en pratique une nouvelle science.

MARTINE BARRÈRE

(1) Quelque 1 000 délégués représentant des organisations non gouvernementales du monde entier se réunissent à Paris, à l'initiative du président de la République, du 17 au 20 décembre, à la Cité des sciences et de l'industrie de la Ville.

(2) Le Conseil international des unions scientifiques est une organisation non gouvernementale. En sont membres les académies des sciences et les conseils de recherche, d'une part, les unions scientifiques, d'autre part. C'est sous son égide que sont conduits, par exemple, le programme de recherche sur le climat mondial (WCRP) et le programme international géosphère-biosphère (IGBP).

(3) Thème n° 1 : les facteurs primaires affectant la population et l'utilisation des ressources naturelles, la dégradation des sols, l'industrie et les déchets, l'énergie, la santé. Thème n° 2 : les cycles globaux, atmosphère et climat, les systèmes marins et côtiers, les systèmes terrestres, les ressources en eau douce, la biodiversité. Thème n° 3 : la qualité de la vie, la prise de conscience du public, la mise en place de compétences humaines et institutionnelles, les politiques de technologie, les arrangements institutionnels.

### Bibliographie

## Les folies de l'humanitaire

Il y a encore une vingtaine d'années, une grande partie de l'opinion, à l'instar de la gauche socialiste et communiste, professait une extrême méfiance à l'égard des entreprises caritatives qui n'apportaient, selon elle, que des réponses partielles, voire insignifiantes, aux maux sociaux, assorties fréquemment de prosélytisme religieux, et masquant, en fin de compte, les vraies causes de la misère. La priorité militante était alors à la lutte contre le «sys-

tème», le reste n'étant que diversion.

Le dernier livre de Xavier Emmanuelli (1) nous permet de mesurer le chemin parcouru depuis cette époque. De grandes institutions, comme Médecins sans frontières, intervenant à chaud dans des situations de désastre consécutives à des guerres civiles ou à des cataclysmes naturels, sont devenues désormais des «attracteurs» de l'imaginaire social et, comme tels, objets de convoitise politique et médiatique.

Ainsi, une part importante de ce livre est-elle consacrée à une virulente dénonciation des «prédateurs de l'action humanitaire», et Bernard Kouchner (qui n'est jamais désigné qu'à travers son titre de secrétaire d'Etat à l'action humanitaire) se trouve ici particulièrement visé.

De ce fait, ce livre passionnant, passionné, souvent poignant, prend quelquefois l'allure d'un pamphlet aux objectifs assez incertains. Si l'on imagine bien, en effet, les griefs qui peuvent être adressés à Bernard Kouchner, l'algèbre que peut déclencher son narcissisme médiatique, on aimerait toutefois que son procès soit instruit avec plus de clarté et donc d'équité. Bref, Xavier Emmanuelli, qui fut longtemps son ami et son complice, soit nous en dit trop, soit ne nous en dit pas assez !

La culture, l'écologie et l'action humanitaire ont été en France l'objet d'une exceptionnelle incarnation étatique et d'une promotion publique, dont il convient d'apprécier prudemment la portée. Le trio Jack Lang, Brice Lalonde et Bernard Kouchner, à l'évidence, prête le flanc à bien des critiques, tenant au caractère inévitablement simplificateur, «réductionniste», de toute action procédant par voie gouvernemen-

tales. Mais ne convient-il pas également de reconnaître que chacun, avec son style, a fonctionné comme un formidable levier de prise de conscience de problématiques auxquelles n'étaient sensibles, jusqu'alors, que des élites et des minorités sans influence ?

Xavier Emmanuelli n'ignore pas cette ambiguïté. Tout en brochant féroce ment les médias et les «petits marquis» intellectuels et politiques qui championnent sur la scène humanitaire, il reconnaît que, sans leur intervention, des organismes comme Médecins sans frontières n'auraient jamais pu acquérir leur importance actuelle.

Il rappelle, en particulier, que le lancement sur la place publique de cette association a été le résultat d'une opération publicitaire menée de main de maître.

Logique simplificatrice et infantilisante

Qu'on le déplore ou non, la conquête de l'opinion fait partie de toute entreprise sociale à grande échelle. Ce qui ne signifie pas que tout n'importe quoi soit tolérable dans ce domaine. Ce qu'il conviendrait ici de mettre en cause, c'est la prise de contrôle par les opérateurs publicitaires et financiers des grands médias et, par voie de conséquence, de nombreux domaines culturels et humanitaires. Que vienne à s'affirmer aujourd'hui un «marché» de la culture, un «marché» de l'écologie, un «marché» de l'action humanitaire avec leurs instances de pouvoir, leurs lobbies, leurs leaders, pourquoi pas !

Toute la question est de savoir si ces sphères de la subjectivité collective seront incorrablement appelées à tomber sous la coupe du marché capitaliste dominant. Un des plus grands scandales, à mes yeux, de la France médiatique d'aujourd'hui réside dans le fait qu'un magnat du bâtiment ait la

haute main sur la première chaîne de télévision !

Les objets institutionnels qui cristallisent de nos jours dans les champs de la culture, de l'écologie sociale et de l'action humanitaire ne pourront s'affirmer selon leurs propres lignes de créativité, d'intelligence et de sensibilité qu'à la condition de ne pas devenir tributaires d'une logique simplificatrice et infantilisante, qu'elle soit d'Etat ou qu'elle procède par l'Audimat de la télévision.

Bien que Xavier Emmanuelli soit lui-même tenté d'en revenir à un autre type de simplisme, celui de la charité chrétienne, pour fonder l'action humanitaire, son livre nous apporte de précieuses lumières sur la complexité des organismes transnationaux d'assistance qui tendent à quadriller la planète. Cette complexité tient à l'association, en systèmes cohérents, de composantes par ailleurs foncièrement hétérogènes.

Qui y a-t-il de commun, en effet, entre les techniques médicales et sanitaires de haute précision (placées ici sous le paradigme du SAMU) et les aspects juridiques, politiques, médiatiques tels que Médecins sans frontières ou Médecins du monde ? Des logiques, des univers de valeurs, s'affrontent ici au sein d'organismes développant une technicité, une mémoire, mais aussi une âme collective susceptible d'être emportée par des passions, des exclusives et peut-être même des folies.

FÉLIX GUATTARI

(1) Xavier Emmanuelli, *Les Prédateurs de l'action humanitaire*, Albin Michel, 1991, 251 pages, 89 F.

► Félix Guattari est psychanalyste et philosophe.

## Images de douleur



A l'occasion du vingtième anniversaire de Médecins sans frontières, dix photographes de renom ont témoigné des actions de l'organisation à travers le monde : Sebastiao Salgado au Cambodge, Graciela Iribide à Madagascar, Bruce Gilden au Kurdistan, mais aussi Jeanloup Sieff à Paris — «Les maux du satanisme» — ont tous ramené des images plus noires que blanches.

Eugene Richards en Ouganda et Hughes de Wurstemberger au Salvador évitent ces scénarios.

Le reportage du second, tout en douceur, est le plus «regardable», à la fois informatif, tendre mais sans illusions sur l'ampleur de la tâche de ces médecins sans frontières.

M. G.

► «Regards sur Médecins sans frontières», Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine, 75006, Paris. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaume, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frappat  
directeur de la rédaction  
Jacques Gué  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
adjoints au directeur  
de la rédaction  
Jacques Amalric  
Thomas Ferenzi  
Philippe Herminet  
Jacques François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE PALAISEAU  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. (1) 40-66-25-26  
Télécopieur 40-66-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. (1) 40-66-25-25  
Télécopieur 49-60-30-10

EXEMPLAIRE



SCIENCES • MEDECINE

# Zéphirs de quartiers

Des études de climatologie urbaine montrent la situation privilégiée de Paris par rapport à la banlieue

du progrès

LES Parisiens qui se plaignent des frimas n'ont plus aucune raison d'envier la « douceur » du Sud-Ouest. Le climat de la capitale est aujourd'hui équivalent à celui dont jouissent les Bordelais ou les heureux habitants de Mont-de-Marsan, dans les Landes. Telle est la conclusion inattendue des études menées depuis quelques années par une équipe de météorologues appartenant à la nouvelle école de climatologie urbaine.

L'une de ces spécialistes, M<sup>me</sup> Gisèle Escourrou, professeur à la Sorbonne et chercheur au CNRS, vient de publier un ouvrage (1) qui devrait ouvrir la voie à des recherches plus pointues sur le climat de nos grandes métropoles et sur l'urbanisme que l'on devrait y pratiquer pour assurer le confort de leurs citoyens.

Avec ses 7 000 hectares de construction dense, ses 120 000 immeubles, leurs 2 millions d'habitants et les 120 000 véhicules qui roulent en permanence, Paris est un milieu fort différent non seulement des plaines de l'Île-de-France, mais même des banlieues qui l'entourent. Le site est soumis à un climat océanique tempéré avec des hivers frais, des étés modérés et des pluies modestes. Mais l'écosystème artificiel constitué par la ville et ses activités modifie fortement ces conditions naturelles. A cet égard les stations météo situées, selon les normes internationales, dans le parc Montsouris (14<sup>e</sup>) et au sommet de la tour Saint-Jacques (4<sup>e</sup>) ne peuvent rendre compte du climat réel régnant dans l'épaisseur des quartiers. C'est pourquoi M<sup>me</sup> Escourrou et ses étudiants ont été obligés de faire eux-mêmes, entre 1982 et

1985, sept campagnes de relevés « en ville ».

Ils ont d'abord observé qu'en toute saison il fait plus chaud à Paris qu'en banlieue : la différence est en moyenne de 4 à 6 degrés, de 8 à 9 degrés en juillet et atteint parfois 14 degrés. La température moyenne de l'hyper-centre s'est élevée de 4 degrés depuis le début du siècle. Au cours de nuits hivernales, ces quartiers sont devenus les coins les plus chauds de France, cette fois au sens littéral du terme (2). Les sous-sols qui dès les premiers froids affluent dans la capitale, s'en étaient aperçus bien avant les météorologues.

## flot de chaleur

Cet flot de chaleur est le résultat de deux facteurs convergents. D'abord les calories apportées par le rayonnement solaire qui, à la campagne, sont consommées par la transpiration des plantes et l'évaporation des eaux (l'évaporation de 1 gramme d'eau brûle 600 calories) restent ici disponibles dans un milieu bâti où les espaces verts sont rares et les pluies immédiatement évacuées par les égouts. Ensuite la chaleur émise par le métabolisme des habitants et de leurs visiteurs, par les véhicules, par l'éclairage et par le chauffage est considérable.

Pratiquement, cette énergie dite anthropique, qui atteindrait selon certains observateurs 43 calories par centimètre carré et par jour, serait le double de celle apportée par le soleil. Enfin les immeubles et la chaussée jouent le rôle d'accumulateurs. La nuit, ils restituent pendant la nuit les calories emmagasinées pendant

la journée. Conséquence immédiate : alors que les Parisiens de la Belle Époque enduraient 56 jours de gel par an, ceux d'aujourd'hui n'en supportent plus que 22.

Les douceurs hivernales de Paris et ses touffeurs estivales sont localement tempérées par les parcs et jardins ainsi que par la Seine. Leur influence se fait sentir alentour sur plusieurs centaines de mètres. Eté comme hiver, le neuvième arrondissement, totalement privé d'espaces verts et fort éloigné du fleuve, est l'un des secteurs les plus chauds de la capitale, notamment par les jours sans vent.

A l'instar d'autres agglomérations Paris est donc coiffée par un dôme de chaleur de plusieurs centaines de mètres d'épaisseur formant comme un cocon protecteur. Il se maintient d'autant plus facilement que la région parisienne est modérément balayée par des vents dominants d'ouest-sud-ouest. Mais en arrivant sur la ville, ils sont encore freinés par la rugosité du tissu urbain. Leur vitesse est donc deux fois et demi plus faible que sur les pistes d'Orly ou de Roissy. En revanche, le réseau des artères les fait tourbillonner ou, par l'effet dit Venturi, les accélère brusquement au débouché d'une place.

La découverte la plus originale de M<sup>me</sup> Escourrou est l'existence de brises de banlieue comme les brises de mer et les vents de terre que l'on connaît sur le littoral. Et pour les mêmes raisons : les différences de température. Un jour sur trois en hiver, un jour sur neuf en été, l'air frais de la périphérie se déplace durant la nuit et pénètre dans les heures vers l'îlot de chaleur du centre qui se comporte comme une zone de basse pression. On observe

même des brises de quartier soufflant brièvement sur 10 à 20 mètres d'épaisseur entre la Seine et les quartiers riverains. Ainsi des zéphirs portent en été les effluves de l'île de la Cité vers l'Odéon, du pont Neuf vers le Bourne et du pont de l'Alma vers les beaux quartiers du seizième arrondissement.

Le dôme de chaleur chapeautant la capitale influe sur les précipitations qu'elle reçoit, bien que ces phénomènes complexes et insuffisamment étudiés soient plus difficiles à mettre en évidence. Il semble qu'en été les masses d'air frais maritimes arrivent sur la ville, se heurtent à la « colline » de chaleur, s'élèvent, se refroidissent et tombent alors plus fréquemment qu'ailleurs et qu'en périphérie sous forme d'orages parfois violents. Souvenons-nous de celui du 6 juin 1982, qui noya le métro et la périphérie. En hiver, au contraire, l'air chargé d'humidité paraît s'écarter de Paris et passer au large, au sud et au nord. Une sorte de mini-anticyclone stagnerait au-dessus de la ville, lui épargnant alors les précipitations. Durant la période 1960-1980, il a plu en moyenne 840 heures par an à Orly, 529 heures seulement à Montsouris. Courantes jadis, les chutes de neige sont devenues exceptionnelles.

## Quels sans brumes

La chaleur relative régnant en permanence dans les rues de Paris évite que l'humidité ne s'y transforme en brouillard comme elle le fait à la campagne. Les jours où la brume masque les monuments sont en moyenne annuelle deux fois

moins nombreux en ville qu'en banlieue. Dans l'hyper-centre, il n'y a plus que 4 journées de brouillard par an alors que les aviateurs du Bourget en comptent encore 33. L'assèchement hivernal de l'ensemble du ciel parisien est spectaculaire. Dans les années 20, les brumes y traînaient ici et là durant plus de 100 jours ; aujourd'hui pendant une douzaine de journées seulement.

La conséquence de cette mutation météorologique est que la capitale n'a jamais été aussi ensoleillée. Les citoyens de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, à 25 kilomètres à l'ouest de Notre-Dame, peuvent prendre le soleil durant 1 691 heures par an. Les riverains du parc Montsouris pourraient se dorer sur leur balcon pendant 1 803 heures. Seul bémol à leur bonheur, le soleil voilé par la pollution est souvent un peu pâlichon.

Si les Parisiens ne se sont pas aperçus que, climatiquement parlant, leur chère capitale s'était comme transportée dans les Landes, c'est qu'ils passent le plus clair de leur temps enfermés comme des taupes dans leurs appartements, dans le métro, dans leur voiture ou leur bureau. Leur organisme s'est endormi dans la tiédeur d'un microclimat doublement artificiel, dehors comme dedans. Aussi lorsque le froid se met à pincer plus fort ou qu'une vague de chaleur rend Paris insupportable, ils réagissent plus mal que les autres Français et même que leurs hôtes étrangers, dans les hôpitaux, les courbes de mortalité grimpent en flèche, nourrissons et vieillards confondus, comme on l'a constaté lors de l'été torride de 1976. Et la

pollution atmosphérique, dont on ne parvient pas à déterminer la part de responsabilité, n'arrange pas les choses.

Aussi est-il dommage que la météo nationale ne s'intéresse pas aux microclimats urbains dans lesquels vivent à présent 75 % des Français. Les urbanistes eux-mêmes y paraissent souvent indifférents. Pourtant les éléments dont on dispose permettent de mesurer, par exemple, l'influence régulatrice des espaces verts qui fixent la pollution et rafraîchissent la cité lorsque grimpe le thermomètre. Leur suppression est une erreur au regard de la salubrité. La présence d'un fleuve comme la Seine – ni trop large ni trop modeste – est une bénédiction. Tout obstacle, comme le minuscule bras de la Seine, pose sur son large couloir est une véritable infraction météorologique.

Sont également reconnus à présent la supériorité des rues en damier et surtout celle des avenues haussmanniennes plantées d'arbres qui laissent circuler l'air tout en freinant les excès du vent. Le bouchage systématique des « dents creuses » au long des artères parisiennes va à l'encontre de la nécessité de laisser passer l'air et le soleil dans une ville déjà trop dense. Le bon sens le disait déjà : les climatologues urbains le confirment.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) *Le Climat et la Ville*, de Gisèle Escourrou, Nathan 1991, 190 p., 50 F.

(2) La spécificité du climat de l'agglomération parisienne, par Gisèle Escourrou, *Revue de géographie de Lyon*, vol. 65, n° 2, 1990.

# Les traitements désordonnés de la stérilité

La prise en charge de la stérilité a été bouleversée par l'irruption de nouvelles techniques

EN cas de stérilité, l'arsenal diagnostique et thérapeutique s'est considérablement développé, posant même coup le problème du choix des traitements à mettre en œuvre. Les 4 et 5 décembre, le collège national des gynécologues et obstétriciens français s'est réuni au CNIT, à Paris, dans le cadre d'une conférence de consensus, pour tenter de clarifier les différentes pratiques. Au programme : « La prise en charge de la stérilité. Pour qui ? Comment ? Pour quels résultats ? »

L'organisation en France de la prise en charge de la stérilité repose sur trois éléments, ont rappelé les experts. D'abord, l'ensemble du dispositif de soins, qui comprend les médecins généralistes pour l'accueil et le bilan d'orientation, les gynécologues et des équipes multidisciplinaires publiques et privées. Ensuite, les CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme), créés en 1973, et fédérés en vingt centres régionaux. Enfin, les centres de procréation médicalement assistée (PMA), qui font normalement l'objet d'un agrément ministériel. En réalité, ces derniers ne respectent pas tous cette procédure et on compte une centaine de centres de PMA en France dont soixante-quatre sont agréés.

« Le maintien de l'agrément doit faire l'objet d'une réévaluation », a estimé le jury de la conférence, conscient de cet écueil. Ainsi, de nouveaux centres doivent pouvoir être agréés et d'autres se voir retirer leur agrément. En outre, le jury a déploré « l'absence d'une estimation même approchée des coûts globaux des traitements de l'infécondité ». « Cette absence ne permet pas d'apprécier la bonne utilisation des sommes allouées », a-t-il remarqué dans ses conclusions.

Dans leur volonté d'éclaircissement de la prise en charge de la stérilité, les experts ont buté sur une seconde difficulté, celle de la définition d'un couple stérile. « En pratique, près d'un couple sur six consulte, une fois dans sa vie, un médecin pour ce qu'il pense être une difficulté à concevoir, note le jury. Cette demande est très supérieure à l'importance réelle des stérilités observées. » Si l'on s'en tient à une

définition stricte, un couple stérile (ou infertile) est un couple qui ne peut concevoir. Ainsi, 3 % à 4 % des couples seraient atteints en France de stérilité totale. En revanche, un couple infécond est un couple qui n'a pas encore conçu.

## Des couples inféconds

La « fécondabilité » est la probabilité pour un couple de concevoir au cours d'un cycle. Elle baisse avec l'âge, passant de 25 % en moyenne à vingt ans à une fécondabilité presque nulle après quarante-cinq ans. En moyenne, sur cent couples qui auraient théoriquement une chance sur quatre de concevoir par cycle, environ seize resteront sans enfant après un an et trois après deux ans. « Il est souhaitable, sauf cas particuliers, de n'entreprendre l'enquête sur les possibilités de procréation d'un couple qu'après plusieurs cycles de rapports non protégés », note le jury.

« Au total, on peut souligner le danger d'une trop grande précipitation à cataloguer un couple comme stérile, explique le docteur Didier David, pédiatre (hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris), et à lui proposer des thérapeutiques qui le renforcent dans son idée de stérilité. » Ainsi, la survenue spontanée d'un enfant, sans traitement, concernerait environ 10 % des couples inscrits sur une liste d'attente en vue d'une PMA.

Comment rechercher les causes de la stérilité ? Dans leurs investigations, remarquent les experts, les médecins doivent tenir compte du fait qu'un tiers des causes sont d'origine exclusivement féminine, un cinquième environ d'origine masculine, 40 % sont liées à une hypofécondité des deux membres du couple et 5 % à 10 % n'ont pas de cause apparente. La période d'attente de quelques cycles peut être mise à profit pour commencer les investigations les plus simples – courbe thermique, test postcoital (1).

Le bilan complet, sauf exceptions liées à l'âge ou à des antécédents, est à faire dans les deux ans : spermogramme, voire spermoculture pour l'homme ; explorations hormonales en cas de troubles de l'ovulation, hystéroalpingographie

pour des causes mécaniques, voire échographie et hystéroscopie, pour la femme. Pour éviter la répétition inutile d'examen, le jury préconise de recourir à des laboratoires entraînés avec une normalisation des examens complémentaires et de leurs comptes rendus, ainsi que de confier aux patients leur dossier, à l'usage éventuel d'autres praticiens.

Enfin, la colposcopie (2) ne doit pas être utilisée dans un but unique, expert diagnostique, estimant les experts. Si la moindre suspicion d'un problème mécanique indique cet examen, il doit être fait par un opérateur capable de faire, en même temps que le diagnostic, les gestes thérapeutiques nécessaires.

Dernier point abordé lors de la conférence : comment traiter ? « Il faut déplorer que peu de traitements aient fait l'objet d'une évaluation rigoureuse », souligne le jury. Lors que existent plusieurs modalités thérapeutiques d'efficacité comparable, c'est la plus simple et la moins coûteuse qui doit être choisie en premier, note-t-il. L'induction ovulatoire devra faire l'objet d'une surveillance particulière (échographie et dosages hormonaux) pour réduire le risque de grossesses multiples. La fécondation in vitro (FIV), dont les indications ont été élargies, n'est pas « l'arme absolue », et ses résultats, en nombre d'enfants vivants, sont très dépendants des performances du centre, de l'âge de la femme et de la qualité du sperme, estime le jury, qui plaide pour une transparence de l'activité de ces centres. L'insémination intraconjugale (avec le sperme du conjoint) doit être limitée à six cycles. Quant à l'insémination avec donneur, « elle impose des règles strictes pour prévenir les risques infectieux et génétiques », conclut le jury. L'insémination de sperme frais, compte tenu des risques infectieux, doit être proscrite.

MARTINE LARONCHE

(1) Le test postcoital apprécie le comportement des spermatozoïdes dans les sécrétions génitales féminines.

(2) Examen visuel de la cavité abdominale (préférentiellement distendue par injection d'air ou de gaz stériles) au moyen d'un endoscope introduit soit par voie abdominale, soit par voie vaginale.

# Inventions hors poussière

La rénovation du Musée national des techniques sera achevée en 1994

QUATRE-VINGT MILLE « machines », 15 000 dessins et plans à l'État, aux grands travaux prendra en charge la rénovation complète du Musée national des techniques pour que celle-ci soit terminée le 10 octobre 1994. Deux cents millions de francs ont été alloués à la refonte totale des locaux de la rue Saint-Martin et 45 millions à la création, probablement à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), de 9 000 mètres carrés de réserves où les chercheurs et enseignants pourront venir travailler et de 600 mètres carrés de locaux de restauration. Ainsi seront libérés pour les locaux ouverts au grand public 2 000 mètres carrés. La superficie des locaux de la rue Saint-Martin n'est, en effet, que de 10 000 mètres carrés et elle n'est pas extensible.

Le directeur actuel du musée, M<sup>me</sup> Dominique Ferriot, son adjoint, M. Bruno Jacomy, et un comité scientifique ad hoc présidé par M. Pierre Pignatelli ont soigneusement préparé la rénovation. Un concours a été ouvert aux architectes-muséographes en juillet. Sur les soixante réponses reçues, dix ont été retenues par le jury présidé par M<sup>me</sup> Hélène Waysbord, et leurs auteurs ont reçu un programme déjà très élaboré. En octobre dernier, le jury a recommandé trois équipes entre les projets desquels le président de la République fera bientôt son choix.

M<sup>me</sup> Ferriot, M. Jacomy et le comité scientifique veulent que les expositions permanentes du futur Musée soient organisées en sept grands domaines bien individualisés : instruments scientifiques, matériaux, construction, communication, transports, énergie et mécanique. Mais ils veulent aussi montrer que ces domaines ne sont pas indépendants les uns des autres : il y aura donc des sortes de passerelles qui montreront les thèmes transversaux où se retrouvent des domaines différents. En outre, le Musée, ne pouvant jamais être aussi complet, dans un domaine particulier, que les musées spécialisés, doit pouvoir donner un aperçu de toutes (ou presque) les techniques et orienter éventuellement ses visiteurs vers les institutions particulières idoines – ce qui sera fait dans les « kiosques ».

La rénovation obligera le Musée national des techniques à fermer totalement de janvier 1993 au 10 octobre 1994. Il est impensable, en effet, de songer à accueillir les visiteurs au milieu du chaos que créeront inévitablement les travaux, les échafaudages et les démenagements.

Les choses sont cependant en

train de changer. Après le rapport établi par M. Pierre Pignatelli en 1989, il a été décidé que le secrétariat de l'État aux techniques prendra en charge la rénovation complète du Musée national des techniques pour que celle-ci soit terminée le 10 octobre 1994. Deux cents millions de francs ont été alloués à la refonte totale des locaux de la rue Saint-Martin et 45 millions à la création, probablement à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), de 9 000 mètres carrés de réserves où les chercheurs et enseignants pourront venir travailler et de 600 mètres carrés de locaux de restauration. Ainsi seront libérés pour les locaux ouverts au grand public 2 000 mètres carrés. La superficie des locaux de la rue Saint-Martin n'est, en effet, que de 10 000 mètres carrés et elle n'est pas extensible.

Le directeur actuel du musée, M<sup>me</sup> Dominique Ferriot, son adjoint, M. Bruno Jacomy, et un comité scientifique ad hoc présidé par M. Pierre Pignatelli ont soigneusement préparé la rénovation. Un concours a été ouvert aux architectes-muséographes en juillet. Sur les soixante réponses reçues, dix ont été retenues par le jury présidé par M<sup>me</sup> Hélène Waysbord, et leurs auteurs ont reçu un programme déjà très élaboré. En octobre dernier, le jury a recommandé trois équipes entre les projets desquels le président de la République fera bientôt son choix.

M<sup>me</sup> Ferriot, M. Jacomy et le comité scientifique veulent que les expositions permanentes du futur Musée soient organisées en sept grands domaines bien individualisés : instruments scientifiques, matériaux, construction, communication, transports, énergie et mécanique. Mais ils veulent aussi montrer que ces domaines ne sont pas indépendants les uns des autres : il y aura donc des sortes de passerelles qui montreront les thèmes transversaux où se retrouvent des domaines différents. En outre, le Musée, ne pouvant jamais être aussi complet, dans un domaine particulier, que les musées spécialisés, doit pouvoir donner un aperçu de toutes (ou presque) les techniques et orienter éventuellement ses visiteurs vers les institutions particulières idoines – ce qui sera fait dans les « kiosques ».

La rénovation obligera le Musée national des techniques à fermer totalement de janvier 1993 au 10 octobre 1994. Il est impensable, en effet, de songer à accueillir les visiteurs au milieu du chaos que créeront inévitablement les travaux, les échafaudages et les démenagements.

ments. A sa réouverture, le musée devrait avoir une entrée indépendante de celle du Conservatoire national des arts et métiers, établissement d'enseignement et de recherche qui s'est logiquement développé là depuis 1819 (pour tirer parti sur un plan pratique du dépôt des machines et des plans). A partir du 10 octobre 1994, jour du deux centième anniversaire de la création du Conservatoire, les visiteurs entreront, très probablement, par le square du Général-Morin.

## Le carcan du droit public

Le musée, comme le Muséum national d'histoire naturelle de Paris, est un grand établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Il est donc soumis à l'étroite carcan du droit public qui lui interdit à peu près totalement de tirer parti de ses richesses. Avec une réglementation plus souple, il pourrait sans nul doute se créer des ressources propres, comme le font tous les musées américains. Il pourrait, par exemple, vendre des modèles réduits, tout faits ou à monter, de ses nombreuses machines. Il pourrait aussi vendre des reproductions sur papier ou même sur foulards de coton ou de soie de ses admirables dessins et plans anciens. Les ingénieurs et dessinateurs d'autrefois avaient, en effet, le savoir-faire et le talent de transformer des dessins techniques en extraordinaires œuvres d'art dans lesquelles la précision et le détail se combinent à la beauté pure.

En admettant que cette « exploitation » intelligente de ses ressources soit possible, il ne faudrait pas que l'État oublie, lorsque la rénovation sera achevée, d'augmenter les crédits de fonctionnement sans lesquels peu à peu le musée retomberait inéluctablement dans sa misère. Le Musée national des techniques est sans nul doute un des plus intéressants de Paris. Comme en témoigne l'énorme succès de ses quarante objets qui ont été exposés en 1989 à Tokyo, Osaka et Nagoya sous le titre « Deux cents ans d'inventions techniques ».

YVONNE REBEYROL

► Musée national des techniques (Conservatoire national des arts et métiers), 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Ouvert tous les jours, sauf les lundis et jours fériés, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 20 F (le dimanche : 10 F), enfants et autres : 10 F.

## CULTURE

## CINÉMA

## Une cantate à mille voix

Une vie nouvelle pour l'œuvre la plus intime de Claudel

L'ANNONCE FAITE A MARIE  
d'Alain Cuny

Sur les pentes de Jérusalem, une femme volée conduit un âne qui porte des paniers de pains. Dans un jardin, près de Reims, un insecte dévore une poire tombée de l'arbre. Le dos nu d'une Africaine s'éloigne sous les branches d'un manglier. Le vent, courbant par vagues la blondeur des jeunes bûches de l'Artois aussi bien que du Québec, jette à nos figures la fraîcheur marine (« Non pas la Terre et les Morts, mais la Mer et les Vivants », disait Claudel) : le film d'Alain Cuny, par l'énergie spirituelle de ses images, par l'universalité de sa poésie, sait réanimer une grande ombre, la Jeune Fille Violaine.

Claudel avait beaucoup de doutes sur l'avenir de cette œuvre. « Ma pièce la plus intime et la moins extérieurement séduisante... ma pièce la plus pénétrée de poésie et la plus imparfaite. La fable et l'action en sont puériles, des parties entières

comme les divagations architecturales de Pierre de Craon sont à supprimer. »

Longtemps Claudel estima que Violaine ne pouvait supporter l'aventure du théâtre. A André Gide, qui le lui proposait, il répondit que « tout l'intérêt de cette œuvre religieuse » appartenait à l'invisible, à la « dévotion », et que « l'affabulation naïve et même radicale serait, sur la scène, violemment tirée en arrière ». Il est vrai qu'en 1900 Claudel écrivait : « Rien de ce que j'ai fait n'a été écrit en vue de la scène. Je ne vais jamais au théâtre, et j'en ignore les exigences. »

Devant un public de toute origine et de toute appartenance, la difficulté de la Jeune Fille Violaine, à l'encontre des autres pièces de Claudel, tient à ce que celle-ci est en tout et pour tout un « acte de religion », un acte de foi, à tel point qu'un non-croyant n'en saisis pas le propos. Par exemple, à propos de Violaine, Claudel dit : « Il n'est pas de charpentier la Croix, mais d'y mon-

ter, et de donner ce que nous avons, en étant. Là est la joie, là est la liberté. » Pour un mécréant non masochiste, ça veut dire quoi ?

Chances  
insoupçonnées

Etats d'âme inaccessibles de la Foi, auxquels s'ajoutent, dans Violaine, les interférences personnelles de Claudel, les bagarres sauvages de ses deux sœurs Louise et Camille, ou des souvenirs inconnus, celui entre autres qui détermine le caractère étrange de Maria, la sœur de Violaine. La belle-fille Claudel, Elisabeth Sainte-Marie-Perrin, définissait très bien la chose : « terre mauvaise dans laquelle pousse, à notre étonnement, l'amour maternel ».

Et voici que le cinéma fait Violaine accessible à tous. Parce que plusieurs chances insoupçonnées se croisent en Alain Cuny : un très grand artiste, une très grande voix, le partage entier de la foi de Claudel, une pratique ancienne de Violaine et de son alter ego l'Annonciation faite à Marie. Et aussi, peut-être surtout, Alain Cuny construit son film sur les « chances » que Claudel, malgré tout, avait définies : « la poésie, avec ses images et ses mouvements qui vont jusqu'à l'âme » (ici Claudel définit parfaitement le film de Cuny), ou bien l'emprise immédiate des sons ou des images physiques, comme le « concert des voix », un « régal presque suffisant indépendamment même du sens abstrait des mots » : « oreille absolue » de Cuny qui n'a pas hésité à doubler son actrice suédoise Ulrika Jonsson, qui interprète Violaine, par la voix claire, heureuse, profonde, la voix de lumière, de sainte, d'ange. Le « concert des voix », c'est vrai, leur musique, permet de toucher, concrètement, l'« abstrait » du texte sacré.

Cuny retient aussi le conseil de Claudel rejetant « l'acteur qui essaie de prendre en détail sur son visage chacune des émotions du discours de son partenaire ». Les acteurs du film se voient et s'entendent les uns les autres, mais du retrait d'un quant-à-soi qui laisse intacte une solitude, celle du cours de chaque conscience. Seule l'intensité de cette charge spirituelle de la solitude permet au

cinéma d'Alain Cuny de figurer enfin le miracle de la résurrection de l'enfant de Maria : dans le blanc immatériel de la neige, les deux « calmes blocs ici bas chûs d'un désastre obscur », les deux rochers noirs, les deux seurs la tête enfouie dans leurs manteaux, permettent la transmission de la mort et de la vie. Mais il faudrait citer toutes les images du film, toutes ses voix, tous les oiseaux et toutes les fleurs et toutes les mains hésitantes et tous les champs d'olivier et tous les ciels d'été, qui chantent sur l'écran une cantate à mille voix.

Un étrange  
dialogue

Le cœur battant, le pouls tremblant, de l'image fuyante du cinéma, ne peuvent pas admettre le lourd convoi d'un interminable texte : Cuny a supprimé, à bon droit, des pages et des pages de Claudel, puisqu'il a su créer les sons et les images qui expriment la même chose. Il a appelé à la rescousse, en revanche, telles paroles de l'Annonciation faite à Marie, par exemple, c'est important. Il a tenu à filmer, au tout début, le si étrange dialogue de Violaine et de Pierre, qui ne figure pas dans Violaine, mais dans l'Annonciation, et qui fait douter si ce ne serait pas Violaine, qui, au cours d'une rencontre antérieure dont nous ne savons rien, aurait transmis la leçon à Pierre :

« Pierre : Qui êtes-vous, jeune fille, pour que la main qui vous touche avec désir, et la chair même, soit ainsi flétrie... Violaine : Que vous est-il donc arrivé ? Pierre : Le lendemain du jour que vous savez... Violaine : Eh bien ? ... Pierre : J'ai reconnu à mon flanc le mal affreux. »

Une note assez fine de naïveté du montage et de tels mouvements de caméra, aidés à la perception d'une parabole qui se donne comme telle (« En parabole tu es gagné, en réalité tu es perdu », disait Kafka) : il n'est pas impossible aussi qu'une certaine qualité de fraîcheur soit redevable aux Canadiens qui ont coproduit et coréalisé le chef-d'œuvre d'Alain Cuny.

MICHEL COURNOT

## DANSE

## Venus du froid

BALLET SUR GLACE  
DE SAINT-PÉTERSBOURG  
ou Zénith

Créé en 1967 par Constantin Boïanovitch, le ballet sur glace affirmait haut et fort son appartenance à Léningrad, donc au héros de la révolution ; aujourd'hui, il proclame sa fierté d'être né à Saint-Petersbourg, ville d'où sont originaires, entre autres artistes importants, Tchikovsky et Balanchine. Le spectacle commence d'ailleurs par un hommage au compositeur russe : une évocation du Lac des cygnes avec passepieds blancs et noirs en quantité.

La tradition de ce ballet sur glace est d'être plus proche de l'univers de la danse que de celui des démonstrations acrobatiques. Un choix qui pouvait avoir sa raison d'être il y a vingt-cinq ans, mais se trouve aujourd'hui dépassé, tant le patinage artistique de compétition a su, avec succès, intégrer la chorégraphie. Si bien que l'on éprouve un sentiment mitigé devant des évolutions manquant de panache et de difficultés.

On accepterait ce style sans éclat, s'il se mettait au service de tableaux originaux ; mais ce sont les danses folkloriques, tziganes, romantiques, que ce soit les personnages mis en scène, tels ces jeunes officiers de Et

la Cavalerie fit halte émue, émus par les jumeaux paysannes. Même pour un spectacle sans autre prétention que de divertir, on aimerait un peu plus d'imagination de la part du chorégraphe Constantin Rassadine, ex-otiste du Kirov. Etant donné ce qui lui est demandé, le compagnie se montre, elle, bien vaillante.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Matinées mercredi 14 heures, samedi 15 heures, dimanche 14 et 17 heures. Soirées mardi, vendredi et samedi à 20 h 15. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1992. Tél. : 47-26-40-40. Tournées en Janvier à Orléans, Rennes, Rouen.

□ Pour l'enfance défavorisée. - A l'instigation de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris (AROP), une quarantaine de créateurs (Yves Saint Laurent, Sonia Rykiel, Ralph Lauren, Poilâne, Patrick Dupond, Nina Ricci, Jacques Grange, Jot de la Fressange, Estée Lauder, Erro, Christian Lacroix et Lesage, ont conçu et fait réaliser des arbres de Noël, exposés dans le grand foyer du Palais Garnier du 17 au 21 décembre, de 11 heures à 17 heures. Ils seront vendus aux enchères le 21 décembre à 17 heures, au bénéfice d'enfants défavorisés.

► Renseignements : 45-44-13-01.

## PATRIMOINE MONDIAL

## Dix-sept nouveaux sites classés par l'UNESCO

Dix-sept nouveaux sites culturels ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO par le Comité du patrimoine mondial réuni du 9 au 13 décembre à Carthage. Cette instance - vingt et un pays membres et neuf observateurs - a accepté de classer, à Paris, les berges de la Seine entre la pointe est de l'île-Saint-Louis et la tour Sully, ainsi que la cathédrale Notre-Dame, et à Reims, le palais de Tau et l'ancienne abbaye de Saint-Rémi.

Ces deux sites, les deux proposés par la France cette année, viennent s'ajouter aux dix-sept déjà reconnus dans le pays comme le Mont

Saint-Michel ou le Pont du Gard. Ouvert en 1972, le catalogue du patrimoine mondial réunit 122 pays - après l'adhésion récente du Cambodge, inquiet pour ses temples d'Angkor (le Monde du 30 novembre) - et comporte désormais 359 sites. Chaque année, les pays proposent le classement de sites de leur choix.

Leur demande est entérinée ou non par l'UNESCO, en collaboration avec le conseil international des monuments et des sites classés, et l'Union internationale pour la conservation de la nature. L'Etat s'engage alors à la protéger. En cas de manquement, l'organisation internationale se réserve le

## PHOTO

## Les années Rizzo



C'était le temps où Michel Polnareff ne portait pas de lunettes. Yves Saint Laurent se cachait derrière Pierre Cardin, les sœurs Carita paraissaient en Courages, Béjar se transformait en Satan, Maria Schneider posait nue en l'ouvre romaine, Marilyn Monroe était tragique, les twisteuses Zouzou et Henda se déchaînaient aux nuits de Castel, et Bardot, féline et resplendissante, sortait de sa tanière.

C'était le temps où Willy Rizzo était photographe, et tirait le portrait des années 60. Découvrait

par France Roche (Ciné Mondial), designer depuis vingt ans, ce Napolitain d'origine a réalisé des centaines de reportages pour Paris-Match dont il était un collaborateur de la première heure, en 1949. Ses portraits sont en noir et blanc, simples, insouciant, frais, aussi heureux que Madeleine Chanel au milieu de ses mannequins.

M. G.

► « Les Années 60 » de Willy Rizzo, Galerie Agathe-Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, 4<sup>e</sup>. Tél. : 47-77-38-24. Jusqu'au 24 décembre.

## MUSIQUES

## Alpha bravo

Renaissance de l'inventeur du reggae africain

ALPHA BLONDY  
à l'Elysée-Montmartre

La réputation d'Alpha Blondy avait fini par éclipser la réalité de sa musique. Parce qu'il a séjourné dans des hôpitaux psychiatriques, parce qu'il fut un temps où, en allant à un concert de l'Ivoirien, on n'était jamais sûr que lui ferait le déplacement, on le disait fou. Au début de l'année, un pauvre mini-album, chichement produit, n'avait rien fait pour rassurer les derniers fidèles.

Tout d'un coup, revêtait Alpha Blondy, avec Massada, son nouvel album, pour EMI, produit par Dennis Bovell, vétéran du reggae britannique. On l'annonçait trois soirs de suite à l'Elysée-Montmartre et, pour célébrer son retour, le chanteur parle de ses errements passés et du chemin retrouvé.

« J'ai vendu mon cahnet », dit-il en riant. Je crois maintenant que le reggae doit se défendre de son côté « je jure donc je suis ». J'ai trop donné dans les plantations pour avoir envie de faire les mêmes erreurs. » En revanche, Alpha Blondy est toujours animé par les mêmes convictions simples, naïves. Son disque est propulsé par ses indignations, face à la

guerre, au tribalisme, à la pauvreté, à la corruption. Lui qui chantait jadis les louanges du président Houphouët-Boigny. A ce sujet, Alpha Blondy explique : « Dans ce cas, je crois qu'il faut faire la part de la vieillesse mais aussi de la trahison politique. Des conseils qui ne profitent qu'à ceux qui les donnent. » Face aux difficultés des démocraties africaines, Alpha Blondy accuse la France de « non-assistance à démocratie en danger » à propos du Togo, tout en disant : « En Côte d'Ivoire, il y a soixante-sept ethnies et soixante partis, il n'en manque plus que sept pour faire le compte. »

Il lui reste le reggae et sa religiosité. « J'ai appelé mon disque Massada pour souligner sa dimension spirituelle. Je ne suis pas très optimiste pour l'Afrique, notre seul espoir, c'est l'éducation. » Pour enregistrer son disque, Alpha Blondy a retrouvé Dennis Bovell qui a profité d'une pause dans sa tournée avec Linton Kwesi Johnson, et Ibbi, le musicien de la Dominique, « un vieux copain de l'âge ». Ensemble ils ont fait un disque direct et chaleureux, dominé par la voix douce, un peu plaintive d'Alpha Blondy, dans lequel on trouve la première version reggae de Rabelais « Science sans conscience... »

THOMAS SOTINEL

► Du 18 au 21 décembre à 20 heures, Elysée-Montmartre, 72, bd de Rochechouart 75018 Paris.

□ L'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne recrute. - L'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, dirigé par Claudio Abbado, recrute pour sa session 1992-1993 des musiciens entre quatorze et vingt-trois ans. Tout participant doit être citoyen de l'un des pays de la Communauté européenne, justifier d'un niveau médaille d'or, conservatoire supérieur ou équivalent. Les auditions auront lieu les 7 et 8 février au Studio 107 de la Maison de Radio-France.

Clôture des candidatures le 15 janvier. Renseignements : Culture Européenne, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004. Tél. : 42-76-28-68.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur folle enchère au palais de justice de PARIS  
le jeudi 9 janvier 1992, à 14 h 30  
en UN SEUL LOT

## 5 VILLAS au PONTET (Vaucluse)

Domaine de la Seigneurie

Mise à prix : 1 250 000 F

S'adr. pr ts renseignements, à M<sup>rs</sup> B. de SARIAC (SCP B. de SARIAC/A. JAU-NEAU), 42, av. George-V (jonction de 10 h à 12 h. Tél. 47-20-82-38) - M<sup>rs</sup> CARRASSET-MARILLIER, mand. à PARIS, 36, rue des Bourdonnais.

Vente après liquidation de biens au palais de justice de PARIS  
le jeudi 9 janvier 1992, à 14 h 30, en un seul lot

Dans un immeuble sis

à PARIS-6<sup>e</sup> - 45, rue Yavin

APPARTEMENT au 2<sup>e</sup> étage

Mise à prix : 200 000 F

S'adresser à M<sup>rs</sup> Bernard MALINVAUD, avocat à PARIS-16<sup>e</sup>, 1 bis, pl. de l'Alma, Tél. 47-23-73-70 - M<sup>rs</sup> GOURDAIN, syndic judiciaire à PARIS, 174, boulevard St-Germain, et à tous avocats près le tribunal de grande instance de PARIS.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE  
le JEUDI 9 JANVIER 1992 à 14 h, en QUATRE LOTS

à LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine)

86, rue du Président-Wilson

1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lots : UN PARKING

Quatrième lot :

LOCAUX COMMERCIAUX

sur cour à l'entresol

au 1<sup>er</sup> sous-sol

au rez-de-chaussée

6 GARAGES

UNE BOUTIQUE

accès à une réserve en sous-sol

et un loc. com. à l'entresol

+ une remise

Mises à prix. - 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lots : 10 000 F chaque lot.  
4<sup>e</sup> lot : 520 000 F.

S'adr. pr ren. à M<sup>rs</sup> GUILBERTAU, avocat à CLAMART, 14, rue Marie-Doffe, tél. : 42-60-48-09 ; M<sup>rs</sup> MANCIET, avocat à PARIS, 88, bd Saint-Michel, tél. : 43-25-33-35. S. pl. pour vis. en s'adr. à l'avocat poursuivant.

La culture  
en banlieue

42-77-38-24



## ENQUÊTE

# La culture en banlieue

Suite de la première page

Pour assurer une dignité, trouver une identité — mot-clé en banlieue — certaines municipalités font le pari de la culture. Un substantif passe-partout qui recouvre, en réalité, des préoccupations diverses, mêlées avec des moyens et des buts bien différents selon la sensibilité politique, la situation géographique, voire la composition sociologique de la commune. Dans les villes visitées — toutes de la région parisienne, de sa périphérie la plus immédiate à ses marges les plus lointaines — très dissemblables les unes des autres, si les pratiques et les problèmes varient, les mêmes questions finissent par revenir.

Lorsque en même temps que le département de l'Essonne, Evry est né, vers 1965, au milieu d'un champs de betteraves, les animateurs culturels précédaient quasiment les premières bâtisses. « La ville nouvelle doit s'articuler autour de son centre culturel », avaient décidé les technocrates parisiens. Dix ans plus tard, en face de la préfecture, fraîchement sortie de terre, on inaugurait l'Agora, étrange construction qui associait aux commerces un cinéma, un théâtre, une piscine, une bibliothèque, un centre de documentation pédagogique et une Agence nationale pour l'emploi, des bistrot, une salle polyvalente de 3 000 places et une autre pour les expositions. Les 40 animateurs, tous rémunérés par l'Etat, devaient prendre en main les 15 000 habitants disséminés sur quatre communes regroupées au sein d'un syndicat. Le conflit ne tarda pas à éclater : les habitants, toujours plus nombreux — ils sont aujourd'hui 75 000 et s'installent à Evry au rythme de 3 000 par an —, reprochaient à l'équipe parachutée avec les meilleures intentions du monde d'être « trop élitiste » et de dissocier le culturel du social. « La culture est un élément de prestige pour une ville », affirmait le maire (PS) Jacques Guyard, mais c'est aussi un outil d'intégration pour une cité jeune et le moyen de retenir une population de cadres. Il y a donc désormais à Evry une politique culturelle à deux vitesses.

D'un côté les maisons de quartier, gérées par des associations, émanations des habitants eux-mêmes, tournées vers la vie quotidienne. De l'autre l'Agora, gérée par des équipes municipales, qui a eu du mal à s'imposer. La danse est aujourd'hui un de ses points forts. Toutes les grandes troupes contemporaines de l'île de France à Gallia, sont passées par là, drainant un public bien au-

delà des limites communales. De son côté, Anne Le Moal, chargée des arts plastiques, peut organiser trois ou quatre expositions de bon niveau chaque année. Jean-Claude Drouot, qui habite sur place depuis vingt ans, veut monter un théâtre en résidence. Il pourra disposer, si son projet se réalise, des 750 places du théâtre de l'Agora, qui se contente pour l'instant de coproduire des spectacles. Les cinq salles de cinéma — dont une d'art et d'essai — sont aidées par la municipalité (promotion, affichage, parking), mais sont gérées de façon commerciale. La ville, qui consacre 10 % de son budget de fonctionnement (650 millions de francs environ) à la culture, fait également appel au mécénat pour implanter des œuvres d'art dans la ville. La SNECMA, IBM ou Hewlett-Packard ont créé une association à cet effet. Par ailleurs des artistes comme Tual ou Singer ont reçu des commandes à la suite de concours. Commandes qui sont diversement appréciées par les habitants d'Evry. « Une population très jeune (vingt-six ans d'âge moyen), précise Jacques Guyard, composée de jeunes ménages de la banlieue sud ou chassés de Paris par les hauts loyers, mais aussi de familles antillaises ou venues des îles de l'Océan Indien et maintenant du Sud-Est asiatique et de l'Afrique noire. Leurs problèmes sont surtout d'ordre culturel. Si la présence de l'Agora ne suffit pas à les résoudre, elle leur permettra, je l'espère, de s'identifier à leur ville ».

### Théâtre et cinéma

Châtenay-Malabry (30 000 habitants) est aussi une ville à deux vitesses. Située à l'extrémité sud du département des Hauts-de-Seine, elle fait coexister un vieux centre corré de verdure — la Vallée-aux-Loups de Châtenay-Malabry — et la Butte-Rouge, une cité-jardin ouvrière, créée par Henri Sellier, un précurseur du Front populaire, à partir de 1935. Là se succèdent, au milieu d'arbres, des immeubles de petite taille, crépis de rose, en cours de restauration. « Ses 12 000 habitants — dont une partie est d'origine étrangère, hier italienne et espagnole, aujourd'hui yougoslave — se mélangent peu avec le reste de la population de la ville », constate Jean Vons, le maire (PS) de Châtenay-Malabry. Le trait d'union entre les deux parties de la cité pourrait être le Théâtre du Campagnol (350 places), installé à la limite de la Butte-Rouge, le long d'une voie rapide. C'était naguère une piscine, recyclée en 1978 en salle de

répétition pour une troupe de dissidents du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, emmenés par le comédien et metteur en scène Jean-Claude Penchenat. La « piscine » abritait également des associations locales. Peu à peu on y donna des spectacles, de plus en plus professionnels. Jusqu'en 1985 où le Campagnol acquiesça le statut de Centre dramatique national (CDN) et monta quelques succès, dont *Le Bal* et *La place Garibaldi*.

La « piscine » est devenue un théâtre à part entière. La compagnie compte 13 permanents. Peu d'abonnés mais 18 000 spectateurs accueillis chaque année. 60 % de ce public vient de la banlieue sud. « Nous avons fait un gros travail sur le terrain, en direction des associations, des comités d'entreprise, affirme Jean-Claude Penchenat. Nous tâchons de faire coïncider une de nos créations avec les programmes scolaires pour attirer les élèves du lycée. Nous montons trois spectacles par an, joués sur place une trentaine de fois, avant de les faire tourner en province ou à Paris ». Fier de ce bilan, Penchenat est un peu amer : il se sent lâché par la mairie. « La passion de Jean Vons, c'est le cinéma, le théâtre l'intéresse moins. Je ne compte donc pas renouveler mon contrat qui s'achève l'année prochaine ».

C'est vrai, le maire de Châtenay-Malabry est un cinéaste notoire. Longtemps, il a animé un ciné-club, avant d'être élu adjoint, chargé de la culture, puis maire. Aujourd'hui encore il est fier de sa salle municipale où il programme la Belle Noiseuse, la Double Vie de Véronique ou le Festin de Babette. « Ces films ont peu de chance d'être projetés en banlieue, ici on remplit la salle (600 places) et 45 000 spectateurs viennent chaque année. Les cinémas ont presque tous fermé leurs portes dans les communes de la périphérie. Seuls subsistent ceux qui sont municipaux (voir encadré). Et je dois dire que c'est un élément de valorisation pour une commune comme la nôtre », constate Jean Vons. Le théâtre est pour lui un problème tout à fait différent. Certes, c'est l'Etat qui supporte l'essentiel des charges financières de l'établissement (7 millions de francs de subvention du ministère de la culture contre 300 000 francs de la municipalité — qui entretient le bâtiment —), mais ces charges sont trop lourdes pour Châtenay-Malabry, « fiscalement la ville la plus pauvre des Hauts-de-Seine », soutient Jean Vons, qui consacre 7 % de son budget de fonctionnement (140 millions de francs) à la culture. « Quand le CDN a été mis en place, nous étions cinq villes associées — Sceaux, Bourg-la-Reine, Fontenay-aux-Roses, Antony et nous — aujourd'hui nous nous retrouvons seuls. Les autres municipalités ont changé de politique. La création les intéresse moins que l'accueil et, c'est



vrai, l'équipement profite surtout à la ville où il est implanté. Elles en ont tiré les conséquences. Enfin Jean-Claude Penchenat est maintenant connu. La « piscine » est trop petite pour lui. Faire de l'animation, composer avec les associations locales, cela ne l'amuse plus du tout. Je le comprends, mais, pour nous, c'est une part importante du rôle du Campagnol ».

Que deviendra ce théâtre, à partir de l'année prochaine? Nul ne le sait vraiment. Il perdra sans aucun doute son titre de CDN. Reste à savoir si la « piscine » se transformera en « garage » à spectacle ou si l'on continuera d'y créer.

### Escamoter une voiture de pompiers

A Gagny (35 000 habitants), commune de Seine-Saint-Denis, la question se pose pas. On parle sur l'efficacité. Les villes voisines n'ont pas de théâtre. Les cinémas ont tous disparu. Gagny possède l'un et l'autre, 700 places au sein d'une même bâtisse circulaire construite il y a une quinzaine d'années. Elle est placée sous le patronage d'André Malraux : la municipalité est RPR. Son responsable, Jean-Jacques Garnier, n'a pas trente ans. Il se veut avant tout « professionnel ». Sa gestion est rigoureuse. Pas de subvention municipale pour le cinéma : il doit équilibrer ses comptes. Pourtant, il « fait » 44 000 entrées sans programmer de films « violents », c'est-à-dire interdits aux moins de treize ans. « Terminer ce n'est pas pour nous », précise Jean-Jacques Garnier, qui vient de mettre à l'affiche le Van Gogh de Pialat.

Mais il faut aussi composer avec le public, aussi bien les enfants des écoles que les 1 200 abonnés qui ne demandent pas chaque semaine une œuvre de Wim Wenders. Le spectacle vivant alterne avec les projections (20 à 25 spectacles par an), à ce titre Jean-Jacques Garnier reçoit une subvention municipale de 500 000 F alors que ses dépenses dépassent les 2 millions de francs. Pour équilibrer il fait alterner Dave Stewart, Jacques Weber et le Gros Navion.

« Avec cette pièce, constate Jean-Jacques Garnier, j'ai refusé du monde alors que pour Stewart, j'ai fait 350 entrées et pour Weber, à peine 180. Les gens recherchent le divertissement ou la grosse redette,

Bealos ou Bécoud ». Pourtant Stewart ou Weber attirent les foules ailleurs qu'à Gagny. Si le public des spectacles « rentables » a trouvé le chemin du Théâtre André-Malraux, celui des spectacles « difficiles », peu sollicité, continue de fréquenter les salles parisiennes. « Je commence à introduire ici le répertoire lyrique — Rigoleto, la Flûte — ça a l'air de prendre », poursuit Jean-Jacques Garnier. Comme la danse : nous avons maintenant une troupe en résidence ».

Mais la culture n'est pas une priorité du maire de Gagny, Jean Valentin, ancien directeur du Parc des Princes, davantage tourné vers le sport, est plus soucieux de son équipe de handball, qui a connu de beaux jours en première division. Jean-Jacques Garnier rame. Depuis deux ans un festival de la magie a été la disparition de la plus grosse voiture de pompiers de Paris.

« On en a parlé à la télévision », constate Sauveur Gambier, adjoint à la culture. Pour une fois Gagny n'a pas été la rubrique des faits divers. Ces manifestations sont capitales pour nous : elle servent à améliorer notre image ».

Dans les années 50, se souvient Jack Ralite, l'actuel maire (PC) d'Aubervilliers, les habitants de la commune n'osaient pas dire qu'ils habitaient cette ville, tant sa réputation était mauvaise. « Ils préféraient dire qu'ils logeaient près de la porte de la Villette ». Aujourd'hui, en dépit de ses problèmes qui restent nombreux, Aubervilliers a une âme. Quelle doit à son théâtre. Celui-ci est né de la rencontre de Jack Ralite, alors simple militant du Parti communiste et de Gabriel Garran alors comédien amateur. « En 1959, on a créé un festival dans un gymnase, se rappelle Jack Ralite. Le premier festival de théâtre en banlieue, avec une pièce, la Tragédie optimiste, de Tchekhov. Il est venu 150 personnes. Ensuite, en 1965, la première troupe a pu s'installer dans l'ancienne salle des fêtes de la ville réaménagée. Sans subventions du ministère de la culture. On était des « vilains » extrémistes. Avec Garran on écumait les comités d'entreprise et les HLM, on effectuait nous-même l'affichage. On a monté Strindberg, Shakespeare, Max Frisch, Patrick Dewaere, Coline Serreau et Nathalie Baye ont débuté ici. En 1971, le Berliner Ensemble est venu célébrer l'anniversaire de la Commune. Les

Parisiens ont découvert le chemin d'Aubervilliers. Le Figaro écrivait : ici le prolétariat va au théâtre. Ce lieu a joué un rôle capital pour la dignité de cette ville ».

Après vingt-cinq ans de présence d'Aubervilliers, Garran est parti, remplacé par Alfredo Arias. Celui-ci a chemisé de bois l'austère salle des fêtes et a privilégié des spectacles plus brillants, moins austères. Le public lui aussi a changé : il vient désormais massivement de Paris. Le nombre des abonnés est tombé de 1 500 à 250. François Regnaud et Brigitte Jacques viennent de s'installer à leur tour dans ce bâtiment, qui semble avoir été dessiné par Dubout, tant ses pièces rapportées sont hélicoptères. Ils veulent rompre avec la routine qui s'est installée à la longue : « On ne peut plus remplir la salle à coups d'amateurs. Les gens doivent venir ici par plaisir et non plus pour obéir à une obligation culturelle ».

Mais pour Jack Ralite, l'avenir d'Aubervilliers et de ses 68 000 habitants passe encore par la culture et les industries qui lui sont liées. Dans les anciens magasins généraux de la Plaine-Saint-Denis se sont déjà installés des studios d'enregistrement et de doublage de films. Le cirque Zingaro campe désormais en face du fort d'Aubervilliers, que son maître aimerait voir transformé en ambassadeur de la ville. « Le Montparnasse de demain », rêve Jack Ralite, qui a déposé un dossier bien ficelé Rue de Valois.

Issy-les-Moulineaux et son maire André Santini (PSD-UDF) partent aussi sur la culture. Mais à la manière d'une affiche destinée à promouvoir l'essor économique et médiatique de la commune. Ce sont donc d'abord des bureaux, beaucoup de bureaux, qui ont été construits, au détriment des logements. La ville, qui compte 50 000 habitants, en a perdu quelques milliers dans l'opération. Les cadres remplacent peu à peu la vieille population ouvrière, et l'agence de publicité RSCG a pris la place de la Fonderie franco-belge. Seule la communauté arménienne est restée stable. Avec les publicitaires ont débarqué les journaux — l'Equipe, le groupe Excelsior, Stratégie — et les poids lourds de l'audiovisuel — Sony, notamment. Les nouveaux bâtiments sont signés par des architectes de renom. Jean Nouvel construit le siège du bois — du publicitaire CLMBDO. Sarfati construit une nouvelle tranche d'HLM. Philippe Starck projette une cité d'artistes sur l'île Saint-Germain où se dresse déjà la Tour aux figures de Dubuffet. Bientôt la Fondation Jean Hamon doit y installer une importante collection d'art moderne léguée par un industriel au département. « Il y aura 3 500 m<sup>2</sup> d'exposition permanente, des galeries, des librairies et dans le parc de 20 hectares, le plus grand jardin de sculpture du monde », explique André Santini, qui voudrait faire réaliser par des artistes les entrées de sa ville, projette une médiathèque de 4 500 m<sup>2</sup> et un centre multimédia dans l'ancienne mairie et jolies avec les fontaines à placer aux quatre coins de sa cité. Ici la culture se veut spectaculaire : c'est une vitrine brillante qui doit inciter les industries de pointe et leurs cadres à franchir le périphérique.

EMMANUEL DE ROUX  
et THOMAS SOTINEL

PROCHAIN ARTICLE  
L'intégration entre rap  
et alphabétisation

### POUR LES FETES

DU 26 AU 31 DEC. A 20H30  
LYON OPERA BALLET  
**ROMEO  
ET JULIETTE**  
création pour 24 danseurs  
PRELJOCAJ MILAL PROKORIEV  
150F/95F - LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

### PUBLICATION JUDICIAIRE

La cour d'appel de Lyon, statuant sur renvoi de cassation, a rendu un arrêt confirmatoire et définitif, en date du 4 mars 1991, aux termes duquel elle :

— Constate que la société anonyme SUPREX a commis des actes de concurrence déloyale en commercialisant, sous l'appellation « Mac Breyne » et « Captain Jack » des whiskies de fabrication française ;

— Condamne cette société à payer à la société de droit britannique THE SCOTCH WHISKY ASSOCIATION la somme de 10 000 F à titre de dommages-intérêts ;

— Autorise la société THE SCOTCH WHISKY ASSOCIATION à publier le présent arrêt dans cinq journaux de son choix à concurrence de la somme de 3 000 F par insertion, aux frais de la société SUPREX ;

— Fait défense à la société SUPREX d'apposer des étiquettes de marque « Mac Breyne » et « Captain Jack » sur le whisky fabriqué en France à peine d'astreinte de 500 F par infraction constatée.

### Cinéma peau de chagrin

Une enquête sur la situation du cinéma dans le département de la Seine-Saint-Denis (40 communes, 1,4 million d'habitants) vient d'être menée. En 1985, seules 10 communes ne possédaient pas de salles de cinéma. En 1991, ce chiffre a doublé, mais 36 communes seraient privées de lieu de projection si les municipalités n'en subvenaient un. En effet, en 1985, il existait 65 cinémas, tous privés, dans 30 villes du département, soit 42 500 fauteuils. En 1991, il ne reste que 24 cinémas privés (tous UGC) qui drainent 67 % de la fréquentation, 2 municipaux à programmation privée (5,65 % de la fréquentation) et 18 entièrement municipales (26,5 % de la fréquentation). Au total 13 500 fauteuils. En 26 ans, 69 % des places ont été perdues.

La programmation des salles a été étudiée sur douze semaines, à partir du 27 mars 1991. Les 4 complexes UGC

(24 écrans) ont présenté 50 films dont 33 américains (en VF), 18 français et un dessin animé japonais. Les 2 salles municipales à programmation privée (7 écrans à Sevran et Saint-Ouen) ont présenté 47 films dont 29 américains (en VF), 17 français et 1 européen. Les 18 salles municipales (28 écrans) ont présenté 207 films dont 87 américains (28 en VF — pour les enfants — et 59 en VO), 80 français, 19 européens en VO et 21 de divers pays étrangers (en VO à quelques exceptions près).

Il faut signaler que du 2 au 8 décembre s'est déroulé, dans la banlieue lyonnaise, à Vaulx-en-Velin, le premier festival national « Cinéma et banlieue » réunissant des œuvres cinématographiques traitant de la réalité des banlieues de France et d'ailleurs : 20 longs métrages de fiction, 15 courts métrages et 25 documentaires devaient être projetés.

ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN

TRICAM

### Opéra-Film d'Arnaud Petit LA PLACE DE LA REPUBLIQUE, création

Mise en scène M. Bianchi • Scénario C. Vargafit et A. Petit  
Mezzo-soprano M. Boyer • Baryton J. Chamélin  
Comédiens R. Amstutz, D. Fano, D. Niederman,  
S. Kouyate, P. Morier-Genoud, A. Renaudin, G. Thibault  
Ensemble InterContemporain • Direction M. Foster

19, 20, 21 décembre — 20h30  
Centre Georges Pompidou 42 60 94 27

En coproduction avec DIEM — Avec la collaboration de la FEMIS

### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

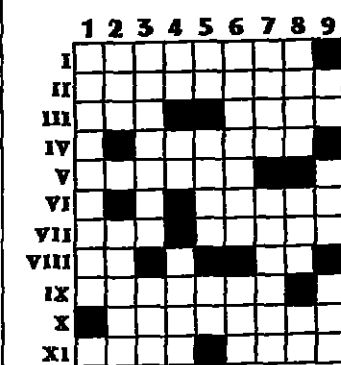
OPERA ROYAL  
de VERSAILLES  
Vendredi 20  
décembre  
à 18 heures  
Tél. loc.  
47-20-36-37  
(s.a. Valmécia)

THEATRE CHAMPAGNE-ELYES  
Samedi 28  
décembre  
à 20 heures  
Tél. loc.  
47-20-36-37  
(s.a. Valmécia)

ALCESTE  
Opéra de LULLY  
Dir. : Jean-Claude Malgoire  
Mise en scène : Jean-Louis Martinoty  
Chorégraphie : Marie-Geneviève Massé  
François Raffinot  
La Grande Ecurie  
et la Chambre du Roy  
ENSEMBLE VOCAL  
SAGITTARIUS  
COMPAGNIE BAROCCO  
Chorégraphie THEATRE  
CHAMPAGNE-ELYES et OPERA  
de MONTPELLIER

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5674



VERTICALEMENT  
1. N'est pas un homme d'avenir.  
2. A beaucoup de coins. Du vent.  
3. Suit un parcours jalonné de trous. Armée d'autrefois.  
4. Note. Participe. Saisie par celui qui va boire la tasse.  
5. A la mode. S'élève en Grèce. Un grand drapeau.  
6. Pièce de carburateur. Roulé.  
7. Coule en Afrique. La première, c'est du bon.  
8. Dieu. Ville d'Allemagne. Article.  
9. Le tiers de la Suisse. Découvre une trame. Quand on le perd, on ne suit plus.

Solution du problème n° 5673

HORIZONTALEMENT  
1. Un homme qui se comporte comme un enfant.  
2. Il peut être assimilé à des curés de campagne.  
3. Il circule à l'étranger. Le bon numéro.  
4. On leur faisait des offrandes.  
5. Qui a ses vapeurs.  
6. Pleins quand on force.  
7. Permet de changer d'atmosphère. Un joli bouquet.  
8. VIII. Pas dit. Règles.  
9. IX. Interdit tout en frappant.  
10. X. Qui en a trop entendu.  
11. Plier dans un coin. Pas entouré.

VERTICALEMENT  
1. Philibète.  
2. Réutilisé.  
3. Luss. Ite. Ont.  
4. Etêtement.  
5. Bimane. Or.  
6. Ile. Pièce.  
7. Tintement.  
8. Este. Assaut.  
9. Sessile. Une.

GUY BROUTY

## COMMUNICATION

Suite à un amendement au projet de loi initial

## Le CSA aura tout pouvoir pour moduler les quotas selon les chaînes de télévision

La loi relative à la liberté de communication, qui transpose dans le droit français la directive européenne « Télévision sans frontières » a été votée lundi 16 décembre à l'Assemblée nationale, en première lecture. Innovation de taille par rapport au projet de loi initial : un amendement confie au CSA le soin de moduler les quotas en fonction des chaînes.

Au terme de deux séances de plusieurs heures chacune, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi dit des quotas, qui transpose dans la loi nationale la directive européenne « Télévision sans frontières » et modifie la loi de 1986 relative à la liberté de communication. En premier lieu, le nouveau texte supprime toute notion d'œuvres audiovisuelles « communautaires » pour faire référence aux œuvres « européennes ». Cette modification permet d'intégrer dans les quotas les œuvres originaires de pays d'Europe centrale non membres de la Communauté.

En second lieu, l'obligation faite aux chaînes de télévision de diffuser des œuvres européennes et françaises dans des proportions de 60 % et 50 % aux heures de grande écoute est modifiée. Le quota

d'œuvres françaises tombe de 50 % à 40 %.

La modification la plus importante provient cependant du vote d'un amendement qui propose de confier au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le soin de moduler ces quotas en fonction de l'audience, de la programmation et des investissements dans la production de chaque chaîne de télévision. Les députés ont estimé qu'imposer à toutes les chaînes le même fardeau risquait d'aggraver les disparités économiques au sein du paysage audiovisuel. Au CSA de balancer la charge en fonction des contraintes.

Pour donner au CSA les moyens d'une modulation plus fine, M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) a proposé de modifier la notion d'« heures de grande écoute » en « heures d'écoute significative » que le CSA pourra fixer « annuellement ». Selon lui, cette notion « a le mérite de mieux prendre en compte la diversité des chaînes ». L'adoption de ce sous-amendement a amené le groupe UDC à s'abstenir lors du vote final, au lieu de voter contre, ce qui a permis au projet de loi d'être adopté en première lecture à main levée.

Tout au long du débat, les députés sont tombés d'accord sur trois points au moins : le premier est que ce texte de loi ne réglait pas

les problèmes fondamentaux de l'audiovisuel français. Secundo, tous ont déploré le triste état économique et financier des chaînes de télévision. Enfin, l'idée qu'il fallait remédier à la situation n'a été jugée hélas par aucun d'eux. Les divergences sont apparues sur l'origine des difficultés économiques des chaînes publiques et privées et sur la manière d'y porter remède.

Pour les députés socialistes, les déséquilibres actuels du paysage audiovisuel viennent essentiellement des réformes engagées par le gouvernement de cohabitation entre 1986 et 1988, et notamment la privatisation de TF1. Pour l'opposition, la télévision souffre d'abord d'un excès de réglementation. Le refus des députés socialistes de voter le droit pour les chaînes de télévision de couper deux fois les œuvres audiovisuelles par des écrans publicitaires, a été jugé comme une « atteinte aux libertés ».

M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, a néanmoins promis, pour la session parlementaire d'avril, l'ouverture d'un large débat sur le financement de l'audiovisuel. Débat qui ne débouchera pas automatiquement sur le vote d'un nouveau texte de loi.

YVES MAMOU

Aux États-Unis

## Le groupe Maxwell demande la protection de la loi sur les faillites

Le groupe Maxwell Communication Corporation (MCC) a demandé, lundi 16 décembre à New-York, le bénéfice de l'article 11 de la loi américaine sur les faillites, MCC tirant 80 % de ses revenus de ses sociétés basées outre-Atlantique. « Nous espérons obtenir cette protection pour pouvoir mener à bien la réorganisation du groupe », a indiqué un porte-parole de MCC.

Selon le Wall Street Journal, la justice américaine a ouvert une enquête sur les finances de l'empire Maxwell aux États-Unis, en liaison avec le service des fraudes britanniques. Outre-Atlantique, l'empire comprend les éditions MacMillan, les guides Official Airlines et le quotidien The Daily News. Ce dernier, qui ne dépend pas directement de MCC, s'est déjà mis sous la protection de la loi sur les faillites (le Monde du 12 décembre). Il est en butte aux pressions de ses créanciers, notamment ses fournisseurs de papier, qui lui réclament 16 millions de dollars (86 millions de francs environ). Le journal a indiqué le 15 décembre avoir perdu plus de 30 millions de dollars depuis son rachat en mars par Robert Maxwell. A Londres, un testament du magnat de la

presse disparu en mer le 5 novembre a été transmis aux administrateurs judiciaires du groupe, mais l'identité des exécuteurs testamentaires n'a pas été révélée. MM. Kevin et Ian Maxwell ont accepté le gel de leurs biens personnels; les deux fils de Robert Maxwell devront fournir des détails sur leurs revenus et leurs comptes bancaires. Interrogé par la Haute Cour de justice de Londres sur les fonds manquants dans les caisses de retraite du Mirror Group Newspaper (MGN), M. Kevin Maxwell a invoqué son droit au silence. Les signatures des deux frères, qui figurent au bas de documents concernant ces transferts, font que ceux-ci sont soupçonnés d'avoir en connaissance de ces irrégularités.

Le feuilleton sur les causes de la mort du magnat de la presse continue : dans son édition dominicale, le quotidien phare du groupe, le Daily Mirror, a avancé l'hypothèse du suicide, rejetée par les conclusions des experts espagnols; l'assurance-vie de Robert Maxwell ne fonctionne pas dans cette hypothèse.

Le recouvrement de la redevance

## Le président de la CNIL ne voit pas d'atteinte aux libertés dans l'amendement Charasse

M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale de l'information et des libertés, a déclaré, lundi 16 décembre devant la presse, que l'amendement du ministre du budget donnant aux agents chargés du recouvrement de la redevance de télévision le droit d'interroger les fichiers de Canal Plus et des câblo-opérateurs ne constituait pas une « atteinte aux libertés ». Dans la mesure où il ne s'agit ni d'une création, ni d'une fusion de fichiers, la CNIL n'a pas à être saisie, a estimé M. Fauvet.

Dimanche 15 décembre, M. Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus, avait exprimé « l'émotivité et l'écœurement » de ses abonnés et n'avait pas exclu « de soumettre prochainement le dossier au Conseil constitutionnel ». Le groupe RPR a annoncé son intention de présenter un tel recours. M. Lescure a réitéré, lundi 16 décembre, sur l'antenne de Canal Plus au cours de l'émission en clair « Nulle part ailleurs », ses critiques à l'égard de l'amendement législatif et de l'avis de la CNIL.

## EN BREF

□ Le nouveau bureau de l'Ajibab. - L'Association des journalistes de l'habitat, du bâtiment et de l'immobilier (Ajibab) a élu, lors de son assemblée générale réunie jeudi 12 décembre, son nouveau bureau, présidé par Jacques Derouin (Investir magazine). Il est composé de trois vice-présidents, Jocelyne Devedjian (Diagonal), Antoine Loubière (Urbanpress), Frédérique Xelot (HLM Actualités), une secrétaire générale, Jeanne Vallée (Indicateur Bertrand), une trésorière, Florence Bertrand (Investir), et neuf membres : Véronique Berrien, Pierre Chaillet et Bernard Claveau, Martine Denoune, Caroline Lespi-

nasse et Elisabeth Lelogeais, Albin Marffy et Jean Pierlé, Isabelle Rey.

□ Chute de l'action Canal Plus. - Les propos de M. Pierre Dautier, PDG de Havas, en fin de semaine relatifs aux discussions sur une éventuelle fusion avec Canal Plus ont été immédiatement suivis d'effet en Bourse. L'action Canal Plus a chuté de 5,2 %, alors que l'action Havas gagnait 3,5 points. Les opérateurs ont jugé que l'opération bénéficiait plutôt à Havas qui, en fusionnant avec une chaîne dont elle détenait déjà 25 % du capital, faisait une simple opération de diversification.



Vous offrir le meilleur réseau, les meilleurs horaires, des vols rapides et un grand confort c'est déjà bien. Pourtant cela n'est pas suffisant. Les voyageurs d'affaires attendent de leur compagnie une plus grande qualité de service.

En voyageant sur nos vols, ce dont vous vous souviendrez, quelle que soit votre destination, c'est de l'efficacité et de l'amabilité du personnel d'Air France. Que la seule image qui vous reste du temps que vous passerez en notre compagnie soit celle d'un sourire, voilà notre ambition.

Après tout, même si vous voyagez pour affaires, il n'y a aucune raison pour que ce voyage ne soit pas agréable.

## Choisissez-vous une compagnie pour le sourire de ses réacteurs ?

AIR FRANCE

## Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises.  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gensbourg  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-1037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde  
PUBLICITE  
Jacques Lesourne, président  
Françoise Hugues-Devellé, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-72  
Télax MONDPUB 634 128 F  
Téléfax : 46-42-98-73 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Types LEMONDE  
ou 36-15 - Types LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

12/12/91



9 pages d'offres d'emploi

Le Monde

# INITIATIVES

## Se former pour soi

**A**UTREFOIS, on parlait de promotion sociale, et l'image était forte. Par des cours du soir, l'autodidacte se formait et tentait de s'élever au-dessus de sa condition. Isolé, volontaire, il sacrifiait tout à son but ultime, sa vie de famille comme ses amis, bien décidé à réussir « à la force du poignet ».

Longtemps, le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) a été, tout à la fois, la figure emblématique de cette voie et le constant rappel de son excellence. On y voyait volontiers le signe de l'exception, ramené à quelques clichés qui fleurissaient bon leur dix-neuvième. Incontestable, l'ingénieur CNAM, enfin admis par ses pairs, en avait forcément « bavé », et son succès ne pouvait être que la juste récompense de privations.

Avec le temps, fort heureusement, les choses ont changé. Insensiblement, sous la pression des événements et des mœurs, on reconnaît maintenant à la formation permanente d'autres avantages, et notamment en matière de gestion sociale. Par exemple, l'apparition du CESI et d'autres encore, dans les années 60, a bien montré que les grandes entreprises - dont Renault - se préoccupaient d'offrir une carrière d'ingénieurs aux meilleurs de leurs techniciens supérieurs, pour des motifs de fluidité et d'équilibre interne. Dans le même ordre d'idées, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, et plus spécifiquement d'ingénieurs de production, a justifié l'engouement actuel de branches professionnelles et de grands groupes industriels pour ce qu'on a appelé « les filières Descamps ».

Avec la naissance de l'INSEAD, confortablement installé à Fontainebleau, de l'ISA, niché dans le campus d'HEC à Jussieu-Josias, et de quelques autres de même inspiration, si ce n'est d'une égale réputation, le mouvement a aussi pris une autre orientation. Certes, il arrive que des employeurs soutiennent financièrement les étudiants de ces célèbres établissements, mais, selon la règle, ces derniers, déjà bien nantis diplômés en tout genre, se placent d'abord dans une stratégie individuelle de carrière. Après quelques années de vie professionnelle, ils décident de dépenser des sommes considérables - de 50 000 F à 100 000 F de scolarité - pour se doter d'un turbo, et donc atteindre des sommets dans leur carrière.

On touche là, par le haut, un phénomène qui ne cesse de s'amplifier : le



désir de se former et de se qualifier pour son propre compte, sans rien attendre de l'entreprise elle-même, puisque l'on est capable de remettre en question son emploi pour parvenir à ses fins. Il faut d'ailleurs voir un signe de cette mutation dans la création, au cours des années 80, du dispositif de congé individuel de formation (CIF), financé par les employeurs à raison de 0,10 % de la masse salariale, qui n'a jamais été que la reconnaissance officielle d'une aspiration légitime, héritière, là encore, de la logique de la promotion sociale.

Malheureusement, les sommes rassemblées dans les COPACIF ne sont pas suffisantes. Guère plus de dix mille personnes, anciens salariés, peuvent s'engager chaque année dans cette voie : ne que regrettent autant les candidats que les employeurs les plus avertis, qui y voient une solution d'avenir, adaptée aux évolutions de carrière. Les entreprises de travail temporaire, qui en font un gros usage, ne peuvent, par exemple, pas aller aussi loin qu'elles le voudraient. Et puis, on assiste aux inévitables détournements : on veut utiliser cette procédure pour les contrats de formation individualisés destinés aux salariés adultes (CFI) ou, plus grave, pour faire suivre une formation à un salarié sans avoir à supporter son salaire. Cela c'est vu.

C'EST que, derrière cela, nombre de problèmes demeurent, qui cachent autant d'ambiguïtés. Pas plus que le syndicat, l'entreprise ne sait prendre en charge le désir individuel, et elle est souvent incapable de gérer sans drame le départ du salarié, sa période de formation, et, le cas échéant, son retour. La volonté d'une personne ne coïncide pas nécessairement avec la planification des ressources humaines.

Du coup, la formation pour soi se conçoit le plus souvent comme une rupture avec l'ancien état, l'idée étant d'aller tenter sa chance ailleurs. Des enseignants ou des fonctionnaires se forment souvent dans ce but, de même que des « intellectuels » qui aspirent à devenir des manuels ou des artisans. Ils veulent découvrir une autre vie professionnelle, et une autre passion. Ce qu'ils assument seuls financièrement, l'entreprise, ou la banque, n'ayant guère le goût de les suivre dans leurs rêves.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.

### Cadres à Douze

■ En Belgique, les spécificités de l'encadrement portent notamment sur la fiscalité et la disparité des systèmes de retraite. Pour recruter, les entreprises françaises doivent y être attentives.  
■ En matière de protection sociale, les pays d'Europe sont à la recherche d'une harmonisation ..... page IV

STAGES ..... page V

### 9 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

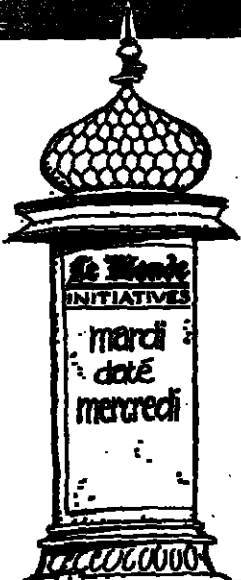
- Gestion et finances ..... p. VI
- Ressources humaines ..... p. VIII
- Juristes ..... p. IX
- Cadres ..... p. X
- Fonction commerciale ..... p. XI
- Informatique ..... p. XII
- Secteurs de pointe ..... p. XII

### EMPLOI

### Le mardi c'est tout un monde

### 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe



Le Monde

INITIATIVES

### Le savoir faire informatique et télécom

### ECOLE D'INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

De formation scientifique ou de gestion (Bac + 4 minimum), vous souhaitez compléter votre diplôme par un savoir faire informatique et télécom.

CITCOM, filiale de Telesystèmes, se situe à l'avant-garde des nouvelles technologies au sein du Groupe FRANCE TELECOM.

Son programme EUROMASTER vous prépare à l'exercice de réelles responsabilités dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom.

Pendant 7 mois, vous suivrez un enseignement intensif qui alterne

théorie et pratique et vous réaliserez un projet professionnel dans un contexte d'entreprise.

Pour vous donner les moyens d'acquies les bases d'un nouveau savoir, l'art de l'appliquer, rejoignez l'un des Centres CITCOM en France ou en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à : Isabelle Védrette, CITCOM, 83, Bd Vincent Auriol - 75013 Paris.

CITCOM

Filiale de Telesystèmes

POUR LES CENTRES CITCOM DE : NANCY - LIEBORN - MADRID - SOPHIA ANTIPOLIS - LYON - NANTES - DUNKERQUE - MONTPELLIER - TOULOUSE - KARLSRUHE - PARIS.

# Les réussites du CIF... ...malgré les critiques

Le congé individuel séduit les salariés...

...mais pas les employeurs

Le congé individuel de formation (CIF) jouit d'un rare privilège : de toutes les spécificités du système français de formation professionnelle, c'est sans doute la seule que nous envient les Allemands.

Grâce à lui, tout salarié peut prendre l'initiative de suivre des actions de formation tout en étant rémunéré et en étant certain de retrouver son poste de travail, un droit qui n'existe nulle part ailleurs.

En France même, ce droit reste peu connu. Il est vrai que jusqu'ici les partenaires sociaux n'avaient pas de raison d'en faire une publicité excessive : longtemps alimentée par les entreprises à hauteur de 0,1 % seulement de la masse salariale, l'enveloppe destinée aux congés individuels de formation n'était pas suffisante pour satisfaire l'ensemble des demandes. En 1990, sur les 28 011 salariés du secteur privé qui avaient déposé un dossier, seuls 19 324 (soit 67,35 %) ont obtenu

une réponse positive. Néanmoins, ce droit semble promis à un bel avenir : patronat et syndicats ont en effet décidé de doubler progressivement les sommes qui lui sont affectées. D'ici quelques années, ce sont donc environ 50 000 personnes qui devraient pouvoir suivre un congé individuel de formation.

## Changement d'activité

La CFDT, qui a longtemps plaidé pour cette augmentation, juge que ce droit cesse enfin d'être ridicule. De son côté, le CNPF ne peut que se féliciter de voir un nombre croissant de salariés prendre leur formation en main, ce qui correspond parfaitement aux désirs du patronat de faire de la formation un effort d'investissement partagé par l'entreprise et le salarié.

En effet, si le CIF est à juste titre

perçu comme un droit, il serait injuste d'oublier l'effort qu'il demande à ceux qui en bénéficient. Une de ses principales caractéristiques n'est-elle pas de permettre au salarié de suivre des formations longues et réellement qualifiantes ? Alors que les stages prévus par le plan de formation des entreprises durent généralement moins de quarante heures, la durée moyenne des CIF s'est élevée l'an dernier à neuf cent quarante-cinq heures, soit plus de vingt-quatre semaines. 30 % des CIF ont même duré plus de mille deux cents heures, une durée à laquelle il faut en réalité ajouter des heures de travail personnel suffisamment nombreuses pour que bien souvent il soit nécessaire d'accepter de mettre sa vie privée entre parenthèses durant le temps de la formation.

Qu'est-ce qui incite près de 20 000 salariés à faire chaque année un tel effort ? Si, à l'origine, les syndicats pensaient qu'ils en profiteraient pour parfaire leur culture générale et s'épanouir hors de l'entreprise, les principaux intéressés ont en fait des préoccupations beaucoup plus pratiques : près de la moitié d'entre eux souhaitent acquiescer à un niveau supérieur de qualification et un tiers se préparent à un changement d'activité. Cela constitue d'ailleurs un réel souci pour les chefs d'entreprise : ces derniers savent pertinemment qu'un salarié qui demande à bénéficier d'un CIF est généralement dynamique, mais insatisfait de son travail. Une fois sa formation accomplie, il cherchera vraisemblablement à en tirer parti à l'extérieur.

Contrairement à ce que beaucoup pensent, le CIF est loin d'être réservé aux cadres ou aux techniciens supérieurs : les ouvriers qualifiés et les employés, qui constituent 55 % de la population active, représentent 64 % des bénéficiaires d'un CIF. Un tiers des bénéficiaires d'un CIF préparent d'ailleurs un diplôme de niveau V, c'est-à-dire un CAP. Discrettement, ce sont donc chaque année plusieurs milliers de personnes qui se préparent à des métiers de demain, à des métiers de demain qui ne sont pas encore connus.

Près de la moitié des jeunes qui ont abandonné le lycée en seconde ou en première, ou bien qui n'ont pas eu le courage de redoubler pour repasser un bac raté. Après des années de post-bac et de galère, ils décident de se remettre aux études. Pourquoi n'ont-ils pas essayé de se représenter aux épreuves du baccalauréat ? Emmanuel, vingt-quatre ans, garçon de café depuis six ans, a quitté l'école et sa famille deux semaines avant l'examen. Il prépare actuellement une licence d'histoire et explique : « Pour le bac, il faut présenter toutes les matières. Je ne me suis guère remis à la chimie, à la biologie, après huit ans d'interruption. Déjà, cela ne m'intéressait pas durant mes années de classe, alors ça ne me mènerait sûrement pas aujourd'hui. Pour passer l'ESEU, il n'y a que quatre matières, toutes littéraires. On fait ce qu'on aime. » Quelques mètres de la famille qui ont interrompu leurs études se mettent également sur les rangs, ainsi que des salariés qui ont envie d'améliorer leur statut social et

CRÉÉ à une époque généreuse où l'on pensait que le développement personnel devait être encouragé et n'entraînait pas en contrepartie celui de l'entreprise, le congé individuel de formation (CIF) est aujourd'hui considéré de manière mitigée par nombre d'employeurs, quand il n'est pas perçu avec hostilité.

Les grands groupes paraissent le subir à la manière d'une contrainte : « Nous respectons la loi », dit à ce propos, et sans fard, Jean-Marc Devand, directeur des affaires sociales de Pechiney, avant de confier : « Le mot même de congé est antinomique de celui de formation. La formation doit correspondre à l'acquisition d'un savoir. C'est le but de la formation continue. La formation individuelle, c'est le savoir déconnecté du faire. » En clair : « Si un salarié demande un congé pour suivre des cours d'art plastique, il n'y a aucune raison pour qu'il lui soit offert un retour, une forme de contrepartie à une démarche de nature individuelle. Nous ne sommes pas des promoteurs du CIF », conclut ce directeur de Pechiney.

Dans le groupe Renault, où l'on reconnaît « avoir d'autres soucis pour l'heure », le CIF est, à l'évidence, considéré comme superfluité. « Les facilités de formation en interne sont considérables. La formule est donc peu utilisée par les salariés : une petite centaine de personnes par an sur 65 000. Mais si une typologie devait être faite, ajoutons-on, c'est bien évidemment dans l'agence de maîtrise ou techniciens, pour qui ce congé, consacré majoritairement à passer des examens, apparaît comme une manière de progresser plus vite en termes de carrière. » Il s'agit d'agents jeunes désireux de compléter leur formation initiale, parfois un bagage, souhaitant valoriser un diplôme en interne... ou à l'extérieur, dit, quant à lui, Jacques Mouron, l'un des responsables de l'unité de formation-management de la RATP, qui est dotée d'un fonds de gestion du congé individuel de formation (fonds GECIF), comme la SNCF, EDF, ou la Banque de France. Bien qu'elles soient en très petit nombre, nous nous efforçons de respecter l'esprit du législateur à

propos du caractère individuel des demandes. Celles-ci ne sont pas obligatoirement en rapport direct avec l'activité de l'agent. Il peut s'agir de stages de langues, mais ce pourrait être des cours de couture pour les femmes. » Aucune discrimination lorsqu'une demande peut paraître anecdotique ? « Les dossiers sont examinés au cas par cas... Mais nous mettons au point un système d'évaluation. »

Dans le secteur des services, pour ne citer que les grandes sociétés de services informatiques où les cadres sont majoritaires, le CIF est au moins aussi marginal que peut l'être le congé sabbatique. Si l'on en croit Jean-Luc Figeat, directeur du personnel de la Compagnie générale d'information, à son souvenir, une seule personne aurait récemment bénéficié du dispositif : « La demande fut faite pour un perfectionnement à l'INSEAD. La formule est sympathique. Elle relève le plus souvent d'un besoin psychologique apparent à la reconnaissance sociale. Mais, au niveau des ingénieurs, ce n'est pas un CIF qui modifiera leur évolution de carrière. »

## Accordéoniste ou ébéniste

« Les banques sont légalistes. Nous informons les salariés quant aux possibilités du CIF, et j'ai moi-même récemment organisé, avec des directeurs du personnel banque et des partenaires sociaux, deux journées de séminaire. Pour la petite histoire, les directeurs tombaient un peu des nues quand leur fut rappelée l'existence du congé. Mais le CIF est une mesure individuelle. Nous n'avons pas à faire du battage autour », estime Bernard Rousselet, directeur de la formation et de l'emploi à l'Association française des banques.

« Il s'agit bien, poursuit-il, d'une mesure qui doit être traitée au cas par cas puisque l'on dernier, sur près de 145 000 salariés, 291 ont bénéficié du fonds GECIF. »

Toujours selon Bernard Rousselet, l'accueil varie selon les chefs d'établissement : « Certains s'en moquent... D'autres le considèrent avec sympathie. Reste que, d'une manière générale, cette démarche, qui doit rester neutre », tend à

déboucher soit vers une reconversion, soit vers une qualification, soit vers un développement personnel du salarié.

Et de citer quelques exemples, telle cette employée de banque qui, accomplissant un vœu secret, est devenue chanteuse d'orchestre après un an de cours, cette autre accordéoniste de bal musette, ou tel autre devenu ébéniste après avoir passé un CAP. Un CIF, toujours à titre d'exemple, peut être une manière de quitter un travail pour lequel on a peu d'attachement. Suivre des cours de gestion dans la perspective de devenir hôtelier-restaurantier ou directeur d'un centre équestre s'est déjà produit.

« Le problème, c'est souvent le retour, note en bon observateur Bernard Rousselet. Si le salarié revient avec un CAP de photographe ou de styliste, on ne peut que saluer son courage. Lui dire qu'on pensera à lui en priorité... Mais il lui sera rappelé que sa demande fut individuelle, et qu'il n'y a pas obligation de promotion. De surcroît, l'employé peut s'attendre à un certain rejet de la part de ses collègues, ceux-ci estimant qu'ils ont continué d'accomplir le travail ingrat pendant le congé de leur collègue. En revanche, ceux qui reviennent dans l'établissement armés d'une qualification supérieure — nous manquons de bac + 2 — sont plutôt bien perçus. »

« Reste, conclut Bernard Rousselet, que l'existence même de ce congé peut aider à mettre de l'huile dans les rouages sociaux. » « Je ne cacherais pas que le CIF hérisse le poil de nos patrons, dit sans détour Pierre Gilson, vice-président de la CGPME. Nous avons déjà assez de mal à satisfaire la formation classique sans y ajouter une procédure lourde pour l'employeur. Une hostilité déclarée, à ce qu'il dit, depuis 1983. Plus nuancé, le représentant de Paris-Île-de-France de cette même confédération confie : « L'esprit généreux qui a prévalu à la création du congé individuel pour des raisons d'épanouissement personnel est bien fini. Le CIF va se fonder dans la formation permanente. Qui, dans le monde des PME, peut sortir aujourd'hui un salarié pendant deux mois pour des raisons personnelles ? »

Jean Menanteau

## La pratique

Le congé individuel de formation est un droit reconnu aux salariés du secteur privé et associatif. Pour peu que ceux-ci aient l'ancienneté requise (deux ans dans la branche), l'employeur ne peut s'y opposer. Le seul juste demandeur que ce droit soit reporté de quelques mois si des raisons professionnelles l'exigent. Durant le congé, le contrat de travail est maintenu. Le salarié doit donc retrouver

son poste à l'issue de sa formation. Pour bénéficier d'un CIF, le salarié doit déposer un dossier auprès de l'organisme paritaire auquel son entreprise cotise. Cet organisme, géré par les syndicats et le patronat, prend en charge tout ou partie des frais de formation et de la rémunération du salarié. Il peut également conseiller le salarié sur les formations qui lui semblent le mieux adaptées et établir des priorités en fonction de besoins du marché du travail.

## Cours du soir

Au CNAM, le niveau monte

PENDANT trois ans, cinq ans, sept ans, ils sont retournés à l'école le soir après le travail. Ils ont écourté leurs nuits, sacrifié leurs week-ends, leur vie de famille pour réaliser un rêve, une ambition : décrocher un diplôme au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et obtenir une promotion dans leur entreprise.

Mais le chemin du savoir et du savoir-faire n'est pas semé de roses. Un grand nombre de candidats craquent en route. « Environ 30 à 40 % des effectifs d'un cours s'évaporent à l'issue du premier examen partiel de décembre. Ils se rendent compte qu'ils ne sont pas au niveau ou tout simplement que leur vie est trop difficile à gérer, indique Pierre Rosbach, chef du service information et validation des acquis. En fait, au CNAM, il n'y a absolument aucune sélection pour entrer. Tout le monde, quel que soit son niveau, peut suivre les cours. C'est le parcours lui-même qui est sélectif. » Pour se lancer dans l'aventure, il faut mieux être jeune, avoir du souffle et pas trop de charges familiales. Ce n'est sans doute pas un hasard si 63 % des élèves ont entre vingt-cinq et trente-quatre ans et si les femmes sont minoritaires, bien que leur nombre progresse de 1 % par an.

## L'entrée en force des bac + 2

Il faut croire cependant que les difficultés ne découragent pas les candidats car le CNAM recense quelque 20 000 élèves à Paris et plus du double répartis dans les 52 centres associés disséminés un peu partout en France. « Tous ne viennent pas chercher un diplôme, précise Pierre Rosbach. Certains veulent juste acquiescer des connaissances dans une discipline particulière. » Il n'en reste pas moins qu'en 1989, 1 276 ont obtenu un diplôme de troisième cycle dont 649 un diplôme d'ingénieur homologué, 567 un diplôme de même niveau que celui d'ingénieur mais dans la spécialité tertiaire (car le CNAM a deux filières : une filière scientifique et technique et une filière tertiaire en sciences humaines appliquées à l'entreprise). 2 238 ont obtenu un diplôme de deuxième cycle et 1 232 un DUT ou diplôme équivalent.

valent. Ce qu'il y a d'étonnant et d'encourageant, c'est cette espèce de « synchronisme » que relève Pierre Rosbach entre la formation de l'élève au CNAM et ses promotions dans l'entreprise. « Très souvent, lorsque les candidats viennent soutenir leur thèse, l'entreprise les a déjà reconnus comme ingénieurs. Le diplôme d'ingénieur CNAM ne fait que sanctionner un vécu professionnel. »

Incontestablement, le CNAM se révèle un formidable outil de promotion sociale, même si Pierre Rosbach tient à tordre le cou à cette « image misérabiliste selon laquelle les élèves du CNAM seraient pour l'essentiel des gens qui n'ont pas pu décrocher le bac ». Des non-bacheliers, il y en a certes, mais ils ne représentent que 16 % des effectifs. Les niveaux CAP et assimilés avec 3,21 % ne sont plus qu'une espèce en voie de disparition. Même les niveaux bac, 22 % actuellement, voient leurs effectifs fondre avec le temps « car il y a de moins en moins de jeunes qui s'arrêtaient à ce niveau ». En revanche, les niveaux supérieurs ont le vent en poupe. Les bac + 2 (BTS, DUT et DEUG) représentent 40 % des effectifs et il y a fort à parier que cette catégorie sera encore amenée à se développer.

« Les entreprises ont beaucoup recruté et, en même temps, des techniciens supérieurs, aujourd'hui, se trouvent coincés dans leur profession, explique Pierre Rosbach. Seule solution pour eux, décrocher ce petit plus qui leur permettra de passer au niveau cadre. » En fait, il faut bien reconnaître que la promotion sociale façon CNAM concerne essentiellement les bac + 2. Comment expliquer cette évolution de la population du Conservatoire ? « C'est simple, affirme Pierre Rosbach, le Conservatoire est le reflet, par son public, du groupe professionnel médian des entreprises. A partir du moment où le niveau de recrutement de l'entreprise augmente, le niveau de recrutement du CNAM augmente parallèlement. Et il y a un déplacement de l'outil de promotion à un niveau supérieur, c'est-à-dire des techniciens. »

Catherine Leroy

Frédéric Lemaître

## Retourner à l'université

Pour ceux qui ont abandonné leurs études, l'ESEU est une planche de salut

FILS de mineur, il était chauffeur routier, il est devenu chirurgien-dentiste. Vendéuse au chômage après avoir élevé trois enfants, elle est devenue infirmière. Un miracle ? Non, l'ESEU (examen spécial d'études universitaires).

Cet examen permet aux non-bacheliers âgés de vingt ans et plus et justifiant de deux années d'activité professionnelle ou bien simplement âgés de plus de vingt-quatre ans d'entreprendre des études supérieures. Cinquante-cinq universités y préparent dans leurs cycles de formation continue. Deux filières, une littéraire et une scientifique, sont inégalement représentées. Si vingt-neuf universités offrent les deux possibilités, douze ne proposent que l'ESEU littéraire, dix A, contre sept l'ESEU scientifique. Centes, les facultés ne sont pas envahies par les candidats à l'ESEU. En 1989, 2 600 personnes en France ont réussi cet examen, 2 021 en lettres, et 585 en sciences.

Quel public est concerné ? L'âge moyen est de vingt-sept ans et demi, contre vingt-neuf ans il y a dix ans. Près de la moitié sont des jeunes qui ont abandonné le lycée en seconde ou en première, ou bien qui n'ont pas eu le courage de redoubler pour repasser un bac raté. Après des années de post-bac et de galère, ils décident de se remettre aux études. Pourquoi n'ont-ils pas essayé de se représenter aux épreuves du baccalauréat ? Emmanuel, vingt-quatre ans, garçon de café depuis six ans, a quitté l'école et sa famille deux semaines avant l'examen. Il prépare actuellement une licence d'histoire et explique : « Pour le bac, il faut présenter toutes les matières. Je ne me suis guère remis à la chimie, à la biologie, après huit ans d'interruption. Déjà, cela ne m'intéressait pas durant mes années de classe, alors ça ne me mènerait sûrement pas aujourd'hui. Pour passer l'ESEU, il n'y a que quatre matières, toutes littéraires. On fait ce qu'on aime. » Quelques mètres de la famille qui ont interrompu leurs études se mettent également sur les rangs, ainsi que des salariés qui ont envie d'améliorer leur statut social et



professionnel ou de se reconverter. Sept cent cinquante à huit cents lauréats, soit 40 % de la totalité, proviennent de la région Nord-Pas-de-Calais. Il faut dire que le conseil régional donne 12 millions de francs. Dans cette région longtemps sous-scolarisée et sous-qualifiée, il y a une volonté politique d'installer dans chaque bassin d'emploi un centre de préparation à l'ESEU. Trente centres délocalisés permettent aux intéressés de ne jamais faire plus de 10 ou 15 kilomètres sans trouver un accueil, grâce à une convention d'association avec les GRETA et les centres CNAM.

Une grande souplesse d'organisation avec un contrôle continu des connaissances par unité capitalisable aide les salariés à se former sans abandonner leur emploi. Le tiers des DUT de Lille-I en formation continue viennent de la filière ESEU. Un

beau succès, d'autant que 75 % se déclarent satisfaits et ont atteint tout ou partie de leur objectif. Chaque année, parmi les scientifiques, deux ou trois personnes suivent avec succès le cursus de l'école d'ingénieurs de l'université de Lille. L'un d'eux a même eu le prix de la Fondation de France et a créé sa propre entreprise d'informatique.

On sent également cette volonté de promotion sociale chez les stagiaires qui viennent à l'AFFA grâce aux congés individuels de formation. Ils étaient 2 500 en 1989, 3 400 en 1990. Ils sont 3 600 en 1991. Un chiffre certes dérisoire en face des 141 000 stagiaires de cet organisme, mais révélateur d'une demande en régulière augmentation. 2 000 personnes n'ont aucune formation et viennent chercher un CAP, particulièrement dans le bâtiment et l'industrie ; 25 % aspirent à être techni-

ciens supérieurs de niveau 2. Entre les deux, les 1 200 restant se partagent entre la préparation d'un brevet professionnel ou d'un brevet de technicien. Ils sont attirés par le taux de placement excellent de l'AFFA : 100 % pour des spécialités comme celles des géomètres experts et des physiciens et/ou celles des chimistes, 85 % pour toutes les autres professions. Certains profitent d'un statut de demandeurs d'emploi pour améliorer leur qualification ou changer carrément de secteur. On a vu un cuisinier devenir informaticien, un métallo devenir paveur et un friseur passer à l'agriculture. Une évolution dont ils tirent toujours un bénéfice dans leur entreprise ou dans l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

Liliane Delwasse

## Les mutations



## L'obstacle du financement



les critiques

## Les mutations des fonctionnaires

Les agents de l'Etat disposent de plusieurs moyens pour changer de voie

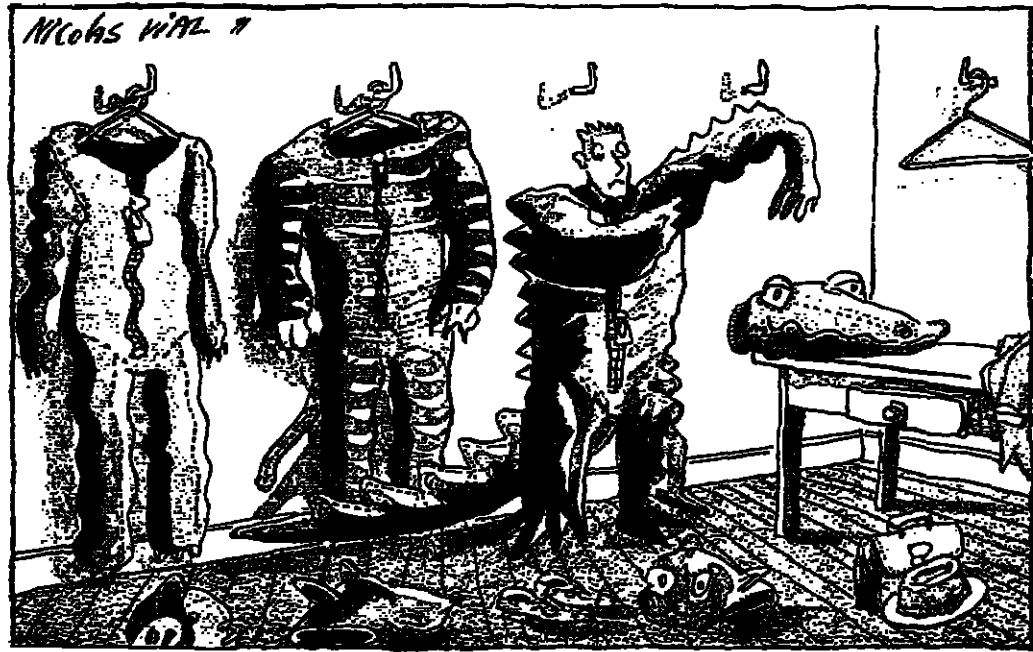
«Ce métier est tellement usant qu'il n'est pas d'enseignant qui, à un moment ou à un autre, n'ait songé à changer de voie», affirme Jean-Marie Maillard, professeur d'anglais et secrétaire national du SNES chargé de la formation. Ça arrive généralement au bout de dix ou quinze ans de carrière.

Dix ans, c'est le temps de service dont il faut justifier pour avoir droit au congé de mobilité. Créé en 1989, cette disposition permet à tout enseignant en poste de prendre une année rémunérée pour suivre une formation de son choix. Un contingent de six cents congés de mobilité a été débloqué la première année, mille huit cents sont prévus pour 1992. La moitié de ces congés sont utilisés pour la mobilité interne. Les certifiés tentent l'agrégation, les agrégés font des études doctorales et s'efforcent de rejoindre l'enseignement supérieur. Les instituteurs essaient de passer une licence ou une maîtrise pour avoir un poste dans le second degré.

L'autre moitié utilise ce congé de mobilité pour opérer carrément une reconversion. Beaucoup veulent aller dans la haute administration et présentent le concours de l'ENA dans un grand nombre de disciplines, comme l'économie et la gestion; une formation complémentaire en informatique permet de tenter sa chance dans le privé.

Les entreprises font les yeux doux aux enseignants pour récupérer des formateurs pour leur propre compte. Quelques-uns, à l'exemple d'IBM, débaptisent des mathématiciens et physiciens de haut niveau pour leur recherche. L'éducation nationale a fait procéder à un audit sur le taux d'évaporation des professeurs: le résultat est tellement catastrophique que le ministère s'est bien gardé de le rendre public. Ce qu'il ne peut celer, c'est qu'il manquera d'ici à l'an 2000 trois cent mille enseignants.

Beaucoup de professeurs font des logiciens pour des maisons d'édition. Les linguistes deviennent traducteurs. La plupart cherchent des situations dans des domaines qui leur paraissent compatibles avec leurs compétences, mais quelques-



uns se lancent courageusement dans l'inconnu, telle cette institutrice de maternelle devenue anti-quaire décoratrice après avoir fait l'école du Louvre, ou ce professeur d'éducation physique ravi d'être G.O. au Club Méditerranée. Revers de la médaille: au bout d'une année, on est assuré de retrouver un poste dans l'académie, mais pas forcément le sien.

### Une demande inégale

Une mesure plus ancienne est très demandée: le congé de formation. Il existe depuis 1985 et n'est pas destiné aux seuls enseignants. Il est ouvert à tout agent de l'Etat qui peut justifier de trois années de service effectif. La durée de ce congé est de trois ans, mais une seule année est rétribuée, à 85 % du traitement plafonné à un indice relativement modeste. Cela expli-

que que, refroidis par l'éventualité d'une baisse de rémunération, les cadres de catégorie A prennent rarement ce congé, qui est en revanche volontiers utilisé par les cadres plus modestes.

Il comporte cependant une condition importante: l'obligation de revenir servir l'Etat pendant une durée trois fois égale à celle pendant laquelle ils ont perçu des indemnités, c'est-à-dire trois ans. En 1989, mille agents de la fonction publique ont bénéficié de ce congé - 50 % le faisaient au titre de l'éducation nationale. Si ces derniers le prennent presque tous pour préparer des concours en interne - CAPES, agrégation - ou pour terminer une thèse, les fonctionnaires des autres administrations en profitent souvent pour passer des concours administratifs ou pour changer franchement d'orientation. Un inspecteur des impôts prépare un DEA d'archéologie, une

adjointe d'administration aspire à être assistante sociale.

Après l'éducation nationale, la palme des congés de formation revient aux ministères des postes et télécommunications, des finances et de la défense, qui en ont bénéficié respectivement pour deux cent quarante-deux, cent onze et cent dix fonctionnaires. Les moins demandeurs sont les DOM-TOM - pas un seul congé - la culture (deux), les anciens combattants (trois), les transports et Matignon (cinq). L'accord de juin 1989 fait obligation aux chefs de service d'accepter les congés de formation: ceux-ci représentent 0,06 % de la masse salariale de la fonction publique. Mais celle-ci ne risque guère la fuite de ses ouailles. Conjoncture oblige: l'immense majorité de ceux qui ont suivi une formation l'ont fait pour améliorer leur situation tout en restant au service de l'Etat.

L. D.

## De la terre à la comptabilité

GENEVIEVE a ce côté à la fois fragile et résolu des femmes qui ont dû affronter des difficultés dans leur vie. A quarante-six ans, en formation d'agent de traitement administratif et comptable dans un centre AFPA de Paris, elle retrace méthodiquement les étapes d'un chemin peu banal: «Lorsque je me suis mariée - je suis issue du monde rural - je n'avais en poche que mon brevet professionnel agricole. Avec mon mari, nous avons essayé de trouver une ferme. Mais c'était déjà la crise. Alors nous avons quitté la terre.»

Geneviève trouve alors un emploi de serveuse dans un bar, et, le soir, elle suit des cours privés de secrétariat. Au bout de quelques mois, les premiers bases acquises, mais démunie de diplôme, elle s'engage dans la voie de l'interim. Trois ans plus tard, une entreprise du secteur pétrolier l'embauche à l'issue d'une mission. Elle y restera plusieurs années, jusqu'au décès de son mari. A ce moment, on lui propose une place au siège social à un poste de comptabilité: «C'était un domaine dont j'ignorais tout, mais le poste était un peu routinier. Une fois qu'on vous a montré ce qu'il faut faire, il n'y a pas trop de problèmes.» Pendant quelques mois, elle s'adapte à son poste et tente tant

bien que mal de panser ses plaies. Jusqu'au jour où, ayant repris du poil de la bête, elle décide de suivre une formation à la comptabilité: «Je n'avais pas vraiment peur de perdre mon emploi, mais je savais que, si je voulais me maintenir et progresser, il fallait que j'aie plus loin que ce qu'on peut apprendre sur le tas.»

Elle commence par suivre des cours par correspondance avec le CNED (Centre national d'enseignement à distance): «Ce n'était pas très facile de faire cela en plus de mon travail, et il m'aurait fallu beaucoup de temps avant d'arriver à un niveau correct.» Aussi, lorsque son entreprise lui parle du congé individuel de formation (CIF), elle n'hésite pas une seconde. Elle demande à en bénéficier. Que deviendra-t-elle à l'issue de sa formation? «Il est convenu que je retrouve mon poste. Dans ma situation, c'est déjà beaucoup. Si un poste se libère, j'aurais peut-être une possibilité d'évolution. Mais on ne m'a rien promis. Compte tenu de mon niveau et de celui auquel l'entreprise embauche actuellement, il ne faut pas rêver.» Bagarreuse, elle a décidé cependant qu'elle fera tout pour obtenir un jour son brevet professionnel de comptable, quitte à se réinscrire au CNED pour achever sa formation.

## Rescapé d'une restructuration

JEAN, trente-huit ans, suit un stage de perfectionnement comptable d'entreprise. Une formation de niveau IV dans le même centre AFPA. Son parcours n'a rien à voir avec celui de Geneviève. Titulaire d'un CAP d'aide-comptable, il est employé depuis vingt ans dans une banque qui a dû faire face à quatre ou cinq plans de restructuration en six ans. «Je suis un rescapé de ces restructurations, dit-il avec un humour qui cache mal une certaine inquiétude. J'ai même été inscrit sur les listes de la dernière vague. Et puis ils sont revenus sur leur décision.» Au cours de ses tractations avec la direction du personnel, il apprend qu'il pourrait bénéficier d'un CIF et lui aussi décide de partir en formation avec un projet précis en tête: «J'avais commencé ma carrière au service comptabilité de la banque, puis j'avais été affecté à divers services. Au

bout de quelques années, lorsque j'ai demandé à revenir à la comptabilité, on me l'a refusé en disant que je n'avais pas les diplômes nécessaires.» Il décide donc de suivre une formation à la comptabilité, mais tournée vers l'entreprise et non plus vers la banque, afin de se ménager le maximum d'opportunités. Il est vrai que sa situation est loin d'être assurée. «En revenant de formation, je ne sais pas du tout ce que je ferai, car mon poste a été supprimé. Ou ils m'offriront un autre poste, ou ils me reprendront pendant un mois ou deux parce qu'ils sont obligés de le faire et ils me licencieront ensuite. Dans ce dernier cas, ou je chercherais du travail dans une autre entreprise, ou alors j'essaierai de poursuivre ma formation pour atteindre le niveau BTS et décrocher une meilleure place par la suite.»

## Un éternel recommencement

CARLOS, ingénieur technologue chez Sextant Avionics, a fermé la boucle lorsqu'il a enfin obtenu son diplôme d'ingénieur après avoir suivi les cours du CESI (Centre d'études supérieures industrielles): «Lorsque je suis arrivé en France, je venais juste de commencer mes études d'ingénieur au Portugal. Il me restait deux ans à faire, mais j'avais charge de famille. Il m'a fallu chercher du travail tout de suite.» Il entre dans une entreprise d'électricité industrielle, grimpe les échelons, change d'entreprise, repart en arrière, grimpe les échelons: «Comme je n'avais pas de diplôme, je devais à chaque fois refaire mes preuves. J'ai bien essayé de m'inscrire au CNAM, mais le rythme de vie était trop pénible. Je ne me suis pas senti capable de supporter dix ans de ce régime, et j'ai renoncé.» Un beau jour cependant, il se demande une fois de plus comment faire pour évoluer: «Je ne voulais pas me contenter du titre d'ingénieur maison.» Et puis, les circonstances ont été propices: «Côté vie familiale, j'avais plus de responsabilités, car mes enfants étaient grands et je vivais séparé de ma femme. Côté entreprise, je ressentais un certain malaise depuis que ma boîte avait été absorbée par un grand groupe. J'avais l'impression qu'il n'y avait plus de réelle stratégie au niveau de la direction. Alors, je me suis dit que c'était le

moment d'enchainer une formation.» En 1988, il s'inscrit à une préformation au CESI. Les cours organisés le samedi matin sont pris en charge par son entreprise: «Il était entendu qu'en cas de réussite au concours je ferais une demande de CIF. Mais tout s'est mal passé. Alors que j'avais réussi le concours, l'entreprise n'a voulu me muter à Nancy. J'ai refusé. Parallèlement, mon dossier a été rejeté par l'organisme de financement. J'ai demandé à l'entreprise de bien vouloir prendre en charge ma formation. J'étais même prêt à une diminution de salaire. Mais ça n'a pas marché, j'ai été licencié.» C'est donc en tant que chômeur qu'il intègre le CESI. De sa formation, il garde un souvenir très positif: «L'école m'a permis de regarder la vie autrement. Au CESI, on fait un énorme travail sur la compréhension des autres. On apprend également à prendre du recul par rapport au quotidien, à replacer chaque fait dans son contexte. Je serais bien en peine d'expliquer concrètement ce que cette formation m'a apporté en termes de connaissances théoriques, et pourtant, elle m'a apporté quelque chose, mais cela se situe peut-être plus dans le développement de la capacité d'analyse des situations.»

Ca. L.

l'université

## L'obstacle du financement

CHACUN salarié doit penser à financer la formation choisie, mais aussi continuer à vivre. Les stagiaires des cours du soir ou des cours par correspondance gardent toujours un pied dans l'entreprise, donc un salaire, mais les autres... De toutes les possibilités recensées, la plus intéressante est celle offerte via le congé individuel de formation (CIF). L'accord paritaire national prévoit que les salariés dont le dossier a été accepté par un fonds de formation mutualisateur bénéficient pendant un an au maximum (ou 1 200 heures de formation) d'un remboursement de salaire à hauteur de 90 % pour les formations répertoriées ou de 80 % pour les autres. La deuxième année, cette prise en charge tombe à 80 %. Seule ombre à cette formule reconnue comme avantageuse: les demandes sont supérieures à l'offre, et ce sont souvent les salariés des grandes entreprises, mieux informés, qui parviennent à en bénéficier, plutôt que ceux des PME.

La deuxième voie possible, c'est l'auto-financement. Exception faite des économies patiemment amassées ou d'un soutien familial réservé à quelques privilégiés, le seul recours est un emprunt auprès des banques. Si ces dernières, enfin quelques-unes, ont instauré des prêts bonifiés envers les étudiants, en revanche rien n'est prévu pour les salariés qui se lancent dans une forme-

tion individuelle. Le taux sera celui d'un emprunt individuel classique.

Reste aussi les voies explorées par quelques-uns, les mieux au fait des financements à recueillir auprès des partenaires auxquels on ne pense pas toujours. Exemple type: les conseils régionaux qui ne subventionnent pas directement les stagiaires mais qui, en revanche, donnent une prime aux entreprises qui accordent des congés formation à leurs salariés. Chaque région a sa petite palette de mesures pour les cas individuels. Le mieux est de se renseigner auprès de chacune d'elles.

Enfin, il faut penser à l'entreprise auprès de laquelle il est possible de négocier quelque chose. «Dans les banques, témoigne ainsi Bernard Rousselet, directeur de la formation et de l'emploi à l'Association française de banque (AFB), il est fréquent de voir pris en charge les droits d'inscription à des cours du soir, en capacité de droit par exemple, ainsi que l'achat des livres ou photocopies les plus chers. Il y a toujours moyen de trouver des solutions intermédiaires, autres évidemment qu'une prise en charge totale. Il suffit de ne pas avoir peur de dialoguer. Et les salariés qui prennent ce type d'initiative sont en général bien vus.» Dont acte.

M.-B. B.

## La voie royale

Grandes écoles, belles carrières...

L'INSEAD à Fontainebleau, l'IESE à Barcelone, la London Business School à Londres, l'IMD à Lausanne et encore quelques autres écoles en Europe, dont la réputation n'a rien à envier à celle de Harvard, sont comme des voies royales. Ces sortes de master of business administration (MBA) attirent chaque année de jeunes diplômés, devraient-on dire hyperdiplômés, déjà intégrés dans la majorité des cas au sein d'une entreprise, mais qui ne s'y sentent pas forcément à leur place. Alors, ils repartent. Rien à voir avec un vague à l'âme d'éternels étudiants. C'est un tournant professionnel et tous en sont bien conscients. Mais vers quelle voie?

Rien d'arrêté précisément. La qualité de la formation suffit en elle-même et permet à ceux qui s'y engouffrent de réfléchir tranquillement à leur avenir. C'est le cas aujourd'hui d'Etienne Koehler. Après dix ans d'enseignement en classes préparatoires, de professeur de mathématiques, ancien élève de Normale Sup et qui a un DEA de maths en poche, «veut reprendre prise sur sa carrière, ne plus se sentir scolaire, ouvrir les perspectives». «Je n'avais pas d'idées préconçues en tête, témoigne-t-il, mais je devais sortir d'un carcan qui me pesait de plus en plus.» Il présente son dossier à l'INSEAD; sa candidature est retenue; ils ont été deux cent dix autres lui à intégrer l'école de Fontainebleau en septembre dernier, 10 % seulement de ceux qui avaient postulé.

### Un rythme infernal

Pour Bernard Courtieu, les souvenirs sont plus lointains mais la démarche identique. En octobre 1989, ce jeune vétérinaire de vingt-cinq ans part pour Barcelone où il a été admis à l'IESE, l'un des grands programmes européens de MBA. «J'avais exercé pendant un an en clinique, mais en aucun cas je n'avais intégralement trouvé ce que je recherchais. Être vétérinaire n'a jamais été pour moi un rêve d'enfant. Je n'ai donc pas eu beaucoup

de mal à renoncer à cette carrière dont la pratique m'a un peu déçu.»

Une fois l'épreuve de l'admissibilité passée, tous deux parviennent à franchir un autre obstacle, financier cette fois-ci. La recette gagnante, c'est le tiers suivant: support familial, économies, emprunts bancaires. Des mois difficiles à vivre en tout cas, mais la détermination est la plus forte. «C'est vrai qu'il y a des moments de découragement, reconnaît Bernard Courtieu, mais, en même temps, j'avais la certitude que je tenais là une clé essentielle pour engager une carrière en entreprise qui soit différente de celle réservée à la majorité des vétérinaires, qui deviennent souvent soit des vendeurs d'aliments pour animaux, soit des vétérinaires médicaux.»

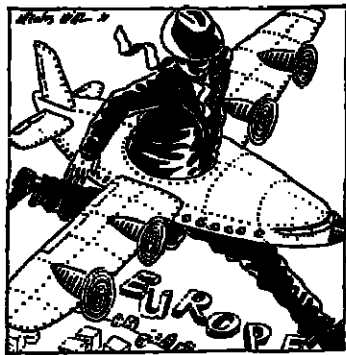
Petit à petit, malgré le rythme infernal auquel ils sont soumis, les élèves relâchent à leur carrière. Les entreprises qui recrutent viennent les voir sur les campus, proposent les offres d'emplois, font passer des entretiens, embauchent même certains d'entre eux, la majorité en principe, sauf conjoncture difficile, avant la fin de leurs études.

Trois mois après son entrée à l'INSEAD, Etienne Koehler, même s'il bénéficie d'un congé sans solde à l'éducation nationale, sait que son avenir n'est plus là. «J'ai envie de me diriger vers la recherche et le développement en industrie; ma double formation scientifique et économique devrait m'aider. Je l'espère, les portes des entreprises.» Bernard Courtieu vient, lui, de franchir cette étape en intégrant Eurostart, un cabinet de consultants qui se spécialise dans les questions d'environnement: «Finalement, au fur et à mesure de ma formation, j'ai compris que je voulais faire du conseil en entreprise. Un MBA, grâce à l'analyse de cas concrets, nous habitue à une bonne gymnastique intellectuelle qui permet de clarifier les problèmes, d'aller à l'essentiel. Et ce, grâce à un travail souvent réalisé à deux ou trois, ce qui nous permet de bien nous adapter à l'équipe d'une entreprise.»

Marie-Béatrice Baudet

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS  
Le Monde et SPECTACLES



## BRUXELLES

de notre correspondant

ICI pas d'ENA, pas de grands corps de l'Etat: des écoles d'ingénieurs et de commerce, réputées, telle Solvay. Vu la grande misère de l'administration et l'image de plus en plus dégradée du service public, la réussite sociale se confond presque avec la carrière au sein des entreprises. Paradoxalement, le cadre - courtois, célèbre à longueur de publicité - n'est pas identifié comme tel en fonction de critères aussi précis qu'en France.

Aux élections sociales du printemps dernier, pour le renouvellement de l'équivalent belge de nos comités d'entreprise - dans les sociétés employant au moins cent salariés, - le collège cadres comprenait 109 000 personnes, dont 45 000 en Flandre, 18 000 en Wallonie et le reste à Bruxelles. Outre qu'ils ne concernent pas les effectifs des PME, ces chiffres sont jugés approximatifs par Jean-Claude Steffens, président de la Confédération nationale des cadres (CNC), celle qui les représente spécifiquement depuis vingt-cinq ans, mais qui est en perte de vitesse, avec seulement 26 % des voix contre 35 % en 1987. « Sont considérés comme cadres les gens qui ont fait quatre ou cinq ans d'études supérieures et qui exercent une fonction de direction », explique Jean-Claude Steffens. « C'est vague, le choix dépend de l'employeur et donne lieu à des contentieux. La jurisprudence n'est pas claire. Nous voudrions que le vide juridique soit comblé et nous sommes en désaccord sur ce point avec les syndicats, pour lesquels les cadres ne sont pas une catégorie spéciale de travailleurs. »

A côté de la CNC et de quelques syndicats maison, les deux grandes centrales nationales - la chrétienne et celle qui se place dans la mouvance socialiste, sans étiquette politique - entendent parler aussi au nom des cadres et se disputent leurs suffrages. Au dernier scrutin, elles ont fait respectivement des scores de 31,58 % et de 18,93 %. La seconde - la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) - a parmi ses affiliés un Syndicat général des cadres (SYGECAD) dont le président, Karel Boeykens, tient un discours très modéré.

En Belgique, il n'y a pas de caisses de cadres à la française. Les employeurs souscrivent des assurances-groupes au bénéfice de leurs salariés. « Certaines entreprises prennent en charge toutes les cotisations, d'autres seulement une partie », explique Karel Boeykens. Nous demandons plus de clarté en cas de changement d'entreprise, pour le calcul des droits acquis. C'est le système de la capitalisa-

tion individuelle, contrairement à ce qui se passe en France. A l'âge de la retraite (à la carte entre soixante et soixante-cinq ans), on a le choix entre une rente ou le capital. La plupart opte pour le capital, éventuellement pour le réinvestir dans un club d'investissement. »

Aux élections sociales des cadres, il n'est guère question d'idéologie. On fait plutôt campagne pour les avantages en nature. Avec un impôt sur le revenu qui frappe souvent à hauteur de 55 %, la voiture de fonction, et la signature dans les bons restaurants sont très recherchés. Salaire moyen brut d'un cadre de quarante-cinq ans père de deux enfants : 2 500 000 francs belges par an (416 000 francs français). Après l'impôt et les prélèvements sociaux, il ne reste plus que 1 100 000 francs. « Seul le second salaire, celui de l'épouse, qui travaille dans presque tous les cas, explique le niveau de vie actuel des ménages », affirme Jean-Claude Steffens.

## La mode de l'outplacement

Si les salaires ne sont pas mirobolants pour le jeune cadre, le chômage est rare. Généralement, les grandes entreprises assurent elles-mêmes leur recrutement. D'innombrables bureaux de

conseils se disputent le marché pour fournir les petites et les moyennes sociétés, notamment dans les secteurs qu'on appelle maintenant « pointus ». La presse spécialisée est pleine de leur publicité, avec leur jargon anglais et

leur prétention scientifique. Dans le pire des cas, ça donne ceci (trouvé dans « Le baromètre des salaires » de la Libre Belgique) : « Centre européen de psychosomatique humaniste appliquée. Recrutement, ressources humaines, moti-

vation, outplacement, vente, négociation, communication. Cabinet en grapho-morpho-psychologie. Les choses se compliquent pour les quadragénaires. « En Belgique, les cadres sont très mal placés face aux restructurations », constate Jean-

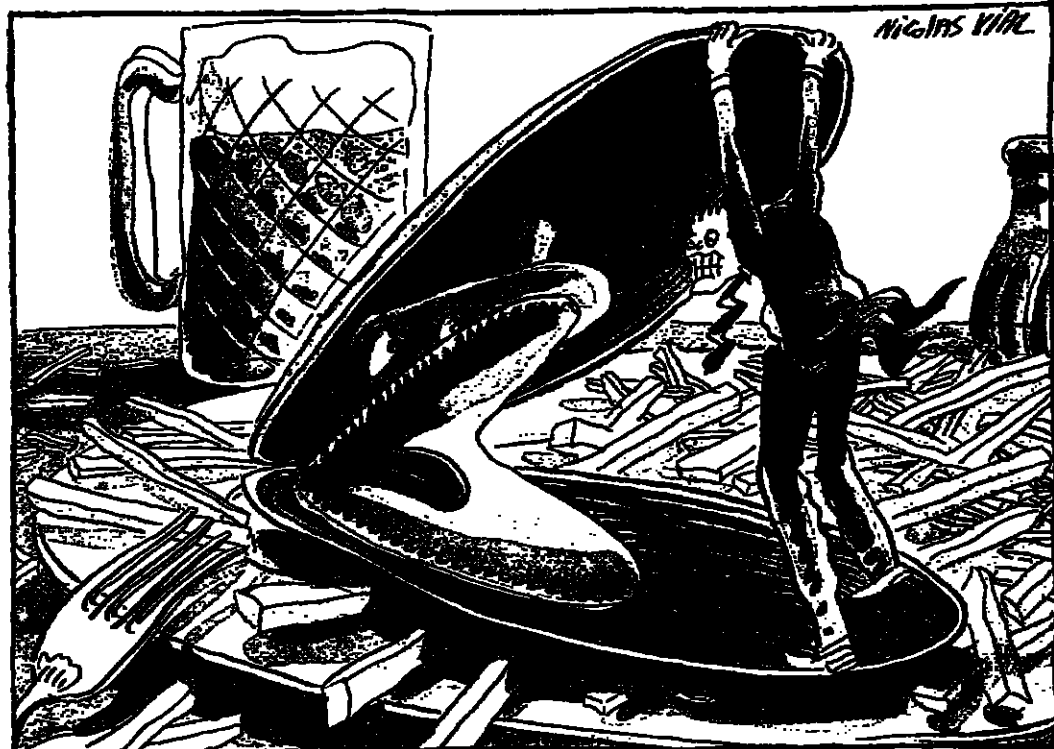
Claude Steffens. Des hommes de quarante-cinq ans sont maintenant licenciés à l'occasion de ces opérations. L'embauche est orientée vers les jeunes. Les aînés ont du mal à se recaser, en raison de leur spécialisation et de leur niveau de rémunération. Beaucoup choisissent la préretraite. C'est dommage pour le pays. »

La grande mode en ce moment, c'est l'outplacement, pour employer un mot dont les intéressés prétendent qu'il est intraduisible en français. Parmi tous les cabinets qui expliquent dans de prétentieuses annonces en quoi consiste leur « accompagnement psychologique » du cadre licencié par un patron confiant à d'autres le soin de faire passer la pilule, il existe une dizaine de maisons connues pour leur sérieux. « Je n'aime pas le système, mais je dois reconnaître qu'il permet à une partie des cadres concernés de trouver un emploi de même niveau », dit Karel Boeykens. Un code de déontologie a été adopté après une période de grande confusion des genres. Certains cabinets se chargeaient à la fois du choix des têtes à couper, de la lettre de licenciement, puis de l'aide dans la recherche du nouvel emploi. « L'outplacement permet de reclasser 80 % des intéressés dans les six mois », indique Karel Steffens. Ce qui m'ennuie, ce sont les 20 % restants... »

Jean de La Guérivière

## Belgique : le blues des dirigeants

Fortement imposés, ils sont mal protégés contre les restructurations



## Les pièges du recrutement

Ce petit pays a des règles très spécifiques

C'HACUN, ici, tient à le dire... Un vrai refrain : contrairement à ce qu'on tendance à penser les habitants de l'Hexagone, la Belgique n'est pas une sorte de prolongement de la France!

« C'est un marché étranger à part entière, fonctionnant selon des règles qui lui sont propres », souligne Jean-Paul Peterschmitt, directeur à la Chambre française de commerce et d'industrie de Belgique. Pour Pierre Malbert, président et administrateur délégué de Cogeco-Belux, les Belges sont même de « faux cousins » comme il y a de « faux amis ». « Voyez ! », s'exclame Jean Brilman, directeur international de la Cogeco, la maison mère de la précédente, nous ne parlons pas le même français : en Belgique, l'homme qui a le pouvoir ne s'intitule pas PDG, mais administrateur délégué, et celui qui a le titre de président est en fait l'équivalent du chairman anglais. Le même mot peut avoir en wallon et en français des sens un peu décalés et l'ignorer est tout de risques. »

De même que les Allemands assu-

rent que « le diable est dans le détail », ajoute-t-il, on pourrait dire qu'entre la Belgique et la France, « le diable est dans la petite différence ».

Avoir une connaissance suffisamment approfondie de ce qu'on appelle dans le pays « multi-culturalité » est le préalable indispensable à toute implantation : la législation est identique dans les trois régions autonomes, mais les comportements, les habitudes sociales sont très différents. Le « quant-à-soi » flamand notamment est si vif - comme l'ont souligné les récentes élections - qu'il faut y prêter la plus grande attention : « Ainsi, si une société à capitaux français dirigée par un Français s'installe en Flandre, explique Robert Brodsky, conseiller au cabinet Argos de Bruxelles, on n'exigera pas de ce dernier qu'il parle le néerlandais, comme on l'exigerait d'un Belge. Son français sera admis de la même manière que l'anglais d'un Américain. Mais il est hautement souhaitable que l'encadrement soit flamand. »

Les exigences légales sont d'il-

l faut s'adresser à un salarié dans sa langue et tous les documents « officiels » de l'entreprise doivent être rédigés dans la langue de la région où elle a son siège, en particulier le contrat de travail. A Bruxelles, la règle est différente : ils doivent être écrits dans l'idiome du salarié concerné. Cette « troisième région » du pays a réellement une identité propre et elle ne se confond pas plus avec la Wallonie qu'avec la Flandre. Avec ses fonctionnaires européens et le grand nombre des multinationales qui y ont leur siège, c'est avant tout une ville internationale.

## Préavis à durée variable

La Belgique constitue donc une réalité complexe et sa petiteesse même y contribue en ce sens qu'elle pousse à un maximum d'ouverture : on parle dans ce pays, non seulement le français et le néerlandais (voire l'allemand, troisième langue officielle), mais aussi - couramment

- l'anglais. Son économie est la plus concurrentielle qui soit et le taux d'expansion par habitant est le plus fort au monde. Y exercer des responsabilités de manager réclame donc beaucoup de qualités et ceux qui le font avec succès peuvent être considérés comme capables d'arriver aux plus hauts niveaux.

La fonction « personnel » est, elle aussi, très exigeante parce que la diversité des cultures se complique d'un ensemble de pratiques difficiles à maîtriser. La législation concernant l'embauche est simple et pendant la période d'essai, le contrat de travail peut être rompu très facilement. Mais dès qu'elle est terminée, la situation change du tout au tout. Le salarié est alors particulièrement protégé, non que le licenciement soit difficile : il est au contraire totalement libre. Mais, dans ce pays marqué par une tradition socialiste forte et ancienne, les tribunaux accordent couramment des délais de préavis très longs au salarié licencié : jusqu'à trois ans au bout de vingt ans d'ancienneté, notamment si son âge, sa

fonction, son salaire font présumer qu'il aura du mal à retrouver un emploi équivalent.

Dans la pratique, ce préavis est souvent remplacé par le versement d'une indemnité et le montant considérable qu'elle peut atteindre oblige les entreprises à consacrer une attention minutieuse à la rédaction du contrat de travail. « Un mot mal choisi peut coûter cher. »

L'existence d'un impôt sur les salaires, exceptionnellement élevé - atteignant souvent 50 % pour des cadres confirmés - fait de la rémunération, elle aussi, une réalité inhabituellement complexe. Tout d'abord, comme cet impôt est prélevé à la source, on ne parle jamais de salaire brut mais de salaire net. Ensuite, ces derniers sont couramment complétés par toute une gamme d'« avantages » qui ne figurent pas toujours (soit de là) dans le contrat de travail et qui sont très recherchés parce qu'ils échappent à l'impôt : (grosse) voiture de fonction, même pour un cadre moyen, souvent complétée par une carte d'essence, chèques-restauration, prise en charge, dans certaines limites, de divers frais (téléphone, appartement, voyages...). Et surtout, constitution d'une retraite complémentaire, les cadres étant assez désavantagés en la matière par la législation : on leur offre ainsi une sorte de salaire différé sur lequel l'impôt est beaucoup plus faible. Le fisc s'efforce de réintégrer, au moins partiellement, ces avantages dans la rémunération imposée, mais comme l'explique Nadine Lemaitre, directrice des ressources humaines chez Bull Belgique, « les employeurs essaient d'être créatifs » et leur imagination leur permet d'avoir toujours une longueur d'avance. En tout état de cause, l'effort pour tourner le fisc est si général que personne ne croit utile de le dissimuler.

Un dernier point important à connaître en matière de salaire est la pratique quasi généralisée du versement du treizième mois auquel s'ajoute un « pécule de vacances » qui vient étoffer le montant des congés payés (pécule se montant à 85 % du salaire mensuel).

Au bout du compte, il est si difficile de s'y retrouver dans le maquis des dispositions administratives et fiscales, que beaucoup d'entreprises, notamment parmi les PME, ont recours à des organismes spécialisés pour les aider dans la rédaction des contrats de travail, la gestion administrative des salaires, la partie fiscale de leur comptabilité. Des organismes qui font fortune... De même d'ailleurs que les compagnies d'assurance proposant des retraites complémentaires et les spécialistes du chèque-restauration.

Marie-Claude Betbeder

## SÉCU

## La protection sociale éclatée

Dans ce domaine, l'harmonisation européenne reste à faire

LA qualité de la couverture sociale est un facteur déterminant dans la mobilité des cadres européens. Elle apparaît régulièrement en bonne place dans les sondages parmi les obstacles possibles à la prise d'un nouvel emploi dans un Etat membre. Il est vrai que les risques de dumping social existent : la tentation pour les employeurs d'aller installer des filiales là où les coûts de main-d'œuvre sont moindres n'est pas anodine. « La protection sociale », indique ainsi Dominique Boucher, délégué général de l'Institut de la prévoyance sociale européenne (IPSE), apparaît alors pour certains comme un handicap car générateur de frais supplémentaires. »

Aujourd'hui, de nombreux efforts sont faits pour tenter de rapprocher les douze législations. Les réformes amorcées dans chaque pays permettent d'avancer à petits pas. Certains voudraient aller plus vite et proposent, à l'instar du professeur Pieters, qui dirige la section juridique du département des études de la Sécurité sociale de l'université de Tilburg, la création d'un treizième Etat, celui de la CEE, conçu spécialement pour les travailleurs migrants. « Ce système, indique l'étude (1) réalisée par l'Observatoire européen de la

protection sociale (OEPS), serait une alternative à la coordination de réglementations existantes et compliquées, garantissant une protection d'une qualité supérieure. En fait, il serait en quelque sorte un antidote contre le dumping social. »

L'autre solution consiste à voir se développer des relations transnationales entre différentes branches professionnelles. Ainsi le 6 septembre dernier, la Confédération européenne des syndicats (CES) et le Centre européen des entreprises publiques (CEEP) ont signé un premier accord-cadre à l'échelle européenne, qui vise à rapprocher les régimes des différentes entreprises publiques, surtout dans les secteurs de l'énergie et des transports.

Voilà de premières pistes concrètes, d'autres devraient suivre car, à y regarder de près, on s'aperçoit en effet que les salariés de la Communauté ne sont pas logés à la même enseigne et que les niveaux de protection dont ils bénéficient sont inégaux.

1. Les systèmes de santé  
Première des inégalités, celle qui suit la frontière Nord-Sud, l'Italie exceptée. En Grèce, en Espagne, au Portugal, tous les risques ne sont pas pris en compte. « Les systèmes de protection, indique le document de

l'OEPS, ressemblent davantage à des méthodes d'assistance ou de protection des personnes qui sont dans le besoin. » Mais il est encore à faire rester nuancé puisque, si la Grèce et la plupart des Etats membres du nord de la CEE accordent à tous leurs citoyens une couverture sociale « sans avoir à prouver leur statut ou leur effort contributif au régime », ce n'est pas le cas de la France et de l'ex-RFA, où de 1 % à 5 % des citoyens restent encore exclus de tout système protecteur.

Si l'on prend en compte le critère « participation financière des malades aux frais de santé », les disparités sont aussi flagrantes. Chaque citoyen britannique ne doit ainsi supporter que 10 % des frais médicaux, l'Allemand 15 %, les Français 20 % et les Européens du Sud entre 20 % et 30 %.

« Dans de nombreux Etats membres », explique Dominique Boucher, la médecine de ville est gratuite, à l'exception de la France, de la Belgique et du Luxembourg. Partout ailleurs, la gratuité est garantie dès lors que le consultant s'adresse à un médecin agréé (ex-RFA, Pays-Bas, Danemark), à un médecin contractuel (Royaume-Uni) ou à un méde-

cin salarié (Italie, Grèce, Espagne, Portugal).

En amont, si l'on s'intéresse au financement, des différences majeures apparaissent également : la fiscalisation, donc le recours à l'impôt, est prédominante au Danemark, en Irlande et au Royaume-Uni, et de plus en plus fréquente en Belgique, en ex-RFA, en Espagne et au Luxembourg. L'Italie, les Pays-Bas et la France restent fidèles à des systèmes sociaux essentiellement fondés sur les cotisations. Conséquence importante, note le document de l'OEPS, « les charges de sécurité sociale par rapport au coût total de la main-d'œuvre sont les plus élevées en Italie (33,5 %), en France (28,1 %), alors qu'elles ne représentent que 5,7 % au Danemark. »

2. Les régimes de retraite  
Il s'agit là de véritables choix politiques, selon que les Etats membres ont retenu le principe de versements de prestations uniformes (Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas), ou bien la proportionnalité de la pension aux revenus antérieurs, ou encore les salaires plafonnés (France, Luxembourg, ex-RFA). Ces données expliquent bien évidemment la présence de régimes complémentaires obligatoires, où là encore les différences sont tout à fait notables.

3. Les régimes complémentaires

La France, comme le montre l'étude (2) réalisée par le Comité européen de réflexion sur les retraites, fait la figure de meilleur élève au sein de la CEE puisque l'Hexagone, contrairement à beaucoup de ses voisins, ne fait aucune restriction à l'acquisition ou au transfert des droits ouverts. Ailleurs, les freins existants traduisent souvent la volonté des entreprises de fidéliser leurs salariés. Exemple parlant, le cas de l'ex-RFA comparé à celui de la France : « En France, si vous travaillez un jour dans une entreprise, explique ainsi Dominique Boucher, vos droits à la retraite complémentaire peuvent être ouverts. En Allemagne, la quasi-totalité des entreprises exigent qu'un salarié ait travaillé au moins dix ans pour lui verser les premiers versements de sa retraite complémentaire. Sinon c'est perdu... »

M.-B. B.

(1) La Protection sociale complémentaire en Europe, édité par l'OEPS.  
(2) Mémento des retraites dans la CEE, par Pierre-Guillaume d'Herbais. Ed. Medium Communication.



## ECHO

## Apprentissage ou lycée professionnel : avantages comparatifs

■ Pour savoir qui, de l'apprenti ou de l'élève de lycée professionnel, avait le plus de chances d'être inséré socialement et professionnellement, à diplôme égal — le CAP, mais aussi le BEP pour la voie scolaire, — le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications) s'est livré à une étude, sept mois après l'obtention du diplôme. Les résultats obtenus amènent à nuancer les jugements : si l'apprentissage ne garantit pas plus un emploi, il offre en revanche un meilleur statut, mais à condition d'exercer son activité dans l'artisanat et les métiers traditionnels, le lycée rattrapant son retard dans les professions de l'industrie ou les services.

Sept mois après la sortie d'un centre d'apprentissage ou d'un lycée professionnel, les trois quarts des jeunes ont un emploi, les taux de chômage étant à peu près équivalents et particulièrement forts pour les jeunes filles (32,2 % et 30,3 %, respectivement). En revanche, les apprentis obtiennent plus souvent un contrat à durée indéterminée, pour 41 % des garçons, contre 28 % pour ceux qui sortent d'un lycée. La différence s'explique par un plus large recours aux « mesures jeunes » proposées par les pouvoirs publics, quand il s'agit de lycéens et plus encore de lycéennes. Les apprentis sont deux fois moins nombreux, à l'embauche, dans les dispositifs tels que les anciens TUC, les CES (contrat emploi-solidarité), SIVP, contrats d'adaptation ou contrats de qualification.

Cet avantage s'explique. Plus du quart des apprentis restent après leur formation chez leur maître d'apprentissage et 42 % des garçons obtiennent alors aussitôt un emploi d'ouvrier qualifié de l'artisanat. Pour que la comparaison soit plus équilibrée, les chercheurs du CEREQ ont ensuite poursuivi leurs travaux en écartant ces apprentis pour ne retenir que les « mobiles ». Dans ce cas, ces derniers sont au chômage pour 30 % d'entre eux, contre 20 % pour les lycéens. Ce qui s'explique par une moindre utilisation des mesures jeunes, sauf pour les contrats d'adaptation ou de qualification. Sauf spécialité précise — la plomberie, la cuisine, — ces jeunes apprentis n'obtiennent pas alors plus de contrats à durée déterminée que les lycéens qui ont, à l'inverse, les mêmes chances d'accéder à un bon contrat pour certaines qualifications industrielles. Mais on s'aperçoit alors que la préférence va aux titulaires d'un BEP... S'agissant des emplois du tertiaire, l'analyse se révèle plus délicate, les professions n'étant pas de même nature. Les garçons apprentis vont vers l'hôtellerie, alors que les lycéens se tournent vers le secrétariat ou les techniques administratives. Pour les trois quarts des filles en apprentissage, les formations destinent aux métiers du commerce et des soins corporels, alors que les lycéennes s'orientent davantage vers le secrétariat. Elles connaissent plus souvent le chômage, si elles ne sont pas embauchées par leur maître d'apprentissage, mais sont aussi plus fréquemment embauchées définitivement. La aussi, le détour par les mesures jeunes est une constante pour les jeunes, garçons ou filles, issus du lycée. La démonstration est fournie par le BEP : le diplôme constitue bien un atout et l'expérience professionnelle acquise dans l'entreprise ne saurait se substituer totalement à la sanction académique. Mais on voit bien aussi les cas où l'apprenti marque des points, c'est-à-dire dans les entreprises de petite taille, si possible artisanales, et dès que la qualification fait émerger l'image de l'homme de métier.

## TRIBUNE

## Billancourt : une nouvelle façon de négocier

par Daniel Labbé et Frédéric Périn

DEPUIS un an et demi se déroule, à l'usine Renault de Billancourt, un processus social aussi novateur que discret. En novembre 1989, la fermeture de cette usine avait été annoncée vingt-six mois à l'avance, puisqu'elle était restée prévue en avril 1992. Que s'est-il donc passé depuis novembre 1989 ?

Le plan social de reclassement des 4 000 salariés de l'usine a fait l'objet d'un accord signé par tous les syndicats. COT excepté, dès janvier 1990. Son texte est court : il ne porte pas sur des mesures quantitatives. On y chercherait en vain des garanties précises pour les salariés, par exemple en matière de propositions d'emploi, internes ou externes, de formation, de bilans individuels. La prétraite du Fonds national de l'emploi pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans est la seule mesure précise. L'accord fixe des objectifs (par exemple la mobilité interne vers d'autres usines Renault), et des principes (par exemple les demandes individuelles de départ ne seront acceptées qu'accompagnées d'un projet valide et suivi de réinsertion).

L'accord ne s'attache qu'au processus, aux moyens de peser sur le réel. Il ne s'agit pas d'inventer des solutions abstraites, de proposer des emplois pour des salariés idéaux qui n'existent pas, mais au contraire de réfléchir ensemble sur les moyens d'aider les gens tels qu'ils sont. L'accord est achevé par celui par construction même. Il fixe des lieux de négociation permanente, sur les problèmes qui surgissent au fil du temps. Ces lieux sont différenciés et les sujets traités sont définis. En somme, l'accord détermine le champ de la négociation et l'organise.

Se tiennent ainsi : une commission paritaire mensuelle, où la direction de Renault, celle de l'usine et les syndicats signataires examinent l'application de l'accord ; une réunion de méthode hebdomadaire, où sont traitées ensemble les questions du moment ; et d'autres réunions, au jour le jour, sur le terrain. En instituant ces lieux, ces instances, l'accord a installé la légitimité des représentants syndicaux, comme celle des dirigeants opérationnels.

Et les uns et les autres ont tenu leur place, ont discuté sur tous les tons des problèmes

qui se posaient : la communication interne, l'accueil dans les sites de province et les difficultés, pour des salariés anciens et peu qualifiés, d'une réinsertion externe. Ils ont passé au final des compromis qui ont permis d'avancer d'une façon continue, malgré les réticences initiales d'une partie des salariés, malgré l'opposition de la CGT et malgré la baisse du marché automobile qui a réduit les possibilités de reclassement interne. Pendant des mois, un travail individuel et collectif a été mené, avec tous les salariés concernés, sur les possibilités de reclassement interne et externe. Ces possibilités ont été travaillées, en tenant compte à chaque étape des difficultés antérieurement rencontrées. Les deux années imparties ont permis une maturation.

Dans un contexte difficile, la population concernée étant sans qualification, âgée, immigrée pour la plupart, la grande majorité des salariés sont partis avec un reclassement ou un projet de réinsertion. Au 15 novembre 1991, sur 2 554 personnes ayant quitté l'usine depuis l'annonce de la fermeture, 1 140 ont retrouvé un poste dans d'autres usines Renault, 220 dans d'autres parties du site de Billancourt, 493 sont parties en prétraite, 530 ont quitté l'entreprise dans le cadre d'une convention de conversion (avec un projet valide et suivi), et 121 ont été licenciées après avoir refusé les propositions de mutation ou d'aide au reclassement. Ces résultats, compte tenu des difficultés, constituent un succès. Sur 1 500 personnes qui demeurent à réinsérer, 850 ont déjà une solution en vue et pour 650 d'entre elles, la solution reste à trouver.

UN accord de ce genre, c'est quelque chose de vivant, imparfait mais solide. Les négociations qui règlent tout à l'avance ne conduisent généralement à rien. La réalité sociale ne se laisse pas enfermer. Dans plusieurs groupes industriels, des accords sur la gestion prévisionnelle de l'emploi ont été signés ces dernières années. Ces accords n'ont pas empêché qu'en ce moment on procède par endroits à des licenciements très classiques, fondés sur des incitations financières au départ, sans aide sérieuse au reclassement. De tels accords légitiment leurs seuls signataires,

cadres dirigeants et syndicalistes d'appareil. Ils affaiblissent les militants syndicaux de terrain et les cadres opérationnels. A ce jeu, l'acteur syndical est vite désintéressé. Il perd ses repères, s'étant cru obligé de négocier sur demande de la direction et d'adopter ses principes de gestion des hommes. Il a perdu tout contrôle dans la solution des problèmes concrets, supposés résolus a priori.

Sur le terrain, ces négociations sont inopérantes, et même perturbantes. Quand tout est bouclé, quand les droits de tous sont fixés à l'avance, l'encadrement intermédiaire, hiérarchique ou syndical, est sans pouvoir, et le système social est déstructuré. Or, si les idéologies ouvrières sont mortes, les groupes sociaux, avec leurs intérêts et leurs valeurs, n'ont pas disparu. Les conflits demeurent, dans l'entreprise et dans la société. L'absence de relais, ce sont des conflits qui ne se règlent pas.

Dans les domaines qui sont aujourd'hui au cœur des préoccupations, l'emploi, l'organisation du travail, il y a des fonctions collectives à remplir, dans lesquelles l'acteur syndical peut reconquérir une légitimité. Mais il faut commencer par reconstruire une représentation des intérêts collectifs dans leur diversité concrète. Et pour cela il faut conclure des accords qui ouvrent des espaces de discussion. Seuls sont efficaces les accords de méthode qui définissent le champ du négociable à tous les niveaux, au plus près des différents lieux de décision, sans rien conclure a priori de façon abrupte et absurde.

La vieille usine de Billancourt, modèle durant tant d'années de relations sociales figées, montre aujourd'hui peut-être, pour l'avenir, une voie neuve.

► Daniel Labbé a été secrétaire du syndicat CFTD Billancourt et Frédéric Périn est consultant, codirigeant du cabinet Idée. Ils ont écrit ensemble *Que reste-t-il de Billancourt ?* (Hachette, 1990), et ils sont aujourd'hui tous deux impliqués, à des titres différents, dans le processus de fermeture de l'usine.

## LIBRAIRIE

## La Reconnaissance des maladies professionnelles

d'Annie Thébaud-Mony

Éditions de la Documentation française, 284 pages, 230 F.

■ Le constat est sans appel : à nombre égal, les salariés français déclarent presque six fois moins de maladies professionnelles que leurs homologues suédois, près de la moitié moins que les Allemands. Et pour finir, le système français indemnise quatorze fois moins de malades que le système suédois et quatre fois moins que le système américain. Cette carence a incité Annie Thébaud-Mony, chargée de recherche à l'INSERM, et son équipe à se pencher sur les modalités nationales de reconnaissance et d'indemnisation des maladies professionnelles. Cette analyse sans concession met en exergue les défauts d'une procédure complexe qui a tendance aujourd'hui à montrer ses limites. Se fondant sur des matériaux rassemblés entre 1988 et 1990 (entrevues, références statistiques), cette spécialiste de la santé publique dénonce, en particulier, les rigidités administratives et médicales qui conduisent à l'exclusion d'un nombre important de malades du processus d'indemnisation. Vice-présidente de l'Association pour l'étude des risques du travail (ALERT), Annie Thébaud-Mony ne se contente toutefois pas de dénoncer les imperfections de ce système, elle fait aussi un certain nombre de propositions afin de l'améliorer.

## LIBRAIRIE

## Gagner la cour des géants

de Roland Fitoussi

Inter Editions, 192 pages, 185 F.

■ BSN, L'Oréal, Benetton, Ikea ou ICI : pourquoi ces entreprises sont-elles toujours citées en exemple lorsqu'on parle de réussites industrielles ? Dans son livre, Roland Fitoussi, PDG de Solving International, un cabinet de consultants, cherche à repérer les raisons de ces succès. « Le rôle du président est majeur », et l'on retrouve en permanence dans ces situations « une volonté de conquête et un très grand pragmatisme », estime-t-il. Chacun des dix chapitres analyse et décrit les qualités et la manière de diriger de ces grands patrons. Au-delà de leur imagination et de leur capacité à bien choisir les stratégies, l'auteur insiste sur leur capacité de ne pas travailler en solitaire. Il raconte comment la mise en place et le fonctionnement des différentes équipes de direction sont déterminants dans la définition des politiques de l'entreprise et de sa compétitivité. Cependant le rôle du dirigeant reste primordial : « Les grands patrons ont tous donné une âme à leur entreprise en étant eux-mêmes mus par la poursuite d'un grand projet, de quelque chose qui doit être fait » et qui ne se réduit pas à un objectif économique... « Dans l'entreprise qui a une âme, les attitudes de solidarité d'équipe, la force centrifuge sur les tendances centrifuges », constate Roland Fitoussi, qui mentionne à la fin de son ouvrage le problème de la succession de ces présidents et les avertis : « Préparer l'entreprise à trouver son deuxième souffle fait indéniablement partie de la mission du leader. » A bon entendre salut !

## STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MINEF, en téléphonant au (1) 43-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

## Gestion

Lieu : Région parisienne. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 à 5, notions informatiques. Mission : analyse financière. 11755.

Lieu : Région parisienne. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 à 5, notions informatiques. Mission : gestion des stocks. 11755.

## Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 8 200 F. Profil : bac + 2, comptabilité, gestion. Mission : tâches administratives liées à la préparation de la déclaration DAISS (honoraires et courages). 12703.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, ingénieur informatique et anglais. Mission : assister des consultants en recrutement, mission d'approche directe de candidats. 12685.

Lieu : Région parisienne. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 à 5. Mission : gestion des ressources humaines au niveau d'un centre. 13666.

## Informatique

Lieu : Région parisienne. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac+2 à 5. Mission : améliorer les systèmes informatiques des magasins. 17020.

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : immédiate. Durée : 6 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, ingénieur informatique (DOS OS2 Unix, langage C et assemblage), très bon anglais. Mission : réaliser des opérations de produits de supervision. 17018.

Lieu : Villefranche-sur-Saône. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 30 %. SMIC. Profil : bac, langage GAP II ou III. Mission : mettre en place la gestion commerciale. 17011.

Lieu : Montrouix. Date : immédiate. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS, DUT, ingénieur, Turbo Pascal. Mission : développement de projets spécifiques. 17008.

Lieu : Courbevoie. Date : année scolaire. Durée : 1 an, contrat de qualification.

Ind. : 1 655 F. Profil : bac + 2 mini. Mission : gestion des micro-ordinateurs de la société, recherche d'applications sur numéros. 17008.

Lieu : Lognes (77). Date : avril. Durée : 3 mois. Ind. : 2 000 F à 5 000 F. Profil : bac + 4, ingénieur. Mission : développement étude Hard et Soft Ware pour automates programmables. 17001.

## Comptabilité

Lieu : Valenciennes. Date : immédiate. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, en cours de DESS, micro-informatique. Mission : comptabilité. 12714.

Lieu : Villefranche-sur-Saône. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 1 200 F/mois. Profil : bac + 2, logiciel SAAR. Mission : mise en place, mise à jour d'un logiciel comptable. 12710.

## Technologie

Lieu : Evry + région parisienne. Date : immédiate. Durée : 6 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 à 5, automatique, engineering. Mission : étude et réalisation de 4 lignes de paléostation automatique pour bouteilles PET. 22753.

Lieu : Villiers-le-Bel. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 500 F + commissions. Profil : bac + 2/3, BTS, école de commerce. Mission : prospection téléphonique et prospection terrain. 18042.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : commissions. Profil : bac, vente, italien/anglais, techniques de financement. Mission : commercial pour l'hôtellerie dans l'ameublement. 16038.

Lieu : Vaux-en-Vallée. Date : indéterminée. Durée : 4/6 mois. Ind. : 30 % + primes. Profil : bac. Mission : prospection téléphonique, prise de rendez-vous, trappe de courriers commerciaux. 16037.

## Vente

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 500 F + commissions. Profil : bac + 2/3, BTS, école de commerce. Mission : prospection téléphonique et prospection terrain. 18042.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : commissions. Profil : bac, vente, italien/anglais, techniques de financement. Mission : commercial pour l'hôtellerie dans l'ameublement. 16038.

Lieu : Vaux-en-Vallée. Date : indéterminée. Durée : 4/6 mois. Ind. : 30 % + primes. Profil : bac. Mission : prospection téléphonique, prise de rendez-vous, trappe de courriers commerciaux. 16037.

## Marketing

Lieu : Lyon + déplacements. Date : immédiate. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : chargé de promotion d'un salon auprès de directeurs d'écoles et d'universités. 14200.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : indéterminée. Ind. : 2 500 F + 1 000 F de prime + %. Profil : bac + 2/3, école de commerce. Mission : manager d'une structure naissante et participation à sa création. 14199.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 1 mois. Profil : bac + 3, école de commerce, marketing, bases en micro-informatique. Mission : étude de marché, recherche de produits et de services. 14198.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 ou 5, école de commerce ou DESS, marketing, anglais, notions informatiques. 14197.

Lieu : Paris. Date : permanente. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, marketing. Mission :

assistant pour études de marketing (préparation, début d'analyse). 14195.

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : immédiate. Durée : 3 semaines. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2/3, connaissances de l'entreprise et de la vente. Mission : vente téléphonique d'adhésions à un colloque « Stress, santé, management ». 14185.

## Publicité

Lieu : Roanne. Date : indéterminée. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. Mission : assurer l'étude de notoriété, faire des propositions originales en termes de promotion et de publicité. 19661.

Lieu : Mirel-Marly. Date : immédiate. Durée : indéterminée. Contrat de qualification. Ind. : à définir. Profil : bac à bac + 2. Mission : tous travaux de bureau que. 24971.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : niveau bac. Mission : organisation de campagne de marketing téléphonique, création de fichiers, trappe de dossiers. 24973.

## Secrétariat

Lieu : Les Ulis. Date : indéterminée. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, temps partiel possible. Mission : assistante commerciale.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2, bureautique. Mission : tâches administratives liées au recrutement. 24963.

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**

**Congé individuel de formation CADRES SALAIRES**

L'Institut de Gestion Sociale vous propose, en 1992, dans le domaine du MANAGEMENT ET DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, des stages de formation à temps plein (3 à 8 mois).

- Direction de Personnel et Formation à la Gestion Sociale. (1)
- Management et Développement des Ressources Humaines. (2)
- Management Européen des Ressources Humaines. (3)
- Informatique et Gestion du Personnel. (4)
- Gestion du Recrutement, de l'Emploi et des Carrières. (5)
- Gestion et Animation de la Formation. (6)

Sessions : Printemps et Automne 1992.

Programme et/ou rendez-vous sur demande à IGS  
Mme Floirac -  
120 rue Danton  
92300 Levallois-Perret  
Tél. 47 57 31 41.

**Recrutement immédiat.**

Je souhaiterais recevoir une documentation sur la (ou les) formation (s) suivante (s) : n° \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Fonction : \_\_\_\_\_

Le Monde / 12 Dec 91

## Gestion et des Finances

**RESPONSABLE  
DEVELOPPEMENT  
RESSOURCES HUMAINES**  
Banque - 300/350.000 F

Un important établissement financier, très implanté en région parisienne, recherche son responsable développement ressources humaines. Rattaché au directeur des ressources humaines et assisté d'une équipe de 5 personnes, il assurera l'ensemble de la gestion prévisionnelle des emplois/carières, le recrutement, la formation. Il aura la capacité à élargir rapidement ses fonctions. Ce poste

conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant acquis une véritable expérience de généraliste de la fonction personnel dans la banque ou dans un établissement financier. Ecrire à Hugues CELERIER, en précisant la référence A/F9902M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

**GESTIONNAIRE  
DE CARRIERE**  
Banque - 200/250.000 F

Un important établissement financier, très implanté en région parisienne, recherche un gestionnaire de carrière pour compléter l'équipe en place de 5 personnes. Basé au siège et rattaché au responsable développement ressources humaines, il sera responsable des carrières, du recrutement et de la gestion pour une partie du personnel de la banque. Il aura une aptitude à communiquer, notamment vis-à-vis des opéra-

tionnels de la banque. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (CELSA, IGS...) ayant acquis une courte expérience (environ 2 ans) de la fonction personnel dans la banque ou en entreprise. Ecrire à Hugues CELERIER, en précisant la référence A/F9903M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

**Banque  
d'investissement  
de premier plan  
recherche****2 OPERATEURS OBLIGATAIRES**

Vous rejoignez, au sein de la salle de marché, le desk LT pour renforcer les équipes de trading et market-making sur emprunts euro et en devises.

Votre profil : une première expérience de trading de taux (1 à 2 ans) ainsi qu'une formation (BAC + 5) économique, financière ou mathématique.

L'anglais est indispensable. (réf. 581/0)

**1 ACTUAIRE DE MARCHÉ**

En véritable prestataire de service pour la salle, et dans le cadre d'une équipe très professionnelle, vous réalisez des études pour le Front et mettez en place de nouvelles publications.

Votre profil : Au-delà de votre intérêt pour les activités des marchés financiers, une formation (BAC + 5) mathématique et éventuellement économique (école d'actariat, DEA MASS...). (réf. 581/A)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prêt) en précisant la référence du poste choisi à **MEDIA PA** - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

**Négociateur  
financier export**

Technip, premier groupe français d'ingénierie (CA 6,3 milliards de francs dont 70 % à l'export), vous offre l'opportunité de participer au montage et à la négociation de ses grands projets.

Au sein de notre Direction Financière, vous prendrez en charge pour les affaires qui vous seront confiées :

- la recherche et l'élaboration du schéma de financement le plus compétitif,
- la mise en place de ce schéma avec les banques et les administrations concernées,
- l'établissement et la négociation du financement avec le client.

Professionnel du secteur financier, diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, vous avez acquis en entreprise une première expérience (3 à 5 ans) dans le domaine des financements à l'exportation. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous réf.CF, à Technip, à l'attention de S. Demarquette, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.



**VILLE DE SURESNES**  
(HAUTS-DE-SEINE) - 37 000 habitants  
recrute

**ORGANISATEUR  
ET GESTIONNAIRE  
DE SYSTÈMES  
D'INFORMATION**

par voie statutaire ou contractuelle

Chef d'un service (7 cadres A ou B) ayant pour missions :

- L'étude et la mise en place de réformes d'organisation.
- Le développement de l'informatique stratégique (indicateur de pilotage, aide à la décision).
- Le développement de la micro-informatique.
- Le développement et la maintenance d'applications fédératives sur site central.
- La gestion de l'ensemble des systèmes d'information (IBM AS 400 - Autocommutateur - Parc bureautique).

**PROFIL RECHERCHÉ :**

Ingénieur ou diplômé d'école de gestion.  
1<sup>re</sup> expérience de préférence en cabinet de conseil.

Adresser lettre de motivation, CV détaillé et photo à  
M. Le Maire, Hôtel de Ville, 2, rue Carnot  
92151 SURESNES Cedex

Pour toutes précisions sur le poste, contacter  
Anne FENDT, Secrétaire Générale. Tél. : 45-06-32-10.

**ETEX**

Groupe industriel français de matériaux de construction (CA : 5,5 Mds de F ; résultat net : 250 MF ; M.B.A. : 400 MF), nous contrôlons 21 sociétés présentes dans 10 pays. Nous poursuivons notre développement par une stratégie de croissance externe notamment orientée vers l'international. Dans ce contexte, nous créons le poste de

**Responsable  
financier  
fusions / acquisitions**

Au sein de notre direction financière et juridique, vous réaliserez les études et contrôles nécessaires aux opérations de croissance externe ainsi qu'aux restructurations. Vous participerez aux négociations de rachat et à la mise au point des opérations de financement des filiales.

Ce poste évolutif s'adresse à un candidat de type ESC ou ayant une double formation. Après une première expérience de 5 à 6 ans acquise dans une direction financière de groupe, une banque d'affaires ou une société d'audit, vous maîtriserez les techniques financières et comptables, l'évaluation d'entreprise et le contrôle de gestion. Vous parlez l'anglais et peut-être une seconde langue européenne, notamment l'espagnol.

Merci d'adresser votre candidature au Groupe ETEX, DRH, BP 3, 78540 Vernouillet.

**SAEP**

Recherche pour une de ses filiales de promotion un :

**RESPONSABLE DE  
PROGRAMMES IMMOBILIERS**

Intégré à une petite équipe, vous êtes immédiatement opérationnel dans la phase gestion des opérations de promotion immobilière (bureaux, logements).

Vous assurez le suivi financier, juridique et administratif des affaires qui vous sont confiées et dans un même temps participez au montage d'opérations (permis de construire, passation des marchés travaux...).

Rodé au rôle de maître d'ouvrage, vous êtes rigoureux et bénéficiez de bonnes capacités de négociation.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie chez un promoteur privé qui vous a permis de développer votre organisation, votre sens des responsabilités et du travail en équipe.

Merci d'écrire sous réf RP 038 à Pascale Fouriegnie  
SAEP 117-119 avenue Victor Hugo 92100 Boulogne.



150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
de la

Le Monde • Mercredi 18 décembre 1991 VII

## Gestion et des Finances

Ensemble, exceller dans  
nos métiers. gagner en Europe.

### DIRECTEUR D'AGENCE ENTREPRISES

#### EXPÉRIMENTÉ

A 35/40 ans, de formation supérieure (École d'Ingénieurs ou de Commerce, Maîtrise de Sciences Economiques ou de Gestion), vous avez une connaissance approfondie du domaine financier et du crédit aux Entreprises.

Responsable d'une Agence et en parfaite synergie avec une équipe de qualité, vous organisez un développement sélectif sur un marché rapide et composé en partie d'entreprises innovantes et en croissance.

Garant de la maîtrise des risques, vous assurez un suivi intensif et rigoureux des clients et de leur situation. Homme d'analyse et de synthèse, vous alliez à une grande envergure, une personnalité bien affirmée et de réelles capacités d'animation, d'écoute et de dialogue.

Doté d'une excellente culture générale, vous participez bien sûr à la représentation de notre Caisse Régionale auprès du milieu économique local.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités au sein de l'Entreprise.

### RESPONSABLE DU DEPARTEMENT CREDIT

#### CARCASSONNE

#### EXPÉRIMENTÉ

Véritable professionnel de la banque, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans les (ou l'un des) segments de clientèle suivants : agriculteurs - professionnels ou particuliers. Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects du crédit, dont le management du risque individuel et global ("objectif risque") et le développement de l'activité crédit (actions ciblées, soutien auprès des Agences).

Vous serez chargé d'organiser et d'optimiser notre activité crédit en relation étroite avec les différentes unités spécialisées du siège.

Vous représenterez notre Caisse Régionale auprès des chambres consulaires, des organisations professionnelles agricoles, du réseau mutualiste, des experts comptables. Vous dirigerez une équipe de 30 personnes dont 3 responsables d'unités : agriculture - professionnels - particuliers.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités au sein de l'Entreprise.

Si ce nouveau challenge vous tente, adressez le plus rapidement possible votre dossier (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et préférence) au CREDIT AGRICOLE DU MIDI - Direction des Ressources Humaines - Avenue du Montpellierais Maurin - 34977 LATTES cedex

LE CRÉDIT AGRICOLE

DU MIDI

À MONTPELLIER

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCÈS :

PREMIÈRE BANQUE

RÉGIONALE.

24 MILLIARDS DE

FRANCS DE BILAN.

107 AGENCES.

1500 COLLABORATEURS.



## Adjoint au Trésorier en charge du suivi des sociétés étrangères



Danone, Pannal, Lu  
Kronenbourg, Evian...

BSN est le 3e groupe  
alimentaire européen.

55 Mds de F de CA.

46000 personnes,

une implantation

industrielle dans

plus de 20 pays

Au sein de la Holding et de la Direction Générale des affaires financières, vous aurez une mission de conseil et d'assistance aux filiales étrangères, dans leurs actions de gestion de trésorerie et de financement.

En contrôlant la qualité, proposer des actions permettant d'optimiser les frais financiers, de maîtriser les risques, de valoriser les flux, assister les filiales dans leurs négociations avec les banques étrangères seront vos principales responsabilités.

Pour assumer ce rôle d'animation et de coordination, vous avez acquis, après une formation supérieure, une expérience de 3 à 5 ans dans l'exploitation bancaire ou en gestion de trésorerie, au sein d'une entreprise.

La maîtrise de l'anglais est impérative, la pratique d'une autre langue européenne souhaitée. Vous serez disponible pour des déplacements fréquents mais de courte durée, partout dans le monde.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous proposons d'adresser votre candidature, sous référence FBS/7M, à notre conseil INFRAPLAN, 85 boulevard Raspail, 75006 Paris.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



Vous offre l'opportunité de  
participer à la mise en œuvre de  
ses produits Salles de Marchés.

## JEUNES INGENIEURS

DEBUTANTS OU AYANT 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE

Diplômés de Grandes Ecoles ou troisième cycle universitaire, vous êtes initiés à la finance internationale et les marchés financiers (spécialité, stage ou première expérience).

Vous n'êtes pas a priori un technicien, mais une maîtrise suffisante de l'informatique (minis ou micros) vous permet d'étudier et de rédiger les fonctionnalités de nos produits.

Vous aurez en charge l'adaptation de progiciels, la recette et assurerez l'assistance aux utilisateurs et leur formation lors de la mise en place. Vous pourriez être amenés à vous déplacer dans nos filiales.

L'anglais sera l'un de vos outils de travail, une aisance parfaite orale et écrite est exigée.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence IF05 à notre conseil RESSOURCES INFORMATIQUES BANCAIRES, Norine NIZEROLLE, 140 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris.



FAIRWAY HORIZON  
PRÉSENTE À L'ENSEMBLE  
DE SES PARTENAIRES SES

## Meilleurs vœux pour 1992

et les remercie de leur confiance et de leur fidélité  
qui contribuent à son succès.

FAIRWAY Horizon

Spécialiste du recrutement par annonce,  
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. 47 23 32 75.

Un département de Stephen Raby Singer Associates.

FAIRWAY  
H O R I Z O N

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE ÉVOLUTION...

LE GROUPE GMF EST  
UN DES TOUT  
PREMIERS GROUPES  
FRANÇAIS DE  
SERVICES, PRÉSENT  
DANS DE NOMBREUX  
SECTEURS  
D'ACTIVITÉS  
L'ASSURANCE  
(GMF IARD, GMF VIE,  
GMF FI)  
LA SAUVEGARDE,  
LA BANQUE  
(GMF BANQUE)  
L'ASSISTANCE  
LA DISTRIBUTION  
(LA FNAC)  
L'AGRO-ALIMENTAIRE,  
LE TOURISME,  
LA COMMUNICATION

### Jeune Comptable Évolutive

H/F

D.E.C.F.

Merci d'adresser  
lettre manuscrite,  
CV et préférences,  
sous réf. 21/SM, à :  
Sylvie MARANT  
G.M.F. Service Recrutement,  
2, rue Henri-Raspail  
75017 PARIS



Vous avez acquis une première  
expérience comptable et  
financière au sein du secteur  
terrestre (environ 2 ans) qui vous  
a permis, outre vos fonctions  
opérationnelles, d'organiser ou  
de mettre en place des circuits  
comptables dans un  
environnement informatisé.

Venez aujourd'hui valider ces  
compétences en rejoignant la  
Direction de la Comptabilité de  
notre Secteur Assurance (IARD).

Vous intégrerez une petite  
équipe de spécialistes en  
comptabilité Assurance pour  
concevoir de nouveaux outils  
de suivi, optimiser les  
procédures existantes et  
prendre en charge certains  
comptes. De plus vous serez un  
partenaire (pour le domaine  
comptable) de notre projet de  
refonte du système de gestion  
du Secteur Assurance.

Outre vos qualités de rigueur et  
d'analyse, vous ferez preuve  
d'initiative, d'adaptabilité et  
d'ouverture d'esprit.  
Une réussite à ce poste vous  
ouvrira de larges perspectives  
d'évolution au sein de notre  
groupe.

LEVALLOIS-PERRET

AGENCE AVILLE

## Gestion et des Finances

Engagée dans un grand projet d'investissement (25 MF), cette société industrielle (150 MF/200 pers), filiale du groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez transfère son siège social en Bourgogne et recherche son nouveau

Contrôleur  
de Gestion Industriel

Bourgogne

280 KF +

Rattaché au Directeur Général, il aura pour principales responsabilités :

- le contrôle de gestion « usine » : suivi, vérification et analyse des coûts de production, des prix de cession et des marges,
- l'établissement des résultats et leur présentation commentée à la direction et la maison mère,
- l'élaboration des budgets pour chaque poste de production.

En liaison avec la gestion de production et la comptabilité, il devra mettre en place un système d'information fiable et

opérationnel et devra conduire son action de façon autonome et pratique.

Diplômés ESC ou équivalent, les candidats (H/F) justifieront d'au moins 4 années d'expérience de la fonction en milieu industriel ou dans l'audit d'entreprises de production. Les perspectives d'évolution sont à la mesure des dimensions du groupe.

Contactez Paul Mercier au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. PM7647MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

Prestigieuse Société de Bourse  
adossée à un grand Institutionnel de la place  
recherche dans le cadre de son développement des

## Sales Actions

Vous possédez une expérience confirmée dans le domaine de la vente des actions soit en tant que :

**SALES ACTIONS FRANCE**, vente des actions françaises auprès d'une clientèle d'institutionnels domestiques de gérants de fonds.

Dans ce cadre vous renforcerez et vous dynamiserez une équipe commerciale déjà existante sur le marché français.

ou comme

**SALES ACTIONS U.K.**, vente des actions françaises auprès d'une clientèle d'institutionnels anglo-saxons de gérants de fonds. Vous rejoindrez l'équipe internationale déjà existante, mais avec la responsabilité particulière de prendre en main et de développer les relations avec la clientèle anglo-saxonne.

Une parfaite maîtrise de l'Anglais est indispensable. Dans les deux cas, vous bénéficierez du soutien d'une importante équipe d'analystes financiers. Les analyses, également produites en anglais, sont adaptées par leur contenu et leur forme aux exigences de la clientèle.

Agé de 26 à 30 ans, de formation supérieure, fort d'une expérience dans un ou les deux domaines cités ci-dessus, vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et soucieuse de se renforcer dans la perspective du grand marché européen.

Contactez Jan B. Wels, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page City, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. JW7410MO.



Michael Page City

Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

## HEC, ESSEC, ESCP, INGENIEUR+MBA...

Notre société (près de 1 milliard de CA, 600 personnes), filiale d'un groupe international, produit des biens de grande consommation qu'elle commercialise en G.M.S. Le développement d'une nouvelle politique commerciale s'appuiera sur une Direction Financière très opérationnelle. Nous recherchons donc un

Finance Manager  
Marketing/Ventes

Rattaché au Directeur Financier et avec une équipe de 10 collaborateurs, vous serez responsable de la comptabilité clients, du contrôle de gestion des activités ventes et marketing, des prévisions financières de la société. Vous aurez donc un rôle important dans l'évolution de la stratégie commerciale.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez à 30-35 ans une expérience significative de l'industrie dans un contexte international, si possible une bonne connaissance des méthodes commerciales de la grande distribution, une réelle pratique de l'anglais.

Poste basé en VAL de LOIRE.

Pour un premier contact, merci d'écrire (CV, salaire actuel) sous réf. 1122 à

Gallos &amp; Associés

116 Champs Elysées,  
75008 PARIS.

Groupe financier allemand de tout premier  
plan recherche, pour couvrir le marché  
français des actions, plusieurs

Analystes  
financiers  
seniors

Ils seront rattachés à une société de bourse  
parisienne. L'équipe, composée de 5 per-  
sonnes, sera l'une des pièces essentielles  
d'un bureau européen organisé par secteur.  
Pratique de l'anglais ou de l'allemand exigée

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 27758  
à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

## Ressources Humaines



MATIF : Marché à Terme  
leader en Europe.

PRENEZ  
LA DIRECTION  
DE NOTRE ACTIVITÉ  
FORMATION

**MATIF FORMATION** contribue à l'amélioration constante du professionnalisme des opérateurs de marché à travers notamment des outils pédagogiques performants : notre EAO est particulièrement dense et efficace. Nos prestations de formation s'adressent à un large public : opérateurs back-office et front-offices, responsables financiers, trésoriers d'entreprises, auditeurs, contrôleurs. Nous recherchons le responsable de ce service.

Vous aurez pour mission de développer commercialement cette entité, d'organiser les séminaires de formation, de concevoir et mettre en place des nouveaux programmes, de promouvoir notre ingénierie pédagogique. Vous animerez une petite équipe.

Diplômé d'une école de gestion ou de l'université, vous êtes responsable de formation depuis plusieurs années soit dans une grande entreprise soit dans un organisme de formation. La connaissance du milieu bancaire est un atout non indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence E/798 sur l'enveloppe, à notre conseil Omicar - Place de l'Opéra - 6, rue Halévy - 75009 PARIS.

ornicar

GROUPE H&amp;C CONSEIL

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6.000 mutuelles, 40 milliards de chiffre d'affaires, leader dans le domaine de la complémentaire maladie et de la santé avec 25 millions de personnes protégées. Aujourd'hui nous recherchons un FORMATEUR SECTEUR SANTE - PROTECTION SOCIALE.

## MISSIONS :

• Mettre en place et animer une gamme de formations sur la protection sociale (Sécurité Sociale, mutuelles et assurances, retraites, Europe...) l'économie de la santé, les systèmes de santé, la Mutualité et son environnement, pour un public de salariés, de cadres dirigeants et d'élus.

• Organiser des formations destinées aux 25.000 personnes travaillant dans les réalisations gérées par la Mutualité (cliniques, centres optiques, cabinets dentaires, pharmacies, établissements et services pour personnes âgées et handicapées, tourisme...) et portant sur les techniques, le savoir-être, le management, les stratégies de réseau.

• Participer à la définition de l'offre et des objectifs du secteur.

• Coordonner l'activité des intervenants extérieurs.

## PROFIL :

• Maîtrise de gestion, A.E.S., sciences économiques complétée d'une formation de type I.A.E., E.N.S.P., C.N.E.S.S., D.E.S.S. économie de la santé...

• Une première expérience professionnelle en lien avec le secteur concerné, une pratique de la formation (ou à défaut une réelle aptitude au métier de formateur), dynamisme et aisance relationnelle sont indispensables.

Poste basé à PARIS 15ème. Déplacements fréquents en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence SPS, votre niveau actuel et vos souhaits de rémunération à : MUTUALITE FRANCAISE - Direction Administrative - 255, rue de Vaugirard - 75719 PARIS CEDEX 15. CONFIDENTIALITE ASSURÉE.

GROUPE LEADER DANS SON DOMAINE.

Important complexe  
d'hôtellerie et de loisirs (450 personnes),  
situé en région parisienne,  
recherche son

DIRECTEUR  
des ressources humaines

En étroite relation avec le Directeur Général du Site et le Directeur des Ressources Humaines du Groupe, l'ensemble du personnel et les partenaires sociaux, vous contribuerez à la réalisation du projet d'entreprise.

## Vos actions :

- la définition et la mise en place d'une politique sociale adaptée et partagée,
- le développement d'outils de communication interne,
- une gestion dynamique du personnel.

Si vous êtes de formation supérieure et possédez une solide expérience de la fonction (5 à 8 ans) acquise de préférence dans le domaine du service et que l'on vous reconnait un fort charisme et une personnalité affirmée,

Adressez rapidement votre dossier de candidature à Solange MONTEIL - PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi

conseils en ressources humaines  
vos projets nous intéressentRESPONSABLE  
DU SERVICE JURIDIQUEJURIS  
D'AFFA

Credit N

Juriste de

Banque



150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des  
Juristes

Le Monde • Mercredi 18 décembre 1991 IX

PRENEZ  
LA DIRECTION  
DE NOTRE ACTIVITE  
FORMATION



Leader incontesté de la Distribution du médicament en France (CA 25 milliards de francs), nous nous développons par acquisitions : dans de nouveaux métiers liés au monde de la Santé et en prenant une dimension européenne.

Nous créons au sein de la Holding du groupe (40 entités juridiques) la fonction Juridique Interne et cherchons notre :

## RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Agissant comme conseil auprès de vos clients internes, vous intervenirez immédiatement dans des dossiers de type :

- prise de participation ou rachat de sociétés étrangères,
  - rédaction d'actes relatifs à la vie des sociétés (constitution, fusion, augmentation de capital),
  - suivi du respect du droit des sociétés étrangères.
- Vous coordonnerez les relations avec les cabinets extérieurs. De plus, vous animerez le service de 3 personnes chargé du secrétariat juridique des 12 principales sociétés françaises, de la gestion des contrats d'assurance et du portefeuille des marques. Ce poste, au sein d'un groupe puissant et profitable, est réellement évolutif selon la crédibilité que vous y acquerez.
- A partir d'une formation supérieure solide (3ème cycle de préférence en droit des sociétés), vous avez une expérience de 5 ans minimum en entreprise ou en cabinet international. La maîtrise de l'anglais écrit et parlé est requise.

Technicien compétent, rigoureux et créatif, vous savez rédiger et vous possédez des qualités naturelles de communication et de négociation.

Merci d'adresser un dossier complet (CV + photo + lettre manuscrite + prétentions) sous réf. 21/119 M, à notre conseil KEY MEN - Tour Winterthur - 92085 PARIS LA DEFENSE CEDEX 18.

KEY MEN



## Juriste - Droit des Affaires

ADP : tout un monde de compétences qui réunit 6.000 hommes et femmes pour aménager, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Nous recherchons pour notre département juridique

Responsable de projets et conseil juridique de nos services internes, vous assurez l'élaboration des contrats, la conception des dossiers de prise de participation de l'entreprise et leur suivi, les montages d'opérations variées, y compris l'immobilier, l'ingénierie en France et à l'étranger.

Diplômé d'un 3<sup>e</sup> cycle droit des Affaires, vous avez une bonne connaissance du Droit Public, 27/30 ans, au moins 3 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise et maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 112/02 à notre conseil JC2, GROUPE PLEIADE 103, rue La Fayette 75010 PARIS.



PRENEZ L'AEROPORT



## L'ART DE CONSEILLER NOS BANQUIERS

### JURISTE CONTENTIEUX BANQUE

Avec près de 1600 personnes, une présence européenne et internationale, la Banque WORMS compte parmi les grands noms de la banque. Elle intervient notamment sur les opérations de marchés, de bourse et de financement immobiliers. Elle est traditionnellement tournée vers une clientèle d'entreprises et d'investisseurs institutionnels et privés. Au sein du service juridique et contentieux de la Banque, vous serez responsable de la gestion de dossiers difficiles dans leurs phases précontentieuses et contentieuses. En outre, vous serez le conseil juridique du réseau.

A 28 ans environ, de formation juridique (maîtrise, DEA, DESS, DCE), vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins 3 ans dans le secteur bancaire. Très autonome, vous alliez rigueur et pragmatisme, sens de l'initiative et des relations humaines. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence JUM à Banque WORMS - Direction des Ressources Humaines, Christophe CHOLLEL, Tour Voltaire, 1, place des Degrés, 92059 Paris - La Défense.

BANQUE WORMS  
POUVOIR. AGIR. DECIDER

## JURISTE D'AFFAIRES

Au sein d'une équipe restreinte de juristes de haut niveau, vous avez une mission d'ingénierie et de conseil sur des dossiers très divers (audit juridique de dossiers de prêts, investissements immobiliers, fonds propres, financements de projets et spéciaux...), concernant une clientèle d'entreprises de taille significative.

Après une formation juridique supérieure (DEA/DESS...) vous avez acquis une expérience polyvalente d'un minimum de 3 ans, avec si possible une spécialisation en droit immobilier ou en droit public, de préférence au sein d'un établissement de crédit.

Ce poste basé à Paris requiert rigueur, créativité, goût du travail en équipe et des montages financiers et une bonne connaissance de l'anglais écrit.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle au Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint Dominique 75700 Paris.

Crédit National

## Juriste de banque

Finter Bank France

Filiale d'un important groupe industriel international, nous sommes une banque commerciale tournée principalement vers une clientèle d'entreprises à qui nous offrons des services personnalisés et performants. Notre structure légère et notre organisation nous permettent de nous adapter rapidement aux besoins de nos clients tout en leur proposant des prestations de qualité. Nous recherchons l'adjoint du Responsable des Affaires juridiques et des Engagements.

Votre fonction, très opérationnelle et variée, sera orientée principalement vers le conseil et l'assistance aux Exploitants, lors du montage, de la négociation et de la gestion de leurs dossiers. Vous suivrez les affaires précontentieuses et contentieuses et vous gèrerez les Assurances de la banque. Vous veillerez à la bonne application de la législation dans le fonctionnement des procédures internes et dans l'élaboration des documents commerciaux, et plus

généralement, vous participerez activement à la communication interne en matière juridique (formation, documentation, etc.).

A 30 ans environ, vous avez complété votre formation juridique (Maîtrise + DEA ou DESS) par une expérience significative de juriste au sein d'un établissement bancaire orienté plus particulièrement vers les services à court terme destinés aux entreprises. Vous appréciez d'être impliqué dans les activités opérationnelles de la banque et vous savez vous adapter rapidement à des sujets variés. Vos qualités de communication sont reconnues, à l'oral et à l'écrit ; l'utilisation de la micro-informatique vous est familière.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/233, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

## Ressources Humaines

## Responsables relations humaines et sociales



Danone, Panzani,

Lu, Kronenbourg,

Evian...

BSN est le 3e groupe

alimentaire

européen : 53 Mds

de F de CA,

46 000 personnes,

une implantation

industrielle dans

plus de 20 pays.

L'importance accordée à la politique humaine et sociale a toujours été une dominante de la culture du Groupe BSN et un des facteurs de sa réussite économique. Développer le dialogue social, anticiper les besoins en ressources humaines, les adapter aux stratégies de développement tout en permettant à chacun d'être l'acteur de son évolution professionnelle, accroître les solidarités entre l'entreprise et son environnement sont les points clés de cette politique. Pour la mettre en œuvre et participer à son enrichissement, nous recherchons des responsables des relations humaines et sociales pour certains établissements de province (établissements de 200 à 500 personnes) qui succéderont aux titulaires actuels qui vont évoluer.

Membres du Comité de Direction de ces établissements, ils seront les garants de l'application de la politique du Groupe : ils devront être également "force de proposition" et jouer un rôle important dans l'évolution des organisations et dans le développement du dialogue et de la communication. Ces postes conviendront à des candidats (ESG, ingénieurs, DESS, Doctorat...) ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la fonction humaine et sociale, partageant notre éthique, désireux et capables de prendre un poste de responsabilité globale. Nous avons plusieurs postes à pourvoir dans différentes régions de France. Merci de nous indiquer d'éventuelles préférences géographiques. A terme, ces postes ouvrent des possibilités d'évolution dans le Groupe en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence 51A2321/1M, à ETAP, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

## Directeur Editorial Langues vivantes

HACHETTE Classiques, Département de la Branche Education, occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires. De formation BAC + 4 minimum, vous parlez parfaitement l'anglais et maîtrisez, si possible, une ou deux autres langues vivantes. Bénéficiant d'une expérience d'au moins 10 ans, vous avez déjà enseigné et acquis ainsi une très bonne connaissance du milieu professionnel des langues vivantes dans l'Education Nationale. Vous êtes, par ailleurs, déjà intervenu dans le domaine de l'édition.

Au sein de notre Branche Education, vous prendrez en charge la direction éditoriale des publications en langues vivantes secondaires et supérieures (analyse du marché, relation auteurs, planification, budget, participation à la promotion).

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 91071/M à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE - 24 Bd Saint-Michel - 75006 PARIS.

**HACHETTE**  
GROUPE LIVRE

## FAITES IMPRESSION AVEC NOUS

Nous sommes la filiale française de LEXMARK INTERNATIONAL INC créée en 1991 et qui a repris au niveau mondial à IBM le développement, la fabrication, la commercialisation et le support technique d'imprimantes personnelles, machines à écrire, claviers pour ordinateurs personnels et postes de travail, fournitures. Nous créons pour notre Centre Européen situé à BOIGNY (8 kms d'Orléans) le poste de

### RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION INTERNE

**MISSION :** Sous l'autorité du Directeur des Relations Humaines vous exercerez les responsabilités suivantes : Recueillir les attentes et besoins de nos collaborateurs en matière d'information • Etablir notre plan de communication • Organiser et maîtriser la circulation de l'information (ascendante, descendante, horizontale) dans l'entreprise • Coordonner la publication du journal d'entreprise • Proposer et créer tout support nécessaire (Livret d'accueil, Guide du personnel, Livret des métiers, affichage, vidéo, nouvelles brèves...) • Gérer les budgets correspondants • Travailler avec nos Conseils extérieurs.

**PROFIL :** Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur - Bac + 4 minimum - ESC, IEP, CELSA, Maîtrise de l'information et de la communication, CFJ... justifiant de 3 à 4 ans d'expérience en entreprise dans un poste similaire et d'une bonne maîtrise de l'anglais. Pour réussir dans ce poste il faut savoir travailler de façon autonome et en équipe, communiquer, écouter et convaincre. Il faut aussi avoir une bonne plume, de bonnes connaissances techniques, des facilités d'expression en public, être créatif et diplomate. Il pourra évoluer vers la communication externe.

Merci de téléphoner (9 h - 18 h) au 42.71.23.55 ou d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous référence LC11 à :

CONSENSUS - 7, rue Sainte Anastase,  
75003 PARIS.  
Discrétion assurée.

**LEXMARK**

### CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

## A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,8 millions de clients, 4.000 agences et 22.300 collaborateurs est le 5<sup>ème</sup> groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour son secteur Relations Institutionnelles un Attaché de Direction.

**ATTACHE  
DE DIRECTION**

Directement rattaché à la Direction Générale, ce secteur a notamment en charge :

- les relations institutionnelles : représentation du Crédit Mutuel au sein des instances institutionnelles bancaires et coopératives,
- les relations avec le parlement : organisation de rencontres, élaboration de dossiers techniques et suivi des travaux législatifs,
- les relations avec les cabinets ministériels.

De formation supérieure (IEP ou Université), vous avez une bonne connaissance du milieu parlementaire et de la procédure législative acquise au cours d'une expérience d'environ 3 à 5 ans. La connaissance du secteur bancaire et/ou de la vie locale serait un plus.

### CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 318/M à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

**Crédit Mutuel**  
la banque à qui parler



## Le Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration

recrute par concours externe

### 15 INSPECTEURS DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Le service de l'État dans son expression la plus haute vous attire et vous vous passionnez pour les enjeux sociaux de notre société : protection sociale, solidarité, lutte contre le sida, etc.

Après deux ans de spécialisation entièrement pris en charge, vous êtes intégré(e) à une équipe de direction départementale ou régionale pour mettre en œuvre les politiques sanitaires et sociales décidées au niveau national.

Vous avez moins de 35 ans, vous êtes titulaire de l'un des diplômes requis pour participer au concours d'entrée de l'ENA (licence, Sciences-Po, etc.) et vous avez de bonnes connaissances soit sur le système français de protection sociale, soit sur le droit hospitalier, soit en économie de la santé.

### DATES DES ÉPREUVES ÉCRITES

JEUDI 30 JANVIER - VENDREDI 31 JANVIER 1992

DATE LIMITE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS

LE MARDI 31 DÉCEMBRE 1991

Le dossier d'inscription est à votre disposition auprès de la Direction régionale ou départementale des Affaires sanitaires et sociales la plus proche de votre résidence. En consultant le Minitel, vous trouverez son adresse et son téléphone.

Pour tout renseignement, appelez : Marie-Paule BERTRAND - Bureau FGS 3  
Direction de l'Administration générale, du Personnel et du Budget  
1, place de Fontenoy, 75007 - Tél. 16 (1) 40-56-42-73 - (1) 40-56-55-89

## TRADUCTEUR

Révérons ensemble

la qualité de

nos compétences

Prix Galien, connaissent un succès en France et dans le Monde. Si notre activité est dédiée à l'homme, il en va de même de nos valeurs d'entreprise. Guerbet cultive la transparence qui unit les compétences de plus de 1000 personnes dans le Monde. Aujourd'hui, nous recherchons un

**TRADUCTEUR Français-Anglais pour un contrat à durée déterminée d'un an (poste à pourvoir dès Janvier 1992).**

Vous êtes anglophone, ou bilingue Français-Anglais, et vous avez une expérience de la traduction technique. Attribué par les domaines scientifique et médical, vous aimez les contacts avec de nombreux interlocuteurs et vous êtes dynamique.

Nous vous proposons de rejoindre notre Département. Enregistrements et Affaires Réglementaires. Avec le Responsable de l'Unité Traductions, vous assurerez la traduction des documents s'inscrivant dans le cadre du développement et de l'enregistrement des produits et de divers documents scientifiques.

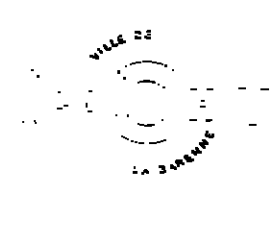
Vous aurez de nombreux contacts avec les autres secteurs de l'entreprise (Clinique, Toxicologie, Pharmacologie, Marketing, Recherche Chimique...).

Venez nous rejoindre !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous réf. VI P1991 à : GUERBET SA - Etablissement de Villepinte - BP 15 - 93601 ALAIN V. SOUS BOIS CEDEX



La volonté de



recrute

### SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Responsable de l'animation :  
Education Jeunesse, Sports,  
Culture, Vie associative et  
relations internationales.

Attaché Principal ou Directeur Territorial, vous maîtrisez parfaitement la gestion et l'organisation de ces différents secteurs.

Membre de la Direction Générale, votre punch sera un plus dans notre processus de modernisation et votre doigté fera de vous un interlocuteur unanimement apprécié. Réf. 1704 M

### RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Statutaire ou contractuel, vous êtes à 35 ans environ, diplômé d'Ecole de Commerce ou de Sciences Economiques.

Vous aurez à accompagner le développement économique exponentiel de notre ville en gérant les relations avec les entreprises, en impulsant l'animation du commerce local au travers de la SEM "Cliché Animation Commerciale" et en coordonnant les différentes actions en faveur de l'emploi.

Gestionnaire avisé, vous aimez négocier, animer, concrétiser vos idées et vendre vos réalisations. Réf. 1705 M

CES DEUX POSTES BENEFICIENT D'AVANTAGES ANNEXES



Merci d'adresser lettre manuscrite - CV - photo sous la référence choisie à notre Conseil LIGHT  
Chantal LAMOTTE, 6-8 rue Andréas Beck,  
93366 MELDON LA FORET cedex, qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

Notre banque, filiale d'un important  
groupe financier européen,  
recherche pour son Département  
des Risques, à Paris, des

## CHARGES D'ETUDES



Au sein de ce Département, vos missions principales vous amèneront à suivre nos engagements à moyen et long terme issus d'une gamme complète de prêts immobiliers et de financements bancaires.

Vous participerez au développement de nos procédures de suivi des risques (tableau de bord, etc.) et à la mise en place progressive d'outils de sélection des risques, tout en contrôlant le respect des procédures internes.

De formation supérieure, vous disposez d'une bonne expérience bancaire ainsi qu'une réelle pratique de la micro-informatique et de la technique Infocentre.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV) sous la référence : CE/LM à :

EUROPA : 12, rue Desaix - 75015 PARIS  
qui transmettra



150 000 000

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Cadres

50 millions de consommateurs,  
I. N. C.  
recherche son

### Directeur de la diffusion

Il aura comme mission principale de prendre en charge la promotion et l'organisation de la diffusion des produits de presse ("50 millions de consommateurs" et ses numéros pratiques et spéciaux), ainsi que les produits en cours de développement ou en projet.

Rattaché au Directeur de l'INC, il est une force de proposition, tant en matière de création que de budget et anime une équipe.

Un professionnalisme reconnu dans les milieux de la presse, une expérience du marketing direct et une culture générale ouverte et diversifiée sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par notre Consultante Agnès ARNOULD-PARMENTIER.

Veuillez adresser une lettre manuscrite avec CV et photo sous la référence 91121 à

Q CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris



**LEADER SUR SON MARCHÉ,**  
mondialement connue  
(70% de CA à l'export)  
pour la réalisation d'installations  
dans des secteurs très diversifiés  
"Chimie, Pétrole, Nucléaire, Pharmacie",  
notre entreprise poursuit activement son  
développement

### Directeur de Chantiers

Vous êtes responsable de la direction d'importantes unités de production chimique (100 MF environ).

Vous aurez en charge la coordination des fournisseurs bâtiments et process ainsi que des différents corps d'état, le suivi du planning et de l'avancement, les relations avec les organismes officiels et les clients, du montage à la mise en service de nos installations.

Votre expérience réussie à un poste similaire a prouvé vos qualités de professionnel rigoureux doté d'un excellent sens relationnel.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. DC à : GROUPE CELLIER  
Direction du Personnel - BP 603 - 78106 AIX LES BAINS  
cédex.

L'envol des technologies

Mairie de



RENFORCER LA QUALITÉ DES PRESTATIONS  
OFFERTES À LA POPULATION ET ADAPTER NOTRE  
ORGANISATION AUX BESOINS DU PUBLIC. TELS  
SONT LES OBJECTIFS QUI ONT GUIDÉ NOTRE  
RESTRUCTURATION DES SERVICES TECHNIQUES.  
AFIN DE COMPLÉTER L'ÉQUIPE EN PLACE, NOUS  
RECHERCHONS :

### UN [REDACTED] BLE VO [REDACTED] RS

Au sein de la Direction Générale des Services Techniques, vous travaillerez en liaison avec des partenaires internes (Centres de Responsabilité Urbanisme, Environnement, Police Municipale) et externes (Syndicat d'Assainissement, Syndicat des Eaux, EDF-GDF...)

Vous serez Chef de Projet des opérations d'investissement (notamment liées à l'implantation du métro) et coordonnerez les grands chantiers avec vos partenaires.

Parmi vos objectifs figurent également la réalisation d'un programme de rénovation de l'assainissement et de la signalisation routière.

Le travail en équipe et le souci de la satisfaction du client sont vos principales motivations.

Une expérience de la fonction est souhaitée

Adresser lettre de motivation + CV à :  
Monsieur le Député-Maire Hôtel de Ville  
BP 19 76301 SOTTEVILLE-LES-ROUEN CEDEX

LA MISSION LOCALE  
DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE,  
ASSOCIATION D'AIDE  
À L'INSERTION DES JEUNES,  
RECHERCHE SON

### Directeur

**Votre mission :** vous devrez améliorer et gérer la Mission Locale en assurant aux jeunes un accueil de qualité et en la renforçant avec les différents partenaires en tant que force de proposition et d'animation.

**Votre profil :** âgé de 35 à 45 ans, vous êtes un homme d'entreprise désireux de vous investir dans une structure de type social.

Envoyez CV et photo, sous réf. BG1291E, à Jean-Claude BRUTHAUX, au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, 29 bis rue de l'Arquebuse, 21000 Dijon, ou consultez la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut  
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Le Monde • Mercredi 18 décembre 1991 XI

## Le Monde de la

### Fonction Commerciale

Crédit Mutuel  
Entreprises

partenaire des décideurs, pour leur offrir les services de la "banque à qui parler" développe aujourd'hui ses produits et sa présence à partir de Nantes sur les sites de St Nazaire, Lamoignon et Poitiers, il intègre en qualité de sous-directeur, le

### RESPONSABLE COMMERCIAL (h/f)

Charge de l'animation et du management de son équipe il propose une politique commerciale élaborée les objectifs et met en œuvre les moyens adéquats pour en assurer le suivi.

Une expérience de développement d'une clientèle entreprise, la maîtrise des risques dans le cadre d'engagements à court terme, un projet personnel et professionnel de gagnant permettra de répondre à nos exigences et assurera l'évolution rapide de sa fonction.

Formation Bac + 4/5 et/ou ITB - CEB  
+ expérience confirmée.

Adresser sous référence : 31291  
lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle à notre conseil :

CD/RH Ceip "La Guillaudière" 113, Bd Marcel PAUL  
44000 St HERBLAIN  
Réponse et discrétion assurées.

### KPMG Fiduciaire de France

FIDORGA, Département de KPMG Fiduciaire de France, intervient pour organiser les fonctions clés des PME-PMI. Pour notre activité Conseil Commercial, nous recherchons

### CONSULTANT DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieur, IEP, vous avez une expérience de la fonction commerciale de plus de 10 ans, dans un poste opérationnel ou en Cabinet.

Vous aurez un rôle de conseil commercial auprès de nos clients PME - PMI :

**AU PLAN STRATÉGIQUE :** audit de l'organisation commerciale, analyse du positionnement, définition de la stratégie, détermination des objectifs, élaboration du plan de développement.

**AU PLAN OPÉRATIONNEL :** gestion et animation de la force de vente, formation et stimulation des commerciaux, communication externe.

Vous interviendrez auprès d'une clientèle variée grâce aux contacts de haut niveau de notre réseau très bien implanté auprès des entreprises à taille humaine, en région parisienne et en France.

Poste basé à PARIS avec des déplacements en province.

Envoyer C.V. - photo à : FIDORGA - Madame CREMONT - 18 bis rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS.

FIDORGA

3615 LM et BSN

vous donnent rendez-vous

sur Antenne 2, dans Télématin,

le mercredi 18 décembre à 6 h 40.

BSN  
GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

**TOULOUSE**

NOUS COMMERCIALISONS LES DONNÉES DES SATELLITES SPOT ET DÉVELOPPONS LEURS APPLICATIONS. DANS UN CONTEXTE DE FORT DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, NOUS RECHERCHONS

**■ Un ingénieur informaticien**

**Gestion de Configuration / Assurance Qualité**

Vous aurez à mettre en place un plan de gestion de configuration "logiciel et matériel" et à gérer la configuration en application de ce plan. Par ailleurs, vous serez le Responsable Assurance Qualité dans le cadre des développements de logiciels et de la maintenance des systèmes informatiques. Ingénieur de formation, vous connaissez les langages C, PASCAL, ADA et possédez une expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire. Réf. SRB/GC

**■ Des cartographes**

**Responsable d'affaires**

Au sein du Service Gestion d'Affaires, vous aurez la responsabilité du suivi de projets de cartographie (établir le planning du projet, assurer les relations avec le client et avec les entités au sein de la société, qui participent au projet etc.). Ingénieur de formation, parfaitement bilingue anglais, vous avez une expérience en cartographie et en gestion de projet. Diplômé mais ferme, vous avez un sens relationnel aiguisé sachant animer et motiver. Réf. SRB/RA

**Responsable atelier de production**

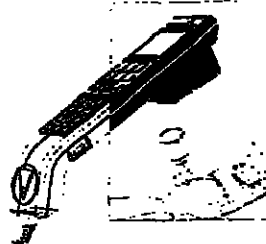
Au sein du Département Production, vous aurez en charge la fabrication de produits cartographiques. A ce titre, vous superviserez les opérations de géocodage sur le système I2S ainsi que les opérations d'habillage sur le système MAP Publishing. De formation Bac + 2, vous avez des connaissances approfondies en matière de cartographie et de photogrammétrie. Une expérience d'un environnement de production opérationnelle et des connaissances en traitement d'image seraient un plus. Vous maîtrisez par ailleurs la langue anglaise. Réf. SRB/RS

**Contrôleur qualité**

Au sein du Département Production, vous aurez à contrôler la qualité des produits cartographiques élaborés en interne ou émanant de sous-traitants. Cartographe de formation, vous avez une première expérience en contrôle qualité. Réf. SRB/CO

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence choisie sur l'enveloppe, à SPOT IMAGE, BP 4359 31030, TOULOUSE CEDEX.

**SPOT IMAGE**



**Radiotéléphonie : donnez une autre dimension à votre expérience grand public**

ALCATEL RADIOTELEPHONE, 1500 personnes, 1,5 milliard de F de CA, est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. Compte tenu de notre forte croissance et des nombreux développements menés notamment dans le cadre du programme pan-européen de radiotéléphonie numérique, nous recherchons le

**Responsable du bureau d'études mécaniques**

Animant une équipe d'une cinquantaine de personnes (dont 14 ingénieurs), vous superviserez les choix techniques effectués dans les développements des infrastructures et des terminaux, gèrerez les moyens humains et matériels et vous impliquerez personnellement dans la coordination de certains programmes européens. Agé(e) d'au moins 33 ans, diplômé(e) d'une école d'ingénieurs en mécanique, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de plusieurs années dans l'animation d'une équipe de taille significative au sein d'un bureau d'études en charge de la conception mécanique de produits Grand Public (électronomager, produits audio-vidéo, téléphones, etc.). Un très bon niveau d'anglais s'impose également pour ce poste basé dans les Hauts de Seine (92).

**ALCATEL**

RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à notre conseil sous la référence : 57/3172 R EGOR TECHNOLOGIES-17, avenue Matignon - 75008 PARIS

**GTME**  
GTM ENTREPOSE ELECTRICITE

**Ingénieur d'Etudes "hard-soft"**

Filiale de GTME (branche électrique du groupe GTM Entrepose), notre société est spécialisée dans les systèmes industriels appliqués aux transports urbains et maîtrise parfaitement les techniques de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications.

Dans le cadre du démarrage d'un important projet en région parisienne, nous sommes conduits à renforcer nos équipes techniques par la création d'un poste d'ingénieur d'Etudes. Rattaché au Directeur Technique, votre responsabilité ira de la conception des produits électroniques et du développement des logiciels associés (gamme micro-contrôleur INTEL) jusqu'à la constitution des dossiers de sous-traitance et au pilotage des essais sur site.

De formation Ingénieur, vous avez une expérience d'au moins 3 ans de développement hard et soft et une bonne connaissance de la gestion technique d'un projet. A la fois rigoureux et concret, votre ouverture d'esprit et votre sens des contacts humains vous permettent d'évoluer avec aisance au sein d'une équipe tout en lui apportant votre dynamisme et votre enthousiasme.

La maîtrise de l'anglais technique sera impérative pour pouvoir dominer pleinement ce poste basé à Nanterre (proximité RER) qui nécessite un candidat de réelle valeur.

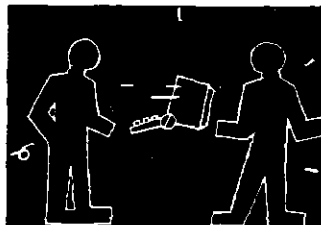
Si tel est votre profil, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 262A à notre Conseil : PSYNERGIE, 1 square de Luynes, 75007 PARIS.

**PSYNERGIE** PARIS  
PARIS  
MONTPELLIER

**L'EXPERTISE**

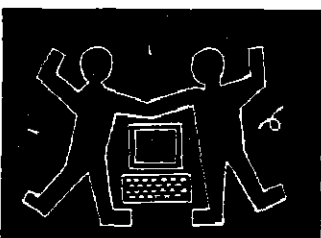
Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 IM soit par une recherche précise du poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

**36 15**  
**IM**



**LA PERTINENCE**

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



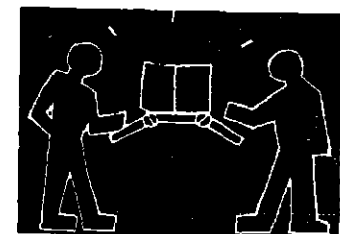
**LE RENDEMENT**

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

**36 17**  
**IM CV**

**L'INTERACTIVITÉ**

Offrez-leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 IMCV.



**LA CONVIVIALITÉ**

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.



**Le Monde**  
de

**L'Informatique**

Europe - Asie

**RESPONSABLES INFORMATIQUES**

Ce Groupe de l'industrie du luxe, présent dans le monde entier, réalise 1,3 milliard de dollars de CA. Son nouveau système d'information est basé sur une architecture décentralisée d'IBM AS400. Il nécessite la création de plusieurs postes de responsables Informatique et Organisation dans certaines de ses filiales situées en Europe et en Asie.

Parfaitement autonome, vous y aurez pour rôle de :

- piloter la mise en place d'un site Informatique,
- répondre aux exigences des utilisateurs,
- maintenir l'harmonie avec le Système d'Information du Groupe,
- gérer une équipe (de 2 à 10 personnes),
- gérer un budget.

A partir d'une formation d'ingénieur ou universitaire, de très bon niveau et d'une expérience d'au moins 4 ans de direction de projets AS400, vous êtes prêt à assumer seul des responsabilités techniques et managériales. Vous parlez anglais couramment. L'allemand ou l'espagnol est indispensable pour certains de ces postes.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, sous réf. 051, à Agnès CHAUVIN - TEMPS DENSE - 3, rue de Liège 75009 PARIS.

**TEMPS dense**  
INGENIERIE DES CARRIERES

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 1 5 I M

3615 IM



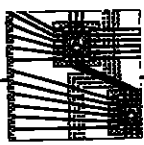
## Secteurs de Pointe

Vos compétences logiciels  
au cœur des télécoms

Concevoir et réaliser des systèmes complets de télécommunications ; tel est le métier de la Branche Communication et Commandement du Groupe THOMSON. Résolument tournée vers l'exportation et la coopération internationale, son savoir-faire est reconnu dans le monde entier à travers ses projets : RITA, MSE, MIDS. Pour notre centre électronique situé dans la métropole lyonnaise, nous recherchons des :

INGENIEUR QUALITE  
LOGICIEL

Vous êtes rattaché(e) au responsable qualité des Etudes Logicielles et avez en charge l'assurance, le suivi, et le contrôle qualité d'une partie des projets d'Etudes. Vous veillez au respect des exigences qualité définies sur ces projets (méthodes, normalisation...). Ingénieur électronicien option informatique, vous bénéficiez d'une première expérience en développement logiciel et avez le goût du relationnel. Réf. LM/101/12



Vous prenez la responsabilité de projets au sein d'une équipe d'ingénieurs dont vous êtes l'animateur.

Vous évoluez pour cela dans un environnement technique performant : stations de travail UNIX (SUN et HP) interconnectées TCP/IP - X25, mettant en oeuvre des Systèmes de Gestion de Bases de Données ainsi que des outils graphiques.

Vous développez également des logiciels embarqués temps réel dans un environnement VAX/VMS.

Ingénieur grande école (SUPELEC, IDN, ISEN, EUDL, HEI...), vous bénéficiez d'une expérience de 4 à 8 ans en conception et développement de logiciels systèmes. Réf. LM/11/12

Merci d'adresser lettre et CV, en précisant la référence du poste choisi, à : THOMSON ROC  
Sylvie PIALHOUX - Service du Personnel  
BP 2021 - 59702 MARCQ EN BAROEUL CEDEX.

THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Depuis près d'un siècle, ce groupe suisse s'est spécialisé dans l'appareillage et les technologies Haute Tension et Très Haute Tension. Il est aujourd'hui un leader mondial en équipements d'essais et de tests HT et THT et ses systèmes et équipements font référence dans le monde entier.

INGENIEUR D'AFFAIRES  
(200 HE)

Notre entreprise, spécialisée dans l'appareillage et les technologies Haute Tension et Très Haute Tension, est aujourd'hui un leader mondial en équipements d'essais et de tests HT et THT et ses systèmes et équipements font référence dans le monde entier.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE  
FRANCAIS DE RENOMMEE INTERNATIONALE

recherche

INGENIEUR  
CHIMISTE

Au sein de notre Centre de Recherches, Département SYNTHÈSE ORGANIQUE, vous participerez à la mise au point et au développement de travaux de chimie organique et thérapeutique.

Pour réussir vous avez :

- Une formation supérieure :
- Diplômé d'une Ecole Nationale Supérieure de Chimie, avec une formation complémentaire en pharmacologie ou physiologie animale,
- ou Pharmacien avec une formation complémentaire en chimie organique et pharmaco-chimie moléculaire (minimum niveau D.E.A.)

- Une expérience professionnelle :
- d'au moins trois ans en laboratoire de synthèse en chimie organique

La pratique de l'anglais et l'initiation à la modélisation moléculaire assistée par ordinateur seront appréciées.

Poste basé en Région Parisienne

Adressez votre candidature  
(lettre manuscrite, C.V. et photographie) sous réf. 5733 à  
DEB'S 103, rue Joffroy 75017 PARIS  
Confidentialité assurée.



Battelle Europe

CENTRE DE RECHERCHE DE TROYES  
"EMBALLAGE & CONDITIONNEMENT"3 INGENIEURS  
RECHERCHE DEVELOPPEMENT/PROJETS

Le groupe BATELLE, leader mondial de la Recherche sous Contrat (8000 personnes) poursuit son implantation européenne et renforce la structure de sa filiale Packaging en créant 3 nouveaux postes d'INGENIEURS RECHERCHE DEVELOPPEMENT/PROJETS.

Ces postes de haut niveau impliquent une solide expérience acquise dans les dossiers de conception globale, développement, tests de nouveaux produits et concepts se concrétisant dans les phases d'applications industrielles (prototype, assistance sur site, ...). Les outils de gestion de projets et de veille technologique devront être maîtrisés dans les secteurs pluridisciplinaires de la filiale Packaging du groupe BATELLE.

## ■ MECANIQUE / AUTOMATISMES

Ingénieur généraliste (A/M, INSA ou similaire), doté de 3 à 5 ans d'expérience en mécanique et automatismes, vous assurerez la gestion de projets en relation avec les équipes du groupe (CAC/DAO, CFAO souhaitée) jusqu'à la mise en oeuvre de prototypes. Réf. 51A 9106-1M

## ■ MATERIAUX

Ingénieur généraliste, plasturgiste ou chimiste, après une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la transformation des polymères et dans les domaines connexes, vous contribuerez à la mise en oeuvre de nouvelles applications. Réf. 51A 9107-1M

## ■ PACKAGING

Ingénieur généraliste ou Packaging (A/M, ENSI, ESIEC, ENSIA, ...) ou Bac + 3 confirmé, vous souhaitez mettre en valeur votre créativité et vos acquis dans le cadre de projets R&D de la filiale Packaging. Réf. 51A 9108-1M

Ce travail d'équipe, dans un contexte de créativité et d'innovation pragmatique fera appel aux qualités d'organisation, d'écoute, de communication et d'autonomie des candidats (Français ou Étrangers) issus de préférence des domaines de l'Emballage et du Conditionnement. La maîtrise de l'Anglais est indispensable et celle de l'Allemand souhaitée pour ces postes à vocation internationale.

Postes à pourvoir à Troyes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite, salaire actuel) sous référence choisie à notre conseil.

Exceptionnellement, un premier examen des candidatures sera fait par l'entreprise. Discretion garantie.

Membre de Syntec  
71, rue d'Auteuil  
75016 Paris



## L'EUROPE ET L'AGRO-ALIMENTAIRE

Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 6 400 personnes, CA de 6,8 milliards de francs. Nous sommes présents industriellement (48 établissements) et commercialement, par tous les réseaux de distribution, dans toute l'Europe.

Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accoupage, nutrition animale, élevage des volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Notre groupe connaît depuis plusieurs années une croissance considérable. Pour le soutenir, nous pouvons vous proposer en Europe des postes à la mesure de vos ambitions et de votre appétit d'action :

## INGENIEURS DE FABRICATION

CENTRALE, MINES, A &amp; M, AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/50

Possédant une solide expérience ou débutant (24/32 ans), vous avez une formation d'ingénieur. Vous voulez vous orienter vers une fonction d'ingénieur de fabrication, puis de Directeur d'usine avec les responsabilités que ces fonctions impliquent (humaine, technique, budget, etc). Postes basés principalement dans l'Ouest de la France, en Allemagne, en Espagne.

## INGENIEUR METHODES INDUSTRIELLES

CENTRALE, MINES, A &amp; M, ENSI, AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/51

Possédant une solide expérience (26/32 ans), vous avez une formation d'ingénieur. Après une expérience opérationnelle, vous voulez vous orienter vers une fonction générale avec les responsabilités que ces fonctions impliquent (humaine, technique, budget, etc). Poste basé en Bretagne.

## INGENIEUR QUALITE

AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/52

Débutant ou possédant une solide expérience (24/28 ans), vous avez une formation d'ingénieur. Vous voulez vous orienter vers une fonction d'ingénieur qualité avec les responsabilités que ces fonctions impliquent (organisation, encadrement des équipes qualité, rigueur, définition des cahiers des charges et procédures qualité, etc). Poste basé à Vannes (Morbihan).

INGENIEUR PLANNING ET  
ORDONNANCEMENT DES FABRICATIONS

CENTRALE, MINES, A &amp; M, AGRO, UTC ou équivalent

Réf. 91/53

Agé de 24/30 ans, vous êtes débutant, ou vous avez déjà vécu une première expérience, soit dans cette fonction, soit dans un rôle de Responsable de Fabrication ou d'Expédition. Vous serez l'un des adjoints du responsable de notre service ordonnancement. Celui-ci a pour mission de préparer et de donner les ordres de fabrication aux différentes usines du Groupe DOUX en fonction des demandes du marché, du niveau de stock, des contraintes de prix de revient, etc. Poste basé à Châteaulin (Finistère).

Pour tous ces postes, envoyer lettre + CV + photo en indiquant la référence du poste à Groupe DOUX - Direction du Personnel - BP 22 - 29150 CHATEAULIN



RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

## Secteurs de Pointe

Responsable  
Méthodes Industrielles**Valeo**

Leader européen dans les projecteurs et feux de signalisation pour automobiles, nous recherchons aujourd'hui, pour notre usine de BLOIS (41), un Responsable Méthodes Industrielles.

Avec votre équipe d'une vingtaine de personnes, sous la responsabilité du Directeur Technique de l'établissement, vous mènerez à bien l'industrialisation des produits nouveaux :

- définition du cahier des charges des moyens d'assemblage et coordination avec l'ensemble des services,
- respect des délais, coûts et exigences des clients,
- interface avec le Bureau d'Etudes.

Vous serez l'acteur du développement de l'assurance qualité et le garant de l'amélioration permanente des moyens d'assemblage en fabrication (productivité, ergonomie).

Ingénieur Mécanicien Généraliste, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans dans l'industrie, acquise de préférence en production.

Vous vous êtes reconnu ? Adressez dès maintenant CV, photo et prétentions en précisant la référence RMI à VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION F.R. CUMINAL - 17 rue Henri Gautier - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo compte près de 30 000 personnes réparties en dix Branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

**Valeo**  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

## Ingénieur Qualité Conception

**Valeo**

Leader européen dans les projecteurs et feux de signalisation pour automobiles, nous recherchons aujourd'hui, pour notre établissement de BOBIGNY (93), un Ingénieur Qualité Conception.

Vous participerez, auprès du Directeur de la Qualité, à la conception et au développement des produits nouveaux et serez l'animateur et le garant de l'utilisation optimale des outils qualité (AMDEC, SPC, plans d'expérience, analyse des processus, ...).

Vous suivrez l'évolution des cahiers des charges pour veiller à la compatibilité des moyens industriels avec les exigences clients. De plus, vous développerez les standards qualité-conception.

Homme de communication, professionnel rigoureux, fort d'une expérience de 3 ans environ, vous faites preuve d'organisation et d'innovation dans la recherche de solutions, ce qui vous permettra de vous imposer auprès de vos clients internes (bureaux d'études, labos, achats, commerce, méthodes industrielles, qualité usines et chefs de projets).

Vous adhèrerez, bien entendu, au concept de la Qualité Totale.

Déplacements fréquents de courte durée à prévoir sur les sites industriels ou chez les clients.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'allemand un atout supplémentaire.

Vous vous êtes reconnu ? Adressez dès maintenant CV, photo et prétentions en précisant la référence IQC à VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION F.R. CUMINAL - 17 rue Henri Gautier - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo compte près de 30 000 personnes réparties en dix Branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

**Valeo**  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE**SGS**

PARIS

Redwood (France) s.a.

N°1 mondial du contrôle produits pétroliers et pétrochimiques, Redwood France (12 agences, 10 laboratoires) se renforce. Concevoir, formaliser, tester, développer, vendre et faire vendre par les hommes Redwood des services nouveaux pour nos clients d'aujourd'hui et ceux de demain... Telles sont les missions de notre futur

Responsable  
développement  
activités nouvelles

Ingénieur de 30/40 ans, avec une double expérience industrielle en pétrole ou chimie, acquise, si possible, dans la logistique, nous vous proposons de grandir ensemble. Rencontres-nous.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite + C.V. et photo sous la référence BR2M à notre Conseil : INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

**INFRAPLAN**

PARIS/BARCELONE

## Diriger une équipe

Notre groupe a pour vocation l'ingénierie et la maîtrise d'œuvre (bâtiment, infrastructure, urbanisme) et dispose sur LILLE + PARIS d'un centre de profit à fort potentiel. Nous souhaitons en confier la direction à un

## Ingénieur d'Affaires

Diriger une équipe de cadres et techniciens, assurer le reporting des comptes de la région auprès de la Direction, assurer le développement commercial, telles sont les missions qui viendraient enrichir le volet technique de la fonction : prise en charge de projets audacieux, implication personnelle dans leur élaboration, garantie de bonne fin auprès de nos clients et partenaires. Ce poste complet (Technique, Commercial, Gestion) pourrait convenir à un ingénieur issu nécessairement de X, ECP, ENSAM, Mines Paris ou Ponts et disposant d'une expérience confirmée en Maîtrise d'Œuvre Bâtiment.



Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. RU/2 à Mr Jean Noël LINDEMANN I.P.P.A. - 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

Un manager de la production  
Chef d'unité

- 4 500 personnes
- CA : 2 milliards de F
- 12 unités de production
- Filiale de SARA LEE CORPORATION

Intégré à la division collants, nous dirigeons le centre de finition regroupant les services de magasinage, entretien, teinture et conditionnement.

Vous assurez l'organisation, la coordination et l'animation des moyens humains (450 personnes) et industriels. Vous garantissez les livraisons clients dans les meilleures conditions de délais, qualité, coût.

Vous participez avec la direction industrielle aux changements des procédés de fabrication dans un secteur en pleine évolution technologique.

Ingénieur généraliste (type ENI), vous possédez une expérience confirmée d'encadrement de production, de préférence en industrie grande série.

Vos qualités d'organisateur rigoureux vous assurent une adaptation au niveau d'activité fluctuant.

Ce poste basé à Autun (71) vous donne une bonne connaissance du métier de DIM et vous offre une ouverture sur des postes opérationnels ou fonctionnels en rapport avec vos motivations. Des facilités d'installation pour votre intégration vous sont proposées.

■ Adressez votre candidature, sous réf. SC1162, à notre conseil CDPA, 52 boulevard Carnot, 21000 Dijon. Tél. : (03) 80.31.60.75.

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANCON

Notre société spécialisée dans la conception et la réalisation de biens d'équipements industriels, 400 personnes, 500 MF de CA, recherche, pour étoffer la cellule R & D de sa DIVISION LOISIRS,

LEADER  
MONDIAL DE  
L'ENGINEMENT  
AUTOMATIQUEINGENIEUR  
RECHERCHE ET  
DEVELOPPEMENT

Vos missions principales seront :

- Etudes théoriques en mécanique des fluides, thermiques et mécaniques pour la réalisation de prototypes.
- Essais et validation de ces prototypes, en collaboration avec les spécialistes concernés.

Age d'une trentaine d'années, de formation BAC + 5 (ingénieur ou université), vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans la modélisation et le développement de procédés techniques mettant en œuvre des fluides.

Pour ce poste de haut niveau, maîtrise de l'outil informatique, pratique de l'anglais technique, adaptabilité, aptitude au travail en équipe et créativité sont indispensables.

Les premiers entretiens auront lieu à Nantes ou Paris.

Votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 57/101 RAJ), sera traitée en toute confidentialité (réponse assurée). EGOR REGION OUEST 15, rue Charles Monselet 44000 NANTES.

**York France**Un budget d'investissement  
de plus de 100 MF par an  
Ingénieur expérimenté

- 4 500 personnes
- CA : 2 milliards de F
- 12 unités de production
- Filiale de SARA LEE CORPORATION

Rattaché à la Direction Industrielle, vous êtes, au niveau du groupe DIM, le directeur des travaux : entretien, extensions, nouvelles implantations.

Garant de la rentabilité de l'investissement, vous assurez les études, le suivi de la réalisation et de la rentabilité en veillant à respecter l'environnement.

Véritable conseiller pour la direction, coordinateur de toutes les énergies de l'entreprise, vous êtes un consultant interne pour les unités.

Assisté d'une petite équipe, vous avez la souplesse d'adaptation avec des prestataires extérieurs dans votre fonction de maître d'ouvrage.

Ingénieur généraliste, vous avez une expérience confirmée dans le domaine.

Construisez ce poste nouvellement créé à votre dimension et faites-le évoluer parallèlement aux grands projets du groupe.

Poste basé à Autun (71). Des facilités d'installation pour votre intégration vous sont proposées.

■ Adressez votre candidature, sous réf. SC1159, à notre conseil CDPA, 52 boulevard Carnot, 21000 Dijon. Tél. : (03) 80.31.60.75.

DIJON PARIS **CDPA** LYON BESANCON

EMPLOI

Le mardi,  
c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

**Le Monde**  
INITIATIVES



18 Camions et autocars européens seront équipés d'un limiteur de vitesse dès 1994

18 Démantèlement d'un réseau d'escroquerie au chômage  
20 Chute des ventes d'automobiles aux États-Unis

20 Marchés financiers  
21 Bourse de Paris

BILLET

Les emplettes de la « Sécu »

A l'orée d'un hiver qui s'annonce rigoureux, la Sécurité sociale fait quelques emplettes pour passer la mauvaise saison. Elle en aura bien besoin car, si l'on en croit les derniers pointages, les firmes pourraient bien durer toute l'année 1992. La « Sécu », qui a reçu ses dotations dès le mois de juillet (augmentation de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie des actifs, hausse de 50 % du forfait hospitalier), les a déjà mangées. Le déficit attendu pour 1991 atteindra 15 milliards de francs, soit deux milliards de plus que prévu, alors que le léger excédent espéré pour l'an prochain risque de se transformer en un solde négatif de 5 à 8 milliards. Ce ne sont pas tant les dépenses que les recettes qui en sont la cause. La montée du chômage et le ralentissement économique priveront le régime général d'une bonne douzaine de milliards en 1991.

Le ministère des affaires sociales s'est donc lancé sur la piste des économies. Le premier instrument - d'un classicisme éprouvé - consiste à passer sur la revalorisation des retraites de la Sécurité sociale et des prestations familiales. Celles-ci n'augmenteront que de 1 % au 1<sup>er</sup> janvier et de 1,8 % au 1<sup>er</sup> juillet, soit une progression de 2,3 % en moyenne annuelle alors que celle des prix atteindrait 2,8 %. Cela permettra de réduire de 3 milliards de francs les dépenses. D'autre part, un peu plus de 2,5 milliards de francs ont été grappillés par une modification de la compensation interrégimes et un bonus de 0,8 milliard sera obtenu par l'intermédiaire d'un transfert de contributions patronales. Les entreprises paieront 2,7 milliards de moins pour les accidents du travail mais leur cotisation d'assurance-maladie augmentera de 0,2 point, soit 3,5 milliards de francs. Enfin, la hausse des salaires observée cette année conduit le gouvernement à augmenter de 4,7 % le plafond de la Sécurité sociale en 1992. Cet effet différé améliorera les recettes de l'assurance-vieillesse au détriment des caisses de retraite complémentaires des cadres. Toutefois, ce « shopping » de fin d'année ne permettra guère d'embellir la présentation des comptes de la Sécurité sociale, courant janvier. Du fait du déficit de 1990, il faudra trouver 30 milliards fin 1992. Autant dire que les syndicats de médecins, qui font traîner en longueur les négociations sur la maîtrise des dépenses, n'ont sans doute fait que repousser l'échéance.

JEAN-MICHEL NORMAND

Accentuant sa percée en Italie

BSN rachète au groupe Agnelli le numéro un italien des eaux minérales

Le groupe BSN, numéro un français de l'agroalimentaire présidé par M. Antoine Riboud, rachète au holding IFIL du groupe Agnelli, 50 % du capital de Sift, dont il deviendra le seul actionnaire à 100 %. Sift contrôle les eaux minérales San Geronzi, Ferrarelle, Boario et Fabia. En outre, Sift détient 8,12 % de la brasserie Peroni, dont BSN deviendra actionnaire à hauteur de 24,3 %, le solde appartenant à la famille Peroni. Enfin, BSN va acquérir dans IFIL 10 % du capital des sociétés de produits d'épicerie Star (Italie) et Starlux (Espagne), dont il deviendra actionnaire à 45 % au lieu de 35 %, le solde étant détenu par la famille Fossati.

Par ces acquisitions, payées au groupe Agnelli, BSN devient notamment le numéro un des eaux minérales en Italie, et augmente sa participation dans le numéro un de la bière Peroni (40 % du marché). Le groupe agroalimentaire français accentue ainsi sa percée en Italie, où il occupe déjà la deuxième place dans l'indus-

trie des pâtes, avec 12 % de la production derrière le géant Barilla (25 % du total). Surtout, il contrôle pratiquement tout le marché du vin dans la péninsule, un véritable monument depuis un siècle avec des positions dominantes dans le célèbre Bel Paese (70 %) et dans le fromage frais (35 % de la Mozzarella industrielle). Cette percée, rappelle-t-on, n'a pu être effectuée qu'avec l'appui du groupe Agnelli, grâce à l'accord passé en septembre 1987, qui comportait un échange de participations, BSN détenant 20 % dans une filiale INFIL Partecipazioni, devenu Finépar, et IFIL devenant la deuxième actionnaire du groupe français avec 5,7 % de son capital.

M. Antoine Riboud, qui, en 1985, s'était fait souffler en extrême les pâtes Buitoni au profit de M. Carlo De Benedetti (le matin l'achat était conclu et le soir il ne l'était plus, après des manœuvres florentines), avait compris, à ses dépens que dans l'industrie italienne, il fallait un « ap-

rain ». Sans parvenir à influencer et bien entendu, point de percée, surtout dans un climat nationaliste.

Effectivement, c'est grâce au groupe Agnelli que BSN a pu prendre en Italie la place qu'il a, au nez et à la barbe des grands crocodiles mondiaux de l'agroalimentaire, le néerlandais Unilever, l'américain Kraft-Philip Morris et le suisse Nestlé. Ces derniers l'ont rejoint depuis longtemps Galbani, que le groupe Agnelli racheta en janvier 1989 pour 11,5 milliards de francs à six banques luxembourgeoises, pour rétrocéder 25 % à BSN, puis 50 % il y a un an en attendant la totalité.

A Paris, on veut souligner, avec une certaine ironie, que ces opérations, amorcées dès 1987, en association avec le groupe transalpin, n'ont rien à voir avec l'OPA récemment lancée par l'IFINT, autre filiale d'Agnelli, sur la société française Exor.

FRANÇOIS RENARD

En Ile-de-France

La crise sévit aussi dans le logement neuf

La crise de l'immobilier n'épargne pas, loin s'en faut, les logements neufs en Ile-de-France : au cours des trois premiers trimestres de 1991, les ventes ont reculé de 35 % par rapport aux neuf premiers mois de 1990, selon l'AILAP (Association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne). La chute, commencée au deuxième trimestre 1990, a touché plus les appartements (-38 %) que les maisons (-32 %).

A Paris (prix moyen du mètre carré : 33 820 francs), le recul est de 46 %, 826 logements neufs seulement ayant été vendus en neuf mois (contre 1 545 de janvier à septembre 1990). Les stocks gonflent : début 1991, les logements offerts à la vente représentaient vingt-cinq mois de vente à Paris et en grande couronne et trente-trois mois en petite couronne.

La baisse d'activité s'est centrée d'abord sur les logements les plus chers, qui avaient tiré le marché en 1988 et 1989. L'AILAP - qui ne

prétend pas fournir un indice des prix, mais seulement une « observation » - note un arrêt de la hausse dans six des huit départements (l'éventail des prix est de 1 à 7). Celle-ci n'atteint plus que 2,3 % à Paris et 1,1 % en Seine-Saint-Denis. Les prix baissent dans les Hauts-de-Seine (-3,3 %), dans les Yvelines et en Essonne (-4,5 % dans les deux cas) entre les mois d'octobre 1990 et 1991. Seuls deux départements continuent de monter : le Val-de-Marne (+9,4 %) et la Seine-et-Marne (+10 %).

Signe, sans doute, que les ménages ne peuvent plus suivre la poussée des prix : la part des petits logements (studios et deux pièces) progresse. Au cours de la période étudiée, ils représentent 53,5 % des ventes (48,4 % un an plus tôt), pourcentage qui monte à 58 % à Paris. L'AILAP y voit le signe que « les investissements localisés liés aux avantages fiscaux perdurent ».

F. V.

Signée par trente-cinq pays et neuf Républiques ex-soviétiques

Une Charte européenne de l'énergie est adoptée à La Haye

Les représentants de trente-cinq pays et ceux de neuf Républiques ex-soviétiques (1) ont adopté, mardi 17 décembre à La Haye, une Charte européenne de l'énergie. Cette charta trace les contours de ce qui pourrait devenir un Marché commun de l'énergie entre les pays occidentaux et les pays d'Europe de l'Est, ou l'Union soviétique en tête. Elle assure qu'une bonne utilisation des « complémentarités énergétiques en Europe bénéficiera à l'économie mondiale ». Il en résultera une « meilleure sécurité d'approvisionnement » et une amélioration « maximum de l'efficacité de la production, de la transformation, du transport, de la distribution et de l'utilisation de l'énergie ».

LA HAYE

de notre correspondant

La conférence de La Haye figure dans les livres d'histoire comme la première réunion internationale ayant consacré l'éclatement de l'empire soviétique : neuf des Républiques ayant constitué jusqu'à un passé récent l'Union y étaient représentées en tant qu'entités spécifiques et c'est en leurs noms propres qu'elles ont signé le document final. Elles ne pourront cependant pas arguer de la conférence de La Haye comme d'un début de reconnaissance diplomatique par les pays co-signataires de la charta. Une déclaration formulait explicitement cette restriction devant être publiée mardi 17 décembre en fin de matinée.

Les pays occidentaux, en tenant compte de la nouvelle réalité soviétique, ont surtout voulu préserver la substance et les objectifs de la charte. L'idée qui la sous-tend est celle d'un troc entre, d'une part, les capitaux et le savoir-faire des Occidentaux et, d'autre part, les énormes réserves en pétrole et en gaz naturel inefficacement exploitées que recèle l'Union soviétique. Celle-ci ouvrirait

son marché en échange d'une modernisation de son secteur énergétique et d'une rentrée de devises; les Occidentaux financeraient les investissements, en échange de contrats d'approvisionnement à long terme et d'une réduction de leur dépendance à l'égard des pays de l'OPÉP.

« Un marché mondial »

L'idée initiale revient au premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, au printemps 1990. Mais, de cette idée d'une Communauté européenne de l'énergie, il ne reste guère aujourd'hui que le titre du document de La Haye. Le centre de gravité géographique reste, bien sûr, le Vieux Continent, mais les États-Unis et le Japon sont parvenus à rallier le mouvement. Pour de la même Europe dans le secteur énergétique? Le représentant américain a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'inclure l'Europe de l'Est à intégrer seulement l'Europe de l'Ouest mais aussi « un marché mondial », qui requiert des investissements massifs que « doivent supporter toutes les nations » en ayant la capacité.

La France aurait souhaité que la charta comportât un nombre limité de signataires, et son représentant, M. Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières, a tenu à rappeler que « l'énergie emprunte les grands réseaux de transport ou lorsqu'elle est contrainte par la protection de l'environnement, elle devient un objet géographique. Il y a donc, à l'évidence, une solidarité européenne de l'énergie ».

La multiplicité des partenaires risque en tout cas de ne pas lever le scepticisme des milieux industriels, pour qui la Charte risque de s'avérer tout au plus un objet géographique. En son état actuel, elle ne l'est d'ailleurs pas du tout : il ne s'agit que d'une déclaration de principe, qui doit être complétée par un acte de base puis par des protocoles d'application sectorielle.

L'acte de base aura valeur de traité et dessinera le cadre juridique facilitant l'action des entreprises. Le but étant d'arriver à une communauté énergétique fonctionnant selon les lois de l'économie de marché, la

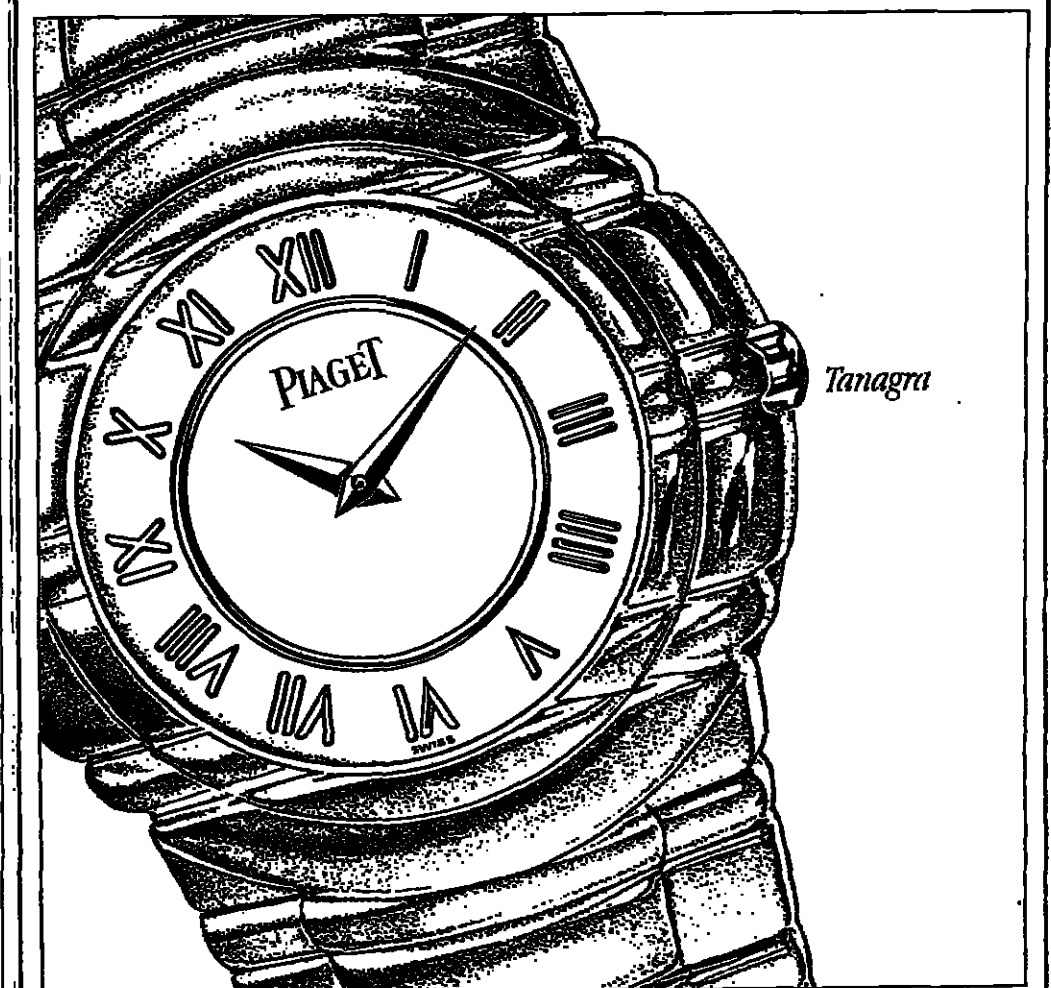
légalisation soviétique sur la propriété, la circulation des capitaux, le rapatriement des bénéfices ou la protection des brevets devra être mise à niveau. Cet accord devra préciser le degré d'engagement financier des puissances publiques. La France a fait valoir que les lois du marché « ne suffisent pas » pour que les entreprises investissent massivement dans des économies désorganisées ou pour que les centrales nucléaires des pays d'Europe orientale, « généralement d'un niveau de sûreté inacceptable », soient remplacées par des centrales nucléaires de type occidental. « Il y a trop à faire

pour attendre plus longtemps », a déclaré M. Lubbers, qui a souhaité que l'accord de base soit signé « dans les mois qui viennent » et que les premiers projets soient engagés dans le courant 1992. D'ici là, les protocoles d'application sectorielle devront avoir été élaborés. Le marché intégré de l'énergie entre l'Est et l'Ouest suscite une double crainte : celle des pays non participants, tels ceux de l'OPÉP, qui voient dans la tentative des Européens une forme de protectionnisme; celle des écologistes, qui, à l'instar de Greenpeace, déplorent que la Charte contredise les engagements pris en matière de

réduction des émissions d'oxyde inhérentes à l'exploitation des énergies fossiles.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Les pays de la CEE, Albanie, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bulgarie, Canada, Chypre, Estonie, États-Unis, Fédération russe, Finlande, Géorgie, Hongrie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Moldavie, Norvège, Ouzbékistan, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchécoslovaquie, Turkménistan, Ukraine et Yougoslavie. Et au nom du « centre » soviétique, le Comité économique inter-républicain.



PIAGET

JOAILLIER EN HORLOGERIE DEPUIS 1874  
GENÈVE

Aldebert

Paris : 16, place Vendôme, 1, boulevard de la Madeleine,  
6, rue du Faubourg-St-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot.  
Cannes : 19, La Croisette.  
Monte-Carlo : Piaget - 3, avenue des Beaux-Arts.

Le Portugal présente aux Douze un programme de convergence économique

Après l'Allemagne et l'Italie, le Portugal a présenté à la Commission européenne, lundi 16 décembre, son plan de « convergence économique ». Pour la première étape de l'Union économique européenne (UEM), tous les membres de la CEE doivent soumettre de tels programmes les engageant à rapprocher leurs performances des critères retenus à Bruxelles.

Lisbonne prévoit de ramener, en quatre ans, son taux d'inflation de 11,7 % (prévision pour 1991) à 4 %, a déclaré le vice-président de la Commission européenne, M. Heining Christophersen. Le déficit budgétaire, qui doit atteindre cette année 4,8 % du produit

intérieur brut (PIB), doit passer au cours de cette période à 3 %, un pourcentage égal à l'indicateur retenu pour autoriser la participation d'un pays à la phase ultime de l'UEM.

Pour M. Christophersen, « s'ils tiennent leurs objectifs, les Portugais seront capables de participer à la troisième étape de l'UEM », devant consacrer des parités fixes entre les monnaies. A l'heure actuelle, la monnaie portugaise entre dans la composition de l'écu, mais ne participe pas au mécanisme de change du système monétaire européen. Le Portugal est membre de la CEE depuis 1986.

La CEE débloque 100 millions d'écus en faveur de Moscou et de Saint-Petersbourg

Réunis, lundi 16 décembre à Bruxelles, les ministres des finances des Douze ont décidé de débloquent une aide d'urgence de 100 millions d'écus (700 millions de francs) en faveur de Moscou et de Saint-Petersbourg. A Maastricht, les chefs d'État et de gouvernement avaient proposé 250 millions d'écus d'aide alimentaire, mais cette somme a été réduite à 200 millions, dont la première tranche de 100 millions a été débloquée lundi. En outre, les ministres des finances se sont prononcés sur l'octroi de la première tranche, égale à 500 millions d'écus, d'un prêt garanti de 1,25 milliard d'écus pour des achats de produits alimentaires.

## ÉCONOMIE

## SOCIAL

La grève des cheminots

## La direction de la SNCF prévoit des perturbations modérées

L'absence du syndicat autonome des mécaniciens, la FGAAC, qui ne s'est pas associé au mot d'ordre de grève lancé à la SNCF par la CGT, la CFDT et la CFTC, le mardi 17 décembre à 20 heures, devrait réduire les perturbations dues à cet arrêt de travail.

La direction de la SNCF prévoit un service normal sur le réseau TGV, hormis sur les relations Paris-Nantes et Paris-Rennes, où deux trains rapides et express, le service devrait être normal pour les relations ayant pour origine ou destina-

tion les gares de Paris-Est et de Paris-Nord. Ailleurs, deux trains sur trois sont attendus. En banlieue parisienne, deux trains sur trois circuleront sur les réseaux de Paris-Est, de Paris-Nord et de Saint-Lazare, et un sur deux sur les réseaux de Montparnasse, de Paris-Lyon et sur la ligne C du RER.

Les syndicats, qui ont reçu le soutien de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), s'opposent au projet de budget 1992 de la société nationale qui programme des économies et la suppression de 4 800 emplois.

La réforme de l'organisation portuaire

## «Le monopole de la CGT sur les dockers n'est plus supportable», assure la CFDT

Quinze jours après l'annonce par M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, du plan de réforme

## La CFDT se prononce pour une manifestation intersyndicale contre le chômage

La CFDT a annoncé, lundi 16 décembre, son accord pour l'organisation, début 1992, d'une manifestation intersyndicale en faveur de l'emploi. Son secrétaire général, M. Jean Kaspar, a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants de FO, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN, dans laquelle il estime qu'une telle initiative serait «opportune» à condition qu'elle conserve «un caractère exclusivement syndical». «Cette action mobilisera les salariés, accentuera la pression sur le patronat et les pouvoirs publics, elle marquera l'opinion», estime M. Kaspar.

Outre M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, la FEN avait récemment réaffirmé son intérêt en faveur d'une manifestation commune aux organisations syndicales réformistes.

de l'organisation portuaire, le Comité central des armateurs de France (CCAF) constate «avec satisfaction que le gouvernement est parvenu à dégager les importants moyens nécessaires à l'action de modernisation de la filière portuaire», qui doit, selon le CCAF «être globale» (dessertes terrestres, gestion, manutention). Les armateurs souhaitent que les négociations prévues par port «s'engagent le plus rapidement possible afin d'aboutir à des solutions réalistes, pragmatiques et concurrentielles».

Dans un communiqué, la CFDT note de son côté que «le monopole syndical de fait exercé par la CGT sur les dockers depuis 1947, avec la complicité du patronat et des pouvoirs publics, n'est plus supportable».

Les relations sociales doivent être normalisées et la libre concurrence syndicale être rétablie. C'est au gouvernement, par la loi en fin de processus de négociation, qu'il appartient en dernier ressort de mettre fin à l'archaïsme des relations du travail. A ce jour, aucune négociation paritaire ne s'est engagée dans aucun port.

Dix millions de francs détournés aux ASSEDIC

## Un réseau d'escroquerie au chômage a été démantelé

Un réseau d'escroquerie aux ASSEDIC, qui s'étendait sur dix-sept départements, a été démantelé à partir de renseignements rassemblés par la gendarmerie de l'Isère. Huit personnes, dont le cerveau présumé qui demeure à La Seyne-sur-Mer (Var), ont été interpellées et écrouées. La constitution de faux dossiers d'indemnisation par le régime d'assurance-chômage aurait permis de détourner 10 millions de francs depuis 1982.

Des documents tels que bulletins de salaires et certificats de licenciement étaient établis à l'aide d'une société fantôme. Cela permettait à l'instigateur du réseau de percevoir des allocations, d'un montant de 10 000 à 15 000 francs mensuels, dans plusieurs départements. Moyennant un prélèvement de 10 à 15 % sur les sommes obtenues, il faisait profiter d'autres faux chômeurs de sa technique.

Cette fraude a été découverte par un agent des ASSEDIC de l'Isère et une enquête de huit mois a été nécessaire. Déjà, il y a quelques mois, un recensement des sans emploi du département avait fait découvrir 150 faux chômeurs, inscrits sur les listes de l'ANPE, et ayant touché des indemnités. Parmi eux se trouvaient des travailleurs intérimaires.

Des missiles antiaériens Mistral pour l'Espagne. — Pour un montant équivalant à 830 millions de francs, l'Espagne a commandé un groupe français Mistral des missiles antiaériens Mistral, livrables à partir de 1992 aux unités de l'armée de terre et à l'infanterie de marine. Le contrat, qui implique une participation industrielle des sociétés espagnoles INISEL, Santa-Barbara, OCSA et ENOSA, porte sur plusieurs centaines de missiles et deux cents postes de tir. L'Espagne devient le troisième client du système Mistral (après cinq autres pays européens, trois en Asie, trois au Proche-Orient et un en Amérique du Sud) pour un total de huit mille missiles cavirois.

## PATRONAT

## Le CNPF pacifié

Suite de la première page

La «guerre» avec la CGPME (Confédération générale des PME), rivaie, s'intensifie plus que la guerre. Plus que jamais, il est reconnu comme partenaire des pouvoirs publics, le gouvernement de M. Edith Cresson ayant innové en le faisant même participer à un comité interministériel sur le plan PME — du jamais vu. Les dirigeants ont pour autant ses critiques. Comme quoi, il conserve son influence.

Lois de connaître la désaffection qui frappe les partis politiques ou les syndicats de salariés, le CNPF n'est pas touché par la désyndicalisation. Les entreprises continuent d'adhérer au CNPF, et de nouvelles fédérations professionnelles se substituent à celles qui représentent des branches en déclin. A première vue, tout va donc pour le mieux dans le microcosme patronal. Pourtant, les signes de trouble, d'interrogation ou même de remise en question ne manquent pas. Le parti de l'entreprise a-t-il encore un espace? Est-il toujours un groupe de pression puissant, imposant sa loi à tout gouvernement? Ou est-il réduit à une action de lobbying à la marge, se repliant sur le conseil aux entreprises, alors même que ses services sont encore peu développés? Bref, à quel sert aujourd'hui le CNPF?

## Crise du militantisme

La morosité n'épargne pas le monde des chefs d'entreprise. Comme dans le syndicalisme, où il est secoué par une crise du militantisme, les fédérations et les unions patronales peinent pour recruter les candidats nécessaires pour remplir quelque 40 000 mandats patronaux, selon le chiffre cité par Henri Weber (Le Parti des patrons, Editions du Seuil). Les patrons sont les grands, ceux qui dissimulent mal leur indifférence face aux positions défendues par le CNPF, s'en remettant à eux-mêmes pour régler leurs problèmes économiques, industriels ou sociaux.

M. Perigot a innové en ouvrant la commission économique à quelques grands capitaines de l'industrie ou de la finance — de M. Bernard Arnault, PDG de LVMH, à M. André Lévy-Lang, président de Paribas, en passant par M. Noël Goutard, PDG de Valeo — mais le patronat se cogne chaque jour à l'hétérogénéité du monde qu'il veut représenter, un monde qui bruisse de combats quotidiens entre patrons propriétaires et patrons managers.

L'unité peut apparaître ainsi d'autant plus factice ou artificielle que l'heure des grandes causes nationales est passée. Les trois grandes libertés sur lesquelles le CNPF avait fondé son combat (liberté de prix, liberté des échanges, liberté de gestion des effectifs) — sont désormais reconstruites. L'entreprise est légitimée aux yeux de l'opinion et n'est plus perçue comme un lieu d'exploitation et d'effacement. L'Etat n'a pas abdiqué, mais a sélectionné ses interventions et n'est plus omnipotent. L'économie de marché est modélisée et le libéralisme s'installe, même à l'est de l'Europe.

M. Perigot peut bien proclamer que la société d'économie mixte, créée à M. François Mitterrand, «ne peut que conduire à la confusion et au dirigisme», il sait que le Parti socialiste lui-même est de plus en plus social-démocrate, qu'il ne prône plus une quelconque rupture avec le capitalisme. Le risque d'un grand retour en arrière est infime.

Le CNPF peut bien batailler encore pour demander toujours plus de privatisations d'entreprises, d'exonérations ou de réductions de charges sociales, il est obligé de se réinventer sur son propre terrain. Depuis cinq ans, M. François Perigot a joué patiemment et obstinément cette carte, faisant passer le CNPF de l'ère du jacobinisme à celle du girondinisme, notamment sur le plan social. L'effacement de l'Etat devant conduire selon lui à accorder plus de place, au plus près du terrain, aux acteurs de l'économie. Rompant avec le charisme

Bamboyanant d'un François Ceyrac ou les croisées décolorées d'un Yvon Gattaz, le cinquième président du CNPF a paru souvent opter pour un profil bas, laissant l'avant-scène médiatique à des patrons avertis de leurs succès parfois aussi glorieux qu'éphémères.

## Veilleur et ambassadeur

Discret mais résolu, M. Perigot a engagé le CNPF dans la voie de l'adaptation, commandant dès son élection un audit et menant de pair allègement — de 214 permanents en juin 1987 à 193 en décembre 1990 — et renouvellement des effectifs (166 départs et 139 entrées) pour faire face à des difficultés qui n'étaient pas seulement financières. Plutôt que de se comporter en chef guerrier d'un parti des entreprises qui admonesterait en permanence les pouvoirs publics, surtout socialistes, il a rompu avec le combat politique (quitte à rompre des lances sur l'«argent sale» ou la contribution sociale généralisée) et donné au CNPF un rôle de veilleur-intercepteur sur le plan intérieur et d'ambassadeur-représentant de commerce sur le plan international.

Sur le plan intérieur, le CNPF veille au grain du libéralisme et se présente aujourd'hui comme le meilleur avocat de la politique économique de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'il a obtenu, par exemple, dans le budget 1992, la suppression du double taux d'imposition pour les bénéfices réinvestis et distribués? S'il tente toujours d'influer sur la politique économique du gouvernement, il cible mieux les mesures qu'il préconise, ayant moins à combattre une orientation générale qu'il jugerait néfaste.

Toujours présent au niveau de la négociation sociale interprofessionnelle, qu'il s'agisse de la formation, de l'emploi précaire ou de l'assurance-chômage, il tente de nourrir la réflexion économique à travers

de multiples commissions d'études. Parallèlement, il cherche à former les chefs d'entreprise au management, encourage le mécénat, se préoccupe de l'environnement et noue des relations de coopération avec l'éducation nationale — quitte à engager le dialogue avec la FEN, — ses assises de 1992 devant se réunir sur le thème de l'école et de l'entreprise.

Sur le plan international, le recentrage est plus net encore. M. Perigot a créé, il y a peu de temps, le CNPF-International, qui fédère quarante-trois comités géographiques bilatéraux avec d'autres pays afin d'aider les entreprises françaises à «accroître leur présence sur les marchés extérieurs». Le président du CNPF a donné l'exemple, emmenant avec lui, tel un ministre, des délégations de chefs d'entreprise au Japon, en Chine, aux Etats-Unis, en Tunisie et au Maroc, et surtout en ex-URSS et dans la plupart des pays d'Europe de l'Est. Sur le plan européen, le CNPF a accru son action de lobbying auprès de la Commission de Bruxelles, organisant il y a trois ans le premier sommet du patronat européen et persuadant, non sans mal, ses pairs de la CEE de s'engager dans la voie de la négociation sociale au niveau européen.

Incontestablement, le CNPF conserve donc son utilité et son influence dans le jeu économique-social aujourd'hui. Mais il lui reste à en faire mieux encore la démonstration. Au niveau hexagonal, alors qu'un nombre croissant d'entreprises traitent directement avec les pouvoirs publics, que la «base» est indisciplinée et que les fédérations professionnelles prennent toujours plus de poids, il n'échappera pas à la nécessité de développer les services et les conseils aux adhérents. Au plan international, et d'habitués européens, il doit mieux faire connaître encore son savoir-faire. Rude tâche pour M. François Perigot, qui, désormais non rééligible, veut tenter de trouver de nouvelles pistes pour améliorer la compétitivité des entreprises. Afin de mieux affronter l'union européenne.

MICHEL NOBLECOURT

(1) Les entreprises adhérentes aux fédérations professionnelles — dont les cotisations représentent plus de 90 % du budget 1992 du CNPF, évalué à 110 millions de francs — ou à des unions patronales. Elles peuvent aussi adhérer directement à CNPF-International.

## TRANSPORTS

Le 1<sup>er</sup> janvier 1994

## Les camions et les autocars européens seront équipés d'un limiteur de vitesse

Les ministres des transports des Douze ont décidé, lundi 16 décembre, d'imposer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994, des limiteurs de vitesse, mécanisme empêchant l'arrivée du carburant nécessaire à une accélération, aux poids lourds de plus de 12 tonnes et aux autocars de plus de 10 tonnes. Ces derniers ne pourront dépasser les 100 km/h, mais les camions seront bloqués à 85 km/h.

Les véhicules mis en circulation avant 1988 ne sont pas concernés par cette mesure. Les véhicules fabriqués depuis 1988 disposeront d'une année supplémentaire pour se conformer à la nouvelle réglementation, qui ne changera rien aux règles en vigueur en France. Le limiteur de vitesse ne sera efficace qu'à la condition d'être véritablement inviolable, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

## 4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS

3. RUE LA SOÉTIE	112. BD ST-GERMAIN	132. BD ST-GERMAIN	18. BD DE SEBASTOPOL
------------------	--------------------	--------------------	----------------------

3 990 F.T.T.C.

PANASONIC KOW 1000  
Traitement de texte portable  
Lecteur disquette 3,5 p  
Mémoire 50 000 caractères

3 990 F.T.T.C.

PANASONIC Cf 170  
Micro-ordinateur portable  
Compatible PC  
Lecteur 3,5 p + disque dur 20 Mo

3 990 F.T.T.C.

H.P. 95 LX  
Compatible PC de poche  
Mémoire interne 512 ko  
Tableau Louis 1,2,3

BUREAUTIQUE **DURIEZ** INFORMATIQUE

## CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE  
LE BILAN DE VOS CLIENTS,  
LE REGISTRE DU COMMERCE  
DE VOS FOURNISSEURS,  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES  
ET LE RÉSULTAT NET  
DE VOS CONCURRENTS.



36 29 11 11

LE REFLEXE INDISPENSABLE

Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation de paiements.

Vous pouvez aussi commander copies des bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pouvez recevoir un extrait Rbis sans écrire ou vous dérouter, sans frais particulier.

Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



INFOGREFFE

CIE INFOGREFFE TELEMATIQUE 1, quai de Corne 75181 PARIS Cedex 04 Tél. (1) 43 29 06 75



20 11 50

## CARNET DU Monde

### Naissances

Aly ROUTIER  
et  
Valérie LEZASLE,  
Aly-Charles, Benoît, Nathan  
et Valentin,  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël.

35, rue Claude-Lorrain,  
75016 Paris.

### Mariages

Smy RIBOH  
et  
Amos BOARON

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui  
a eu lieu le 19 novembre 1991, en  
Israël.

### Décès

Jacques Aigueperse,  
chirurgien des Hôpitaux de Paris,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Aigueperse  
et leurs enfants,  
font part du décès de leur mère

M<sup>me</sup> Marie-Louise AIGUEPERSE,  
survenue le 12 décembre 1991, à l'âge  
de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus  
stricte intimité familiale à Bois-le-Roi,  
où repose déjà son mari

Henri AIGUEPERSE.

83, avenue du Général-de-Gaulle,  
77350 Boisselles.  
1, rue de Bruxelles,  
69100 Villeurbanne.

Roger Bonnain,  
son épouse,  
Rolande, Michel,  
ses enfants,  
Elodie, Chloé,  
ses petites-filles,  
ont la douleur de faire part du décès de

Sara BONNAIN,

née Kramer,  
survenue le 9 décembre 1991.

Son enterrement a eu lieu dans  
l'intimité.

Celui qui n'a point été éprouvé,  
Que sait-il ?  
(Ecl. 34, 9.)

41, rue des Solitaires,  
75019 Paris.

M<sup>me</sup> Henri BUCAS FRANÇAIS,  
son épouse,  
Yves et Marie BUCAS FRANÇAIS,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Vitron,  
ses enfants,  
Sophie, Stéphane, Émeric, Nicolas,  
Sébastien, Charles et Paul,  
ses petits-enfants,  
M. l'abbé Jean Rio,  
M<sup>me</sup> André BUCAS,  
ont la douleur de faire part du décès de

Henri BUCAS FRANÇAIS,  
adjudant-chef de la Garde républicaine,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
médaille militaire,

survenu dans sa soixante-seizième  
année, le 12 décembre 1991, en son  
domicile de Damgan (Morbihan).

Les obsèques ont eu lieu en l'église  
de Damgan, le 14 décembre.

Jacqueline ECHARD-Séailles,  
son épouse,  
Yves et Marie ECHARD,  
Bertrand ECHARD,  
ses enfants,  
Olivier et Caroline,  
ses petits-enfants,  
Jacques, Jacqueline et Pierre,  
ses frères et sœur,  
Et leurs familles,  
Les familles Séailles, Kervran  
et Dumoulin,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jean ECHARD,  
ingénieur au corps des Mines,  
officier de la Légion d'honneur,

survenu à son domicile, le 11 décembre  
1991, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques religieuses ont été cé-  
lèbrées le 14 décembre, dans l'intimité  
familiale.

11, rue du Président-Wilson,  
63000 Clermont-Ferrand.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

900 F

CUIR

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

31, RUE DE LA VILLETTÉ

Vincent Faraggi,  
Pierre Faraggi,  
Jeanne Simonet  
et ses enfants,  
Bernadette Licoys-Faraggi,  
Et toute la famille,  
ont l'immense douleur de faire part du  
décès de

Claude FARAGGI,

survenue le samedi 14 décembre 1991.

Les obsèques auront lieu dans la plus  
stricte intimité.

(Le Monde du 17 décembre.)

M<sup>me</sup> Dominique Guérard,  
Delphine, Stéphanie, Emmanuel,  
ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Christian GUÉRARD,  
docteur d'Etat,  
chercheur au CNRS  
en philosophie ancienne,

survenue le 13 décembre 1991.

Un service religieux aura lieu en  
l'église Sainte-Clothilde, rue Las-Cases,  
Paris-7<sup>e</sup>, le 19 décembre, à 8 h 30.

Le SNCS et le comité de liaison  
de la section 35

ont la grande tristesse de faire part du  
décès de leur camarade et ami

Christian GUÉRARD,  
chercheur au CNRS,

survenue à Paris, le vendredi 13 dé-  
cembre 1991.

C'est avec une grande tristesse que  
nous faisons part du décès de

Gilbert HAMBURGER,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre,  
médaille de la Résistance,

survenue le 14 décembre 1991, à l'âge  
de soixante-dix ans, dans sa résidence  
des Alpes-Maritimes.

De la part de  
Lucie Emmanuel Hamburger,  
son épouse,  
Christine Brunschwig-Hamburger,  
sa fille adoptive,  
Daniel Brunschwig,  
Valérie Pujols,

De toute sa famille et parents alliés,  
De ses compagnons de Résistance et  
de déportation,  
Et de ses très nombreux amis.

Les obsèques auront lieu au cime-  
tière de Sphérodès (Bouches-du-  
Rhône), le vendredi 20 décembre, à  
15 heures.

M<sup>me</sup> Claude Kosmann,  
M. Bertrand Schwarzbach  
et M<sup>me</sup> née Yvette Kosmann,  
Et leurs enfants,  
Yvonne et Joseph,  
M<sup>me</sup> Madeleine Muelto,  
née Kosmann,

M. André Benjamin KOSMANN,  
survenue le 15 décembre 1991, à l'âge  
de quatre-vingt-quatre ans.

La levée du corps aura lieu à son  
domicile le 17 décembre, à 13 h 15,  
suivie de l'inhumation au cimetière  
parisien de Pantin, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Le Chiv'a sera observé chez  
M<sup>me</sup> Schwarzbach.

20, rue de Varize,  
75016 Paris.

Toute sa famille  
a la douleur de faire part du décès dans  
la paix de Dieu, le 16 décembre 1991,  
de

M. André MANGEOT,  
Professeur honoraire  
de la Faculté de pharmacie  
université Paris-XII.

Ancien directeur  
de la Pharmacie centrale  
des hôpitaux de Paris.

Inspecteur général honoraire  
des services pharmaceutiques  
de l'Assistance publique.

Président  
du Centre national d'information  
sur le médicament hospitalier.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 20 décembre, à 8 h 30, en  
l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffe-  
tard, Paris-5<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
de Talant, Dijon (Côte-d'Or).

13, rue Scipion,  
75005 Paris.

M. Samuel Obadia,  
Et ses fils,  
Pierre et Michaël,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Halina OBADIA,  
bibliothécaire  
à la Bibliothèque nationale.

Ses obsèques auront lieu le mercredi  
18 décembre 1991 au cimetière Condé,  
avenue de Condé, à Saint-Maur (Val-  
de-Marne), à 9 h 15.

Partenay (Deux-Sèvres).

M<sup>me</sup> Paillieux,  
son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Joubert,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Fejoux,  
ses vieux amis  
et leurs enfants,  
Et ses enfants,  
Sa secrétaire,

ont la peine profonde de faire part du  
décès, le 13 décembre 1991, de

M. André PAILLIEUX,  
officier de la Légion d'honneur  
et du Michan (Rikhar),  
ancien membre  
de l'Assemblée consultative provisoire  
et de  
l'Assemblée nationale constituante,  
ancien membre du Conseil économique

et social,  
combattant volontaire de la Résistance,  
administrateur honoraire de la SNCF,  
ancien administrateur de la STEF,  
ancien maire de Bénéville-sur-Mer  
(Calvados),

survenue dans sa quatre-vingt-troisième  
année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le  
jeudi 16 décembre, en l'église Saint-  
Laurent de Partenay.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Boris et Vladimir Najman,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur mère

Mirjana RADOVIC,

survenue vendredi 13 décembre 1991.

Les obsèques auront lieu le mercredi  
18 décembre.

42, rue de Monge,  
75003 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Raymond Sessobé,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Sessobé,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Oger  
M. et M<sup>me</sup> Claude Sessobé,  
M<sup>me</sup> Elisabeth Sessobé,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Allain,  
ses enfants,

M. le chanoine Daniel Sessobé,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Sessobé,  
M. Xavier Sessobé,  
Le R<sup>ve</sup> Bernard Sessobé, SJ,

Et ses cent un petits-enfants et  
arrière-petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Dien, de

M. Marcel SESSOBÉ,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
croix de guerre 1914-1918,

décédé, muni des sacrements de  
l'Eglise, le samedi 14 décembre 1991,  
dans sa centième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 19 décembre, à 8 h 30, en  
l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Clamart,  
sa paroisse.

L'inhumation aura lieu au cimetière  
Saint-Jean de Châteauneuf-Gontier  
(Mayenne), le même jour à 16 h 30.

50, rue du Troisy,  
92140 Clamart.

M<sup>me</sup> Micheline Souplet,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Girard  
Le docteur et M<sup>me</sup> J. Neyra,  
Ses enfants, ses petits-enfants,  
Et ses dix arrière-petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Christiane SOUPLET,  
née Charlon,

rappelée à Dieu le 14 décembre 1991, à  
l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 19 décembre, à 8 h 30, en  
l'église Saint-Odile, 2, avenue Sté-  
phane-Mallarmé, Paris-17<sup>e</sup>.

175, rue de Courcelles,  
75017 Paris.

M<sup>me</sup> Zinovi Weinstein,  
née Norah Feinon,  
a la douleur de faire part du décès de  
son époux,

M. Zinovi WEINSTEIN,  
croix de guerre 1939-1945,  
officier  
dans l'Ordre national du Mérite.

Selon la volonté du défunt, les obé-  
ques ont eu lieu dans la plus stricte  
intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue du Maréchal-Lyautey,  
75016 Paris.

Not abonnés et nos actionnaires,  
bénéficiant d'une réduction sur les  
inscriptions du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir nous com-  
miquer leur numéro de référence.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CHRYSLER CORPORATION

Le Conseil d'Administration de la société CHRYSLER CORPORATION  
a, dans sa séance du 7 décembre 1991, décidé la mise en distribution d'un  
dividende de quinze cents par action ordinaire détenue, payable le  
15 janvier 1992, aux actions inscrites à la date du 16 décembre 1991.  
Les actions ordinaires seront négociées en-coupon à la Bourse de New York à  
compter du 10 décembre 1991.



Au cours de l'Assemblée générale ordinaire du 12 décembre 1991, Monsieur  
Jean-Luc Lagardère, président de Hachette, a fait état des perspectives du groupe  
pour 1991.

Le résultat (hors éléments non récurrents) devrait être voisin de l'équilibre. Un  
certain nombre d'éléments exceptionnels pouvant encore influencer en plus ou en  
moins les comptes de l'exercice, il n'a pas été fait de provision sur le résultat  
global.

Monsieur Jean-Luc Lagardère a réitéré l'engagement stratégique du groupe  
Hachette en tant qu'opérateur d'une chaîne privée généraliste de télévision, pièce  
essentielle d'un groupe multimédia moderne.

Il a précisé également les engagements financiers du groupe à l'égard de la  
Cinq.

D'une part, Hachette s'est engagé devant le CSA en octobre à apporter en tant  
qu'opérateur des avances en compte courant assurant le financement nécessaire à  
l'exploitation de la chaîne si les augmentations de capital ne sont pas suffisantes. Il  
est prévu à ce titre que le compte courant d'Hachette à la Cinq atteindra 500 MF  
environ à la fin de l'exercice 1991.

D'autre part, du fait que la Cinq est une société non cotée en Bourse, Hachette  
s'est engagé à l'égard de certains actionnaires de la Cinq à leur assurer la faculté de  
rendre à terme leur investissement liquide.

Bien entendu, l'ensemble de ces engagements sont reflétés dans la comptabilité  
du groupe Hachette par l'amortissement de la survalue (775 MF en 1990) et par  
la constitution de provisions pour risques (975 MF en 1990). L'évolution des  
résultats de la Cinq en 1991 devrait amener le groupe Hachette à utiliser en 1991  
la totalité de la provision constituée fin 1990.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION  
ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS  
Obligations 15,70 % mars 1992

Les intérêts courus du 10 janvier 1991 au 9 janvier 1992 seront  
payables à partir du 10 janvier 1992 à raison de 706,50 F par titre de  
5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de  
78,50 F (montant brut : 785 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libé-  
ratoire sera de 39,21 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,70 % calcu-  
lées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 29,04 F,  
faisant ressortir un net de 68,25 F. Ces retenues ne concernent pas les  
personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du  
28 novembre 1991 paraîtront au Journal officiel.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effec-  
tués chez tout intermédiaire habilité.

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION  
ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION  
Obligations 10,25 % janvier 1991.

Les intérêts courus du 14 janvier 1991 au 13 janvier 1992 seront  
payables à partir du 14 janvier 1992 à raison de 512,50 F par titre de  
5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire  
sera de 76,87 F auquel s'ajouteront les retenues de 3,70 % calculées sur  
l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,94 F faisant  
ressortir un net de 416,69 F. Ces retenues ne concernent pas les per-  
sonnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre  
1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéfi-  
ciaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.



#### OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT PAR UNION D'ÉTUDES ET D'INVESTISSEMENTS

Le Conseil d'administration de SOPAGRI, réuni le 9 décembre  
1991, sous la présidence de Michel Horpe, a pris connaissance de  
l'offre publique d'achat sur l'ensemble de son capital, présentée  
par son actionnaire majoritaire UNION D'ÉTUDES ET D'INVESTIS-  
SEMENTS.

Les objectifs de l'opération, notamment la volonté de son initia-  
teur de regrouper ces deux pôles de capital-investissement, impli-  
quent qu'UNION D'ÉTUDES ET D'INVESTISSEMENTS prenne le  
contrôle total de SOPAGRI.

UNION D'ÉTUDES ET D'INVESTISSEMENTS qui détient actuel-  
lement 72,47 % du capital de SOPAGRI initie une Offre Publique  
d'Achat simplifiée sur les 27,53 % du capital restant détenus par  
des institutionnels et le public.

A terme, U.I. et SOPAGRI seront fusionnées.

Le prix proposé est de 200 F par action et de 10 F par bon de  
souscription d'action, sous réserve de la publication d'un avis au  
bulletin officiel de la cote déclarant la recevabilité de l'offre.

Il représente une prime de 62,8 % sur le dernier cours du  
5 décembre 1991 (123 F) et une prime de 43,4 % sur la moyenne  
des cinquante dernières bourses (139,47 F).

Il est à comparer à l'actif net dévalué avant l'impôt sur les  
plus-values qui a été estimé à 245 F par action au 29 novembre  
1991.

Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité les modal-  
ités de cette Offre Publique d'Achat et les administrateurs ont indi-  
qué leur intention d'apporter leurs titres à l'O.P.A. Les Administra-  
teurs hors U.I. représentent 6,83 % du capital.

L'opération fait l'objet d'une note d'information conjointe  
d'UNION D'ÉTUDES ET D'INVESTISSEMENTS et de SOPAGRI,  
soumise au visa de la Commission des opérations de Bourse, qui  
sera publiée dans un journal financier de diffusion nationale.

33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15  
Tél. : 43-23-28-07

## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

Alors que la pénétration japonaise s'accélère

## Nouveau recul des ventes des constructeurs américains d'automobiles

Selon des statistiques professionnelles publiées vendredi 13 décembre, les ventes de voitures et de camionnettes assemblées aux États-Unis par les neuf constructeurs américains ont baissé de 11,4 % au début du mois de décembre, par rapport à la même période de l'année 1990. Ces mauvais résultats portent à 11,1 % la chute des ventes automobiles des neuf constructeurs depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

En revanche, les «transplants» outre-atlantiques des fabricants japonais ont enregistré une hausse de 7,5 % depuis le début de l'année, avec pour Honda, premier constructeur japonais aux États-

Unis, une progression de 74,4 % sur les dix premiers jours du mois de décembre et de 2,7 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Les trois géants nord-américains, General Motors, Ford et Chrysler, ont vu quant à eux leurs ventes chuter de 11,1 % sur l'ensemble de l'année. General Motors, premier groupe automobile mondial, a ainsi enregistré des pertes de 12,5 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Celles de Ford sont évaluées à 15,5 % sur la même période et Chrysler - qui ne publie ses statistiques que mensuellement depuis janvier - aurait, selon des experts, enregistré une baisse de près de 11,5 % sur l'année.

## La production industrielle chute en Grande-Bretagne et aux États-Unis

Les deux principales économies anglo-saxonnes, confrontées depuis 1990 à une récession économique, ont enregistré au cours de l'automne une chute de leur production industrielle.

En Grande-Bretagne, la production des industries a diminué de 0,4 % en octobre, après avoir baissé de 0,3 % en septembre, a annoncé lundi 16 décembre le gouvernement.

Le même jour, la Réserve fédérale américaine a fait savoir que la production industrielle des États-Unis avait chuté de 0,4 %

en novembre, après avoir stagné en octobre. La reprise du secteur industriel au premier semestre avait laissé espérer le retour à une croissance positive outre-atlantique.

Cependant, celle-ci ne s'est pas concrétisée, malgré plusieurs assouplissements de la politique monétaire. Réuni mardi 17 décembre à Washington, le comité de l'«open market» de la Fed, responsable de l'élaboration de la politique du crédit, devait se prononcer sur l'opportunité d'une nouvelle diminution du taux de l'argent.

## EN BREF

Le dossier Victoire sera réglé début de 1992. - Le dossier concernant la répartition de l'actionnariat du groupe d'assurances Victoire, actuellement contrôlé par la compagnie de Suez, est sur le point d'être bouclé, mais ne sera pas avant l'année prochaine. Les discussions entre Suez et l'UAP, actionnaire à 34 % de Victoire, sont à présent entrées dans une phase active. Mais ce dossier ne serait pas à l'ordre du jour du conseil d'administration de la compagnie financière, mardi 17 décembre. Il y a quelques semaines, M. Gérard Worms, PDG de Suez, avait indiqué que les discussions avec l'UAP s'achèveraient vers le 21 décembre. Selon diverses sources, l'UAP se désengagerait de Victoire en échange du contrôle de plusieurs activités de Colonia, le second assureur allemand, acquis par Victoire en septembre 1989.

Accord entre Motorola et Alcatel en radiotéléphonie. - Les groupes américain Motorola et français Alcatel ont annoncé, lundi 16 décembre, la signature d'un accord de licence de brevets et de certification autour du système de radiotéléphonie numérique européen, GSM (Groupe systèmes mobiles). Selon cet accord, Motorola accordera des licences sur la plupart de ses brevets en téléphonie cellulaire GSM. Les deux sociétés se sont en outre engagées à rendre compatibles leurs équipements GSM et la station de base de Motorola pourra ainsi être associée au commutateur d'Alcatel.

Accord entre Unisys et Intel pour l'utilisation de microproces-

seurs. - Unisys, troisième constructeur informatique américain, resserre ses liens avec son compatriote Intel, numéro un mondial dans les microprocesseurs. Au terme d'un accord de partenariat, dont l'existence a été révélée lundi 16 décembre, Unisys adopte la gamme des microprocesseurs X 86 fabriqués par Intel comme une norme pour ses ordinateurs fonctionnant en «système ouvert». L'accord permettra au fabricant informatique d'avoir son mot à dire sur certains des microprocesseurs lancés par Intel, qui est déjà l'un de ses principaux fournisseurs. Cet accord intervient après celui entre Intel et IBM, annoncé en novembre et prévoyant la mise au point conjointe du nouveau microprocesseur 1486 d'Intel.

La vice-présidente du groupe Exor revient sur ses déclarations. - Les propos contradictoires de la vice-présidente du groupe Exor, M<sup>me</sup> Corinne Mentzelopoulos, continuent d'entretenir le flot autour de l'offre publique d'achat (OPA) lancée par l'IFINT, le holding luxembourgeois du groupe Agnelli, sur le capital d'Exor. Après ses premières déclarations au journal italien *Il Mondo* (le Monde du 17 décembre), concernant notamment son éventuel désengagement total d'Exor, M<sup>me</sup> Mentzelopoulos a déclaré, mardi 17 décembre au quotidien *l'Espresso* : «Je réaffirme ma décision de rester un actionnaire significatif dans Exor. Quant à augmenter ma présence dans l'IFINT, ce n'est pas à l'ordre du jour.»

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Rentacac  
La Sicav des 4 saisons

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 30.09.1991 approuvés par le Conseil d'Administration du 4 décembre 1991 présidé par M. Jean-Maurice PINKIER.

Actif net au 30.09.1991 : F 1.701.149.124

Performance entre le 28.12.1990 et le 03.12.1991 : + 9,99 %

Valeur liquidative au 3.12.1991 : F 157,05

Dividende proposé (solde) : F 3,17 + F 0,04 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 31 janvier 1992.

Total des 4 versements de l'exercice : F 12,65

+ F 0,09 d'avoir fiscal soit un revenu global de F 12,74

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

GROUPE CIC

## MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 16 décembre

## Soutenu

Pour une fois, la semaine n'a pas trop mal commencé à Wall Street. Orienté à la hausse dès le démarrage, lundi 16 décembre, le marché a continué d'ascension la semaine sans enthousiasme. Dans un marché creux, les cours évoluaient peu dans le courant de la journée, restant proches du niveau atteint vendredi 13 décembre.

En hausse de 0,46 % à l'ouverture, l'indice Dow Jones des Industriels s'est établi à la cote 2 919,06, avec un modeste gain de 4,68 points (+ 0,16 %). Le bilan de la journée a été légèrement meilleur que ce résultat. Sur 2 186 valeurs traitées, 985 ont monté, 690 ont baissé et 511 n'ont pas varié.

Pour l'essentiel, les investisseurs ont été soutenus par l'espoir d'un nouvel assouplissement de la politique de crédit menée par la Réserve Fédérale, dont on attend pour aujourd'hui l'annonce d'une baisse du taux de l'«open market».

De ce fait, le mauvais coup du recul de la production industrielle en novembre (- 0,4 %) n'a pas pu peser sur le marché. Les investisseurs professionnels, la communauté boursière attend maintenant le début de l'année prochaine et en particulier le discours du président Bush sur l'état de l'Union pour décider d'une nouvelle stratégie.

Dans l'immédiat, l'attente pourrait bien prévaloir durant les quinze derniers jours de 1991. L'activité a encore diminué et 173,01 millions de titres ont été changés de mains contre 194,56 millions vendredi.

Retrait

VALEURS	Cours de 15 déc.	Cours de 16 déc.
Alcatel	57,30	57,34
AT&T	36 1/8	37 3/4
Banque	43	43 1/4
Chemical Bank	16 3/4	16 1/8
De Pont de Nemours	44 5/8	44 1/4
Exxon Mobil	45 3/4	45 3/8
Ford	37 1/8	37 1/8
General Electric	57 3/4	57 3/4
Goldman Sachs	112 1/2	112 1/2
Goodyear	48 1/8	47 7/8
IBM	88	88 7/8
ITT	51 5/8	51 5/8
McCall	64 7/8	64 7/8
Philips	73 3/4	73 3/8
Schlagbaum	8 1/8	8 1/2
Texas	39	39 5/8
UAI Corp. et Alitalia	127 1/4	127 7/8
United Tech.	17 1/2	17 1/2
Westinghouse	48 1/4	47 1/4
Woolworth	16 3/8	16 1/8
Xerox Corp.	85 3/4	85 1/2

LONDRES, 16 décembre

## Retrait

Les valeurs ont terminé dans le rouge lundi 16 décembre au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 10,8 points, soit 0,4 %, à 2 440,8. Le volume des échanges s'est réduit de moitié à 336,9 millions de titres contre 768,6 millions vendredi.

Le marché a été déprimé par des statistiques économiques «assez décevantes», à l'issue d'une séance calme marquée par l'absence de certains opérateurs qui avaient renoncé à se rendre à leur travail, en raison de la fermeture des gares londoniennes, à la suite d'une alerte à la bombe et d'une explosion terroriste sur le réseau ferroviaire.

FAITS ET RÉSULTATS

Seab-Scania : pris de 2,3 milliards de francs de commandes. - Le constructeur suédois d'avions Seab-Scania a annoncé, samedi 14 décembre, la vente de trente appareils de type Seab-340 et de 2 avions du nouveau modèle Seab-2000 pour un montant de près de 2,3 milliards de couronnes suédoises (soit 2,2 milliards de francs).

Un cours de la présentation mondiale du nouvel appareil régional Seab-2000, capable de transporter entre 50 et 58 passagers sur des distances moyennes, M. Christer Skogberg, directeur de l'aviation, a déclaré, à l'issue de la conférence de presse, que la compagnie américaine Business Express s'était portée acquiescente de 30 Seab-340 et que la compagnie allemande Delta Air avait passé commande de 5 nouveaux appareils Seab-2000. Cette commande du nouveau modèle, mis au point par le constructeur suédois à partir de 1988, vient s'ajouter aux 5 avions déjà commandés par la société suisse Crossair.

La Roche méditerranéenne : report de procès pour délit d'initié. - Prévu pour s'ouvrir lundi 16 décembre, le procès des cinq financiers inculpés de délit d'initié, lors de la tentative d'acquisition du distributeur La Roche méditerranéenne (LRM) par son concurrent Rallye, a été reporté aux 23, 24 et 25 mars. M. Bernard Peyrat, président de la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, dont l'instruction devait être plaidée l'affaire, a expliqué ce report par le durcissement de la greffe des greffiers.

Région Ile-de-France : succès mitigé de l'OPF obligataire. - L'offre publique d'échange lancée, au début du mois de novembre, par la région d'Ile-de-France sur deux de ses lignes d'obligations s'en est soldée par un taux d'apport global de 25,14 %. Ce résultat, que le conseil régional juge «globalement satisfaisant» et «tout à fait comparable à ceux d'opérations de même type proposées récemment à une clientèle de particuliers», est néanmoins inférieur aux résultats enregistrés lors des OPE obligataires lancées en juin dernier par la SNCF ou la RATP. L'OPF de la région Ile-de-France portait sur deux lignes d'un encours global de 531 millions de francs. Au total, 26 706 titres ont été apportés sur 106 225.

PARIS, 16 décembre

## Quasi-stabilité

Après avoir la semaine dernière corrigé quelques excès à la baisse, la Bourse de Paris a commencé la semaine sans enthousiasme. Dans un marché creux, les cours évoluaient peu dans le courant de la journée, restant proches du niveau atteint vendredi 13 décembre.

En hausse de 0,46 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 était très légèrement en recul au début d'après-midi, affichant vers 14 heures un gain symbolique de 0,02 %.

Ni la bonne orientation de Wall Street vendredi dernier, ni le fort relèvement de la Bourse de Tokyo quelques heures plus tôt, ni l'annonce d'une réduction de la hausse des prix en France en novembre ne parvenaient à donner du tonus à un marché qui risque jusqu'à la fin de l'année de faire du surplace en attendant des jours meilleurs. Les propos du président Mitterrand dimanche soir, consacrés essentiellement aux résultats du sommet de Maastricht, n'ont par ailleurs suscité aucune réaction particulière dans les salles de marché, où à une semaine de la liquidation mensuelle on se contente d'expédier les affaires courantes.

La nouvelle et légère détente du loyer de l'argent n'a pas eu plus de succès sur le marché, notaient les professionnels. Hachette et Canal Plus étaient notamment attendus en début d'après-midi, ainsi que Pechiney International.

TOKYO, 17 décembre

## Repli

Après une grande irrégularité durant la journée de mardi 17 décembre, la Bourse de Tokyo a coté un peu de terrain, baissant de 0,44 %, soit 100,38 yens, à 22 736,29 yens.

A l'ouverture, le Nikkei perdait 10,21 yens (0,04 %) avant de progresser de 121,70 yens ou 0,53 % à la mi-journée à 22 958,37 yens, encouragé par des annonces de bénéfices. Par la suite, des prises de bénéfice ramenaient en cause cette petite avance. Le Nikkei avait gagné 0,36 %.

Quelque 140 millions de titres ont changé de mains pendant la matinée de mardi contre 100 millions de titres lundi matin et 22,0 millions pour la semaine.

Les opérateurs sont restés sur leurs gardes en attendant une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, que tout le monde estime imminente.

VALEURS	Cours de 16 déc.	Cours de 17 déc.
Alcatel	57,30	57,34
AT&T	36 1/8	37 3/4
Banque	43	43 1/4
Chemical Bank	16 3/4	16 1/8
De Pont de Nemours	44 5/8	44 1/4
Exxon Mobil	45 3/4	45 3/8
Ford	37 1/8	37 1/8
General Electric	57 3/4	57 3/4
Goldman Sachs	112 1/2	112 1/2
Goodyear	48 1/8	47 7/8
IBM	88	88 7/8
ITT	51 5/8	51 5/8
McCall	64 7/8	64 7/8
Philips	73 3/4	73 3/8
Schlagbaum	8 1/8	8 1/2
Texas	39	39 5/8
UAI Corp. et Alitalia	127 1/4	127 7/8
United Tech.	17 1/2	17 1/2
Westinghouse	48 1/4	47 1/4
Woolworth	16 3/8	16 1/8
Xerox Corp.	85 3/4	85 1/2

Union Carbide va rendre pour un demi-milliard de dollars d'actifs.

Le groupe chimique américain Union Carbide annonce son intention de céder pour environ 500 millions de dollars (2,7 milliards de francs) d'actifs, au cours des deux prochaines années, dans le cadre d'un plan de restructuration. Cette vente d'actifs est la conséquence directe de la décision du conseil d'administration d'Union Carbide de filialiser sa branche Union Carbide Gases.

Union Carbide a d'autre part confirmé son intention de maintenir à son niveau actuel d'achat par action du groupe le dividende versé aux actionnaires. Le président du groupe, Robert Kennedy, a déclaré que la firme était «en avance» dans la réalisation de son plan visant à réduire ses coûts de production de 250 millions de dollars (1,35 milliard de francs). Il a ajouté que les économies pourraient atteindre 400 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs) à l'horizon 1994.

International Pirelli va pouvoir augmenter son capital. - L'assemblée générale ordinaire de la Société internationale Pirelli SA (SIP) a approuvé une augmentation de capital de 200 millions de francs suisses (780 millions de francs), ainsi que l'émission, jusqu'à concurrence de 445 080, de nouveaux bons de participation. L'augmentation de capital fera passer le capital-actions de 501 774 500 francs suisses à 702 484 300. Les nouvelles actions seront offertes aux actionnaires à raison de deux nouvelles pour cinq anciennes détenues au prix de 150 francs suisses (985 F) chacune. Quant aux non-verseurs de participation, ils seront offerts aux détenteurs de bons dans la même proportion, à savoir deux nouveaux bons contre cinq anciens. Leur prix sera fixé entre 100 et 150 francs suisses avant le début de souscription, fixé du 16 au 23 janvier 1992. Cette augmentation de capital avait été décidée, début décembre, au lendemain de l'échec des négociations entre Pirelli et le groupe allemand Continental, dont l'entrée était une reprise de ce dernier par un consortium italien.

## PARIS :

## Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	57,30	57,34	Internat. Computer	154,90	
Amat. Assoc.	255 10		LP&M	71	
B.A.C.	80		Loca Invest.	168	
Banque Paribas	795		Locam.	71	
Bovon (Ly)	320	326 90	Mora Comm.	134	80 50
Boussier Lyon	230	238 90	Morin	345	178 50
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	778	745	Publi-Filipacchi	382	
Calsonic	398		Rand.	315	
Cedex	841	638	Shore-Alp. Ecu (Ly)	156	156
C.E.S.E.P.	145		S.H.M.	102 50	
C.F.P.J.	260		Select Invest (Ly)	363	
C.N.I.M.	900	890	Serbo	130	
Cofinor	1055		S.M.T. Goupil	230	
Credac	130 10		Sopra	290	290
Dauphin	280		Thermador H. (Ly)	215	
Dalmeida	1150		Unilog	90	
Demachy Worms Co	337 60		Viel et Co	784	
Devacry	900	881	Y. St-Laurent Group	786	
Dinelle	225				
Dolom	120 50				
Edison Belvéd.	206				
Europ. Propulser	190	190 40			
Finacor	128 90				
GF (group. fin.)	104	100 20			
Grand Lure	365				
Gravoglyph	200				
Groupe Unipry	930				
Gutot	780	765			
I.C.C.	190 10				
Kanova	102 80				
Immob. Habitat	803	764			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 décembre 1991

Nombre de contrats estimés : 57 961

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier _____	106,68	106,94	107,68
Précédent _____	106,56	106,86	107,62

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Jun 92	Mars 92	Jun 92
106	1.25	2.15	0.43	0.60

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Décembre	Janvier	Février
Dernier	1 713,50	1 727	1 734
Précédent	1 704	1 718,50	1 733

## CHANGES

Dollar : 5,38 F

Le dollar s'échangeait en légère baisse mardi 17 décembre à 5,38 F contre 5,4040 F la veille à la cotation officielle. Réuni mardi, le comité de l'«open market» de la Réserve fédérale pourrait décider d'une nouvelle baisse du crédit.

FRANCFORT	16 déc.	17 déc.
Dollar (en DM)	1,5812	1,5755
TOKYO	16 déc.	17 déc.
Dollar (en yen)	128,45	128,28

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (17 décembre)	9 1/2 - 9 5/8
New-York (16 décembre)	4 5/8

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

13 déc. 16 déc.  
Valeurs françaises... 111,60  
Valeurs étrangères... 106,10  
(SBF, base 100 : 31-12-81)  
Indice général CAC 1688,27 1686,80  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40... 464 464,40

NEW-YORK (indice Dow Jones)

13 déc. 16 déc.  
Industrielles... 2914,36 2922,85  
LONDRES (indice Financial Times)

13 déc. 16 déc.  
100 valeurs... 2 451,60 2 440,80  
30 valeurs... 1 558,34 1 555,40  
Mines d'or... 152,10 152,10  
Fonds d'Etat... 87,38 87,34  
FRANCFORT  
13 déc. 16 déc.  
Dax... 1 558,34 1 552,89  
TOKYO  
16 déc. 17 déc.  
Nikkei Dow Jones... 22 836,87 22 736,29  
Indice général... 1 728,18 1 718,78

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert
\$ E-U	4,3580	4,3580
Yen (100)	149,42	149,99
Ecu	6,9542	6,9525
Deutschmark	3,4168	3,4168
Franc suisse	3,8291	3,8291
Livre sterling (1000)	4,5226	4,5272
Livre sterling	9,8151	9,8234
Peseta (100)	5,3562	5,3620

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4 1/16	4 1/16	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16
Yen (100)	6 1/4	6 3/8	5 15/16	6 1/8	5 11/16	5 13/16
Ecu	10 1/2	10 5/8	10 3/8	10 1/2	10 5/16	10 7/16
Deutschmark	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16



PARIS

## Cours relevés à 10 h 17

36-15

## 16/12

Le Monde-RM

MONTRES PRÉCISSES

A 2000 FT. sous RM

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**







Près de 500 disparus dans le naufrage du « Salem Express »

## Le « linceul » des pèlerins égyptiens de La Mecque

Le bilan de la catastrophe du ferry Salem Express, qui a coulé en mer Rouge dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 décembre (le Monde du 17 décembre), s'est alourdi pour atteindre 473 morts ou disparus. Au terme de cinquante-six heures de recherche, seules 181 personnes sur les 654 passagers et membres d'équipage avaient pu être sauvées.

## LE CAIRE

de notre correspondant

Selon les sauveteurs, il n'y a aucune chance de retrouver de nouveaux naufragés vivants. La région où a échoué le ferry égyptien est surnommée par les pêcheurs « le linceul », car elle est infestée de requins blancs. Mais pourquoi les secours ont-ils été si tardifs à arriver sur les lieux du naufrage du Salem Express ? Telle est la question que se posent aujourd'hui les Égyptiens, traumatisés par l'ampleur de la catastrophe.

De l'aveu même du premier ministre, M. Ataf Sedki, qui s'est rendu sur les lieux du drame à Safage (400 kilomètres au nord de

Suez), il a fallu sept heures aux secours pour arriver.

Le SOS du capitaine du Salem Express - qui est parti de Suez à 23 h 30, et les secours ne sont arrivés que le dimanche à 6 h 30. Pourtant, quand le ferry a lancé son seul signal de détresse, il se trouvait à moins d'une vingtaine de kilomètres du port de Safage et à six kilomètres seulement de la côte.

Les sauveteurs, principalement naviguant sur des bâtiments de la marine égyptienne (un navire de l'US Navy a lui aussi participé aux opérations), indiquent pour leur part qu'il était impossible de se rendre sur les lieux de la catastrophe avant le lever du jour, en raison des bancs de corail et des récifs sous-marins. Ce sont ces mêmes bancs, si recherchés par les plongeurs, qui sont à l'origine du drame. Selon les divers témoignages recueillis par l'enquête préliminaire, le ferry a heurté à deux reprises des bancs de corail, ce qui a provoqué une brèche impossible à colmater sous la ligne de flottaison côté tribord.

Construit en 1986 et conçu pour transporter 5000 tonnes de marchandises et 1200 passagers, le ferry a coulé en moins d'un quart d'heure, entraînant avec lui

tous ceux qui ne se trouvaient pas sur le pont. Les récits sont contradictoires en ce qui concerne le rôle joué par l'équipage. Certains passagers accusent les marins de n'avoir pensé qu'à leur propre survie, tandis que les rescapés de l'équipage affirment n'avoir pas eu le temps de descendre les canots de sauvetage.

La plupart des passagers du Salem Express étaient originaires de la Haute-Égypte et de la province de Mer Rouge. Ils revenaient de la Oum el Qura (le port pèlerinage à La Mecque) et devaient débarquer au port de Safage, que, selon certains récits, le capitaine a tenté de rejoindre en prenant un raccourci pour économiser quatre heures de route. C'est ce raccourci et les mauvaises conditions météorologiques qui auraient précipité le ferry sur les bancs de corail.

C'est la seconde fois cette année qu'un naufrage a lieu en mer Rouge. Vingt-quatre personnes y avaient en effet trouvé la mort en avril dernier. Mais la seule catastrophe comparable à celle du Salem Express est le naufrage du Dix Ramadan, en mai 1983, dans le lac Nasser, au sud d'Assouan : 350 personnes avaient alors péri.

ALEXANDRE BUCCIANTI

La fin d'un empire de presse de cent cinquante et un ans

## Inquiétudes du monde politique et des journalistes australiens après la reprise du groupe Fairfax

La vente du deuxième groupe de presse australien au milliardaire canadien Conrad Black marque la fin de la dynastie des Fairfax, qui avaient fondé leur empire de presse voici cent cinquante et un ans.

## SYDNEY

de notre correspondante

La famille Fairfax, qui avait bâti le second groupe de presse d'Australie avec des journaux prestigieux comme *The Age* à Melbourne, ou *The Sydney Morning Herald*, ou *The Australian Financial Review*, a cédé ses titres au milliardaire canadien Conrad Black. Le contrat a été remporté par le consortium Tourang, dirigé par M. Black, dont le

groupe Hollinger édite quelque 200 titres, dont le *Daily Telegraph* et le *Jerusalem Post* (le Monde du 17 décembre). Mais M. Black doit encore recueillir un prêt de 412 millions de dollars australiens (1,7 milliard de francs) auprès des institutions australiennes avant le 23 décembre.

De nombreux candidats étaient sur les rangs. Après Australian Independent Newspapers (AIN), entièrement financé par des capitaux australiens, la balance a penché en faveur de M. Black et de son partenaire, M. Kerry Packer, l'homme le plus fortuné d'Australie, lié au gouvernement du travailliste Bob Hawke. Le débat est devenu passionné. Si Tourang remportait les enchères, les groupes

Consolidated Press Holdings de M. Packer et News Corporation de M. Rupert Murdoch contrôleraient à eux deux 90 % de la presse écrite et une proportion substantielle de l'audiovisuel. M. Packer possède la télévision commerciale la plus regardée, onze stations de radio et treize des magazines les plus influents.

## Deux ministres pour le pluralisme

Députés travaillistes et conservateurs se sont donc mobilisés. Deux anciens premiers ministres rivaux, M. Gough Whitlam (travailliste) et M. Malcolm Fraser (conservateur), se sont unis en faveur du pluralisme de la presse. Les journalistes de Fairfax ont fait grève un jour et ont distribué des tracts incitant les clients d'ANZ, principale banque créancière de Fairfax, à fermer leurs comptes si ANZ optait pour Tourang. Deux mille clients s'y sont engagés et ont manifesté devant le siège de la banque.

L'apparition de M. Packer devant les caméras de sa propre chaîne, Channel 9, a été un événement marquant. Le magnat de la presse australienne a tenté de « mentir » les journalistes qui insistent que son influence serait supérieure à sa part de 15 %. Il a affirmé qu'il respecterait le code d'éthique de l'Association des journalistes australiens : « Interpréter les nouvelles avec une honnêteté scrupuleuse. Si les lecteurs ont l'impression que je vais contrôler Tourang, c'est à cause du type de reportage que vous avez fait », a-t-il dit.

The Australian Broadcasting Tribunal - l'équivalent du CSA - a alors enquêté sur Tourang. M. Packer décidait de se retirer. Tout semblait perdu pour le consortium quand, la veille du renouveau ministériel du 6 décembre, le ministre des finances s'opposa au nouveau montage financier de M. Black en vertu de « l'intérêt national ».

Tourang restructurerait alors son offre et réduirait la part des capitaux étrangers à 25 % (15 % pour M. Black, seul actionnaire étranger à avoir le droit de vote ; 5 % pour la banque américaine Hellman & Friedman ; 5 % pour les détenteurs américains de junk bonds (obligations de pacotille). Une offre calquée sur celle de M. Tony O'Reilly, propriétaire du groupe de presse irlandais Independent Newspapers, approuvée par le conseil de surveillance des investissements étrangers, M. Ralph Willis, nouveau ministre des finances, donnait son accord. Le 16 décembre, le contrat était signé. Mais malgré le retrait de M. Packer, Tourang ne fait toujours pas l'unanimité.

SYLVIE LEPAGE

A Washington

## Nouveau coup de frein aux pourparlers entre Israéliens, Jordaniens et Palestiniens

Une fois de plus Israéliens, Jordaniens et Palestiniens ne sont pas parvenus à s'entendre, lundi 16 décembre, sur les modalités de leurs discussions de paix à Washington. Face à ce nouveau blocage, survenu après trois jours de pause, les négociateurs ont fait part de leur pessimisme et se sont accusés mutuellement de bloquer les pourparlers.

« Je crains qu'il n'y ait aucun progrès », a dit le chef de la délégation palestinienne, M. Haidar Abdel Chafi, au terme de trois heures de tractations dans les couloirs du département d'État américain. « Les Israéliens ne veulent pas reconnaître l'indépendance de la délégation palestinienne », a-t-il ajouté. Le porte-parole des délégations israéliennes, M. Benjamin Netanyahu, a de son côté accusé les Palestiniens de présenter des demandes impossibles et de la soumettre à la médiation des États-Unis. « Cela n'a pas été un bon jour pour la paix », a-t-il dit.

Les Palestiniens ont proposé lundi de débouler le litige en ouvrant sans plus tarder des entretiens dans une salle, que ce soit sur des problèmes de forme ou de fond. Les tractations se sont jusqu'à présent déroulées dans les couloirs du département d'État et ce lundi n'a pas fait exception. Le chef de la délégation israélienne, M. Eli Rubinstein, a en effet estimé que la proposition palestinienne enfreignait les règles des pourparlers et qu'elle était irréversible. Les Israéliens ont donc aussi de nouvelles propositions qui, selon M. Rubinstein, « pourraient résoudre instantanément tout ce qui a besoin d'être résolu et nous permettre d'entrer dans la salle et de négocier ».

Les entretiens israélo-syriens et israélo-libanais ont aussi repris lundi. Le chef de la délégation syrienne, M. Mowafak Alalaf, a cependant déclaré qu'aucun progrès n'avait été enregistré. « Malheureusement, la délégation israélienne n'a pas bougé d'un pouce », a-t-il dit. « L'essentiel (...) c'est les territoires contre la paix » - (AFP).

## La position de la Libye sur l'affaire de Lockerbie

Le ministre des affaires étrangères de la Libye a récemment publié (le Monde du 4 décembre) un long communiqué sur l'affaire de l'attentat contre le Boeing de la Pan Am à Lockerbie. Les autorités libyennes avaient souligné que le monde public l'intégralité de ce texte sous la forme d'une page de publicité. La direction du journal a refusé cette publicité. Nous publions ci-dessous les passages de ce texte que nous considérons comme nécessaires à la compréhension de la position libyenne.

Le ministre des affaires étrangères a d'abord le communiqué américain-britannique du 27 novembre accusant les deux agents libyens à propos du « regrettable accident » de l'avion de la Pan Am et il critique « l'utilisation des médias ». « Ce communiqué, affirme le ministre, confirme une préméditation en vue de réaliser des objectifs politiques visant le système politique populaire de la Jamahiriya ».

« La Jamahiriya accepte que des juges américains et britanniques participent à l'instruction (en Libye) afin de s'assurer de l'honnêteté et du bon déroulement des procédures. Les organisations internationales, les associations des droits de l'homme, les familles des victimes pourront envoyer des observateurs ou des avocats pour assister à l'instruction. »

« Les autorités libyennes compétentes collaboreront entièrement avec les enquêteurs écossais et américains (...) ».

« La Jamahiriya déclare d'autre part accepter la mise en place d'une commission d'enquête internationale neutre pour assurer cette enquête. »

■ TRINIDAD ET TOBAGO : l'opposition a remporté les élections. - Le premier ministre sortant, M. Arthur Napoleon Ray Robinson, a reconnu sa défaite aux élections législatives qui se sont déroulées lundi 16 décembre dans les deux îles de Trinidad et Tobago. D'après les premiers résultats, son parti, l'Alliance nationale pour la reconstruction (au pouvoir depuis 1986), était loin derrière les deux formations d'opposition, le Mouvement national du peuple, et le Congrès national uni. - (Reuters).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Une chaîne zappée

UN sou, c'est un sou. Et un trou, c'est un trou. Alors quand il y a trop de sous qui dégringolent dans le trou creusé par une chaîne privée, je pense à la Cinq, on se met debout sur les freins et on n'arrête pas tout, ça non, on peut pas, pas encore, ça la fourtrai mal, on ralentit et on vire. Par ici la sortie ! Ça a un nom, là maintenant. Un beau nom tout neuf. Au fur et à mesure qu'on s'appauvrit, notre langue, elle, s'enrichit. On vient de se faire une délocalisation, voilà qu'on s'offre un reformage.

Alors, qu'est-ce qu'il va reformer en premier, m'sieur Lagardère ? L'information. Du temps de Guillaume Durand, il n'y en avait que pour elle. Le 20 heures commençait à 19 h 45, et on nous la balançait à l'écran des potron minet. Une bonne info, variée, complète, souvent servie en direct. Evidemment, ça coûtait la peau du dos. Même qu'un reporter et un preneur de son l'ont payée de leur vie à Bucarest.

Bonne occasion de l'enterrer. Au prix du pluralisme si cher à la démocratie. Parce qu'enfin, c'est quoi, ouvrir un journal, pour la plupart d'entre nous ? C'est

appuyer sur un bouton. On peut préférer celui-ci à celui-là, on peut aussi passer de l'un à l'autre : Ah ! non, pas le bonbon de Maastricht, zappe un peu sur PPDA pour voir.

Eh, ouï ! Ces journaux qu'on regarde au lieu de les lire, ils n'ont pas de titre, ils ont un visage. Et ce visage : il arrive qu'on en change, prêtent, qu'on le veuille ou non, leur physionomie à la chaîne. Elle a beau d'taler en vitrine tout plein d'animateurs ou de speakerines adorées du public, multiplier les films et les retransmissions sportives, question prestige, pour le moment, Canal Plus, c'est les Muls, A2, c'est Mesure, et M6, c'est... Ni plus ni moins que la Cinq à ses débuts... Personne.

C'est ça qu'ils souhaitent chez Hachette ? Alors là, moi je comprends pas. Tant que le pays ne sera pas câblé sur des chaînes spécialisées à l'américaine, une télé qui se respecte doit accrocher les nouvelles du jour à sa grille. On n'imagine pas un médecin généraliste refusant de soigner une bronchite sous prétexte qu'il n'a pas les moyens de s'acheter un stéthoscope !

Dans un rapport de l'Institut de l'enfance et de la famille

## Des mesures sont proposées pour prévenir le suicide des jeunes

Chaque année, plus de huit cent vingt jeunes de quinze à vingt-quatre ans se suicident. Un groupe d'experts présidé par M. Alain Calmet, vice-président de la Commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale, ancien ministre de la jeunesse et des sports a rendu public, lundi 16 décembre, un rapport (1) commandé par M<sup>me</sup> Hélène Dorziac, alors secrétaire d'État à la famille, dans lequel sont proposées une dizaine de mesures de prévention.

Comme le montre une étude de l'INSERM citée dans le rapport, il existe un lien entre les idées suicidaires chez les adolescents et des conduites dites « déviantes » et autodestructrices. Il est donc possible de repérer chez les jeunes des risques cumulés. La principale recommandation du groupe d'experts est de mettre en place en milieu scolaire un dispositif de prévention coordonné et adapté aux types d'établissements. Le rapport souligne l'importance des services de santé scolaire. D'une façon plus

générale, les médecins hospitaliers ou libéraux se voient investis d'une importante mission d'observation et d'alerte. Dans un tiers des cas, en effet, une tentative de suicide est suivie d'une récidive dans l'année qui suit. Selon les auteurs du rapport, l'accès devrait aussi être mis sur l'accueil des suicidants dans toutes les structures vers lesquelles ils peuvent se tourner : hôpital, services d'écoute téléphonique, services sociaux.

Le rapport suggère également de créer des lieux d'accueil pour les jeunes en rupture de famille et l'installation de « relais » pour les jeunes incarcérés. Enfin, il souligne l'insuffisance des recherches épidémiologiques et suggère que des efforts soient faits dans ce domaine.

(1) « La prévention du suicide chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans », publié par l'Institut de l'enfance et de la famille, 3, rue du Coq-Héron, 75001 Paris.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 décembre

## La hausse continue

Pour la cinquième journée consécutive, la tendance s'est affermie mardi matin 17 décembre à la Bourse de Paris. D'abord timide à l'ouverture (à 0,00 %), la progression des cours s'est ensuite accélérée et, aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 0,54 %. Selon les professionnels, le marché a continué de monter sur son élan précédent, avec des courants d'échanges généralement très minces.

Hausse de Thomson-CSF. Total cent. Dassault Aviation. Ce bancal. Groupe de la Cité, Rhône-Poulenc. Tp, Esso, Essilor.

Baisse de CEGID, Majorette, Primagaz, Poliet, BHV, BAFIP.

(Publicité)

XI<sup>e</sup> congrès de l'E.A.O. et du Multimédia

Le XI<sup>e</sup> congrès de l'E.A.O. et du Multimédia aura lieu les 7, 8 et 9 janvier 1992 au Palais des Congrès, porte Maillot, Paris 17<sup>e</sup>, et comportera une exposition et deux colloques sur 3 jours sur la révolution du multimédia, indispensable désormais pour la communication, l'information, la formation.

Le premier colloque, centré sur les besoins éducatifs, traitera des nouveaux systèmes de formation qui nécessitent l'enseignement assisté par ordinateur (E.A.O.), des stratégies d'insertion et des coûts des nouvelles technologies de l'éducation ainsi que de la conception et les outils de création de multimédia interactif pour l'éducation.

Le deuxième colloque, consacré aux problèmes de la communication, de la publicité, de l'information sur les points de vente..., examinera, quant à lui, les standards et les normes pour les années 90, les applications du multimédia et de la communication interactive pour la publicité, l'information, la communication ainsi que les choix des outils pour la création de multimédia interactif.

Pour renseignements et inscriptions : Le Journal de la Formation continue et de l'E.A.O., 2, rue d'Amsterdam - 75009 Paris. Tél. : (1) 47-64-07-57 - (1) 42-67-93-80

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Europe : « Information sans frontières », par Jacques Semelin ; « Dernière chance pour l'électronique », par Maurice Allègre ..... 2

## ÉTRANGER

Les Douze et la reconnaissance des Républiques yougoslaves ..... 3  
Grande-Bretagne : la « campagne de Noël » de l'IRA ..... 3  
La visite de M. Baker dans les Républiques de l'ex-URSS ..... 3  
Pays-Bas : quarante-trois juifs soviétiques expulsés vers Israël ..... 3  
Les Nations unies, le sionisme et le racisme ..... 5

## POLITIQUE

Le retour de M. Barre : l'ancien premier ministre apparaît comme un recours possible en cas de défaite de la gauche ..... 7  
La préparation des élections régionales : les écologistes affichent leurs divisions ..... 8  
Diagonales par Bertrand Poirot-Delpech : « Some of these days » ..... 8  
Les travaux du Parlement ..... 9  
Un colloque sur les intellectuels de 1945 à 1991 ..... 9

## SOCIÉTÉ

Le fonctionnement du CNTS et l'affaire du sang contaminé ..... 10  
Les 1 045 jours de détention provisoire de Michel Kermache ..... 10  
Le lancement réussi des satellites Télécom 2A et Inmarsat 2-F3 par la fusée européenne Ariane ..... 11

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

L'environnement dans le tourbillon du progrès ♦ Zéphirs de quartiers ♦ Les traitements désordonnés de la stérilité ♦ Inventions hors poussière ..... 12 et 13

## CULTURE

Cinéma : « L'annonce faite à Marie », d'Aleix Cury ..... 14  
Musiques : Alpha Blondy à l'Élysée-Montmartre ..... 14

## COMMUNICATION

La CSA aura-t-elle tout pouvoir pour modifier les quotas selon les chaînes de télévision ..... 16

## ÉCONOMIE

Une Charte européenne de l'énergie est adoptée à La Haye ..... 17  
BSN rachète au groupe Agnelli le numéro un italien des eaux minérales ..... 17  
En Ile-de-France, la crise sévit aussi dans le logement neuf ..... 17  
Les camions et les autocars européens seront équipés d'un limiteur de vitesse à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994 ..... 18  
Grève des cheminots : la direction de la SNCF prévoit des perturbations modérées ..... 18

## Services

Abonnements ..... 16  
Annonces classées ..... VI à XIV  
Carnet ..... 19  
Marchés financiers ..... 20-21  
Météorologie ..... 23  
Mots croisés ..... 15  
Radio-Télévision ..... 23  
Spectacles ..... 22  
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3615 LM  
Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de I à XIV encarté entre les folios 16 et 17

Le numéro de « Monde » daté 17 décembre 1991 a été tiré à 521 045 exemplaires.